

## SÉRIE

### HORIZONS



#### ENQUÊTE

### Jean-Marie Messier

Quatrième chapitre : Vivendi Environnement est à vendre. Les politiques s'y opposent. L'hallali est proche. **p. 12**

### SUPPLÉMENT

Le Monde  
**DES LIVRES**  
Sollers en silence  
Michel de Certeau

### SOMMET DE LA TERRE

Un nouveau pas, selon Kofi Annan **p. 3**

### MINEURS ÉTRANGERS

Enfants des rues dans les villes françaises **p. 8**



### THÉÂTRE

Match Ibsen-Tchekhov à Oslo **p. 27**

### ENTRETIEN

Claude Bébéar fait son mea culpa **p. 18**

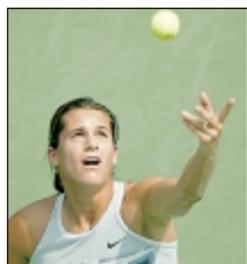
### TÉLÉPHONE FIXE

Comment choisir son opérateur **p. 25**

International.....	2	Entreprises.....	16
Union européenne.....	5	Communication.....	19
France.....	6	Marchés.....	20
Société.....	8	Aujourd'hui.....	22
Carnet.....	10	Météorologie.....	26
Abonnements.....	10	Jeux.....	26
Régions.....	11	Culture.....	27
Horizons.....	12	Radio-Télévision.....	31

### TENNIS

## Venus sur la route d'Amélie



AMÉLIE MAURESMO en demi-finale de l'Open des Etats-Unis après sa victoire sur Jennifer Capriati. Elle rencontrera vendredi Venus Williams. **Lire page 24**

# Bush prépare le Congrès à une « action » contre l'Irak

GEORGE W. BUSH a commenté mercredi 4 septembre le travail de préparation politique à une éventuelle intervention contre l'Irak. Le président américain a reçu à la Maison Blanche les chefs de file du Congrès pour leur dire que Saddam Hussein était une « menace sérieuse » pour les Etats-Unis et « pour le monde ». « L'inaction n'est pas une option », a-t-il ajouté, déclarant encore : « Aujourd'hui démarre le processus de dialogue avec les élus et, par conséquent, avec le peuple au sujet de notre avenir. » Le président entend que le Congrès, d'ici à la fin de la session, le 4 octobre, approuve sa politique irakienne par un vote, en se prononçant sur un texte qui n'exclura pas l'emploi de la force. Dans une lettre adressée aux dirigeants du Congrès, M. Bush écrit au sujet de la « menace » irakienne : « Je me prépare à décider de la façon dont il faut s'y prendre. » Il indique que le Congrès « peut jouer un rôle important dans la construction d'un



consensus national pour l'action ».

M. Bush exposera sa politique irakienne le 12 septembre devant l'Assemblée générale de l'ONU. Dans le courant du mois, la Chambre des représentants va tenir des

auditions sur l'Irak et entendre à ce sujet les représentants de l'exécutif. Avant cela, le président recevra le 7 septembre à Camp David le premier ministre britannique, Tony Blair, et s'entretiendra par

téléphone avec les responsables des autres pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

Lire page 2 et l'analyse page 15

## Le projet de budget 2003

► Le premier ministre veut une baisse supplémentaire de 3 milliards d'euros des impôts et des charges

► Dans un entretien au « Monde », Marc Blondel met en garde le gouvernement : « Les fonctionnaires vont craquer »

► Conformément aux engagements de Jacques Chirac, le budget de la défense sera en forte hausse : + 6,11 %

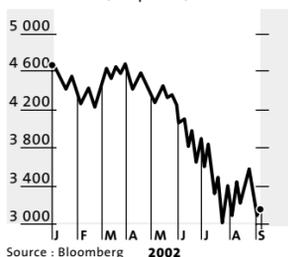
Lire page 6 et notre éditorial page 15

## Entreprises : la vie sans la Bourse

LA CRISE des marchés financiers et l'extrême volatilité des cours, qui s'est poursuivie tout au long de l'été, affectent désormais les entreprises, qui trouvaient jusque-là en Bourse une source importante de financement. Sur l'Europe, le volume de transactions portant sur des émissions d'actions a chuté de 45 % au premier semestre 2002 par rapport à 2000. Depuis le début de l'année, Wall Street a reculé de près de 16 % et Paris s'inscrit en perte de 31,48 %.

### BAISSE CONTINUE

Indice CAC 40, en points, à Paris



Source : Bloomberg 2002

Dans ce contexte déprimé, les entreprises doivent trouver des alternatives pour leurs projets de développement. Elles ont notamment recours aux émissions d'obligations convertibles en actions et à l'endettement auprès des banques, au risque de voir leur situation financière se dégrader fortement. Les tensions de trésorerie les obligent à procéder à des cessions d'actifs et à chercher des gisements de productivité en interne.

Lire pages 16 et 17

## Les baleines victimes des filets anti-requins en Australie

### SYDNEY

de notre correspondant

Celle-là a eu de la chance. Une baleine à bosse, qui tentait depuis six jours de se défaire du filet dans lequel elle s'était emmêlée au large de la Gold Coast en Australie, a été libérée, vendredi 30 août, de ses entraves par un groupe de volontaires du parc d'attractions Sea World et du ministère des pêches du Queensland. Le cétacé était parvenu à parcourir 185 kilomètres après s'être enchevêtré dans les larges mailles de Nylon censées protéger les plages australiennes des requins. Ces seize derniers mois, neuf baleines prises dans des filets ont été secourues dans trois Etats différents. Quatre n'ont pas survécu, trop épuisées pour pouvoir continuer à nager ou dévorées vivantes par des requins.

Depuis soixante ans, la plupart des plages australiennes les plus fréquentées sont protégées par des filets anti-requins. D'une longueur de 186 mètres pour une largeur de 6 mètres, ils sont fixés à de grosses bouées ancrées au fond de la mer. Les squalas, qui ont

attaqué 323 Australiens depuis 1876, selon une étude du Musée d'histoire naturelle de Floride, peuvent nager au-dessus ou à côté de ces murs de mailles, dont la présence diminuerait de 90 % le nombre d'attaques de baigneurs.

Les requins blancs, les requins-taureaux et les requins-tigres – les trois espèces les plus agressives envers l'homme – ne sont toutefois pas seuls à s'em mêler les nageoires dans ces barrières de Nylon. Des dauphins, des tortues, des raies et des squalas inoffensifs sont retrouvés morts chaque année dans ces filets sous-marins. Le nombre de cétacés qui en sont victimes est en hausse constante, ce qui révolte les écologistes locaux. Mais les gouvernements des différents Etats se refusent à réduire le nombre de filets. « Je suis bouleversé lorsqu'une tortue ou une baleine se fait prendre, mais permettez-moi d'être brusque, parfois il faut faire un choix entre les hommes et les autres animaux, juge Peter Beattie, le premier ministre du Queensland.

Frédéric Therin

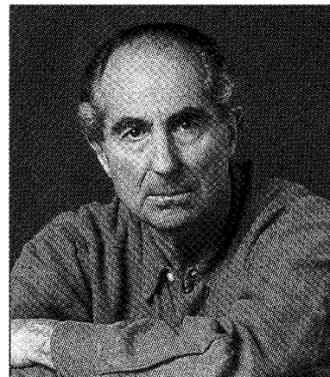
### CATASTROPHE

## Pripiat, ville fantôme victime du mal nucléaire



SEIZE ANS après l'explosion d'un réacteur à Tchernobyl, la cité ukrainienne qui hébergeait les familles des personnels de la centrale nucléaire semble figée pour l'éternité. Dans la région, la vie reprend peu à peu. Mais les poisons radioactifs sont toujours présents dans les sols, et pour longtemps encore. **Lire page 22**

## PHILIP ROTH



## La tache

roman

DU MONDE ENTIER  
GALLIMARD

### POINT DE VUE

## Israël-Palestine : la simple vérité

par Théo Klein

OUI, je le sais, seuls les Israéliens sont maîtres de leur destinée et, plus particulièrement encore, ceux qui affrontent la violence et sont soumis jour après jour à l'appréhension de l'attentat et à la douleur des morts. Eux seuls auront à décider. Eux seuls peuvent peser sur la décision de leurs dirigeants. Mais dois-je, face à cette imparable réalité, me taire alors que je sens – bien plus : je vois – les dangers qui guettent le pays de mon espérance ; des dangers que, du fond de l'inextricable combat sauvage où ils sont plongés, ils n'identifient sans doute pas clairement.

La non-assistance à personne en danger, cela s'est traduit, depuis des siècles, au sein de la grande

famille juive, par le principe de la garantie réciproque ; nous sommes tous garants les uns des autres, coresponsables.

Je me sens directement atteint dans ma dignité lorsque Baruch Goldstein assassine, au nom de Dieu, paraît-il, des musulmans qui prient le même Dieu, mais sous un nom différent. Je me sens responsable des maisons de terroristes que l'on détruit, sauf lorsque le terroriste est juif. Je me sens insulté par les furieux d'Hébron, dans leur mépris pour leurs voisins palestiniens. N'est-ce pas une même terre que nous aimons eux et nous ?

Alors je me sens le droit de m'adresser à ceux de ma grande

famille qui siègent à Sion et de leur crier : « Savez-vous où vous allez ? » Oui, nous avons le droit – et même le devoir – de combattre Amalek, figure biblique de la sornioiserie sauvage et, notamment, lorsqu'il prend le visage hideux et déshonorant de l'attentat-suicide. Mais veillons à ce qu'Amalek ne soit pas en nous.

Lire la suite et les points de vue d'Ilan Greilsammer et d'Eric Hazan page 13

THÉO KLEIN est avocat, ancien président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

© Ph. Compoint/Cherif / Edition Gallimard - 978 206 750 862 5

# INTERNATIONAL

## PROCHE-ORIENT

Le président George Bush a reçu, mercredi 4 septembre, les **LEADERS RÉPUBLICAINS ET DÉMOCRATES** du Congrès pour les informer de ses intentions à l'encontre du régime de Saddam Hussein. Dans une let-

tre au Congrès rendue publique par la Maison Blanche, il a déclaré ouvert le « **PROCESSUS DE DIALOGUE avec les élus** » en vue d'une action des Etats-Unis pour débarrasser l'Irak de son présent régime, accusé

de « **menacer le monde en développant les ARMES SUPRÊMES de la terreur** ». M. Bush présentera ses arguments lors d'une intervention, jeudi 12 septembre, devant l'Assemblée générale des Nations unies. Il

recevra, le 7 septembre, le Britannique Tony Blair à Camp David pour des entretiens à ce sujet, et entend **CONSULTER** Jacques Chirac et les présidents russe et chinois, ses interlocuteurs au Conseil de sécurité.

## George Bush va demander l'accord du Congrès sur l'Irak

Le président américain a fait connaître aux parlementaires son intention d'engager les procédures de consultation afin d'obtenir leur accord pour une opération visant à renverser Saddam Hussein. Dans la même optique, il s'adressera, jeudi 12 septembre, à l'Assemblée générale de l'ONU

### WASHINGTON

de notre correspondant

Aux responsables parlementaires, républicains et démocrates, invités à la Maison Blanche mercredi 4 septembre, George Bush a annoncé qu'il demandera au Congrès d'approuver sa politique face à la « **menace sérieuse** » que représente Saddam Hussein « **pour les Etats-Unis** » et « **pour le monde** ». « **Aujourd'hui, a-t-il dit, démarre le processus de dialogue avec les élus et, par conséquent, avec le peuple américain, au sujet de notre avenir.** » Le porte-parole de la présidence, Ari Fleischer, a précisé que M. Bush veut obtenir ce vote avant que le Congrès ne se sépare, le 4 octobre, pour la campagne des élections de novembre.

Dans une lettre remise aux représentants du Congrès, M. Bush rappelle que les sénateurs et les députés avaient adopté, en 1998, l'Irak Liberation Act, qui pose les bases de la politique américaine de « **changement de régime** » dans ce pays.

« **Je me prépare à décider de la façon dont il faut s'y prendre** », indique le président, ajoutant qu'il considère le débat et la discussion comme « **bienvenus** ». Répétant que, face à la menace que représente aujourd'hui l'Irak, l'inaction « **n'est pas une option** », il précise qu'il sollicitera « **le soutien** » du Congrès pour « **faire tout ce qui est nécessaire** ». Autrement dit, la décision d'agir militairement n'est pas encore prise, du moins officiellement, et il n'est pas sûr qu'elle le soit avant que le Congrès ne soit appelé à voter. Une offensive militaire pour-



rait donc ne figurer que comme une option dans la résolution soumise aux parlementaires ou, même, ne pas être du tout mentionnée, puisque M. Bush et ses conseillers maintiennent la position traditionnelle de la présidence, selon laquelle le « **commandant en chef** » n'a pas besoin de l'autorisation du Congrès pour faire la guerre.

Dans sa lettre, M. Bush indique que le Congrès « **peut jouer un rôle important dans la construction d'un consensus national pour l'action** ». Il confirme que l'exécutif va partici-

per aux auditions prévues ce mois-ci, alors que, fin juillet, l'administration s'était tenue à l'écart de celles de la commission des affaires étrangères du Sénat. Les auditions importantes auront lieu, cette fois, à la Chambre. Les républicains y sont majoritaires, et le climat chez les députés, même démocrates, paraît plus favorable à l'action qu'il ne l'est chez les sénateurs, même républicains. Selon Henry Hyde, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre, les auditions pourraient commen-

cer le 23 septembre. Cependant, la commission de la défense du Sénat prévoit d'en organiser aussi.

M. Bush avait assuré à plusieurs reprises, au cours des semaines précédentes, qu'il consulterait le Congrès et les pays alliés des Etats-Unis. Mercredi, il a confirmé que le discours qu'il prononcera devant l'Assemblée générale des Nations unies, le 12 septembre, sera consacré au problème posé par l'Irak, à l'attitude que devrait adopter la communauté internationale et aux mesures qu'il entend proposer à l'ONU.

### « INSPECTIONS COERCITIVES »

Avant cela, le président américain recevra, à la résidence officielle de Camp David, samedi 7 septembre, Tony Blair, le premier ministre britannique. Il s'entretiendra par téléphone avec les dirigeants des trois autres Etats membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, France, Russie). Une rencontre prévue avec le premier ministre canadien, Jean Chrétien, à Detroit, le 9 septembre, pour parler de la sécurité à la frontière, sera mise à profit pour parler aussi de l'Irak.

Ce que les dirigeants américains se préparent à faire contre Saddam Hussein est loin d'être clair. Les Etats-Unis demandent-ils le retour des inspecteurs de l'ONU ? « **La question, ce n'est pas les inspecteurs**, a répondu M. Bush. **La question, c'est le désarmement.** » S'appuyant sur les résolutions adoptées par l'ONU après la guerre du Golfe, le président a rappelé que le dictateur irakien s'était engagé à ne pas

détenir d'armes de destruction massive. « **Nous allons discuter des moyens de nous assurer que c'est le cas** », a-t-il dit. La Maison Blanche n'a donné aucune indication sur une éventuelle résolution que les Etats-Unis pourraient proposer ou défendre au Conseil de sécurité de l'ONU. Elle a refusé de confirmer ou de démentir un article du *Los Angeles Times*, selon lequel l'administration étudierait une formule d'« **inspections coercitives** », accompagnées par des troupes agissant

### Ariel Sharon accuse la Libye

Le premier ministre israélien a déclaré, mercredi 4 septembre, que la Libye « **pourrait être le premier pays arabe à disposer d'armes de destruction massive de la pire espèce** ». S'exprimant sur la télévision publique, Ariel Sharon a dit : « **Nous savons qu'il y a des experts irakiens dans ce pays et il est possible que le tout soit financé par des capitaux saoudiens avec la collaboration du Pakistan et de la Corée du Nord.** » Le ministre de la défense, Benyamin Ben Eliezer, a pour sa part affirmé à la radio militaire que son pays avait « **informé qui de droit de cette évolution** », une allusion aux Etats-Unis. Un porte-parole du ministère libyen des affaires étrangères a accusé M. Sharon de faire preuve d'« **hystérie** » et a appelé la communauté internationale à « **faire face au danger des armes nucléaires et bactériologiques d'Israël, qui refuse d'adhérer au traité de non-prolifération des armes nucléaires** ». — (AFP.)

sur mandat de l'ONU. M. Bush lui-même n'a pas répondu à une question portant sur la possibilité d'un ultimatum semblable à celui qu'il avait adressé aux talibans d'Afghanistan après le 11 septembre.

La réunion avec les représentants du Congrès a rassuré ces derniers sur la volonté du président d'associer le pouvoir législatif, par un vote, à sa politique. Elle n'a pas dissipé, pour autant, les doutes de nombreux parlementaires quant à la justification d'une action préventive ou l'urgence d'une telle entreprise. Aucune information nouvelle n'a été donnée sur les projets de Saddam Hussein ou sur l'avancement de ses efforts éventuels pour acquérir l'arme atomique. Aussi Thomas Daschle, le chef de la majorité démocrate du Sénat, parlait-il, quelques heures plus tard, des « **sceptiques qui s'interrogent sur les implications de tout cela à l'approche des élections** ». Les sondages, eux, sont clairs : la situation économique sert les démocrates, la guerre aide les républicains.

Patrick Jarreau

■ **JUSTICE : une procédure judiciaire contre l'Irak**, arguant que Bagdad était informé et avait aidé à la réalisation des attentats du 11 septembre 2001, a été engagée, mercredi 4 septembre, devant un tribunal new-yorkais au nom de 1 400 victimes des attentats, dont 300 pompiers. Les plaignants réclament au gouvernement irakien plus de 1 000 milliards de dollars de dommages et intérêts. — (AFP.)

VERBATIM

### Ligue arabe : « Encourager la poursuite du dialogue »

**LES CHEFS** de la diplomatie arabe, réunis au Caire, ont réaffirmé, mercredi 4 septembre, leur opposition à une frappe américaine en Irak. « **Nous y sommes tous opposés** », a déclaré, à l'ouverture de la réunion ministérielle de la Ligue arabe, le chef de la diplomatie syrienne, Farouk Al-Chareh, se faisant l'écho de la position de ses pairs.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a averti qu'une éventuelle frappe américaine aurait de « **graves répercussions sur l'Irak, sur ses voisins et sur la stabilité de la région tout entière** ». Selon lui, les pays arabes sont « **déterminés à agir rapidement pour éviter une telle frappe, encourager la poursuite du dialogue entre l'Irak et l'ONU et résoudre les questions en suspens, en premier lieu celle du retour des inspecteurs** » en désarmement.

Le chef de la diplomatie française, Dominique de Villepin, a affirmé, mercredi, qu'il y avait des sujets qu'il ne fallait pas « **traiter sur la place publique** » et en a appelé au sens des responsabilités sur l'Irak, ajoutant : « **Cela demande sérénité et sérieux et il faut donc se garder de toute dispersion et de tout propos va-t-en-guerre** », a-t-il déclaré sur France Info. « **L'important, c'est la responsabilité** », a insisté M. de Villepin, ajoutant : « **Qu'il y ait aujourd'hui le sentiment qu'un pays puisse disposer d'armement chimique, biologique, et qu'il puisse y avoir une menace, c'est bien évidemment notre responsabilité de l'évaluer.** »

### DIVERGENCES AVEC TONY BLAIR

Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, a réaffirmé que des soldats allemands ne participeraient pas à une intervention et a clairement pris ses distances avec son

homologue britannique, Tony Blair. Les informations dont dispose l'Allemagne ne montrent pas de nouvelles menaces de l'Irak, a souligné le chancelier lors d'une conférence de presse. « **Nous n'avons donc aucune raison de changer notre position bien fondée** », a-t-il précisé. Gerhard Schröder a également réitéré tout antiaméricanisme dans la position allemande. Le chancelier a fait remarquer que « **l'amitié ne signifie pas que l'on doit faire ce que son ami veut** ».

Son ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, a enfoncé le clou en déclarant au quotidien régional *Mittelbayerische Zeitung* : « **Aux Etats-Unis mêmes, on considère qu'il s'agit là de la décision la plus risquée depuis la guerre du Vietnam.** (...) **C'est pourquoi le gouvernement allemand est convaincu qu'une intervention militaire est une mauvaise décision.** » — (AFP.)

**VOICI** des extraits de la lettre que le président américain, George Bush, a adressée, mercredi 4 septembre, au Congrès (traduction Reuters) :

« L'Amérique et le monde civilisé vont devoir prendre une décision cruciale dans les prochains mois. La décision est de savoir comment désarmer un régime hors la loi qui continue à posséder et à développer des armes de destruction massive, malgré les promesses qu'il a formulées au cours de la dernière décennie et malgré la condamnation du monde. Le 11 septembre nous a tragiquement rappelé que nous étions vulnérables face aux personnes malveillantes. Et cette vulnérabilité s'accroît dramatiquement quand les personnes malveillantes ont accès à des armes de destruction massive. (...)

L'Amérique a l'intention de montrer la voie pour être sûre que le régime de Saddam Hussein n'a plus les moyens de menacer quiconque dans le monde avec les armes les plus dévastatrices au monde.

Je suis actuellement dans la phase de décision concernant les moyens d'action. C'est une décision importante qui doit être prise après mûre réflexion et avec beaucoup de précautions. C'est pourquoi je salue et j'encourage la discussion et le débat. (...)

## L'armée américaine prépare le champ de bataille par des prépositionnements logistiques

Elle a affrété des cargos pour acheminer des armes dans le Golfe et s'entraîne à des combats de rue dans l'hypothèse d'affrontements urbains

**LES MILIEUX** des assurances maritimes, à Londres, ont confirmé, mercredi 4 septembre, des informations de la presse américaine, diffusées dès la mi-août, selon lesquelles la marine américaine avait affrété des cargos pour acheminer des armes dans le Golfe en anticipant sur le scénario d'une attaque de l'Irak. Le Pentagone, en revanche, continue d'affirmer qu'il s'agit de rotations normales dans le cadre du programme Operation Desert Spring, qui consiste à assister le Koweït depuis la guerre de 1991. Dans le même temps, des exercices sont prévus avec la Jordanie.

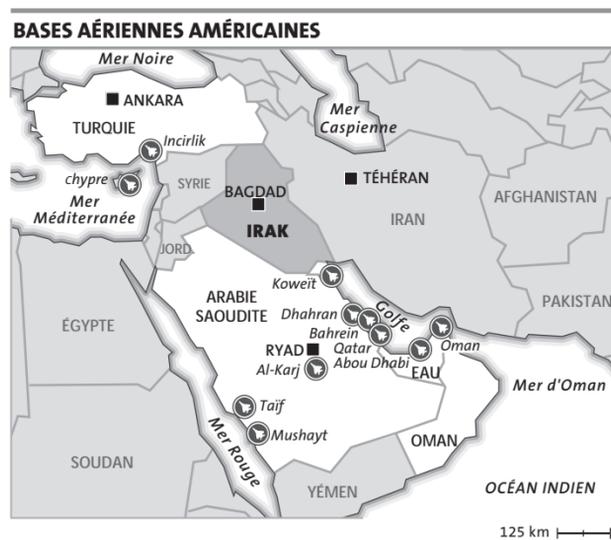
Il n'en reste pas moins que, en un mois, déjà trois navires marchands ont transféré des équipements militaires dans le Golfe – mais aussi à Diego Garcia dans l'océan Indien – et que sept autres ont d'ores et déjà été réquisitionnés. Selon des experts américains, leur cargaison, telle qu'elle semble avoir été composée, est susceptible d'équiper quatre brigades de l'armée de terre américaine et du corps des marines, soit de l'ordre de 18 000 combat-

tants qui, eux, seraient acheminés par avion, en quatre jours, depuis les Etats-Unis.

De même, la marine britannique a fait partir, début septembre, de Portsmouth pour la Méditerranée son porte-avions *Ark-Royal*, avec des Harrier à bord. Officiellement, il s'agit d'un exercice de l'OTAN pour lequel deux frégates britanniques sont déjà sur zone. Le retour au pays de ces bâtiments, qui disposent de leur armement complet, n'est pas prévu avant décembre.

Même si les moyens américains en cours de déploiement sont très loin de correspondre à ceux qui seraient nécessaires à une attaque de l'Irak, de tels prépositionnements donnent le sentiment que les Etats-Unis sont en train de « **préparer le champ de bataille** », pour citer le propos d'un spécialiste. Cela rappelle la manière dont le Pentagone a, dès l'automne 1990, préparé le terrain avec l'opération « **Bouclier du désert** » avant même la campagne « **Tempête du désert** ».

Les Etats-Unis disposent aussi d'une série de bases, plus ou moins



permanentes, dans cette région du monde avec, notamment, de nouvelles installations à Al-Udeid, au Qatar, où sont stationnés 3 500 sol-

datés américains, et, surtout, de nouvelles installations à Al-Udeid, au Qatar, où sont stationnés 3 500 sol-

datés américains, et, surtout, de nouvelles installations à Al-Udeid, au Qatar, où sont stationnés 3 500 sol-

### EXERCICES EN CALIFORNIE

D'autre part, l'état-major de l'armée de terre et le corps des marines ont, depuis le début de l'été, entrepris au profit de leurs hommes des entraînements, d'une durée de cinq semaines à chaque fois, pour les former aux combats de rue. L'instruction a lieu sur un terrain d'exercice en Californie.

A l'origine, la stratégie des forces américaines a été d'éviter cette forme de combat – la guérilla et la contre-guérilla urbaine – parce qu'elle est lourde de pertes potentielles et qu'elle n'est pas gagnée d'avance. C'est cette absence de formation qui explique, d'une certaine façon, le fait que l'état-major américain, dirigé par le général Colin Powell au moment de la guerre du Golfe, en 1991, n'ait pas voulu tenter un assaut de force contre la ville même de Bagdad. Devenu secrétaire-

re d'Etat, M. Powell privilégie aujourd'hui l'option diplomatique en insistant sur le préalable d'envoyer en Irak des contrôleurs du désarmement au nom de l'ONU.

Aujourd'hui, des renseignements obtenus par Washington laissent à penser que Saddam Hussein a fait faire mouvement, récemment, à ses unités, plus spécialement la Garde républicaine, pour les masser dans les agglomérations, plutôt que dans le désert comme en 1990-1991. Il apparaîtrait que la Garde républicaine elle-même subit un entraînement intensif pour le combat de rue.

Les préparatifs américains peuvent aussi faire partie d'une campagne de désinformation, voire d'intoxication. Ils peuvent être interprétés, du moins dans un premier temps, comme un message adressé aux militaires irakiens pour qu'ils restent dans leurs casernes, avec leur équipement au garage, dans l'incertitude qu'ils sont de la réalité des projets du Pentagone.

Jacques Isnard

Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies

## « On va maintenir la pression pour vérifier que les promesses du Sommet de la Terre seront tenues »

Il évoque « une impulsion qu'il faudra soutenir », malgré les carences du plan d'action adopté



**JOHANNESBURG**  
de nos envoyés spéciaux

**Quel bilan tirez-vous du Sommet mondial pour le développement durable ?**

Je suis satisfait. Evidemment, on n'a pas tout obtenu, mais je crois que, sur le plan politique, les chefs d'Etat qui sont venus ici se sont engagés, il y a eu la société civile, le secteur privé, les individus, il y a un certain engagement, une impulsion qu'il faudra soutenir. Pour les pauvres, l'accord qui a été conclu sur l'épuration de l'eau, sur l'énergie, et la décision d'exploiter les ressources de la planète de façon durable, cet accord est important. J'espère qu'en partant d'ici tout le monde va se mettre en action, mettre en application ce qui a été décidé ici.

**La société civile juge que le secteur privé a « piraté » ce sommet et que les considérations commerciales ont pris trop d'importance.**

Les Nations unies ne peuvent faire leur travail sans les ONG (organisations non gouvernementales) : on

a besoin d'elles. Elles sont un partenaire-clé pour l'ONU. Mais on a aussi besoin du secteur privé, qui a l'argent, la capacité de gestion et la technologie. Ce sont les entreprises qui, selon la façon dont elles travaillent, peuvent mettre en application ce qui a été décidé ici. On leur demande de continuer à faire leurs affaires, mais autrement : elles doivent être sensibles à l'environnement, à l'équilibre essentiel entre le développement et l'environnement. On cherche à les engager pour les guider et les pousser dans la bonne direction. Je demande à mes amis dans les ONG de comprendre et d'accepter cela.

**Les ONG se sont senties marginalisées dans le Sommet. Elles étaient loin du centre de négociation, elles y ont eu peu accès.**

Je suis allé là-bas les rencontrer. Leur éloignement était une question d'organisation. Si cette conférence avait été organisée à New York ou à Paris, on aurait tous pu travailler en un même lieu. Je regrette que cela n'ait pas été possible ici.

**Le plan d'action adopté, mercredi 4 septembre, par les pays participants comporte peu de résultats concrets. Cela ne minimise-t-il pas l'importance des sommets de l'ONU ?**



PÉRO UGARTE / AFP

Evidemment, on n'a pas eu de décision sur l'énergie. On a pris une décision sur l'eau. Mais si l'on regarde les engagements qu'ont pris les pays ici, je crois que nous sommes sur la bonne voie. Les pays vont devoir soumettre un rapport chaque année indiquant ce qu'ils ont fait, où ils ont échoué et pourquoi. Donc, on va maintenir la pression pour vérifier que les promesses seront tenues. Il y a aussi eu des engagements financiers ici à Johannesburg qui n'auraient peut-être pas eu lieu sans cette conférence.

**N'y a-t-il pas une lutte pour maintenir les valeurs de l'ONU face à celles que défend l'Organi-**

**sation mondiale du commerce (OMC) ?**

Nous avons beaucoup discuté de cette question ici. Tout le monde dit qu'il faut pousser à fond l'engagement des Etats membres pour traiter les problèmes globaux, et souligne l'importance de l'ONU et la nécessité de son renforcement.

**Comment définiriez-vous le rôle de l'ONU par rapport à celui de l'OMC ?**

L'ONU rassemble 191 pays membres, des grands et des petits, des puissants et des faibles. C'est la seule organisation mondiale vraiment représentative, où tout le monde peut participer à l'égalité. Dans la Banque mondiale et le FMI (Fonds monétaire international), les décisions sont au contraire prises selon la contribution de chacun, le poids économique des partenaires est déterminant, comme à l'OMC. Les pays pauvres estiment qu'ils n'ont pas suffisamment de voix au chapitre dans l'OMC.

L'ONU sert à aider les pays pauvres, et va les aider à préparer et à mener les négociations à l'OMC engagées à Doha.

Propos recueillis par Hervé Kempf et Fabienne Pompey

## Le « J'accuse » d'un Nobel

**La Grande désillusion est l'un des meilleurs livres qu'on ait écrit sur la mondialisation.**

*Le Nouvel Observateur*

**Joseph Stiglitz est le premier du sérail à mettre en cause aussi violemment les institutions internationales.**

*Le Monde*

**La Grande désillusion fait événement dans le monde entier.**

*Télérama*

**Une analyse implacable.**

*Marianne*

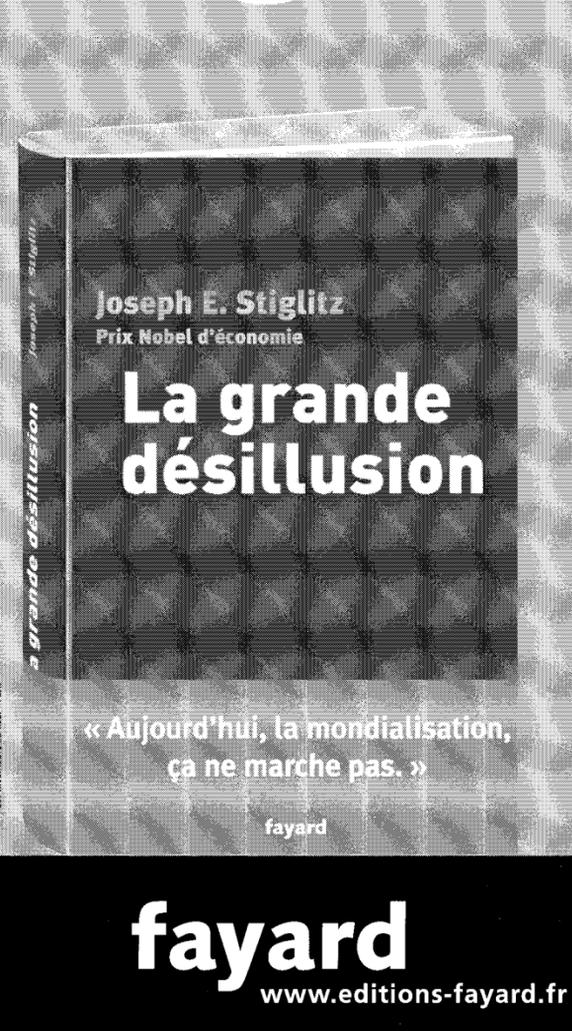
**Joseph Stiglitz se situe résolument parmi les avocats d'une mondialisation différente.**

*La Quinzaine littéraire*

**Dénué de toute passion partisane, ce réquisitoire implacable contre la mondialisation capitaliste est un événement.**

*Politis*

## Joseph E. Stiglitz



## La rencontre de Johannesburg a confirmé l'isolement des Etats-Unis

**JOHANNESBURG**  
de notre envoyé spécial

Lassitude : c'est l'état d'esprit qui prévalait, mercredi soir 4 septembre, lorsque le président sud-africain, Thabo Mbeki, a clôturé d'un coup de marteau le Sommet mondial pour le développement durable. Plan d'action et déclaration de politique générale étaient adoptés dans une ambiance très éloignée de l'enthousiasme ayant animé le sommet de Rio, dix ans auparavant.

Cependant, la dernière journée du sommet de Johannesburg a illustré deux aspects politiques notables : l'isolement des Etats-Unis et l'importance de la question de l'énergie. Lors de son discours, Colin Powell, le secrétaire d'Etat américain, a été hué par des activistes qui s'étaient introduits dans la

salle plénière. Après leur évacuation, M. Powell a de nouveau été conspué, cette fois par des délégués officiels, lorsqu'il a critiqué « l'absence de respect des droits de l'homme et de la règle de la loi au Zimbabwe » ou affirmé que « les Etats-Unis agissent pour surmonter les défis environnementaux, y compris le changement climatique ». Ces mouvements d'humeur diplomatiques, inhabituels, reflètent l'animosité à l'égard de la délégation américaine qui, tout au long des négociations, a pesé pour empêcher l'adoption d'objectifs forts.

Dans sa dernière intervention, John Tuner, le chef de la délégation américaine, a émis plusieurs réserves sur le plan d'action. Sont ainsi « réservés » l'objectif d'aide au développement dans une proportion de 0,7 % du produit intérieur

brut (PIB) des pays riches, le principe de la responsabilité commune mais différenciée des Etats dans la dégradation de la biosphère, le texte sur le partage des bénéfices de la biodiversité. M. Tuner a conclu que « ce plan ne crée pas d'obligations contraignantes ». Après la séance, M. Tuner précisait au Monde : « Ce plan est très important, mais ce n'est qu'un plan : les Etats-Unis s'intéressent à l'action concrète. »

### LE BESOIN D'AUTRES ENERGIES

De nombreuses délégations ont, par ailleurs, déploré la faiblesse du texte sur l'énergie. Sous l'influence des Etats-Unis, aucun objectif précis n'a été adopté sur la part que devra représenter les énergies nouvelles dans le bilan énergétique mondial futur. Or les interventions des Etats en séance finale,

très synthétiques, ont montré que la question énergétique était jugée cruciale par des Etats tels que l'Inde, le Brésil, la Norvège, le Pérou, le Chili, l'Ouganda, etc.

Pour répondre à cette demande pressante, l'Union européenne a publié, mercredi après-midi, une déclaration dans laquelle elle affirme qu'elle fixera pour son compte des objectifs précis en matière d'énergies renouvelables, invitant d'autres pays à la rejoindre. A l'heure où la question de l'intervention en Irak – un des plus importants producteurs de pétrole du monde – est brûlante, la communauté internationale exprime, contre l'avis des Etats-Unis, son besoin de recourir à d'autres énergies.

H. K.

## A Sant'Egidio aussi, une « paix durable » appelle un « développement durable »

**PALERME**

de notre envoyé spécial

« Le sang d'un enfant irakien a-t-il moins de prix que celui d'un enfant américain ? » La question, lancée par un prêtre arabe, applaudie par des participants musulmans, donne la mesure du climat qui a régné au cours du sommet interreligieux organisé, du dimanche 1<sup>er</sup> au mardi 3 septembre à Palerme, par la communauté de Sant'Egidio. « Les enfants irakiens mouraient déjà avant l'embargo, a répliqué le Français Bernard Kouchner. On n'en finira pas avec les guerres avec la seule morale ! »

Les menaces de conflit armé entre Washington et Bagdad ont donné le ton – anti-américain et antiglobalisation – d'une assemblée de 400 responsables chrétiens, juifs, musulmans, bouddhistes, hindouistes, etc., intellectuels et hommes politiques, croyants ou non, qui étaient venus en Sicile, un an après les attentats du 11 septembre 2001, pour sceller une nouvelle ère de paix et de réconciliation. Après des temps de prière dans des lieux

séparés, ils ont défilé en procession dans les rues palermitaines et solennellement répété que la paix du monde passe par la paix des religions et condamné toute instrumentalisation du nom de Dieu à des fins d'extrémisme politique : « Les religions ne justifient jamais la haine et la violence. Le nom de Dieu est la paix. Personne ne peut l'invoquer pour bénir sa propre guerre (...). A ceux qui tuent et font la guerre au nom de Dieu, nous disons : arrêtez-vous. Ne tuez pas. La violence est une dé-faite pour tous. »

### DÉLÉGATION ISLAMO-CHRÉTIENNE

L'intérêt de cet appel vient de la qualité de ses signataires. D'année en année, la communauté de Sant'Egidio (60 000 membres, dont 25 000 en Italie et la moitié en Afrique), spécialisée dans les médiations et le dialogue interconfessionnel, touche une diversité plus grande de pays et de courants religieux, politiques, intellectuels. Toutes les Eglises orthodoxes, y compris les plus hostiles à Rome

(Russie, Grèce, Ukraine), étaient représentées à Palerme. Le ministre israélien Dan Méridor est venu y débattre avec des porte-parole palestiniens. L'islam comptait aussi une vingtaine de personnalités d'Arabie saoudite, de Turquie, d'Iran, du Soudan. Une délégation islamo-chrétienne était venue d'une Côte d'Ivoire traversée par des tensions religieuses.

Ce sommet de Palerme a pris des positions proches de celles entendues à la conférence de Johannesburg. La vraie racine des conflits n'est pas la religion, qui leur sert souvent d'alibi, mais la litanie des pauvretés et des misères. « Il n'y aura jamais de paix durable sans développement durable », a souligné Andrea Riccardi, président de Sant'Egidio, satisfait d'avoir sauvé l'inspiration d'un dialogue menacé de scepticisme après le 11 septembre et la montée des radicalismes religieux dans le conflit israélo-palestinien.

Henri Tincq

## L'immunité américaine devant la CPI serait infondée en droit

Les juristes de l'UE réaffirment la pleine compétence de la Cour pénale internationale

**BRUXELLES**

de notre bureau européen

Réunis, mercredi 4 septembre, à Bruxelles, les experts juridiques des Quinze se sont prononcés sur la démarche des Etats-Unis à propos de la Cour pénale internationale (CPI), qui consiste à demander au plus grand nombre d'Etats possible de s'engager, par accord bilatéral, à ne pas transférer de citoyens américains vers cette Cour. L'avis des experts était très attendu, et ils n'ont pas facilité la tâche des deux pays de l'Union – la Grande-Bretagne et l'Italie – tentés de conclure un tel accord avec Washington. Un consensus s'est en effet formé pour conclure que, telle qu'elle était présentée, la demande améri-

caine d'une immunité pour les ressortissants américains n'est pas compatible avec les engagements pris par les 139 Etats signataires des statuts de cette nouvelle juridiction internationale.

### ARTICLE NON APPLICABLE

Les discussions n'ont pas porté sur le fond du débat, encore moins sur la possibilité de trouver un compromis politique entre Européens et Américains. La question était de savoir si les dispositions des accords internationaux sur le statut des forces (Sofas), selon lesquelles des militaires stationnés dans un pays tiers bénéficient d'une immunité judiciaire devant les juridictions du pays hôte, pouvaient être éten-

dues, comme le réclame Washington, aux citoyens américains, en particulier aux « représentants, ou anciens représentants du gouvernement » et personnels militaires.

Les experts ont estimé que l'article 98 du traité sur la CPI, qui prévoit qu'un Etat ne peut être obligé de livrer un accusé à la Cour si cela contrevient à ses obligations découlant d'accords internationaux, n'était pas applicable. Les experts des Quinze ont jugé, comme le service juridique de la Commission européenne, qu'une immunité internationale n'était pas acceptable. Vendredi, ce sera au tour des ambassadeurs du comité politique et de sécurité (COPS) de l'UE de se prononcer, mais il paraît exclu

qu'ils infirment l'avis des experts.

Leur rôle sera cependant différent, car ils devront chercher les termes d'un accord, d'une part, entre Européens et, d'autre part, si possible, avec les Etats-Unis. S'ils n'y parviennent pas, la négociation se poursuivra à un plus haut niveau politique, notamment en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, la semaine prochaine.

Il y a urgence, Washington faisant pression sur les pays candidats à l'OTAN, pour qu'ils signent des accords bilatéraux. Au siège de l'Alliance, on affirmait, mercredi, ne pas être au courant de telles pressions.

Laurent Zecchini

fayard

**fayard**

www.editions-fayard.fr

## L'opposant tunisien Hamma Hammami retrouve une « liberté conditionnelle »

Après des années de clandestinité et sept mois de prison, il bénéficie d'une mesure de clémence

**QUARANTE-HUIT HEURES** après le rejet de son affaire en cassation et la confirmation de sa peine de trois ans et deux mois de prison ferme, l'opposant Hamma Hammami, 50 ans, a été remis en liberté conditionnelle, mercredi 4 septembre à Tunis, officiellement pour « raisons de santé ». Samir Tamallah, condamné comme lui pour appartenance au Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, interdit) a également bénéficié de cette mesure de clémence, tandis que deux autres membres de cette petite formation, Samir Tamallah et Abdelajabar Madouri, sont maintenus sous les verrous.

« Nous sommes heureux et émus de nous retrouver en famille pour la première fois depuis cinq ans. Mes filles n'arrivent pas encore à y croire : c'est extraordinaire », a déclaré l'épouse d'Hamma Hammami, l'avocate Radhia Nasraoui, tout en regrettant que deux membres du PCOT restent en prison et en dénonçant le fait que la libération de son mari soit conditionnelle. « Cela revient à dire : "Gare à vous si vous bougez" et cela permet de



Hamma Hammami photographié à son arrivée au tribunal de grande instance de Tunis, le 2 février 2002, lors de sa sortie de clandestinité. A ses côtés, sa fille aînée Nadia. En arrière-plan, Abdelajabar Madouri, autre militant communiste qui, lui, reste emprisonné.

remettre l'intéressé en prison à tout moment et sans procès », a-t-elle indiqué au Monde avant de souligner que son mari allait « continuer son combat » et elle, « à le soutenir ».

Le 26 juin, Radhia Nasraoui, connue pour sa défense des prisonniers d'opinion en Tunisie et sa lutte en faveur des libérés,

s'était lancée dans une grève de la faim de 37 jours. L'avocate entendait dénoncer ainsi l'incarcération d'Hamma Hammami, ses conditions de détention ainsi que le harcèlement policier dont elle-même et ses trois filles étaient la cible.

### GRÈVE DE LA FAIM

Le 2 août, Radhia Nasraoui avait suspendu son mouvement à la demande insistante de son entourage et de ses médecins qui redoutaient « un incident cardiaque majeur ». Les autorités tunisiennes n'avaient pas cédé mais dénoncé « une opération de chantage, médiatisée à outrance ».

Avant de se résoudre à interrompre son jeûne, l'avocate allait faire, épuisée, un aller et retour à Paris, non pas pour y trouver refuge mais pour y déposer sa plus jeune fille, Sarra, 3 ans, empêchée de quitter le territoire tunisien, au motif qu'étant mineure, l'enfant devrait disposer de l'autorisation écrite de son père.

Quelques jours plus tôt, une autre de ses filles, Oussaïma, également mineure (14 ans) avait pourtant quitté seule le territoire tunisien pour rejoindre à Paris sa sœur aînée, Nadia. Celle-ci, étudiante, âgée de 19 ans, avait elle-même observé une grève de la faim de quinze jours, en juillet 2000, dans l'espoir d'obtenir une grâce pour son père, alors dans la clandestinité. « Toute expression divergente du pouvoir étant interdite en Tunisie, quel autre moyen avons-nous de nous faire entendre que de mettre nos vies en danger ? », soulignait alors l'adolescente.

### « DÉCISIONS ARBITRAIRES »

« Ce n'est pas parce que je suis en liberté conditionnelle que je vais me taire. Je vais poursuivre ma lutte contre la dictature policière en Tunisie, pour l'instauration d'une véritable démocratie et la promulgation d'une amnistie générale pour tous les détenus politiques, quelles que soient leurs opinions », a déclaré, mercredi soir, Hamma Hammami, joint par téléphone.

Le chef du PCOT a souligné qu'il était prêt à revenir en prison « à tout moment ». Quelques heures plus tôt, l'opposant avait fait la connaissance de Sarra, sa dernière fille, conçue et née durant ses années de clandestinité mais qu'il n'avait jamais pu rencontrer.

S'il a salué la libération d'Hamma Hammami, le président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, M<sup>e</sup> Mokhtar Trifi, a regretté « qu'elle soit assortie de condition ». En juillet, cet avocat avait appelé le président Ben Ali à cet élargissement qui serait « un acte de courage politique et d'une grande humanité » parce que, disait-il, M. Hammami a été condamné le 2 février lors d'un procès « totalement inéquitable, une parodie de justice ».

Dans un communiqué publié à Londres, Amnesty International s'est dit satisfait d'apprendre la libération de MM. Hammami et Tamallah, « prisonniers d'opinion », tout en soulignant que cela ne résolvait pas « le problème de fond des décisions arbitraires » qui continuent en Tunisie de « l'emporter sur le devoir de justice ».

A Paris, le Quai d'Orsay a déclaré, jeudi matin, qu'il avait pris note de ce « geste d'apaisement bienvenu » mais que « les autorités françaises allaient continuer de suivre avec attention la situation de Hamma Hammami dans le cadre du dialogue politique régulier et confiant qu'elles entretiennent avec les autorités tunisiennes ».

Florence Beaugé

## Ariel Sharon rejette le plan de paix européen

**JÉRUSALEM.** Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a rejeté, mercredi 4 septembre, le plan de paix européen prévoyant la création d'un Etat palestinien d'ici à 2005, lors d'une rencontre, à Jérusalem, avec le chef de la diplomatie danoise, Per Stig Moeller. M. Sharon a estimé qu'il « ne pouvait y avoir le moindre progrès tant que Yasser Arafat est à la tête de l'Autorité palestinienne, car il bloque toutes les véritables réformes permettant de mettre fin au terrorisme ». Pour le premier ministre, « le calendrier contenu dans ce plan sur la création d'un Etat palestinien d'ici trois ans n'est pas réaliste ». Le président Arafat, qui a également rencontré M. Moeller, à Ramallah, en Cisjordanie, a, en revanche, déclaré qu'il donnait son « accord de principe » au nouveau plan de paix européen.

D'autre part, une voiture bourrée de 600 kg d'explosifs a été interceptée dans la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 septembre dans la localité de Binyamina, à environ 60 km au nord de Tel-Aviv. Les occupants du véhicule ont pris la fuite. Les artificiers de la police ont fait sauter la charge. - (AFP.)

## Le multipartisme est introduit dans la République de Djibouti

**DJIBOUTI.** La période du « multipartisme intégral » s'est ouverte à Djibouti, mercredi 4 septembre. Toutes les nouvelles formations politiques seront désormais reconnues, après approbation du ministère de l'intérieur. Le chef de l'Etat, Ismaël Omar Guelleh, a demandé aux Djiboutiens d'« éviter toutes les actions qui peuvent les éloigner des principes de la Constitution ou disloquer la communauté nationale », les mettant en garde contre le « tribalisme ». Pour ce petit pays de la Corne de l'Afrique, indépendant de la France depuis 1977 et ayant vécu sous un régime de parti unique jusqu'en 1992, une page se tourne. Le référendum constitutionnel, adopté le 4 septembre 1992, limitait jusqu'à présent à quatre le nombre des partis politiques. L'avènement du « multipartisme intégral » intervient à moins de quatre mois des élections législatives. Lors du dernier scrutin, le 19 décembre 1997, la coalition au pouvoir avait raflé les 65 sièges du Parlement. - (AFP.)

## Prison pour le président de l'Assemblée indonésienne

**DJAKARTA.** Le président de l'Assemblée nationale indonésienne, Akbar Tandjung, a été condamné, mercredi 4 septembre, à Djakarta, à trois ans de prison pour avoir détourné l'équivalent de près de 5 millions d'euros quand il était membre du gouvernement, en 1999. Ces fonds, empruntés auprès d'une agence officielle, étaient destinés à l'aide aux pauvres mais avaient disparu, avant d'être restitués à l'ouverture du procès. L'accusation avait réclamé l'application de la peine minimale de quatre ans de prison prévue par la loi.

Egalement président du Golkar (deuxième formation de l'Assemblée nationale et parti d'ancien régime), Akbar Tandjung demeurera en liberté pendant l'examen de son appel, procédure qui pourrait prendre quelques mois. Mais sa condamnation renforce les pressions en faveur de sa démission de la présidence de l'Assemblée et de la réunion anticipée d'un Congrès du Golkar pour décider de son sort. - (Corresp.)

### DÉPÊCHE

■ **SRI LANKA : le gouvernement a levé, mercredi 4 août, l'interdiction du LTTE** (Tigres de libération de l'Eelam tamoul) pour permettre l'ouverture des négociations de paix, prévues le 16 septembre en Thaïlande. La présidente du Sri Lanka, Chandrika Kumaratunga, était opposée à la levée d'une interdiction qui remontait à un attentat contre le temple bouddhiste le plus sacré du pays, en janvier 1998 à Kandy. Estimant que cette levée « devait être subordonnée aux résultats positifs des négociations de paix », la présidente n'a pas participé à la réunion du gouvernement dirigé par son principal opposant, Ranil Wikramasinghe. - (Corresp.)



WEDA/AFP

## Huit mois de prison pour un journaliste

Le journaliste islamiste Abdallah Zouari, réincarcéré le 19 août, a été condamné en appel, mercredi 4 septembre, à huit mois de prison ferme par un tribunal de Médenine, à 500 km au sud de Tunis. Le tribunal a confirmé le jugement en première instance prononcé, le 23 août, pour « non-respect d'une mesure de contrôle administratif ». Ex-collaborateur de l'hebdomadaire *Al-Fajr*, l'organe du mouvement Ennahda, Abdallah Zouari, 46 ans, considéré comme « terroriste » par le pouvoir, avait été, en 1992, condamné par un tribunal militaire à onze ans de prison.

A sa sortie de prison, M. Zouari avait engagé un recours en justice contre un arrêté du ministre de l'intérieur fixant sa résidence à Khariba-Hassi (sud-est de la Tunisie) alors que sa famille vit à Tunis. Mercredi, ses avocats se sont retirés d'un procès qu'ils jugeaient « pas équitable et sans garantie d'indépendance ». En l'absence de ses avocats, M. Zouari a choisi de garder le silence devant la cour, qui a confirmé sa nouvelle peine de réclusion. - (AFP.)

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTRE DE LA PARTICIPATION ET DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT (MPPI)

### AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DE CONSULTANTS NATIONAUX OU INTERNATIONAUX (CABINETS OU EXPERTS)

**Dans le cadre du renforcement de ses capacités institutionnelles, le MPPI, dont les principales missions sont :**

- la gestion rationnelle des participations de l'Etat,
- la mise en œuvre du programme d'ouverture de capital des EPEs, arrêté par le Gouvernement,
- la promotion des investissements et du partenariat.

**Fait appel aux services de consultants (nationaux ou internationaux) pour l'assister dans les missions suivantes :**

- due diligence ;
- exécution et suivi de programmes de privatisation relatifs aux entreprises publiques économiques (EPEs) et les entreprises publiques locales (EPL) déstructurées
- recommander les meilleures méthodes d'ouverture de capital de ces entreprises.

Les Consultants intéressés devront avoir une expérience affirmée dans la préparation et l'organisation de data rooms et roads show pour la privatisation de PME et d'entreprises déstructurées ainsi que la préparation des entreprises à l'ouverture de capital.

Le MPPI invite tous les candidats intéressés et répondant aux critères d'éligibilité sus mentionnés, à fournir toutes les informations indiquant leurs qualifications pour effectuer ces services, notamment :

- une présentation détaillée du cabinet conseil ou le C.V détaillé de l'expert
- l'expérience du consultant, durant les cinq (05) dernières années dans le suivi et l'exécution d'opérations d'ouverture de capital d'entreprises.

Les manifestations d'intérêt devront être remises au **plus tard le 10 septembre 2002** sous pli fermé à l'adresse suivante et ne comporter que les informations suivantes :

**Ministère de la Participation et de la Promotion  
de l'Investissement Secrétariat Général**

**Chemin Ibn Badis El- Mouiz, El-Biar, Alger - Algérie**

« Appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement de Consultants - ne pas ouvrir »

Les Consultants retenus au titre de la « short list » seront invités à présenter leurs offres dans un délai selon les spécifications qui leurs seront dûment communiquées.

Ref. : ANEP N° 259/PE/02

## Géorgie : un Français arrêté à la frontière tchéchène

Khaled Ouldali est accusé de « contacts avec une organisation terroriste »

**PRESSÉES** par la Russie de rétablir l'ordre dans les gorges de Pankissi, à la frontière avec la Tchétchénie, les forces de sécurité géorgiennes ont procédé à l'interpellation, jeudi 29 août, d'un ressortissant français. Dans cette vallée profonde, empruntée aussi bien par des réfugiés que par des combattants en provenance ou à destination de la Tchétchénie, Khaled Ouldali, 34 ans, a été arrêté par des fonctionnaires du ministère de la sécurité d'Etat alors qu'il s'apprêtait à franchir la frontière. Selon un porte-parole du ministère, cité par l'AFP, M. Ouldali aurait eu des contacts « avec une organisation terroriste transnationale connue » et serait proche d'un chef de guerre tchéchène.

Après vérification de son passeport auprès de la préfecture de la Gironde - département dont il est originaire -, l'ambassade de France à Tbilissi a décidé de dépêcher un représentant auprès de Khaled Ouldali. Le consul, Christian Barreau, lui a rendu visite, lundi, dans la prison où il a été placé en détention pour trois mois sur décision de la Cour suprême géorgienne. « C'est un jeune un peu burlingueur qui s'intéresse à ce qui se passe autour de lui », estime le consul.

Telle est en tout cas la version pour le moins vague qu'entretient Khaled Ouldali, entré en Géorgie le 23 août avec un visa obtenu en Turquie. Selon son avocat géorgien, Roïn Khidjakaze, Khaled Ouldali serait chauffeur de profession et présiderait une organisation humanitaire appelée Association de bienfaisance et de culture. Au consul français, Khaled Ouldali a expliqué qu'en France, il avait travaillé pendant six mois chez un commerçant du marché de Rungis (Val-de-Marne). Ses parents viennent d'emménager dans le nord de la France.

### SOLIDARITÉ ET CURIOSITÉ

Quant à son voyage dans la région, il serait motivé par des sentiments de solidarité et de curiosité. « C'est un musulman très croyant, qui voulait voir de ses propres yeux ce qui se passait dans la région, explique son avocat. Ce n'est ni un combattant ni un terroriste. Il ne voulait pas traverser la frontière, mais simplement voir comment vivaient les réfugiés tchéchènes. »

Selon M<sup>e</sup> Khidjakaze, la seule chose dont on pourrait accuser son client est le franchissement illégal de la frontière. Pas cette fois-ci, puisqu'il n'en a pas eu le temps,

mais en 1999. Khaled Ouldali a alors passé près d'un an en Tchétchénie, dans la région de Chatõ. « Il a vécu parmi les civils, et seulement les civils, auxquels il était venu apporter des médicaments et des vêtements », assure son avocat. La durée de son séjour lui aurait été imposée, à l'en croire, par le déclenchement de la deuxième guerre russo-tchéchène, décidée par Moscou après l'incursion des hommes du chef de guerre Chamil Bassaev au Daghestan puis à la vague d'attentats inexplicables ayant endeuillé la Russie en septembre 1999.

Depuis plusieurs semaines, la tension monte entre la Géorgie et la Russie. Moscou accuse Tbilissi de tolérer la présence de combattants tchéchènes sur son sol. Pour montrer sa bonne volonté, à la fin du mois d'août, la Géorgie a décidé d'envoyer des centaines de soldats dans les gorges de Pankissi, tout en refusant « l'aide » proposée par Vladimir Poutine. Tbilissi accuse l'armée russe d'avoir bombardé son territoire à plusieurs reprises, notamment le 23 août. L'arrestation de Khaled Ouldali est un des maigres succès de l'opération déclenchée par Tbilissi.

Piotr Smolar

# Les négociations entre Européens et Américains sur la coopération policière s'intensifient

Des organisations humanitaires s'inquiètent de possibles menaces pour les libertés individuelles

## BRUXELLES

de notre bureau européen

Afin d'approfondir leur coopération avec les Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme, les gouvernements européens conduisent-ils des négociations secrètes, au mépris de tout contrôle démocratique et parlementaire ? C'est ce que dénonce Statewatch, une organisation non gouvernementale qui veille au respect des libertés individuelles et dont les mises en garde ont été reprises ces derniers jours par une partie de la presse britannique.

Les accusations de l'ONG sont vigoureusement contestées, de sources européennes et américaines, mais il est exact que les discussions entre experts, qui se déroulent dans la plus stricte confidentialité, progressent. Fait inusité, les ministres européens de la justice et des affaires intérieures, qui doivent se retrouver les 13 et 14 septembre pour un conseil informel au Danemark, ont invité leur homologue américain, John Ashcroft.

« S'il y a un accord, et donc un traité, il sera obligatoirement soumis au Congrès, ainsi qu'au Parlement européen, et c'est donc absurde de prétendre le contraire », souligne-t-on à Washington, au département d'Etat. A Bruxelles, le constat est identique : « Il n'est évidemment pas question de

communiquer sur un tel sujet à ce stade, mais ces négociations sont le produit d'un mandat du Conseil européen. » C'est le 21 septembre 2001, lors du sommet exceptionnel réuni dans la foulée des attentats, que les Quinze ont décidé d'accélérer « le processus de réalisation d'un espace de liberté, de sécurité et de justice [au sein de l'Union européenne] et d'intensifier la coopération avec [leurs] partenaires, en particulier les Etats-Unis ».

Le Conseil a donné son assentiment pour la conclusion d'un accord avec Washington dans le domaine de la coopération pénale en matière de terrorisme. Des accords bilatéraux existent entre Washington et tous les pays de l'Union, mais il s'agit désormais de « réaliser une interface opérationnelle » unique entre les réformes adoptées par l'Union (mandat d'arrêt européen, définition commune des crimes, Eurojust, etc.) et les Etats-Unis, précise un expert européen. A la suite des demandes américaines à propos de l'extradition et de l'entraide judiciaire, les Quinze ont insisté sur « la nécessité d'inclure des sauvegardes appropriées en ce qui concerne en particulier les droits fondamentaux, la protection des données, la peine de mort, l'emprisonnement à perpétuité sans remise de peine, les conditions de détention, les garanties légales ».

Au cours des réunions d'experts, plusieurs thèmes dominent : l'amélioration de l'échange d'informations en matière de grande criminalité, de terrorisme et de criminalité financière ; la réduction des retards en matière d'entraide judiciaire ; celle des délais en matière d'extradition, etc. Selon la dernière version

## Des accords bilatéraux existent entre Washington et tous les pays de l'Union, mais il s'agit désormais de « réaliser une interface opérationnelle » unique

du mandat européen de négociation (en date du 19 avril), les Quinze veulent notamment « explorer la possibilité d'instaurer une base juridique spécifique en vue d'obtenir des informations sur les comptes bancaires, les opérations financières, et faire en sorte que le secret bancaire ne constitue pas un obstacle à une coopération efficace ».

Différentes mesures sont étudiées pour réduire les retards en matière d'entraide judiciaire, l'accès étant mis sur la définition d'une base juridique pour la mise en place d'équipes communes d'enquête, ainsi que sur l'institution de modalités communes « en matière de perquisitions, saisies, interception de télécommunications et obtention de preuves ». Il est également envisagé des échanges de fonctionnaires, des consultations périodiques entre magistrats, et de définir une base juridique pour l'utilisation de la vidéoconférence en ce qui concerne l'audition de témoins.

Les Européens exigent une clause interdisant (en cas d'extradition) à la fois « l'imposition et l'exécution » de la peine de mort ; ils souhaitent obtenir des garanties s'agissant de la réclusion à perpétuité (révision périodique des peines) ; enfin, ils veulent obtenir des assurances selon lesquelles les personnes extradées ne seront pas jugées par des tribunaux d'exception. Dans le domaine de l'extradition, les Américains voudraient obtenir une formulation plus restrictive de l'exception relative aux infractions politiques, et les Européens ne sont pas hostiles à l'idée d'établir une liste de crimes graves ne pouvant être considérés comme des infractions politiques.

De même, les Quinze examinent la possibilité de recourir à la remise temporaire à la justice américaine d'un de leurs ressortissants, aux fins de procès, en prévoyant que celui-ci purgera sa peine dans un Etat-membre. Les négociations entre experts vont se poursuivre, personne ne s'attendant à ce qu'un projet de traité transatlantique soit prêt avant courant 2003.

Laurent Zecchini

# La conjoncture de la zone euro demeure en panne

Les prévisions de croissance sont revues à la baisse et le chômage allemand stagne à un haut niveau

## FRANCFORT

de notre correspondant

Les chiffres du chômage allemand, publiés jeudi 5 septembre, marquent une légère baisse, en données brutes, pour le mois d'août, tout en restant un peu au-dessus du seuil des quatre millions. Il passe de 9,7 % à 9,6 %. Ces chiffres sont une maigre consolation pour le chancelier Schröder, à deux semaines des élections du 22 septembre. Le taux d'activité reste son principal tendon d'achille face à son adversaire conservateur Edmund Stoiber. Il n'est guère réjouissant non plus pour la conjoncture européenne de cette rentrée.

La zone euro demeure dans une situation très délicate. Un peu partout, l'été semble avoir mis fin aux espoirs de nette reprise exprimés au printemps. Dernier signe illustrant la montée des incertitudes, l'indice des services Reuters de la zone euro, rendu public mercredi, est en net recul, à 50,8 pour le mois d'août, contre 52,3 en juillet - tout juste au-dessus du seuil des 50 qui distingue la croissance de la contraction dans un secteur primordial au sein de l'union. « Le déclin est plus ample qu'attendu. Cela correspond aux indices d'autres enquêtes qui relèvent une période de croissance évanescence », relève Raymond van der Putten, économiste à la BNP Paribas.

La Commission de Bruxelles serait sur le point d'abandonner son pronostic du printemps (1,4 % de hausse du PIB pour la zone euro) pour le porter à 1 % sur l'ensemble de l'année 2002. Otmar Issing, le chef économiste de la banque centrale européenne (BCE) a déjà prévenu que l'union n'atteindrait pas en fin d'année le rythme de progression du PIB espéré initialement (entre 2 et 2,5 %).

Les incertitudes pesant sur l'évolu-

tion économique aux Etats-Unis, l'hypothèse d'un conflit contre l'Irak pèse. « Le recul du cours des actions et l'appréciation de l'euro vont conduire chacun à un ralentissement de la croissance du PIB d'un demi point. Cet effet se fera sentir sur au moins trois ans, mais il sera particulièrement sensible cette année et l'année prochaine », observe Stefan Schneider, de la Deutsche Bank Research.

## BAISSE DES TAUX

Cette morosité alimente un double débat. Plusieurs pays sont soumis à de nouvelles pressions sur le plan budgétaire. Le dérapage des comptes publics, du fait de la baisse des recettes fiscales et de l'augmentation du chômage, a fait ces derniers jours un retour en force dans la campagne électorale allemande. La France, l'Italie, et le Portugal sont eux aussi dans une situation délicate. L'objectif d'un retour à l'équilibre de ces pays en 2004 semble de plus en plus hors de portée. Les ministres des finances de la zone devraient aborder le sujet lors de leur prochain conseil « Ecofin », ce week-end à Copenhague.

D'autre part, le débat sur la politique monétaire risque de monter d'un cran. Nombre d'experts s'interrogent sur l'opportunité d'une baisse des taux directeurs de la BCE (stable à 3,25 % depuis novembre 2001). Pour la première fois depuis des mois, un chef de gouvernement de la zone euro a réclamé mercredi une réduction du loyer de l'argent. « Il doit être possible, dans la situation actuelle, de recevoir un coup de pouce de la BCE », a dit le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel, en suggérant une baisse d'au moins 0,25 point.

Philippe Ricard

# Les incertitudes de la politique européenne du nouveau gouvernement néerlandais

## BRUXELLES

de notre bureau européen

Jan Peter Balkenende, le premier ministre néerlandais, s'est rendu successivement à Luxembourg et à Bruxelles avant la rentrée de septembre pour y rencontrer ses homologues du Benelux et le président de la Commission européenne. Le geste a été remarqué par les diplomates : c'était le premier que faisait, sur la scène internationale, le chef d'un gouvernement qui, dans sa composition, rassemble des chrétiens-démocrates plutôt pro-européens à des eurosceptiques notoires, les libéraux et surtout les populistes de la Liste Pim Fortuyn, deuxième formation du pays depuis les élections de mai dernier.

Le rapide voyage de M. Balkenende n'aura toutefois pas permis de déterminer précisément quelle sera, dans les mois à venir, l'attitude de La Haye sur les grands dossiers européens du moment : l'élargissement et l'élaboration d'une constitution européenne. L'entrée des populistes au gouvernement, les propos de campagne des libéraux hostiles à l'élargissement, le refus des Pays-Bas de jouer le jeu de l'industrie aéronautique européenne en achetant des avions de combat américains inquiètent de la part d'un des pays fondateurs de l'Union. Au moment où l'Irlande, incertaine, s'apprête à voter une seconde fois par référendum sur le traité de Nice, l'attitude des Pays-Bas témoigne aussi du malai-

se des petits pays devant la nouvelle Europe qui se dessine.

A Bruxelles, le premier ministre néerlandais a souligné qu'il attacherait de l'importance à la définition de positions communes par les trois Etats du Benelux. Une position qui satisfait le Belge Guy Verhofstadt, résolument hostile à l'idée d'un « directoire » des grands pays. Cette coopération pourrait s'amorcer au sein de la Convention chargée d'élaborer le nouveau projet européen. « L'équipe Balkenende a sous-estimé le rôle de la Convention, estimant que le vrai travail serait accompli par la conférence intergouvernementale. Aujourd'hui, elle tente de reprendre les choses en main », explique Frans Timmermans, porte-parole du PVDA (travailleuse) pour les questions européennes.

## CONVICTIONS ATLANTISTES

Quatre des six délégués néerlandais nommés à la Convention, avant les élections législatives, avaient été choisis dans des partis aujourd'hui dans l'opposition, notamment le représentant de l'exécutif, l'ancien ministre des affaires étrangères Hans Van Mierlo, cible des attaques de la Liste Pim Fortuyn.

Au-delà, que veulent précisément M. Balkenende et son ministre des affaires étrangères, Jaap de Hoop Scheffer, un diplomate aux convictions atlantistes ? « Difficile à dire », admet un fonctionnaire néerlandais de la Commission, qui

fait toutefois remarquer que, de tous les partis néerlandais, l'Appel chrétien-démocrate (CDA), auquel appartiennent les deux hommes, est le plus europhile. De quoi rassurer, peut-être, les partenaires des Pays-Bas qui relèvent que, hormis quelques allusions à l'élargissement, au montant de la contribution budgétaire néerlandaise ou à la nécessité de réformer la politique agricole, on ne trouve rien qui permette de définir la politique européenne de La Haye.

Le programme du gouvernement déplore le peu d'intérêt des Néerlandais pour la politique communautaire et s'oppose à ce que l'élargissement entraîne de nouvelles dépenses agricoles. M. Balkenende invite aussi les Quinze à se soucier du vieillissement de la population et des moyens qui sauveront les systèmes de retraite.

Un peu court ? C'est l'avis de Frans Timmermans, qui déplore que, nulle part, la déclaration gouvernementale n'évoque les avantages que les Néerlandais retirent de l'Europe ou la nécessité de coordonner les politiques de l'immigration, de l'asile ou de la lutte contre la criminalité, pourtant prioritaires pour ce gouvernement de droite. « Au cours des six derniers mois, les Pays-Bas ont fait leur introspection et oublié que le monde ne s'arrêterait pas à leurs frontières. Leur gouvernement prolonge cet état », diagnostique le député travailleuse.

Jean-Pierre Stroobants

# Harry Wijnschenk, nouvel homme-clé des populistes

## BRUXELLES

de notre bureau européen

Harry Wijnschenk, un jeune éditeur de 38 ans, est aujourd'hui la nouvelle tête d'affiche de la Liste Pim Fortuyn (LPF), la formation populiste devenue le deuxième parti du parlement des Pays-Bas lors des élections de mai. M. Wijnschenk a été élu en août par une majorité des députés de son parti après le retrait de Mat Herben, critiqué pour sa « mollesse » face aux chrétiens-démocrates et aux libéraux lors des négociations gouvernementales.

Inconnu jusque là, le nouveau patron de la LPF, un jeune entrepreneur passionné de motos et de montres, est confronté à un fameux défi : redonner un peu de crédibilité à un parti qui s'entredéchire et incame jusqu'à la caricature les travers des mouvements populistes. En peu de temps, le passé douteux de certains de ses membres a été dévoilé : une très éphémère secrétaire d'Etat avait été membre de groupes paramilitaires

au Surinam, un autre des 26 députés de la Liste aurait volé des informations confidentielles à un parti rival, un troisième avait embauché un ancien militant fasciste.

La course à la succession pour le poste de M. Fortuyn a été marquée par d'incessants conflits et le groupe des députés a menacé de faire scission. M. Wijnschenk veut redonner une image à son parti pour faire de la LPF « le mouvement politique le plus important de la décennie ».

## INITIATIVES INTEMPESTIVES

Pour cela, il devra tout à la fois s'imposer comme un véritable leader, calmer des électeurs partagés entre la colère et l'écœurement et échapper à la vigilance des médias néerlandais qui, après avoir subi une sorte de fascination collective pour M. Fortuyn, traquent toutes les erreurs de ses héritiers.

Enfin, M. Wijnschenk aura à convaincre les autres partis de la majorité qui, déjà, s'énervent face aux

initiatives intempestives des ministres de la LPF. Herman Heinsbroek, le ministre de l'économie, vient de plaider pour le lancement d'une campagne publique d'information pour « le rétablissement des normes et des valeurs » tandis que son collègue Hilbrand Nawijn a suggéré coup sur coup d'expulser les délinquants d'origine étrangère, même s'ils disposent d'un passeport néerlandais, puis de supprimer les subventions destinées uniquement à l'intégration des étrangers.

Une enquête d'opinion affirme que les trois quarts des Néerlandais qui ont voté pour la Liste Pim Fortuyn ne réédifieraient par leur geste. De quoi donner raison à ceux qui prédisaient l'implosion rapide d'un parti sans organisation et sans programme, soudé seulement par la fidélité à l'esprit de son fondateur, assassiné en mai par un militant radical de la cause des animaux.

J.-P. S.

DU 2 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE 2002

**EXPERT Pack FM 1,9d**  
à partir de **12 950 € HT\***



Profitez-en à plein volume

- Radio cassette RBT avec commandes au volant
- Airbag conducteur
- Rétroviseurs extérieurs dégivrants et à commande électrique
- Lève-vitres à commande électrique
- Verrouillage centralisé des portes à distance

**Expert** PEUGEOT

# FRANCE

## BUDGET

Bien que limitée à 1 619 postes, la **DIMINUTION DU NOMBRE DE FONCTIONNAIRES** prévue dans le budget 2003 (*Le Monde* du 5 septembre) suscite l'inquiétude de certains syndicats. Pour le secrétaire

général de Force ouvrière, Marc Blondel, cette baisse – plus modérée que prévu – des emplois publics relève de la « **COMMUNICATION** ». Il s'inquiète de la baisse des effectifs, notamment dans l'éduca-

tion nationale, et demande à Jean-Pierre Raffarin de préciser quelles doivent être **LES MISSIONS DE L'ÉTAT**. Le leader de FO met aussi en garde le premier ministre sur la question des salaires des fonctionnaires.

« *Nous irons au CONFLIT* », prévient-il. Par ailleurs le gouvernement a décidé de consacrer, en 2003, 3 milliards d'euros à la poursuite de la **BAISSE** des impôts et des charges patronales sur les salaires.

## Marc Blondel : « A coup sûr, les fonctionnaires vont craquer »

Après la publication dans « Le Monde » des lettres plafond, le secrétaire général du syndicat Force ouvrière met en garde le gouvernement sur la question du salaire des agents de l'Etat. « Nous irons au conflit », prévient-il

L'entretien que nous publions a été relu et amendé par M. Blondel.

**Les lettres plafond pour 2003, envoyées le 7 août, prévoient une diminution, certes limitée, du nombre des fonctionnaires. Qu'en pensez-vous ?**

Tout cela relève de la communication et d'une certaine idéologie. Les lettres plafond fixent un cadre théorique. Elles ne reflètent pas la réalité. Les astuces ne manquent pas pour faire varier le niveau réel de l'emploi dans la fonction publique. Pour donner le change, un gouvernement peut annoncer des créations de postes budgétaires, mais sans ouvrir les concours pour les pourvoir. Il peut aussi faire effectuer des tâches par des non-fonctionnaires, des agents en contrat emploi-solidarité ou en emplois-jeunes. Cette fois-ci, il s'agit de supprimer 1 619 postes de fonctionnaires. Le chiffre est modéré si on le rapporte aux effectifs de la fonction publique de l'Etat, mais il dissimule des situations très différentes d'une administration à une autre.

**Quels sont les choix qui vous préoccupent le plus ?**

Certains choix inquiètent légitimement. Je ne vois pas très bien à quoi sert de supprimer plus de cinq mille postes de surveillants dans l'éducation nationale, à moins de pousser l'absurdité jusqu'à imaginer que les policiers recrutés par Nicolas Sarkozy seront chargés de la discipline dans les établissements scolaires... Et si je ne suis pas de ceux qui pensent que pour évoluer une société



Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, le 27 août 2002, après sa rencontre avec François Fillon, le ministre des affaires sociales.

a besoin d'avoir toujours plus de fonctionnaires, a contrario, se bloquer sur la question des effectifs est dangereux. Le problème n'est pas là, mais dans la définition du rôle de l'Etat et de ses missions. Jean-Pierre Raffarin veut engager une nouvelle étape de la décentralisation. Soit ! Mais allons au bout de ce raisonnement : la population a des besoins croissants. Les politiques devront y répondre, sauf à risquer l'impopularité. On ne s'en sortira pas dans ce pays en jouant au rugby, c'est-à-dire en bottant en touche : s'il y a de nouveaux transferts de compétences, il faudra créer un impôt régional ou procéder à la privatisation de services assurés aujourd'hui par l'Etat. Il n'y a pas d'alternative.

**Quelles doivent être les missions de l'Etat ?**

Mais c'est aux politiques, pas à moi de le dire ! Dans une de ses déclarations publiques, Patrick Devedjian a parlé d'une République des territoires. Cela m'évoque un peu l'URSS. A-t-on vraiment intérêt à jouer l'identification de chaque région ? Je n'en suis pas certain. Ce serait un retournement complet par rapport à nos traditions républicaines. Personne ne peut sérieusement soutenir qu'on aurait fait des autoroutes en Auvergne, s'il n'y avait pas eu la péréquation et le poids politique de Valéry Giscard d'Estaing. Personne ne peut dire non plus que les Auvergnats ont moins que d'autres le droit de vivre dans une

région désenclavée. Et pourtant, si demain on privatise les autoroutes et leur entretien, je ne donne pas cher dans dix ans des autoroutes d'Auvergne...

**Qu'allez-vous faire ?**

La fédération générale FO des fonctionnaires va organiser une grande consultation. Tous nos syndicats sont invités à dire quels sont leurs besoins et à faire des suggestions d'amélioration du service public. Il s'agit de montrer ce que font les fonctionnaires. Les résultats de cette enquête seront rendus publics d'ici à la fin du mois de septembre. C'est une façon, syndicale, de contribuer au débat sur la réforme de l'Etat. Nous discuterons également de la situation avec les autres organisa-

tions syndicales de la fonction publique. Car, sauf erreur de ma part, le gouvernement n'augmentera pas, cette année, les salaires des fonctionnaires. Cela va leur rester en travers de la gorge. D'autant qu'ils avaient déjà eu le sentiment d'être traités avec légèreté par leur précédent ministre, le socialiste Michel Sapin. Et si, début 2003, les pouvoirs publics se mettent à nous parler de retraite, de la réforme des pensions, alors, à coup sûr, les fonctionnaires vont craquer. Et nous irons au conflit.

**Le ralentissement économique actuel vous préoccupe-t-il ?**

Oui, la conjoncture m'inquiète. Le gouvernement ne pourra pas tenir ses objectifs de croissance, et le chômage continuera à s'aggraver. Je suis persuadé qu'il faudra repenser la question de l'évolution budgétaire et que des pays européens comme l'Allemagne et la France, feront pression pour que l'on revienne au pacte de stabilité. Par ailleurs, en l'absence de reprise, nous allons très vite devoir repenser de la Sécurité sociale. Ce sera l'un des dossiers « chauds » des prochains mois. La situation financière de la « Sécu » se dégrade chaque jour. Et l'Etat devra, de son côté, financer les allègements de charges sans ponctionner les comptes sociaux.

**Que vous inspirent l'attitude du patronat et ses pressions répétées sur le gouvernement ?**

Je me demande, parfois, s'il ne s'agit pas d'un jeu de rôle. Quoi qu'il en soit, le président du Medef cultive une sorte de poujado-libéralisme pleureur. Il dénonce l'aug-

mentation sur dix ans du nombre des fonctionnaires, mais quand il obtient des allègements massifs de charges pour les entreprises, qui seront probablement financés par le budget de l'Etat, que fait-il sinon transformer partiellement les salariés des entreprises privées en fonctionnaires ? Ernest-Antoine Seillière a la même posture idéologique sur l'assouplissement

**« Le président du Medef cultive une sorte de poujado-libéralisme pleureur »**

des 35 heures ou sur le smic. Il se dit partisan de la refondation sociale, mais se satisfait d'un décret sur le temps de travail. En réalité, il n'est pas favorable à la négociation.

Force ouvrière lui a demandé d'ouvrir des négociations sur la sous-traitance, sur la sécurité industrielle, les technologies de l'information ou, très récemment, sur le télétravail. Il n'a jamais répondu. La vérité, c'est que, pour lui, il y a les bons et les mauvais gouvernements. Les négociations acceptables, celles qu'il engage, et les autres, dont il ne veut pas entendre parler.

Propos recueillis par Claire Guélaud

## Impôts et charges : M. Raffarin veut une baisse de 3 milliards d'euros

**JEAN-PIERRE RAFFARIN** a du mal à boucler le budget 2003. Un mal de chien. Le premier ministre doit faire beaucoup avec peu d'argent : baisser les impôts, les charges et réduire les déficits, conformément aux engagements de Jacques Chirac. « *L'esprit qui inspire le gouvernement* », c'est la baisse des impôts et des charges, a développé Jean-François Coppé, mercredi 4 septembre. « *La maîtrise des déficits est également un point clairement affiché par le gouvernement dans le respect des engagements pris par la France* » vis-à-vis de l'Union européenne, a poursuivi le porte-parole du gouvernement avant de conclure : « *Il ne reste qu'à mettre des chiffres dans tout cela.* » C'est justement ce que M. Raffarin a des difficultés à faire.

Les lettres plafond envoyées aux différents ministères le 7 août et révélées par *Le Monde* du 5 septembre montrent bien que les économies ne sont pas à attendre du côté des dépenses : celles-ci devraient augmenter de 1,2 % en volume en 2003 par rapport à la loi de finances

initiale 2002 pour atteindre 269,472 milliards d'euros. Si l'inflation devait être de 1,5 % l'an prochain, cela porterait donc les dépenses de l'Etat à 273,5 milliards d'euros. Dans ce contexte, si le gouvernement veut également réduire le déficit budgétaire, qui devrait être de 46 milliards d'euros en 2002, il lui faut trouver plus de 227,5 milliards d'euros de recettes de l'Etat. De 233,916 milliards d'euros en loi de finances initiale 2002, ces recettes ont été revues à la baisse dans le collectif de cet été, pour atteindre 224,632 milliards d'euros. Le ralentissement de la croissance, plus fort que prévu en 2002, et des perspectives désormais moroses pour 2003 laissent entrevoir un faible dynamisme des rentrées fiscales l'an prochain. D'autant que le gouvernement a décidé de lui-même de les réduire.

M. Raffarin a, en effet, décidé de poursuivre, même symboliquement, la baisse de l'impôt sur le revenu, engagée dès 2002 et promise par M. Chirac. Il devrait donc y consacrer 1 milliard

d'euros en 2003 après avoir débloqué 2,6 milliards d'euros dans le collectif 2002. Selon *Le Figaro* du 5 septembre, cette baisse devrait être proportionnelle pour toutes les tranches du barème. L'Etat devra aussi transférer 1 milliard d'euros environ à la Sécurité sociale pour compenser les nouvelles baisses de charges patronales accordées aux entreprises en contrepartie de la hausse du smic décidée pour revenir à un salaire minimum unique au 1<sup>er</sup> juillet 2005.

Pour les entreprises, M. Raffarin aurait également décidé de poursuivre la baisse de la taxe professionnelle engagée par le gouvernement de Lionel Jospin : celui-ci avait en effet mis en place un plan de suppression de la part salariale de cet impôt local sur cinq ans, dont la dernière phase devait être 2003. En revanche, M. Raffarin ne poursuit pas la baisse de l'impôt sur les sociétés initiée par Laurent Fabius et qui devait permettre, en 2003, d'effacer la surtaxe Juppé.

Virginie Malingre

## M. Strauss-Kahn dénonce « un budget pour gagner du temps »

**A CHACUN** sa grille de lecture. La majorité parle de respect des engagements et l'opposition dénonce un manque d'ambition. La révélation par *Le Monde* du 5 septembre du contenu des lettres plafond, qui cadrent les dépenses des ministères, ranime les clivages entre la droite et la gauche. Les arbitrages sur le budget 2003 sont « *en voie de finalisation* » avec un souci « *clairement affiché* » de maîtrise des déficits, a déclaré, mercredi 4 septembre, le porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé. « *Ce travail se fait de manière extrêmement méthodique, il tient compte du fait que le gouvernement a été installé récemment* », a-t-il indiqué.

« *Le gouvernement paie les conséquences des inconséquences de la campagne électorale de Jacques Chirac* », a déclaré au *Monde* Dominique Strauss-Kahn. Pour l'ancien ministre des finances de Lionel Jospin, il est « *devant des contradictions très dures à surmonter. La croissance est molle et on aimerait pouvoir discuter de la stratégie économique du gouvernement. Or, il est flou : on ne sait pas s'il veut s'appuyer sur les entreprises ou sur la consommation.* » Avec les baisses d'impôts envisagées, « *DSK* » estime cela va se traduire par une augmentation du pouvoir d'achat « *des plus riches, ceux qui épargnent le plus. Non seulement c'est injuste, mais cela va s'avérer inefficace pour la croissance.* »

M. Strauss-Kahn juge que le déficit 2003 va être « *extrêmement contraint* ». « *Sur le plan structurel, ajoute le secrétaire national du PS, et comme toujours avec la droite, ce sont les dépenses d'avenir (éducation et recherche) qui sont sacrifiées.* » Le député du Val-d'Oise assure aussi que « *sur le plan européen, il [le gouvernement] fait comme si l'euro n'existait pas. Il n'y a aucune coordination avec les autres gouvernements européens et aucun dialogue avec la Banque centrale européenne.* » « *On fait comme si, conclue-t-il, c'était un budget pour gagner du temps avant d'être obligé de reconnaître que l'ensemble des promesses électorales ne pourront pas être tenues.* »

Jacques Isnard

Francine Bavay, porte-parole des Verts, voit le premier ministre comme « *un joueur de bonneteau* » qui se contente de « *tours de passe-passe* » dans la présentation du budget. « *Il prétend alléger les charges et baisser les impôts tout en réduisant les déficits, explique-t-elle. En fait de bon gestionnaire, c'est un politique sans ambition pour l'intérêt général qui se contente de faire des économies sur le dos du service public.* » Elle stigmatise, notamment, les réductions d'emplois dans l'éducation nationale « *alors qu'il y a un besoin criant de réponses dans les quartiers.* »

**« UN PROFOND MÉPRIS »**

Sur le même thème, Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, s'est indignée, mercredi, du « *peu d'idée et d'ambition pour l'école* » du gouvernement, dénonçant, notamment, la décision de supprimer 3 404 postes, qu'il s'agisse de surveillants ou d'aide-éducateurs. « *Cela marque un profond mépris pour ces personnels* » et « *témoigne d'une piètre idée de la communauté éducative* », a-t-elle commenté. « *Avant de soigner les plaies par le répressif, il faut éviter que les plaies s'ouvrent* », a plaidé l'ancienne ministre de la jeunesse et des sports du gouvernement de Lionel Jospin, en renvoyant à l'avenir des 18 000 aides-éducateurs dont la mission ne sera pas renouvelée à l'issue de cette année scolaire : « *Leur rôle, leur compétence et leur présence sont devenus partie prenante de l'aide éducative, leur suppression à terme laisse présager un avenir inquiétant.* »

Par ailleurs, les syndicats du ministère de l'économie et des finances ont réagi de façon contrastée à l'annonce de la suppression de postes dans leur administration. Pour le SNUI-FDSU, cette diminution des effectifs « *est grave, mais moins grave que ce qui était annoncé* ». La CFDT dénonce « *une mauvaise nouvelle alors que la pression augmente dans les services.* »

Béatrice Gurrey et Michel Noblecourt

## Les crédits d'équipement militaire en forte hausse

Le projet de loi de programmation 2003-2008 sera au menu du conseil des ministres du 11 septembre

**LE CONSEIL** des ministres du 11 septembre devrait approuver le projet de loi de programmation militaire 2003-2008 qui fixe les dépenses d'équipement dans les trois armées et la gendarmerie. Au fil des six ans à venir, le montant annuel des crédits d'équipement militaire devrait progressivement passer de 14 milliards à 15 milliards d'euros. Ce qui représente une forte hausse par rapport à l'année 2002, où les dépenses ont été de l'ordre de 12,5 milliards d'euros. L'augmentation se veut

conforme à un vœu exprimé en conseil de défense, dès le 31 mai, après sa réélection à l'Elysée, par Jacques Chirac, chef constitutionnel des armées.

Une première version de cette loi de programmation, couvrant les mêmes six années, avait été élaborée du temps de la cohabitation et approuvée par le conseil des ministres du 31 juillet 2001. Elle avait prévu une annuité moyenne de 13 milliards d'euros. A l'époque, le chef de l'Etat avait fait savoir qu'une telle enveloppe ne suffirait pas à remettre à niveau l'arsenal existant et à concevoir de nouveaux armements, l'écart s'étant creusé avec la Grande-Bretagne qui alloue 2,5 % de son produit intérieur brut (PIB) à la défense, au lieu de 1,8 % pour la France.

Pour ce qui est des équipements, le projet de loi reprend le modèle « *armée 2015* », défini lors de la professionnalisation décrétée en 1996, et il répartit les effectifs par armée, en cherchant à les stabiliser autour de 357 200 militaires, y compris les postes d'engagés et de volontaires, et 83 000 civils – à l'exception de la gendarmerie

qui devra créer quelque 7 000 emplois.

En matière de dissuasion, la date de 2010 est confirmée, avec la mise en service de quatre sous-marins nucléaires et l'arrivée du missile stratégique M.51 à portée accrue. Le programme Rafale est maintenu, avec la capacité de cet avion de combat à être armé du nouveau missile de croisière Scalp et, après 2008, du missile nucléaire ASPM+ à vocation tactique. La marine mettra en chantier de nouvelles frégates et de nouveaux sous-marins d'attaque, dotés du même missile Scalp.

**LE RENFORCEMENT RENFORCÉ**

De même, les programmes de missile air-air Météor à longue portée et d'avion de transport Airbus A-400M sont inscrits dans le projet de loi. Mais leur aboutissement dépend de l'attitude des partenaires européens – notamment celle de l'Allemagne, qui fait attendre sa décision. C'est aussi le cas du second porte-avions, qui doit relayer le *Charles-de-Gaulle*. La marine a réclamé sa mise en chantier. Le principe en est acquis.

**Préparer avec succès :**

**IRA** Concours administratif : mi-septembre à mi-novembre

**DESCF** Expertise comptable : fin septembre aux épreuves

**Horaires compatibles avec une activité professionnelle**

**IPESUP** 18, rue du Cloître Notre-Dame 75004  
01 43 25 63 30 www.ipesup.fr  
Enseignement supérieur privé

## La longue « traversée du désert » des députés de gauche emportés par la vague bleue

Battus aux législatives du mois de juin, ils sont une vingtaine à être encore à la recherche d'un emploi. Pour la première fois, le groupe PS a contacté un cabinet de reclassement pour aider les siens

EN 1997, il abandonne son élevage de moutons. Puis il arrête les framboises. Aujourd'hui, son exploitation ne produit plus que des céréales. De retour dans son champ après cinq années passées à l'Assemblée nationale, Jacques Rebillard est bien obligé de se poser la question de la pérennité de son exploitation.

Battu au mois de juin par 71 voix d'écart, l'ancien député PRG de Saône-et-Loire, agriculteur depuis l'âge de 25 ans, n'entend pas se retrouver « face à lui-même » dans son champ « simplifié » à l'extrême : « Le décalage est trop fort », concède-t-il. A 48 ans, conforté par son expérience parlementaire, fragilisé par sa défaite, il entend quitter la solitude des plantations de colza. « Livré à lui-même », ne bénéficiant « d'aucun soutien logistique de l'Assemblée », c'est à une association d'anciens élèves qu'il doit d'avoir appris à rédiger son premier CV en vue de sa reconversion.

### LES « SANS-STATUT »

« Traversée du désert », « coup sur la tête », « solitude » et « grand vide »... Comme à chaque alternance, des dizaines de députés battus renouent, parfois dans la douleur, avec la vie « de tous les jours ». De bilans de compétence en entretiens d'embauche, les victimes de la vague bleue du 16 juin sont une vingtaine – sur 136 – à vivre une difficile période transitoire.

Anciens salariés du privé, ces « sans-statut » – entendre les non-fonctionnaires, près d'un vaincu sur deux – doivent aujourd'hui se repositionner sur le marché du travail. Certes, « personne ne viendra pleurer sur notre sort », convient Brigitte Douay (PS), ancienne élue du Nord. Depuis 1994, les anciens pensionnaires du Palais-Bourbon

bénéficient de 5 000 euros d'indemnités pendant six mois. Cette garantie de ressources doit éviter que certains élus se retrouvent au RMI, comme ce fut le cas lors de la déroute socialiste de 1993. A l'époque, l'indemnité prévue ne couvrait que sur un mois, et l'Assemblée avait exceptionnellement décidé d'aider une dizaine de députés en grande difficulté financière.

Pour la première fois cette année – afin de « parer à l'urgence » dans l'attente d'un véritable statut de l'élu –, le groupe socialiste a contacté, cet été, un cabinet de reclassement chargé d'aider les siens. « L'Assemblée aurait pu y penser », regrette Laurence Dumont, ancienne députée PS du Calvados. « A chaque alternance, plusieurs centaines de députés et de collaborateurs se retrouvent sur le marché du travail. C'est tout de même assez prévisible. »

Comme les deux tiers de ses compagnons d'infortune portés au pouvoir par la vague rose de 1997, Laurence Dumont n'a connu qu'un seul et unique mandat avant de se retrouver « en disponibilité ». Ancienne maître auxiliaire, elle n'a passé aucun concours et ne bénéficie donc pas du statut

de fonctionnaire : « Si j'avais su que je ferais de la politique, j'aurais passé le Capes », ironise-t-elle. La situation actuelle, en favorisant les fonctionnaires cumulards proches de la retraite, constituerait, selon elle, le principal obstacle à « la modernisation de la classe politique ».

A 44 ans, sans statut ni mandat local, l'ancienne élue du Calvados devait s'inscrire à l'ANPE dans le courant du mois d'août. Avec un CV très « marqué » à gauche, elle souffre du paysage politique de la Basse-Normandie, qui ne compte plus aucun député de gauche sur quatorze sièges. Militant pour un véritable statut de l'élu, Laurence Dumont prêche pour un retour automatique des vaincus dans leur ancienne entreprise.

### « BONS À TOUT, BONS À RIEN »

Beaucoup d'élus battus, « transformés » par leur mandat, n'envisagent pourtant pas de retourner à leur ancien métier. « Non, je ne finirai pas vieille attachée de presse », s'insurge Brigitte Douay, qui a longtemps travaillé à la promotion de la ville de Lille. Mais l'ancienne députée du Nord convient bien volontiers de ses difficultés à

se vendre sur le marché du travail : « Bons à tout, bons à rien, résume-t-elle. C'est un métier très spécifique, on n'est que 577 à l'exercer. D'ailleurs ce n'est pas un métier, c'est un travail. » Aussi envisage-t-elle de faire un bilan de compétences à l'ANPE afin de dégager ses principaux acquis (accompagnement social, lobbying, communication), et de cerner ses qualités : « Je sais écrire, téléphoner à un ministre... »

Pour les vingt-trois vaincus issus d'une profession libérale – médecins ou magistrats –, le problème de la réinsertion se pose avec moins d'acuité. De retour à Marmande après sa défaite de 1986, Gérard Gouzes, avocat et ancien élu PS du Lot-et-Garonne, eut pourtant la désagréable surprise de se retrouver sans cabinet : « Mes associés avaient vendu leurs parts. J'ai dû tout recommencer de zéro. » L'expérience lui a servi : Cette fois, il a « conservé un filet dans la mer » en continuant à plaider une fois par mois, ce qui lui a permis de retrouver son cabinet intact, « quelques clients en moins ».

Patrice Carvalho, ancien député communiste de l'Oise, ne devrait pas éprouver davantage de difficultés à réintégrer son entreprise. La dernière fois que ce mécanicien d'entretien a porté son bleu de travail, c'était à l'occasion de son premier jour à l'Assemblée, pour témoigner de la sous-représentation des ouvriers dans l'Hémicycle. Il pourrait bien faire son retour à Saint-Gobain en costume trois pièces. « La direction est un peu gênée de faire tourner des bouillons à un ancien élu, analyse-t-il. Ils m'emmerdaient plus quand j'étais délégué syndical. »

Soren Seelow

## Les dirigeants du RPR rencontrent les militants dans une tournée des adieux

La dissolution sera officielle le 21 septembre

L'HEURE de la dissolution du RPR a sonné et ses dirigeants entament une tournée des adieux. A l'initiative de la présidente, Michèle Alliot-Marie, et du président délégué, Serge Lepeltier, ils entrent en tournée un tour de France des régions avant la fusion du parti au sein de l'UMP.

Cette ultime tournée vise à réunir les cadres locaux avant la tenue des assises extraordinaires du mouvement le 21 septembre à Villepinte (Seine-Saint-Denis). « Le RPR entend ainsi démontrer sa capacité d'écoute, de dialogue et permettre à l'ensemble de ses militants, par la voix de ses mandataires, de participer concrètement à la construction de l'avenir », indique-t-on au siège parisien du parti fondé par Jacques Chirac en 1976.

Alain Juppé, président provisoire de l'UMP, a ouvert le bal, mercredi 4 septembre, à Toulouse. Devant près de 250 cadres RPR de la région Midi-Pyrénées, le maire de Bordeaux, candidat à la présidence de la future formation chiraquienne, s'est employé à rassurer un auditoire acquis à l'idée d'un parti unique. « A titre de test, qui d'entre vous est prêt à entrer dans l'UMP ? », a lancé l'ancien premier ministre. « Tout le monde a levé le doigt », a confié au Monde l'un des participants.

Toutefois, toujours selon cette même source, si l'adhésion à l'UMP ne pose pas de problèmes majeurs, « plusieurs militants expri-

ment leur tristesse de voir ainsi s'achever une partie de notre histoire ».

Dans ce parti marqué par l'attachement à Jacques Chirac, le réflexe de discipline prévaut. Selon un cadre du mouvement gaulliste, « les types y vont parce que Chirac leur a dit d'y aller, mais ça leur fait tout de même un peu mal de se retrouver dans un parti avec des gens qu'ils ont parfois combattus autant, sinon plus, que ceux du PS. »

### « TOUTE MA VIE »

Alain Juppé ne s'y est d'ailleurs pas trompé. A Toulouse, dans son allocution, il a usé de la fibre sentimentale. « Le RPR c'est toute ma vie. J'ai commencé ma carrière politique par la création du RPR et j'ai toujours été au côté de Jacques Chirac », a-t-il rappelé.

Parallèlement à cette initiative baptisée « Le RPR explique l'Union dans les régions », qui sera animée par huit dirigeants nationaux, parmi lesquels, outre Alain Juppé, Michèle Alliot-Marie et Serge Lepeltier, figurent Patrick Ollier et Jean-Louis Debré ; Nicolas Sarkozy bouclera également son propre tour de France.

Le ministre de l'intérieur débute samedi par un déjeuner à Auron, dans les Alpes-Maritimes, où il sera accueilli par Christian Estrosi, le patron de la fédération RPR.

Yves Bordenave

## M<sup>me</sup> Voynet hésite entre plusieurs vocations

Dominique Voynet n'est pas la seule chez les Verts à chercher ou à avoir trouvé du travail, après la défaite de la gauche aux élections. La secrétaire nationale du parti écologiste, fonction qu'elle occupe jusqu'au mois de décembre, projette de donner des conférences à Sciences-Po et dans une université américaine, d'écrire une chronique régulière dans un hebdomadaire ou même de reprendre la médecine, mais pas en anesthésie, qui est sa spécialité. Elle ne cache pas qu'elle cherche aussi un poste de consultant international. Son proche conseiller, Jacques Archimbaud, professeur de français, a repris ses cours dans un lycée professionnel d'Aubervilliers. L'ancien secrétaire national du parti, Jean-Luc Bennahmias, toujours membre du Conseil économique et social, contribue, depuis le 2 septembre, à l'émission hebdomadaire de Pierre-Louis Basse, sur Europe 1, consacrée au football. Stéphane Pocrain, ancien porte-parole des Verts, a rejoint la même station, auprès de Laurent Ruquier.

## Après la défaite, les fonctionnaires ont pu réintégrer leur corps d'origine

LES DÉPUTÉS battus issus de la fonction publique ne connaissent pas les mêmes « galères » que leurs collègues du privé. « Même si le concours est ouvert à tous, je ne peux nier que je suis une privilégiée », reconnaît Béatrice Marre, députée sortante (PS) de l'Oise. Cette préfète, en détachement pendant la dernière législature, a eu la défaite du 16 juin moins amère : l'ancienne chef de cabinet de François Mitterrand réintégrait dès le 26 juin son corps d'origine.

« Le détachement », voilà ce qui fait rêver les députés contraints d'abandonner leur profession pour exercer un mandat. Ce statut, auquel tout fonctionnaire nommé ministre ou élu député a droit, assure la garantie d'une réintégration automatique dans le corps d'origine, avec un emploi correspondant au même grade.

C'est le cas de Cécile Helle (PS), battue en juin dans le Vaucluse. Docteur en géographie, elle s'apprête à retrouver son poste de maître de conférences à l'université de

Nice Sophia-Antipolis. « Au lendemain de la défaite, mes préoccupations se sont plus portées sur mes collaborateurs que sur moi-même », reconnaît-elle.

« Bien sûr que je suis avantagée, continue-t-elle. Mais le vrai scandale de la démocratie, c'est que d'autres s'interdisent de faire de la politique faute de moyens ou que certains élus, à l'inverse, s'accrochent à leur mandat, faute de garantie de reconversion. »

### « PEUT-ÊTRE UNE CONNERIE »

Christine Lazerges, ancienne première vice-présidente (PS) de l'Assemblée sortante et battue dans l'Hérault, n'a pas eu non plus besoin de la politique pour vivre. Professeur de droit pénal, elle a profité de la possibilité – réservée aux enseignants – d'accomplir son

mandat tout en conservant quelques heures de cours.

A 59 ans, elle refuse d'entendre parler de retraite anticipée, alors qu'elle y aurait droit. Le code des pensions civiles et militaires offre en effet à tout fonctionnaire ayant réuni « au moins quinze ans de services à l'époque de l'acceptation du mandat de député » la possibilité de bénéficier d'une retraite pleine dès sa cinquantième année.

Cette opportunité ferait le bonheur de plus d'un quinquagénaire battu en juin et contraint de retourner sur le marché du travail. Pourtant, Robert Gaïa, lui, y a renoncé. Par conviction... En 1997, lorsqu'il est élu député (PS) du Var, cet instituteur croit, dit-il, « plus honnête de libérer un poste budgétaire ».

Une audace qu'il paye aujourd'hui : emporté lui aussi par la

vague bleue, le voilà contraint de « faire le joint pendant deux ans » – c'est-à-dire chercher du travail comme ses collègues du privé – en attendant de toucher, à 55 ans, sa double retraite d'instituteur et de député.

Robert Gaïa n'a ni beaucoup d'amis politiques dans ce département peu favorable à la gauche ni d'autre mandat électif : « Comme j'ai toujours été un ferme partisan du mandat unique, je me suis d'abord appliqué ce principe à moi-même », explique-t-il.

Dorénavant sur la brèche, Robert Gaïa commence à se dire qu'il « a peut-être fait une connerie » en quittant la fonction publique et en renonçant aux avantages « si précieux » qui lui étaient dus.

Laurent Decotte

## Déçu, un conseiller régional Vert trouve refuge à l'UDF

SON NOM produit une jolie allitération : Michel Michelin. Mais aux oreilles des Verts, il grince de vilaine façon. Ce conseiller régional d'Ile-de-France, adhérent des Verts jusqu'en décembre 2001, vient de quitter son groupe pour rejoindre l'UDF, comme l'a indiqué, mardi 3 septembre, l'AFP.

Avec ce transfuge, droite et gauche sont désormais à égalité : 85 conseillers à droite et 85 à gauche. Les autres appartiennent à l'extrême droite (18 Front national, 15 Mouvement national républicain), à l'extrême gauche (3 Lutte ouvrière) ou sont non inscrits (3, venus du MNR).

Ce sexagénaire, en retraite depuis le 1<sup>er</sup> août après avoir travaillé « dans la communication », a voulu « tirer les leçons après quarante-cinq ans de militantisme à gauche », a-t-il déclaré au Monde. Au mois de juillet, introduit par un collègue UDF du conseil régional, il a rencontré discrètement François Bayrou à l'Assemblée nationale. « Il me laisse une grande liberté politique et d'action. Je n'ai rien négocié, rien demandé, rien promis », assure M. Michelin.

### « BATEAU IVRE »

Il pense que le président de l'UDF a raison de vouloir ouvrir « un espace de débat non monolithique ». Lui-même, déçu de la gauche, ne serait jamais allé à l'UMP, parce qu'il « n'aime pas les grands partis » et qu'il ne veut pas « aller à la soupe ». M. Michelin indique qu'il doit à nouveau rencontrer M. Bayrou « pour travailler sur les questions d'environnement, qui l'intéressent beaucoup ».

Les Verts, pense-t-il, sont devenus « un bateau ivre, avec une visibilité nulle ». Pour cet ancien socia-

liste, ils n'ont été qu'une « caution écologiste » dans le gouvernement de Lionel Jospin. De nombreux dirigeants des Verts ont « fait la même analyse mais n'en ont pas tiré les conséquences », dit-il.

Entre le ni droite ni gauche d'Antoine Waechter et le « à gauche toute » de Dominique Voynet, il y avait une troisième voie, explique M. Michelin, celle de « l'autonomie et du contrat ». « Un contrat, ça se teste, ça se vérifie, et on en tire les conclusions », dit le nouvel UDF, qui avait beaucoup apprécié, il y a deux ans (Le Monde du 14 juin 2000), l'appel de Strasbourg, lancé par Daniel Cohn-Bendit et François Bayrou en faveur d'une Constitution européenne. « L'écologie doit primer sur nos choix. Il ne faut pas d'abord se dire à gauche et avaler n'importe quoi », explique encore M. Michelin.

Lors d'un entretien qu'il a eu avec le président de la région, Jean-Paul Huchon (PS), l'ancien Vert l'a assuré que son départ « ne remettait pas en cause l'exécutif », maintenant que droite et gauche font jeu égal. A moins de deux ans des prochaines élections régionales, « ce n'est pas mon but », promet le conseiller. « On ne se servira pas de l'extrême droite », assure-t-il aussi, mais, « au moins, cela nous permettra de voter sur des majorités d'idées ».

Jean-Félix Bernard, le président du groupe Verts, est furieux. Avec un art consommé de la litote, il se contente de déclarer qu'il a « fait part de [son] désaccord » à M. Michelin. Et explique qu'il devrait démissionner. « Quand on a été élu sous une étiquette, il faut respecter le choix des électeurs », dit-il.

Béatrice Gurrey

esec.edu/

# ESEC

Diplôme homologué par l'État

images/ cinéma/ numérique/ sons/

- Réalisateur cinéma
- Concepteur en numérique
- Producteur audiovisuel
- Monteur en numérique
- Créateur d'effets spéciaux

www.esec.edu/

01 43 42 43 22

21, rue de Citeaux 75012 Paris  
enseignement supérieur libre

BAC + 1

ATG ISG

RÉORIENTEZ-VOUS VERS  
UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

L'AFIG  
(ANNÉE DE FORMATION INITIALE À LA GESTION)

VOUS PRÉPARE À INTÉGRER  
L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Contactez Marion Maury : 45, rue Spontini - 75116 Paris  
Tél. 01 56 26 26 10/26

ETABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

# SOCIÉTÉ

## EXCLUSION

Dominique Versini, secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité et l'exclusion, a présenté le 4 septembre en conseil des ministres, un **DISPOSITIF EXPÉRIMENTAL** destiné à « permettre l'accueil et la prise en

charge des mineurs à la rue ». Ces enfants errants, majoritairement **D'ORIGINE ÉTRANGÈRE**, sont apparus depuis quelques années dans les grandes villes françaises, et le phénomène s'amplifie. **AUCUNE STA-**

**TISTIQUE** ne se révèle pourtant fiable, les situations individuelles de ces enfants comme leur âge véritable ou leur parcours étant souvent difficiles à évaluer. Au grand dam des riverains, le centre d'accueil

et d'orientation de la Croix-Rouge, à **TAVERNY**, reçoit les premiers enfants repérés par les douaniers à Roissy. Des mineurs chinois font de plus en plus souvent appel aux services sociaux.

## Les enfants des rues plus nombreux dans les villes françaises

Jean-Pierre Raffarin devait visiter, jeudi, un centre d'accueil, après l'annonce d'un dispositif gouvernemental d'aide destiné aux mineurs, majoritairement étrangers, livrés à eux-mêmes. Condamnés à l'errance, ces enfants risquent de basculer dans la délinquance ou la prostitution

C'EST devenu le leitmotiv de la plupart de ses prises de parole publiques : « venir en aide aux enfants des rues ». Dominique Versini, la secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité et l'exclusion, a constaté que, « depuis près de deux ans, ce phénomène a fait son apparition dans les grandes villes de France, et en particulier à Paris (...). Majoritairement d'origine étrangère, ces mineurs vivent en rupture de tout lien familial. Condamnés à l'errance, contraints de se prostituer ou de commettre de petits délits, ces enfants sont des victimes qu'il importe de protéger et de mettre à l'abri », explique la secrétaire d'Etat, qui devait rencontrer des enfants du centre Lazare, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, jeudi 5 septembre, accompagnée par le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin.

La veille, en conseil des ministres, M<sup>me</sup> Versini a présenté un dispositif expérimental destiné à « permettre l'accueil et la prise en charge des mineurs à la rue ». Principale mesure : la mise en place de deux équipes mobiles – éducateurs et infirmiers – qui se relaieront dans Paris, à la rencontre des enfants des rues. Une fois « apprivoisés », ces enfants seront conduits vers un centre d'accueil, ouvert 24 heures sur 24, où ils pourront se laver, se nourrir, se reposer, et, surtout, être écoutés. Le travail avec eux sera « graduel », a expliqué la secrétaire d'Etat, visant, à terme, à renvoyer les enfants chez eux, dans leur famille de préférence. Ainsi, fin août, M<sup>me</sup> Versini était en Roumanie avec le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, où elle a signé un mémorandum d'entente avec son homologue, qui devrait permettre d'établir un accord intergouvernemental entre les deux pays le 4 octobre. D'autres accords de ce type devraient voir le jour avec d'autres pays, a-t-elle précisé.

Dès les premières déclarations de la secrétaire d'Etat, cette volonté avait été très bien accueillie par les services judiciaires, policiers et sociaux. En revanche, la méthode employée avait parfois déplu. La Mairie de Paris a critiqué, à la fin mai, « les initiatives et les déclarations



désordonnées » de la secrétaire d'Etat, en dénonçant « l'absence totale de concertation » et en récusant ses estimations. M<sup>me</sup> Versini avait en effet dans un premier temps évalué le nombre de ces enfants « entre 1 000 et 5 000 ». Mercredi, elle a ajouté que 1 475 d'entre eux avaient déposé une demande d'asile en 2001, mais que ce chiffre sous-estimait l'ampleur du phénomène.

### « SURVIVRE PAR TOUS LES MOYENS »

Cette imprécision montre combien il est difficile de cerner la population en cause. « C'est quoi, un enfant des rues ? Un mineur qui fugue ? Un enfant étranger qui débarque en France sans ses parents et qui dépose une demande d'asile ? Y inclut-on les mineurs qui commettent des infractions sur la voie publique, qui s'adonnent à la mendicité ? », s'interroge Nicole Tricart, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris. La réponse est d'autant moins évidente que le thème a suscité une « floraison de déclarations » où s'entremêlaient « la mendicité, la prostitu-

tion, la délinquance, la pédophilie », déplore Gisèle Stievenard, adjointe au maire de Paris chargée de la solidarité. Dans son rapport pour l'année 2001, l'association Défense des enfants international (DEI) indique que le phénomène concerne « souvent des enfants étrangers venus en France pour survivre par tous les moyens ».

Jusqu'à présent, l'attention s'est surtout portée sur les jeunes Roumains, car certains d'entre eux ont alimenté la chronique des faits divers : pillage d'horodateurs, vols à la tire, prostitution, mendicité... « Mais il ne faudrait pas que cela dissimule d'autres catégories de mineurs », remarque Jean-François Martini, du Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés). Le public en cause est, en effet, très disparate : jeunes du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne, qui étaient déjà en situation d'errance dans leur pays d'origine ; enfants et adolescents fuyant des Etats en guerre (Sierra Leone, Rwanda, Congo, Angola...) ; mineurs chinois « expédiés » en France avec

l'aide de passeurs, moyennant 20 000 à 27 000 euros. « On peut également trouver des enfants victimes d'abus ou de maltraitance au sein même de leur famille », ajoute Jean-François Martini. Enfin, il est arrivé que des adolescents recrutés par des clubs sportifs soient rejetés à cause de performances insuffisantes.

Combien sont-ils ? « Il est difficile d'obtenir des chiffres significatifs », souligne un rapport de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les statistiques disponibles sont souvent parcellaires. Celles du ministère de l'intérieur portent uniquement sur les moins de 18 ans non accompagnés qui arrivent dans les ports et dans les aéroports, d'après le rapport de l'OIM. En outre, il y a un « décalage entre les jeunes qui se disent mineurs et ceux qui sont reconnus comme tels » par les autorités françaises, explique Angelina Etienne, sociologue et auteur d'une enquête sur les mineurs étrangers isolés qui doit être remise en septembre à la direction de la population et des migrations. D'après un rapport de l'IGAS, 1 268 personnes retenues dans la zone d'attente de l'aéroport de Roissy ont déclaré être âgées de moins de 18 ans en 2000 ; mais seules 507 d'entre elles ont finalement été comptabilisées dans la rubrique des mineurs.

Du coup, des ordres de grandeur extrêmement variables circulent : certaines associations avancent le chiffre de 10 000 mineurs étrangers isolés. Jean-Pierre Rosenczweig, président du tribunal pour enfants de Bobigny (Seine-Saint-Denis), parle lui de « 2 000 à 3 000 mineurs réellement isolés ».

### EXPERTISE OSSEUSE

Il y a trois ou quatre ans, la police avait encore tendance à camper dans une « dénégation totale » face au phénomène, estime Claire Brisset, défenseuse des enfants. Les choses ont un peu changé depuis. Pendant l'été 2001, la brigade des mineurs a mené un « travail d'évaluation » dans le secteur de la porte Dauphine, un des lieux de prostitution à Paris : elle a découvert que 47 Roumains âgés de

moins de 18 ans faisaient le trottoir dans ce périmètre ; parmi eux, 17 n'avaient pas 15 ans. A la fin mai, la Mairie de Paris mentionnait dans un communiqué que « 164 mineurs prostitués auraient été dénombrés » l'an passé par la brigade de répression du proxénétisme.

Frédéric Dupuch, commissaire divisionnaire à la police urbaine de proximité, pense néanmoins que cela relève de « l'épiphénomène ». « Paris est bien quadrillé et nous sommes très attentifs à la prostitution des mineurs », explique-t-il. Mais certain-

gence, au détriment d'autres mineurs, victimes d'inceste, d'actes de maltraitance, qu'il faudrait prendre en charge immédiatement », analyse Angelina Etienne. Du coup, des interrogations surgissent : faut-il les prendre en charge ? Sont-ils vraiment en danger ? Dans la région Ile-de-France, certains services de l'ASE ont tendance à se crisper : avant d'accueillir un jeune, ils demandent systématiquement une expertise osseuse pour vérifier son âge, avec une marge d'erreur de plus ou moins dix-huit mois.

### Ouverture du centre Croix-Rouge de Taverny

Mercredi 4 septembre, les grilles du château du Haut-Tertre, à Taverny (Val-d'Oise), se sont ouvertes pour accueillir les premiers enfants confiés à la Croix-Rouge française par le tribunal de grande instance de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Ce lieu d'accueil et d'orientation (LAO) est destiné à recevoir jusqu'à 30 enfants repérés en situation irrégulière par les douaniers de l'aéroport de Roissy. Sous le gouvernement Jospin, Marc Gentilini, président de la Croix-Rouge française, avait obtenu la décision d'ouvrir ce centre dans ce château récemment délaissé par la société Nestlé.

Malgré les protestations d'une association de riverains dénonçant un « Sangatte pour enfants », M. Gentilini a finalement obtenu satisfaction. Encadrés par une équipe pluridisciplinaire de 32 salariés, les enfants séjourneront deux mois au « château Nestlé », « le temps de les orienter vers des familles d'accueil en France, des filières d'enseignement ou de formation, à moins qu'ils ne soient reconduits vers des membres de leur famille à l'étranger ». Si cette expérience se révèle positive, d'autres LAO pourraient ouvrir dans des grandes villes de France. — (Corresp.)

nes associations, comme l'Amicale du nid, sont lassées de voir que l'ensemble des partenaires n'ont pas réussi à s'entendre sur un état des lieux.

En réalité, le problème est si complexe qu'il bouscule les institutions concernées. Les équipes éducatives sont confrontées à un public mouvant, protéiforme, sans « répondant légal » en France, ce qui complique l'évaluation des situations, la reconstruction des parcours, souligne Catherine Bourgeade, du service social d'aide aux émigrants (SSAE). Parfois, les jeunes fuient ou téléphonent à de mystérieux correspondants. Certains dissimulent le fait qu'ils ont des proches ou des parents établis dans l'Hexagone. De plus en plus nombreux, ils provoquent une embolie du « dispositif d'accueil d'ur-

Cependant, des initiatives positives voient aussi le jour. En 2001, le tribunal pour enfants de Paris a créé un cabinet qui s'occupe de tous les dossiers de mineurs isolés sans domicile. Depuis qu'elle a engagé, en mars, son programme « Rues de Paris », l'association Parada-France a établi un « contact régulier » avec une centaine de jeunes Roumains. « Nous sommes en train d'inventer de nouveaux modes de prise en charge », résume Hervé Hamon, président du tribunal pour enfants de Paris. Il est temps : le flux en provenance de l'étranger risque encore de grossir, compte tenu de la « pauvreté extrême » de certains pays, souligne Claire Brisset.

Bertrand Bissuel  
et Anne-Françoise Hivert

## L'aide sociale à l'enfance est débordée par l'arrivée massive de jeunes Chinois

DEPUIS plusieurs mois, les services sociaux et judiciaires de la région parisienne voient débouler dans leurs locaux de drôles de visiteurs. « Ce sont de jeunes Chinois, souvent âgés de 16 à 17 ans, raconte Jean-Pierre Rosenczweig, le président du tribunal pour enfants de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Dans certains cas, ils ont été accompagnés jusqu'à l'entrée du palais de justice. On leur a dit de s'installer dans la salle d'attente du tribunal. Ils y restent, et le soir, lorsque la foule s'est décaillée, nous découvrons leur présence. » Parfois ils détiennent un petit bout de papier, sur lequel ont été griffonnés deux ou trois mots sans équivoque : « Juge des enfants » ou « Veux foyer ». C'est, en tout cas, ce que rapportaient, en mai, à l'Agence France-Presse des magistrats en poste à Créteil (Val-de-Marne) et à Nanterre (Hauts-de-Seine).

D'après Gisèle Stievenard, adjointe au maire de Paris chargée de la solidarité, et Elisabeth Kuczka, adjointe au chef du bureau de l'aide sociale à l'enfance (ASE), il est arrivé que des jeunes soient porteurs de lettres mentionnant en substance : « Gardez-le, il est bien chez vous. » Aujourd'hui, les services sociaux se disent débordés. Dans la capitale, l'ASE a accueilli 145 mineurs chinois isolés en 2001, contre 14 deux ans auparavant. La majorité d'entre eux sont originaires des campagnes du Zhejiang, dans la région de Whenzou.

### « UNE FORME DE DETTE MORALE »

Comment expliquer le phénomène ? Selon la version transitoire d'un rapport demandé par la direction de la population et des migrations (DPM) et qui n'a pas encore

été publié, « l'arrivée massive » de ces jeunes « est à relier avec une forme de dette morale » : certains Chinois qui se sont établis en France au cours de la décennie passée sont, aujourd'hui, sollicités par leur famille restée au pays pour prendre en charge « un neveu ou une nièce ». En outre, « l'absence de perspectives d'études et d'emploi à la sortie du collège » nourrit l'envie de partir.

En Chine, souligne l'étude, il faut être scolarisé « dans un bon lycée, moyennant résultats et finances », pour intégrer ensuite « une bonne université » et décrocher, in fine, « un bon emploi ». Un tel parcours est souvent hors de portée pour nombre de « jeunes Whenzou », rejetés aux marges d'un système éducatif « élitiste ». Ils « viennent donc en France, une fois leurs études

au collège terminées », dans l'espoir de suivre un enseignement de qualité.

En règle générale, le jeune « fait partie d'une stratégie familiale » décidée « par les parents ou, même, par une sorte de conseil familial formé de toute la parentèle du côté paternel », ajoute Jean-François Papet, ethnologue et responsable de l'Association pour la communication interculturelle Eurasie (Acicea).

Elle s'inscrit dans le long terme et démontre une habileté étonnante pour exploiter les ressources du droit français. Un exemple ? « Certains jeunes se présentent aux services judiciaires ou sociaux pour avoir des papiers », affirme-t-on à la 12<sup>e</sup> section des renseignements généraux, chargée des étrangers. L'article 21-12 du code civil donne,

en effet, la possibilité à un mineur étranger qui a été confié à l'ASE de réclamer la nationalité française quand il approche de l'âge de la majorité, explique Catherine Bourgeade, du Service social d'aide aux émigrants (SSAE). Grâce à cette disposition, le jeune régularise définitivement sa situation, s'il n'a pas de titre de séjour. « Le stratagème a fonctionné dans bien des cas », déclare Marc Paul, président de l'Association de soutien linguistique et culturel (ASLC), dont la mission est de « contribuer à l'intégration des populations d'origine chinoise ».

Ces jeunes ont-ils quitté la Chine en laissant père et mère derrière eux ? Ou est-ce qu'ils les rejoignent en France ? Sont-ils sans famille dans l'Hexagone ? Difficile de répondre de manière univoque. Il est, en tout cas, certain que

la plupart d'entre eux ont au moins une « personne contact » : un ami de leurs parents, une tante, etc.

### « SUR LE PLAN ÉTHIQUE »

Du coup, l'ASE et la justice admettent de moins en moins d'être sollicités par des mineurs qui ont des proches en France ou qui sont en quête de papiers. Elles ont le sentiment d'être « littéralement instrumentalisées », selon le mot de Jean-Pierre Rosenczweig, qui s'indigne de ce « détournement de procédure ». La combine permet à « des trafiquants de chair fraîche » de s'enrichir sur le dos de « parents qui se saignent les quatre veines pour expédier leur enfant en France », « Même si nous pouvons comprendre la démarche, elle nous dérange un peu sur le plan éthique », renchérit Elisabeth Kuczka.

## Le centre Lazare-Dauphine, un lieu d'accueil et de réinsertion

Lazare-Dauphine ouvre ses portes, de 10 heures jusqu'au milieu de l'après-midi. Dans un local situé en sous-sol, avenue Victor-Hugo, les jeunes peuvent se doucher, laver leur linge ou prendre un repas. Il y a aussi une salle de séjour, meublée de fauteuils, pour souffler et bavarder. « Nous les recevons, sans poser de questions, de manière à ne pas rompre la relation de confiance », explique Atef Ghali. Sur les six premiers mois de l'année, le responsable du club de prévention pense avoir rencontré environ 300 jeunes, à l'accueil de jour ou pendant les « tournées-rue ». La plupart sont mineurs, mais le centre Lazare-Dauphine peut les accueillir jusqu'à l'âge de 21 ans,

voire au-delà dans quelques cas. Certains sont français, d'autres viennent du Maghreb, d'Afrique noire ou de Roumanie.

### « DANS DES PARKINGS »

Leurs conditions d'existence sont précaires et variées. « Beaucoup logent dans des squats, certains sont hébergés chez des adultes. On en découvre même dans des parkings. » A la fin de l'année dernière, l'équipe d'Aux captifs la libération a aussi repéré une groupe d'une quinzaine de jeunes, « âgés de 12 à 19 ans », qui avaient élu domicile sous une passerelle. Pour survivre, ils travaillent au noir, dans des métiers du bâtiment, ou basculent dans la petite délinquance : pillage

d'horodateurs, vols à la tire... Une toute petite minorité d'entre eux se prostituent à plein temps : ils sont « très déstructurés » et touchent souvent à la drogue.

A force de patience, d'écoute, le centre Lazare-Dauphine parvient à construire des « projets d'insertion ». Une poignée de jeunes ont pu être placés en foyer ou dans une famille d'accueil, d'autres en ont exprimé la demande. Atef Ghali pense que ces exemples feront des émules. Une difficulté se pose, toutefois : la saturation du dispositif d'aide sociale à l'enfance (ASE), qui peut retarder la prise en charge de jeunes désireux de quitter la rue.

B. Bi.

B. Bi.

## Devant les assises de Seine-et-Marne, les dix pédophiles ont expliqué les circonstances de leur passage à l'acte

Avec courage ou réticence, les accusés se sont ouverts aux jurés, mercredi 4 septembre.

Michel Albenque fait remonter sa déviance à ses 11 ans, âge auquel un électricien l'« a éveillé à la sexualité »



**COUR D'ASSISES  
DE SEINE-ET-MARNE**  
2<sup>e</sup> jour  
d'audience

**HORMIS** leur passion coupable pour les jeunes adolescents, rien ou presque ne semble rapprocher les dix pédophiles jugés depuis mardi 3 septembre devant la cour d'assises de Seine-et-Marne, à Melun, pour avoir abusé de 19 mineurs de moins de 15 ans issus de milieux défavorisés. L'âge des accusés, leur profession, leur origine sociale, leur place centrale ou anecdotique dans ce que la justice considère comme un « réseau » criminel ou encore les motifs de leur passage à l'acte... tout distingue en apparence ces dix hommes, qui se sont ouverts à tour de rôle aux jurés, parfois avec courage, le plus souvent avec réticence ou mauvaise foi.

Certains, comme Jean-Marc Smadja, détenu depuis vingt-deux mois, condamné à cinq reprises et incarcéré au Maroc et en République tchèque « par erreur », clame son innocence en évoquant l'accusation mensongère d'un mineur. Denis Page, lui, se plaint d'avoir été

emprisonné en Thaïlande pour un garçon de 15 ans et 8 mois « trouvé dans une boîte où seuls les plus de 16 ans avaient le droit de travailler ».

D'autres ne cherchent pas à éluder leurs responsabilités. Ancien chef de cabine à Air France, Jean-Max Capmarty, 61 ans, est ainsi le premier à évoquer sans fard son « attirance pour les petites filles », qu'il découvre après 50 ans à la suite d'« échecs constants » avec des femmes plus âgées. A trois reprises, il se rend en Roumanie pour y satisfaire ses pulsions, mais n'y « trouve » que des garçons. Il se laisse alors « tenter bêtement pour ne pas rentrer sans rien ». « Tout le monde semblait parfaitement heureux », se justifie-t-il, avant de reconnaître qu'il avait « sans doute des œillères ». De retour en France, il est « séduit » par un garçon de 14 ans que lui présente Michel Albenque, 49 ans, soupçonné d'avoir abusé de dix-neuf mineurs.

Emmanuel Sadoul s'est lui aussi rendu à plusieurs reprises en Europe de l'Est. A la barre, ce cadre de 35 ans évoque pudiquement ses fantasmes, dès l'adolescence, sur les jeunes de son âge. Pendant des années,

il fréquente les milieux homosexuels sans y trouver le bonheur, tente de se « guérir » avec une femme célibataire à qui il est incapable de faire l'amour. L'interdit tombe à la suite de sa rencontre avec Michel Albenque, venu lui vendre des bombes lacrymogènes. « Le filtre s'est effrité, soupire-t-il. Avec lui, tout ce qui était compliqué ne l'était plus. Il était toujours entouré de garçons, dans une atmosphère de liesse. » M. Sadoul ne se cherche aucune excuse. « Il aurait fallu que je sache dire non. Mais j'ai été aveugle, déconnecté de la réalité. » Il parle de trois garçons en Roumanie et de quatre en France.

### CONDAMNÉ SEPT FOIS

Vient enfin le tour de M. Albenque, silencieux depuis le début du procès. Cet homme, qui s'attirait la confiance des adolescents de Chelles (Seine-et-Marne) en les couvrant de cadeaux, fait remonter sa pédophilie à ses 11 ans, l'âge auquel il a été « éveillé à la sexualité » par l'électricien qui travaillait dans l'église où son père était sacristain. « Quand j'allais chez lui pour prendre des cours, il me masturbait ou il invitait parfois deux enfants de chœur de mon âge à avoir des relations

sexuelles pendant qu'il regardait. Ça m'a plu. J'en ai gardé un très bon souvenir. » A 18 ans, il découvre « avec stupeur » qu'il est attiré par les jeunes garçons : « Je rêvais d'avoir leur âge, dit-il. C'était impossible d'aller plus loin dans ma sexualité que 11-13 ans, ces années de bonheur qui me sont restées. » Il devient alors moniteur dans le but avoué d'avoir des rapports avec les enfants.

En 1979, il est incarcéré une première fois pour des attentions, puis condamné quelques années plus tard pour attentat à la pudeur et incitation à la débauche de mineurs. « A l'époque, la société était plus permissive, on n'en parlait pas comme maintenant », commente-t-il. En vingt ans, le vendeur de bombes lacrymo a été condamné sept fois, dont cinq pour des faits relatifs à sa sexualité. De 1988 à 1996, il s'est rendu en Roumanie, en Albanie, au Portugal, à Prague ou à Berlin pour y rencontrer des garçons. « Combien d'enfants en tout ? », lui demande l'avocat général, Yves Jannier. A cette question, Michel Albenque a préféré ne pas répondre, sur les conseils de son avocat.

Alexandre Garcia

## « Orgueilleux », « méprisant », Jean-Marc Boissier sort de son silence pour faire porter la responsabilité de son meurtre sur ses deux ex-petites amies

**AU DEUXIÈME JOUR** de son procès devant la cour d'assises de Paris, Jean-Marc Boissier a semblé faire un grand pas en direction de ses juges, mercredi 4 septembre. A défaut d'apporter des informations inédites sur les faits qui lui sont reprochés, il a du moins consenti à évoquer, dans un monologue de près d'une heure et demie, les circonstances qui l'ont amené, le 3 juin 2000, à mettre le feu dans le hall d'un immeuble du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, provoquant la mort d'Aude Galesne, une jeune étudiante de 24 ans (*Le Monde* du 5 septembre).

Depuis l'ouverture des débats, la veille, le président de la cour d'assises, Dominique Coujard, avait usé de toute son habileté pour convaincre l'accusé que son intérêt était de s'expliquer. L'avocat général, Philippe Bilger, avait lui aussi fait montre d'une grande patience pour tenter d'obtenir le même résultat. En vain. Jean-Marc Boissier refusait obstinément de parler, si ce n'est pour mettre en cause Elisabeth Vicent et Katarina Viscorova, deux de ses ex-petites amies, accusées d'être responsables de son sort.

Sentant sans doute que sa stratégie jusqu'au-boutiste l'emmenait droit dans le mur, Jean-Marc Boissier a donc décidé de faire machine

arrière. « Si vous me laissez parler, je vais vous raconter toute l'histoire », dit-il. Et le voilà qui s'engage dans des explications, souvent confuses, mais qui ont le mérite de laisser entrevoir une part de sa surprenante personnalité.

Certes, l'accusé reconnaît les faits. Il ira même, devant l'insistance du président, jusqu'à se tourner vers le banc des parties civiles pour glisser un rapide « Je suis désolé ». A l'entendre, pourtant, il n'aurait été qu'une marionnette passive entre les mains d'Elisabeth Vicent et de Katarina Viscorova qui, jalouses l'une de l'autre, se seraient servies de lui.

### « PRESTANCE VIRILE ET MACHISTE »

Ses explications ne semblent pas convaincre grand monde dans le prétoire. Mais, pour les deux experts psychiatres qui avaient été chargés de l'examiner, l'intervention est riche d'enseignements. Des experts qui avaient eu bien du mal à accomplir leur mission. Le docteur Gérard Lopez a pu rencontrer l'accusé peu de temps après son interpellation, mais il ne possédait pas alors toutes les données du problème, puisque Jean-Marc Boissier niait à l'époque toute responsabilité. Le docteur Christian Gay n'a même pas pu le rencontrer et a dû se contenter d'une experti-

se sur la base de la lecture du dossier. En conséquence, leurs analyses divergent quelque peu.

Pour le premier, l'accusé, doté d'une « prestance virile et machiste très importante » serait passé à l'acte pour réparer une « blessure narcissique intolérable » après avoir été « plaqué » par Elisabeth Vicent. A en croire le second, Jean-Marc Boissier « est trop méprisant pour être touché par une séparation ». Selon lui, l'élément déclenchant aurait été la plainte déposée par la jeune fille qui ne supportait plus le harcèlement moral dont elle était la victime depuis la rupture. Plainte qui risquait de mettre en péril la réussite professionnelle de l'accusé.

Les deux experts sont en tout cas d'accord sur un point : les traits manifestement pathologiques de sa personnalité. L'homme est décrit comme « manipulateur », « orgueilleux », « narcissique », « paranoïaque » et « méprisant », notamment à l'égard des femmes. « Un tel besoin de prestance masque souvent un problème d'identité sexuelle », affirme M. Lopez. Intolérant à la frustration, il aurait tendance « à reporter sur autrui son propre fonctionnement », enchérit M. Gay. Un début d'explication aux raisons pour lesquelles il s'obstine à mettre en cause ses deux ex-petites amies

pour des actes dont l'accusation le tient pour seul responsable. « Il propose sur l'autre parce qu'il est incapable d'effectuer une véritable introspection », ajoute l'expert. C'est ce qui est effrayant pour la suite : sa réadaptation sociale est étroitement liée à sa capacité à accomplir ce travail d'introspection. »

L'accusé affiche un rictus méprisant. « C'est du délire lacanien », ironise-t-il. « Vous vous considérez donc toujours comme une victime ? », interroge M<sup>e</sup> Dominique Labbé, avocate des parties civiles. L'accusé n'en démord pas : « Je ne serais pas là si l'il n'y avait pas eu ces deux filles. »

Acacio Pereira

## Une épidémie de fièvre Q détectée à Chamonix

Vingt-cinq personnes souffrent de cette maladie rare mais souvent bénigne

**PLUS CONNUE** des spécialistes de la santé animale que de ceux des maladies humaines, la fièvre Q (de l'anglais *query fever*, soit « fièvre inconnue ») touche plusieurs dizaines de personnes ayant séjourné dans la vallée de Chamonix (Haute-Savoie) depuis le mois de juin. « Depuis juin, sur 79 suspicions de cas, 25 ont reçu une confirmation sérologique », précise le docteur Geneviève Denetti, médecin-inspecteur de santé publique à la Ddass de Haute-Savoie.

Dans la moitié des cas, la maladie ne se manifeste par aucun signe. Sinon, après une incubation de deux semaines, elle prend la forme d'un syndrome grippal aigu, avec une forte fièvre, des frissons, des céphalées, de la nausée et des courbatures. Elle guérit dans la plupart des cas spontanément dans un délai de sept à dix jours. Néanmoins, chez certaines personnes – porteurs d'une atteinte des valvules cardiaques ou d'une affection diminuant les défenses immunitaires –, elle peut évoluer vers une forme chronique. La fièvre Q est également susceptible de provoquer des avortements, en particulier en début de grossesse.

Infectant généralement les ruminants (ovins, caprins et bovins), la

fièvre Q est due à une bactérie, *coxiella burnetii*, que l'homme peut contracter en respirant des poussières ou des aérosols (suspensions dans l'air), voire en consommant du lait cru. Cependant, il n'existe pas de transmission d'un individu à l'autre. Des cas sporadiques surviennent chaque année en France et les deux épidémies les plus récentes ont eu lieu en 1997 à Briançon et en 2000 dans la Drôme.

### MOUVEMENTS DE TROUPEAUX

Face à l'épidémie de la vallée de Chamonix, les autorités de santé mènent, en liaison avec les services de l'agriculture, une investigation coordonnée par la cellule interrégionale d'épidémiologie d'intervention Rhône-Alpes. Toutes les personnes présentant des signes cliniques évocateurs sont des adultes d'âge compris entre 17 et 92 ans ; les hommes sont presque deux fois plus nombreux que les femmes. « Pour les 70 cas pour lesquels le domicile est connu, 49 (69 %) résident dans la commune de Chamonix, 20 (29 %) dans une autre commune de la vallée et 3 sont des touristes ayant séjourné dans la vallée entre juin et aujourd'hui », précise sur son site

(www.invs.sante.fr) l'Institut de veille sanitaire (InVS). Une première enquête exploratoire menée auprès de 19 personnes a fait évoquer « l'hypothèse d'une contamination par transmission aéroportée à partir d'un ou de plusieurs troupeaux excréteurs présents ou ayant transité dans la vallée depuis juin ou de zones d'épandages », indique l'InVS.

Les services de la mairie de Chamonix ont effectué un recensement des alpages et ont entrepris de retracer les mouvements des troupeaux, ainsi que l'ensemble des mouvements d'animaux, y compris ceux des cirques. Une enquête épidémiologique est également en cours de réalisation. Il s'agit d'évaluer différentes hypothèses : outre celle impliquant les mouvements de troupeaux, les enquêteurs étudient le rôle joué par la proximité de plusieurs hélicoptères, de précédentes épidémies ayant montré que les hélicoptères pouvaient disperser dans l'air la bactérie. « Aucune hypothèse ne se détache actuellement. Nous en saurons plus lorsque l'enquête sera terminée en début de semaine prochaine », avance M. Denetti.

Paul Benkimoun

## Le parquet général opposé à la libération de M. Papon

**LE PARQUET GÉNÉRAL** de la cour d'appel de Paris s'est déclaré opposé, mercredi 4 septembre, à la remise en liberté de Maurice Papon, qui purge depuis novembre 1999 à la maison d'arrêt de la Santé une peine de dix ans de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité. L'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde demandait à la cour d'appel une suspension de peine pour raisons médicales, sur la foi de deux expertises distinctes affirmant que son état de santé est désormais incompatible avec une incarcération (*Le Monde* du 5 septembre).

Le parquet général a estimé que « la nature et la gravité exceptionnelle des faits ayant fondé la condamnation de M. Papon ne permettaient pas d'envisager une remise en liberté, qui serait de nature à susciter et à réactiver un trouble exceptionnel à l'ordre public ». Son avocat, M<sup>e</sup> Jean-Marc Varaut, a estimé au contraire que « Maurice Papon doit être traité comme n'importe qui ». Décision le 18 septembre.

## Dominique Perben annonce la création de trois centres fermés

**LE GARDE DES SCEAUX**, Dominique Perben, a annoncé, dans un entretien au *Parisien* du 5 septembre, que trois centres fermés pour mineurs délinquants « seront mis en place d'ici à la fin de l'année, en région parisienne et dans le sud de la France ». « Ce seront des petites structures non carcérales d'une dizaine de jeunes placés sous contrôle judiciaire. En cas de non-respect des règles fixées par le juge, celui-ci pourra placer le jeune en détention », précise le ministre. Deux de ces trois « centres pilotes » seront confiés « à des associations extérieures habilitées » et « le troisième à la PJJ [protection judiciaire de la jeunesse] ». A terme, le ministre souhaite mettre en place « un centre par département ». Le ministre a par ailleurs expliqué qu'il entend fermer « la plupart des quartiers pour mineurs existant aujourd'hui, où la situation est inadmissible, pour ouvrir des centres de détention adaptés ». « Nous réaliserons 1 000 places pour mineurs, 600 nouvelles, 400 rénovées », précise le ministre. 4 000 mineurs sont incarcérés chaque année en France.

### DÉPÊCHES

■ **FAIT DIVERS** : les expertises médico-psychologique et psychiatrique menées sur le lycéen de 17 ans mis en examen pour l'assassinat, inspiré par le film *Scream*, d'une amie âgée de 15 ans, le 3 juin près de Nantes (Loire-Atlantique), ont conclu à la responsabilité pénale de l'adolescent, a indiqué, mercredi 4 septembre, son avocate. Agé de plus de 15 ans au moment des faits, il encourt la réclusion criminelle à perpétuité.

■ **POLICE** : Pierre Debue a été nommé directeur central de la police aux frontières (PAF), mercredi 4 septembre en conseil des ministres, sur proposition du ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy. Il succède à la tête de la PAF à Fulvio Raggi. Pierre Debue a été directeur départemental de la sécurité publique en Seine-Saint-Denis.

■ **SANS-PAPIERS** : environ un millier de sans-papiers ont manifesté mercredi 4 septembre à Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour réclamer leur régularisation. Une délégation a été reçue par le directeur de cabinet du préfet pour faire le point sur l'étude des dossiers en cours. Sur les 56 dossiers étudiés la semaine dernière, la préfecture leur a annoncé avoir décidé 16 régularisations fermes et 11 régularisations conditionnelles.

■ **MEURTRES** : le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, a tenté mercredi 4 septembre de rassurer les familles des victimes des trois meurtres de la Somme, en leur promettant des effectifs supplémentaires pour faire avancer l'enquête, qui n'a pas établi de lien formel entre les trois crimes. Trente-six gendarmes mobiles seront ainsi mis à la disposition du groupe d'enquêteurs.



ARNO. CALOR. KRUPS. MOULINEX. ROWENTA. SEB. TEFAL

### Forte progression des résultats et révision à la hausse des objectifs 2002

Le 1<sup>er</sup> semestre a vu la confirmation de l'amélioration des fondamentaux du Groupe dans son ancien périmètre. Grâce au contrôle des marges et à la maîtrise des frais, la marge opérationnelle a progressé de 60 %, contribuant à un désendettement de 100 millions d'euros.

La reprise de Moulinex-Krups, autorisée le 8 janvier dernier par la Commission Européenne et début juillet par les autorités françaises pour le territoire français, a permis de mener à bien un redémarrage rapide et d'engager un plan d'optimisation riche de potentialités.

(en Millions d'Euros)	S1 2001	S1 2002 Groupe SEB avec Moulinex-Krups
Ventes .....	803	1097
Marge opérationnelle .....	47	63
Résultat d'exploitation .....	35	56
Résultat financier .....	(15)	(3)
Résultat net part du Groupe .....	7	40

Au 1<sup>er</sup> semestre 2002, le Groupe SEB a réalisé des ventes de 1097 millions d'euros (+36 %), dont 243 millions sous marques Moulinex et Krups. A périmètre constant, la croissance aurait été de 6 % à parités courantes et de 7 % à parités constantes. L'activité a été soutenue en France et aux Etats-Unis, contrastée selon les pays au sein de l'Union Européenne, en légère reprise au Brésil et globalement bien orientée dans les autres pays du monde.

La marge opérationnelle s'élève à 63 millions d'euros, représentant 5,8 % des ventes, stable en pourcentage par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2001 en dépit d'une contribution négative de Moulinex-Krups de 12 millions d'euros, liée au redémarrage progressif de l'activité industrielle et commerciale de ces 2 marques.

Après divers éléments exceptionnels et non récurrents, le résultat d'exploitation s'établit à 56 millions d'euros et le résultat net à 40 millions d'euros.

Au plan du bilan, la dette financière nette consolidée s'élève à 456 millions d'euros, contre 428 millions au 30 juin 2001. La poursuite du désendettement du Groupe dans son ancien périmètre a permis, presque totalement, d'assurer le financement de l'intégration de Moulinex-Krups (130 millions d'euros).

Après prise en compte de la saisonnalité de l'activité et des éléments non récurrents et atypiques du 1<sup>er</sup> semestre 2002, Thierry de La Tour d'Artaise, Président Directeur Général du Groupe SEB, annonce une révision à la hausse des objectifs 2002, et notamment une marge opérationnelle voisine de 200 millions d'euros, confirmant une nouvelle progression d'environ 15 %, et un bénéfice net, exceptionnel, en progression supérieure à 30 %.

Sites internet : <http://www.groupeseb.com> - <http://www.prline.com>

## DISPARITIONS

## John Lee Thompson

Un aventurier  
au cinéma  
et dans la vie

LE RÉALISATEUR britannique John Lee Thompson est mort vendredi 30 août d'une crise cardiaque, durant les vacances qu'il passait au Canada. Plus connu en France sous le nom de Jack Lee Thompson, l'auteur des *Canons de Navarone* (1961) aura été un aventurier dans la vie – boxeur, puis pilote de bombardier durant la seconde guerre mondiale – comme au cinéma, auquel il a contribué par une œuvre à la fois pléthorique (une cinquantaine de longs-métrages), diverse (il s'est essayé à de nombreux genres) et d'une indéniable efficacité.

Né à Bristol en 1914, il a commencé sa carrière cinématographique, dans les années 1930, comme répétiteur d'acteurs sur les films de Hitchcock, puis comme scénariste. Il écrivait également des pièces de théâtre, et c'est en 1950 qu'il passe à la réalisation, avec *Murder Without Crime*, adapté de l'une d'entre elles.

Il s'illustre dès lors dans des genres très différents, jusqu'au phénoménal succès rencontré en 1961 par son film de guerre, *Les Canons de Navarone*, avec Gregory Peck, David Niven et Anthony Quinn. Tout le monde se souvient des deux gigantesques canons allemands bloquant le détroit de Navarone et qu'un commando de l'armée britannique, en s'introduisant dans la forteresse qui les abrite, va mettre hors d'état de nuire. Ces deux fameux canons, qui valent au film un malheureux Oscar des effets spéciaux à Hollywood, n'en contribuent pas moins à l'un des grands triomphes de la Columbia au box-office et permettent à Thompson de s'installer à Hollywood pour y poursuivre sa carrière, sous les auspices toujours aussi variés de la série B d'honneur, du western, du film d'action et du film d'espionnage. Il y réalise notamment, en 1962, *Les Nerfs à vif* (*Cape Fear*), un thriller très efficace qui réunit cette fois Gregory Peck et Robert Mitchum, et auquel Martin Scorsese rendra hommage en 1991, avec un remake interprété par Robert de Niro et Nick Nolte. En 1972 et en 1973, le réalisateur fait une incursion dans le fantastique, en tournant respectivement deux volets – *La Conquête de la planète des singes* puis *La Bataille* du même nom – de la célèbre saga simiesque lancée par Franklin J. Schaffner.

A partir de 1976, il commence une longue collaboration avec Charles Bronson, depuis *St Ives* jusqu'à *Kinjite : Forbidden Subjects* (1989), qui sera son dernier opus.

## Jacques Mandelbaum

■ BERNARD VECK, professeur de littérature française à l'université du Littoral, est mort lundi 19 août à l'âge de 57 ans. Ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, il enseigna au lycée expérimental de Sèvres, avant de travailler pour les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cemea) et d'y animer la revue *Vers l'éducation nouvelle*, puis pour l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP). Mais il est surtout connu comme l'un des meilleurs connaisseurs de Francis Ponge. Dès 1979, il fait paraître une *Introduction à Francis Ponge* (Larousse) puis, en 1984, *Francis Ponge, Actes ou Textes* (Presses universitaires de Lille), tous deux en collaboration avec Jean-Marie Gleize. En 1993, il publie sa thèse sous le titre *Francis Ponge ou le Refus de l'absolu littéraire* (Mardaga). Se succéderont ensuite une présentation du *Parti pris des choses* (Bertrand Lacoste, 1994), la *Correspondance Ponge-Tortel*, avec Bernard Beugnot, (Stock, 1999). Il a aussi collaboré avec ce dernier à l'édition des *Cœuvres complètes* de Ponge dans « la Pléiade ».

## A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde ([www.lemonde.fr/carnet](http://www.lemonde.fr/carnet)) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

Matthieu et Joséphine ont la joie d'annoncer la naissance, le 8 août 2002, de leur petit frère

## Augustin.

Marie et Christophe Saglio, 78150 Le Chesnay.

## Roland ASSATHIANY

est heureux de faire part de la naissance de son premier arrière-petit-enfant,

## Léa, Rose, Tamara,

née le 11 août 2002,

chez

Sophie SCHAKOWSKOY  
et  
Matthieu ASSATHIANY.

35, rue Mirabeau,  
75016 Paris.

– Bron (Rhône).

Bienvenus au Monde,

## Léonard,

le 2 avril 2002,

chez

Fanny et Mathieu.

## Diane,

le 18 avril 2002,

chez

Pauline, Laurence et Nicolas.

## Oscar,

le 6 août 2002,

chez

Anna et Laurent.

Ils font la joie de  
Joëlle et Jean-Marie GUIDEZ.

## Myrah

est née le 23 août 2002,

chez

Anne RIGAUD  
et  
Bertrand LESIRE-OGREL.

De la part de  
Claudine et Hubert LESIRE-OGREL,  
ses grands-parents,

## Chem,

son frère,

Jim, Benjamin, Attika et Nils,  
ses cousins.

09320 Massat.

## Anniversaires de naissance

## Olivier,

Bonne entrée dans tes cinquantèmes rugissants.

Lifetime love.

Yasmine, Shahin, Galla...

## Fiançailles

Parents, sœurs, frères et amis sont heureux de partager un moment de bonheur avec

Alexandra et Pierre-Alexandre,

à l'occasion de leurs fiançailles.

Alexandra Berg  
et Pierre-Alexandre Moussa,  
44, rue Blanche,  
75009 Paris.

## Décès

– Les membres de l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), très touchés par le décès de leur confrère **Anne-Marie GAUDIN**, journaliste au *Quotidien du médecin*,

survenu le 1<sup>er</sup> septembre 2002, s'associent à la douleur de Jean-François Péresse, son mari, leur confrère, journaliste aux *Echos*, Martin et Gaëlle, leurs enfants, et les assurent de leur soutien amical.

– Les familles Guérin, Ros, Rosa et Nollet ont la douleur d'annoncer le décès de

Simone GUÉRIN,  
née NOLLET,

survenu dans sa quatre-vingt-dix-huitième année, le 17 juin 2002,

et celui de

Françoise GUÉRIN,

sa fille,

survenu dans sa soixante et unième année, le 26 juillet,

et rappellent le souvenir de

Paul GUÉRIN,

leur époux et père.

Jean-Paul Guérin,  
24, rue Champ-Rochas,  
38240 Meylan.

– Samuel, Vicky Gottfarstein et leurs enfants font part du décès de leur tante,

Irène KANFER,  
journaliste, poétesse  
et traductrice du yiddish,

survenu le 13 juillet 2002.

17, rue Oberlin,  
67000 Strasbourg.

– Monique Lévy, Jean-Bernard Lévy et Odile Lévy-Heidmann, Nicolas, Karine, Hugo, Tiphaine, Laurent Lévy et Véronique Lévy-Delaveau, Marion, Camille, Gabrielle, Le docteur Françoise Lévy et Michel de Becdelièvre, Eric, Morgane, ont la tristesse d'annoncer le décès de

docteur Claude LÉVY,  
ancien interne des Hôpitaux de Paris,  
croix de guerre 1939-1945,

le 31 août 2002.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

– Annick et Jacques Delbar, leurs enfants et petits-enfants, Danielle et Jean-Pierre Mailles, leurs enfants et petits-enfants, Marc et Martine Van Isacker et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Denise  
VAN ISACKER-SAMYN,

survenu subitement le 15 août 2002, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Suivant ses options philosophiques, elle a fait don de son corps à l'Université libre de Bruxelles.

22, rue de Cherbourg,  
75015 Paris.

– M<sup>lle</sup> Marie Ollivier, Le professeur Alain Raisonnier, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Edith VERRIER,  
née VALETTE,  
médecin psychiatre des Hôpitaux,

survenu le 3 septembre 2002, à Paris-13<sup>e</sup>, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques seront célébrées le lundi 9 septembre, à 14 h 15, en l'église Saint-Séverin, 1, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris-5<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Compiègne (Oise), dans l'intimité.

4, rue des Anglais,  
75005 Paris.

## Remerciements

– Christine, sa femme, Antoine, Elsa et Irène, ses enfants, Jacqueline, sa mère, François, son frère, Denise, sa sœur, sont très touchés des témoignages exceptionnels que vous leur avez adressés à la suite du décès de

Michel COLONNA d'ISTRIA.

– Mme Jocelyne Lecoq, Anaïs, Marie et Michaël, Ainsi que toute leur famille, remercient très chaleureusement les personnes qui se sont associées à leur douleur lors du décès de

M. Roger LECOQ,

survenu le 26 août 2002.

– Il y a un mois,  
le 6 août 2002,

Jean-Pierre MOREAU

nous quittait.

Monique Moreau, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Sa famille, Ses amis, remercient vivement tous ceux qui les ont entourés de leur affection et de leur amitié lors de son décès.

44, rue Cardinet,  
75017 Paris.

## Anniversaires de décès

– Voilà un an,

Pierre d'ARQUENNES,  
pianiste,  
fondateur du Triptyque,

nous quittait le 8 septembre 2001.

« Monte! Egare-toi!  
Tous nos cris ont des ailes  
tous les cœurs trouvent un chemin. »  
Alain Suied.  
*La Parole de l'éveil*, Arfuyen, Paris.

– Nanterre. Saint-Gengoux-le-National. Issenheim.

Il y a un an, l'imprudence criminelle d'un chauffard a enlevé

Gérard BLAMONT

à sa famille, à ses amis, à ses collègues.

Il était plein de vie.

Il nous manque terriblement.

« Il n'avait plus assez de musique dans son cœur pour faire danser sa vie. »

Robert MUS,

9 juillet 1938 - 6 septembre 2001.

Un an déjà que ton sourire n'illumine plus nos vies.

Un an que Charon t'a pris. Mâchoires serrées, tête nue, tu t'en es allé là où la peine n'habite plus ton cœur ; c'est le nôtre qu'elle hante désormais.

– Il y a trente-cinq ans,

Georges VILLE,  
ancien membre de l'École française de Rome, conservateur aux Antiquités du Louvre,

nous quittait.

Ceux qui ont connu son non-conformisme, son intériorité et sa générosité courageuse ne l'ont pas oublié.

## Souvenir

– Le 22 août 1992,

Jacques BAILBÉ,  
professeur à la Sorbonne,

nous quittait.

Joseph-Marc Bailbé,  
son frère,  
Et toute la famille,  
ont pour lui une fidèle pensée.

– Il y a un an, disparaissait mon fils,

Etienne GARNIER,  
ancien député RPR de Saint-Nazaire.

Que tous ceux qui l'ont connu, aidé et soutenu tant durant sa carrière politique, que durant sa cruelle maladie, reçoivent ici le témoignage de la profonde reconnaissance d'une mère inconsolable.

## Conférences

A l'invitation du B'nai B'rith Ben Gourion, **M. Alexandre Del Valle** présentera son nouveau livre *Le Totalitarisme islamiste, l'assaut contre les démocraties*. La conférence sera suivie d'une signature le jeudi 12 septembre 2002, à 20 h 30, salle des fêtes de la mairie du 17<sup>e</sup> arrondissement, 18, rue des Batignolles, Paris-17<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rome. Entrée libre.

## MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL DE FRANCE (MJLF)

fêtes de Rosh Hashana  
et de Yom Kippour

## JUIFS D'OUVERTURE

Découvrez un judaïsme d'aujourd'hui, fidèle au passé et tourné vers l'avenir.

Rosh Hashana : vendredi 6 septembre 2002, à 18 heures, samedi 7 septembre et dimanche 8 septembre 2002, à 10 heures.

Yom Kippour : dimanche 15 septembre 2002, à 19 h 30, et lundi 16 septembre, à 10 heures.

Renseignements et réservations :  
Mouvement juif libéral de France,  
11, rue Gaston-de-Caillavet,  
Paris-15<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-37-48-48.

## TARIF CARNET 2001-2002

Tarif à la ligne : 22 € - 144,31 F TTC  
Tarif abonnés : 18,50 € - 121,35 F TTC

Tél. 01-42-17-39-80 – Fax : 01-42-17-21-36

e-mail: [carnet@mondepub.fr](mailto:carnet@mondepub.fr)

Participez à la 6<sup>e</sup> édition du  
Prix **Le Monde** de la recherche universitaire

Créé en 1997 par **Le Monde de l'éducation**, ce concours a pour objectif de valoriser la recherche en offrant à de jeunes docteurs la possibilité de publier leurs travaux dans la collection « Partage du savoir » PUF/Le Monde

Renseignements : 01-44-97-54-95  
[www.lemonde.fr/mde](http://www.lemonde.fr/mde)  
[mondeprix@lemonde.fr](mailto:mondeprix@lemonde.fr)

OPUF  
Fondation Charles Léopold Meyer  
FONDATION DE FRANCE  
Ministère délégué à la recherche et aux nouvelles technologies  
puf

# L'enseignement agricole invente les métiers ruraux de demain

Avec des formations de « consultant rural », de gestionnaire de la faune sauvage ou de jardinier de golf, le système éducatif français, sans équivalent en Europe, va bien au-delà des activités traditionnelles de l'agriculture

NEUVIC (Corrèze)

de notre envoyé spécial

Bien avant de devenir le fief de la « chiraque », la Haute Corrèze, entre le plateau de Millevaches et

## REPORTAGE

**Le lycée agricole de Neuvic (Corrèze) compte 500 élèves, presque tous internes**

les gorges de la Dordogne, fut la « terre patrie » d'Henri Queuille. Le souvenir de cette grande figure du radicalisme, disparue en 1970, qui fut maintes fois ministre (notamment de l'agriculture) et président du conseil flotta partout.

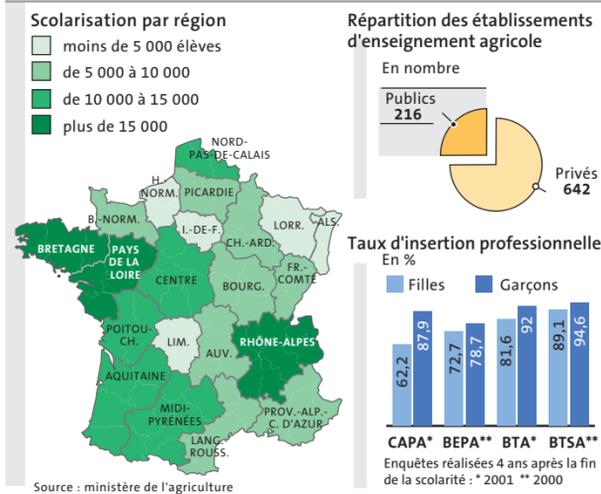
Le lycée agricole de Neuvic, qui vient de fêter son 80<sup>e</sup> anniversaire, porte le nom de « bon docteur », qui le créa en 1922. L'établissement se targue aujourd'hui d'être avec 125 salariés – en majorité

des professeurs – le premier employeur du canton. Mais il veut aussi, au-delà de ses missions de formation, être en pointe chaque fois qu'il s'agit de réfléchir aux nouveaux métiers de l'agriculture et d'anticiper les évolutions des campagnes.

« Je m'astreins à ne jamais prononcer le mot agricole sans y associer ceux de rural et de local », affirme Christian Serager, qui dirige le lycée depuis deux ans, avec le souci de contrecarrer les habitudes acquises. « Confiance, enracinement, complicité et alchimie, avec notre environnement socio-économique, doivent être les maîtres mots, ajoute-t-il. Car un établissement qui ne se préoccuperait que de former de bons techniciens sans les immerger dans l'animation rurale et les éveiller à l'aménagement du territoire ferait fausse route. »

Outre celui de Neuvic avec ses 500 élèves, presque tous internes, la Corrèze compte trois autres lycées agricoles – à Tulle pour les métiers de l'élevage, Objat (l'horticulture) et Meymac (bois et forêt). Mais Neuvic se plaît à innover, au

## 180 000 ÉTUDIANTS ET ÉLÈVES



risque de heurter parfois.

Précurseur dans les années 1970, il avait formé les premiers techniciens intéressés par l'effervescence désordonnée des

métiers de l'environnement. Son pouvoir d'attraction ne s'émousse pas, à en juger par les élèves qui sont 11 % de plus pour cette rentrée.

## Un système apprécié mais qui souffre d'une certaine dispersion

C'EST la rentrée, aussi, pour l'enseignement agricole, qui compte 180 000 élèves et étudiants. Hervé Gaymard, ministre de l'agriculture, a choisi la région Rhône-Alpes pour aller préciser, vendredi 6 septembre, la politique du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin sur le sujet.

Ce système éducatif fait de la France un cas en Europe : non seulement à cause de sa quasi-indépendance vis-à-vis du monumental édifice de l'éducation nationale, mais aussi par la place considérable qu'y tiennent les établissements privés sous contrat, tant dans les cycles secondaire que supérieur.

La moitié des quelque 30 000 fonctionnaires du ministère de l'agriculture et de la pêche sont occupés à des tâches liées à l'enseignement et leur nombre a même sensiblement progressé depuis deux ans grâce à la titularisation d'agents à statut précaire. On recense 216 établissements secondaires d'enseignement public (général, technologique et professionnel) et 208 qui dépendent du privé (mais près de 700 si l'on inclut le réseau très dense des maisons familiales et

rurales, dont l'originalité est la formation en alternance).

Pour ne prendre que les filières supérieures d'ingénieurs, de vétérinaires, de paysagistes et de formation de professeurs de l'enseignement technique, le secteur public aligne 20 grandes écoles, le privé 7. Et les responsables des lycées comme des centres d'apprentis et des écoles supérieures attendent avec impatience la mise au point – pas avant fin 2003 ou début 2004 – du 4<sup>e</sup> schéma prévisionnel national des formations (le premier a été appliqué en 1998).

### Un contentieux de 40 millions d'euros avec le privé

Un lourd contentieux financier oppose le conseil national de l'enseignement privé (Cneap) au ministère de l'agriculture à propos du versement par l'Etat de subventions de fonctionnement, en application des lois Rocard de 1984 sur l'enseignement agricole et les relations entre l'Etat et le secteur privé. « Ces subventions ont pour objet de permettre d'assurer la gratuité de l'externat pour nos élèves, explique Yvon Le Norc, secrétaire général du Cneap, et depuis quatre ans, l'Etat ne respecte pas ses engagements. » Le Cneap estime à 40 millions d'euros, dont une quinzaine pour 2002, les reliquats cumulés de dettes de l'Etat.

Le Conseil d'Etat a été saisi le 17 avril. Hervé Gaymard, ministre de l'agriculture, de la pêche et des affaires rurales, a admis que les pouvoirs publics avaient une dette envers l'enseignement privé, mais n'a pas encore fait savoir comment, ni selon quel calendrier, il comptait la solder.

Les chefs d'établissement n'attendent cependant pas ce schéma pour tenter d'anticiper les mutations inévitables. En effet, l'évolution des métiers liés à l'agriculture, à l'environnement ou à la sécurité alimentaire, les nouvelles physiologies des campagnes qui font naître toute une panoplie de services aux personnes, la coopération intercommunale en milieu rural, les évolutions démographiques, obligent le système d'enseignement, lui aussi, à changer ses habitudes et ses programmes. « Le rôle de nos établissements dans l'aménagement et

le développement quotidiens du territoire rural est essentiel », affirme Yvon Le Norc, secrétaire général du conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP).

Et ce depuis longtemps, puisque le plus ancien lycée, celui de Mesnières-en-Bray (Seine-Maritime) existe depuis 1821. Plus encore que les lycées publics, les lycées privés (qui rassemblent 60 % des élèves) sont le plus souvent implantés dans des petites villes, voire dans des villages.

### PLUTÔT SATISFAISANT

C'est le cas de l'institut de Genec (Nord), en pleine zone rurale, à 20 kilomètres de Lille : il accueille cette année 1 800 élèves, plus 600 stagiaires en formation professionnelle continue, ce qui en fait le plus important établissement de ce type en Europe.

Public ou privé, le secteur de l'enseignement agricole a cherché, avec des fortunes diverses, à anticiper les évolutions. On commençait à enseigner l'écologie dans ces établissements avant qu'en 1971 Robert Poujade devienne le premier ministre de la protection de la

nature et de l'environnement. « Si l'on ne devait prendre en compte que les jeunes agriculteurs qui s'installent et qui ont besoin d'une formation, un système éducatif calibré autour d'un effectif de 20 000 élèves suffirait », estime Jean-Claude Lebossé, directeur général de l'enseignement et de la recherche au ministère. Mais il n'est pas question de saborder un enseignement qui, en général, tant sur le plan de la formation que de l'insertion sociale des jeunes et de l'obtention d'un emploi en fin d'études, donne satisfaction. Il est donc impératif de « diversifier » l'offre de formation. Une meilleure coordination avec l'éducation nationale est, elle aussi, impérative.

L'autre tâche urgente consiste, enfin, à mieux fédérer les synergies entre les établissements supérieurs, trop éparpillés, voire inutilement concurrents. Alain Berger, inspecteur général de l'agriculture et ancien directeur de cabinet de Jean Glavany, a été chargé par Hervé Gaymard de présenter un rapport sur cette délicate question.

F. Gr.

François Grosrichard

## La chaufferie de la Défense va rouvrir « à titre provisoire »

30 000 foyers des Hauts-de-Seine étaient privés d'eau chaude depuis cinq jours

NANTERRE

de notre correspondant

« La préfecture a accordé mercredi une autorisation à titre provisoire à la société exploitant la centrale de climatisation de la Défense, permettant ainsi la reprise de la production d'eau chaude à partir de jeudi. » L'information a été donnée par le maire (UMP-RPR) de Puteaux, Charles Ceccaldi-Reynaud, à la sortie d'une réunion avec le préfet des Hauts-de-Seine, Jean-Marc Rebière, après une manifestation de riverains à laquelle participaient également les maires de Courbevoie et de Nanterre, mercredi 4 septembre. Cette autorisation est donnée pour une période indéterminée.

L'épreuve de force qui a opposé le préfet à Enertherm l'exploitant – tenu de régulariser la situation de son usine – a, en effet, privé d'eau chaude, pendant cinq jours, 30 000 foyers de ces trois communes (Le Monde du 4 septembre).

Les habitants du quartier du Faubourg-de-l'Arche, qui entoure l'usine, vivent dans la crainte depuis l'explosion de 1994, qui avait fait deux morts. Beaucoup, pourtant, se sont logés à deux pas, espérant une délocalisation prochaine.

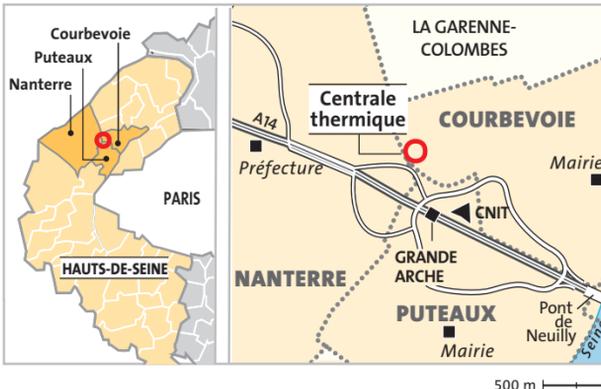
L'accident de 1994 est arrivé au moment où la ville de Courbevoie décidait la création, au pied des tours de la Défense, sur d'anciennes friches industrielles, d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) devant accueillir 15 000 personnes. Les collectivités locales et l'Etat n'ont pourtant pas été très regardants et ont accordé des permis de construire à proximité de « la chaufferie », classée « à risque » depuis l'explosion.

### ASSOCIATION DE RIVERAINS

La centrale est indispensable à la climatisation du quartier d'affaires de la Défense. Après l'explosion, elle a été rapidement remise en marche avec une autorisation préfectorale provisoire de fonctionnement, reconduite tous les trois ans.

Pourquoi les riverains se sont-ils, dans ce contexte, entêtés à habiter aussi près d'un site réputé dangereux ? Claire Bernier, vice-présidente du Collectif des riverains anticentrale (CRAC), l'explique : « L'exploitant de l'époque, Climadef, avait proposé, dans le cadre d'une future reconstruction de l'usine, d'enterrer à moitié les installations à défaut de pouvoir les délocaliser. Ce projet n'a jamais été accepté par le syndicat intercom-

### TROIS COMMUNES TOUCHÉES



munal, propriétaire de la concession, qui a préféré changer de concessionnaire. Suite à un appel d'offres, c'est Enertherm qui a été choisie. Son projet ne reprenait absolument pas ce principe de semi-enterrement. Mais la fausse rumeur selon laquelle la chaufferie allait être enfouie ou disparaître s'est propagée et les promoteurs qui vendaient leurs appartements situés de l'autre côté de la rue n'y étaient pas pour rien. »

Des riverains se sont rassemblés en association en 1999, ne serait-ce que pour avoir accès aux documents techniques et connaître les risques. « L'usine n'utilise plus de gaz depuis l'explosion de 1994, mais du fuel à très basse teneur en soufre, précise Claire Bernier. Cependant le risque industriel de type incendie

ou explosion n'est pas écarté. »

Jacques Kossowski (UMP-RPR), député des Hauts-de-Seine et maire de Courbevoie, affirme ne pas partager cette inquiétude : « Cette centrale a très bien fonctionné jusqu'à ce jour, je me base sur les experts qui m'assurent qu'il n'y a pas de difficultés. Des centrales sont situées dans d'autres villes et fonctionnent aussi. » Pourtant, au lendemain de la catastrophe de Toulouse, M. Kossowski avait fait part « de sa très vive inquiétude pour la sécurité des riverains vivant à proximité de la centrale » au ministre de l'environnement, Yves Cochet, et lui demandait de « réaliser un sarcofage de protection » sur les installations.

Jean-Pierre Dubois

### DÉPÊCHES

■ **TRANSPORTS** : le ministre des transports Gilles de Robien, interrogé sur l'avenir des projets de lignes TGV Lyon-Turin, Nîmes-Perpignan et l'achèvement de la ligne Paris-Bordeaux, a jugé ces chantiers « prioritaires », mardi 3 septembre sur LCL. « Ce qui est contractuellement avec les régions sera à coup sûr tenu », a-t-il affirmé. En réponse à la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), qui redoute, dans le projet de budget 2003, une annulation de 30 % des investissements publics dans les infrastructures, le ministre a affirmé : « Je répondrai le 26 septembre [lors de la présentation du budget de son ministère] que la FNTP aura largement de quoi alimenter le travail des entreprises. » Un audit sur les infrastructures de transports a été lancé par le gouvernement Raffarin le 7 août (Le Monde du 9 août).

■ **CHAMPAGNE-ARDENNE** : la plus grande éolienne de France, dont les trois pales culminent à 125 mètres, a été couplée au réseau EDF, mercredi 4 septembre, sur un terrain privé, sur le territoire du village de La Chaussée-sur-Marne, dans le département de la Marne. D'un poids de 275 tonnes, l'ouvrage a coûté près de 1,8 million d'euros. Cette éolienne, qui devrait être silencieuse selon son propriétaire, Hervé Huet, un agriculteur, est d'une puissance de 1,5 MW et fournira de l'électricité à quelque 600 foyers. La France se situe en quatrième position pour la production de l'énergie éolienne au sein de l'Union européenne, derrière le Danemark, l'Espagne et l'Allemagne.

■ **CORSE** : la pêche et la commercialisation des langoustes ont été suspendues le 1<sup>er</sup> septembre, jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2003, afin de protéger cette espèce en voie de raréfaction, a annoncé mercredi 4 septembre le Comité régional des pêches. Les patrons pêcheurs, qui sont environ 200 à pêcher ces crustacés en Corse, espèrent que la mesure permettra de favoriser le repeuplement de langoustes, dont les stocks s'épuisent depuis une vingtaine d'années.

■ **PARIS** : les trois opérateurs de téléphonie mobile Orange, SFR et Bouygues sont conviés, vendredi 6 septembre, à la mairie de Paris pour discuter d'une charte de bonne conduite sur les antennes relais (Le Monde du 11 juillet). La Ville de Paris va leur proposer des normes plus restrictives que la réglementation officielle, fixée par un décret du 3 mai.

■ **Yves Contassot, adjoint (Verts) à l'environnement de Bertrand Delanoë, a présenté, mercredi 4 août, une campagne d'affichage sur la propreté à Paris. Ces affiches rappellent notamment que les Parisiens qui abandonnent des ordures dans les rues (sacs-poubelle ou crochets de chien) encourrent une amende d'un montant de 183 euros. L'élu Vert a précisé que le nombre de procès-verbaux dressés pour ces infractions a doublé, sur les six premiers mois de l'année, par rapport au semestre précédent.**

Il a également annoncé que les 420 Sanisette parisiennes avaient rouvert fin août, après un an de fermeture due à la réactivation du plan Vigipirate après les attentats du 11 septembre 2001.

**STEINER, A FLEUR DE PEAU**  
venez découvrir la collection des CANAPÉS STEINER à des prix tout à fait exceptionnels.

**OUVERTURE EXCEPTIONNELLE LE DIMANCHE 29 SEPTEMBRE**

**Topper Espace Steiner**  
63, rue de la Convention - Paris 15<sup>e</sup>  
Tél.: 01 45 77 80 40 - M° Boucicaut - Parking gratuit

**P**ATIEMENT, Henri Proglgio, président du directoire de Vivendi Environnement, essaie encore de convaincre Esther Koplowitz. « Esther, réfléchis. Tu peux exercer ton option de vente. Mais es-tu sûre que Vivendi a les moyens de te payer ? Tu risques de tout faire exploser sans avoir l'assurance de retrouver ta mise. Si tu restes, la cession de Vivendi Environnement peut être lancée. Cela nous sauverait. Je n'ai pas grand-chose à t'offrir en échange pour l'instant, sauf un renforcement de nos accords commerciaux. Mais tout peut évoluer plus tard si nous nous en sortons. » Il est 11 heures, ce lundi 17 juin. Le conseil d'administration de Vivendi Universal doit se réunir à 15 heures pour entériner – ou non – la cession partielle de Vivendi Environnement. Le groupe veut ramener sa participation dans sa filiale de services collectifs de 63 % à 40 %. A quatre heures de la réunion, rien n'est encore joué : tout est conditionné à l'accord d'Esther Koplowitz. Et la milliardaire espagnole n'a toujours pas dit ses intentions.

Depuis des semaines, les proches, les avocats, les banquiers pressent l'héritière du premier grand groupe de BTP espagnol, FCC, de profiter de la cession de Vivendi Environnement pour exercer l'option de vente que lui a accordée Vivendi Universal. En 1998, lors leur alliance dans les services collectifs en Espagne, le groupe français lui avait garanti un droit de rachat de sa participation de 51 % dans la holding commune créée à l'occasion. L'engagement représente près de 1 milliard d'euros, une fortune. Et une bombe en puissance pour Vivendi Universal. Jamais le groupe ne pourra honorer une telle promesse. Pourtant, Jean-Marie Messier n'a pas parlé avec Esther Koplowitz pour la convaincre de rester. Ami de longue date de la milliardaire, Henri Proglgio tente de désamorcer cette situation de plus en plus explosive. Il a besoin de l'accord de M<sup>me</sup> Koplowitz. Il l'obtiendra à l'arché, juste avant le conseil.

S'éloigner de Vivendi Universal, quitter les « paillettes » de la communication, Henri Proglgio en rêve depuis des mois. Pour lui, Vivendi Environnement a déjà perdu beaucoup trop dans l'aventure. La société n'est plus que l'ombre de la puissante Générale des eaux. Toutes les richesses du groupe accumulées depuis près d'un siècle, même les milliards de réserves payés par les consommateurs pour entretenir les réseaux d'eau, ont été dilapidées dans la folle course médiatique. En contrepartie, Vivendi Environnement a récupéré les dettes, toutes les dettes, celles de l'immobilier, du BTP, du téléphone. Exsangue financièrement, il lui reste ses métiers et sa place de leader mondial dans les services collectifs, à égalité avec Suez.

Depuis le début de l'année, le rêve est devenu cauchemar. Asphyxié financièrement, Vivendi Universal semble prêt à régler rapidement le sort de sa filiale, sans trop se soucier de son intérêt. Début mars, le groupe a décidé de confier un mandat de vente à la Deutsche Bank pour la dédommager des pertes qu'elle a subies lors de la vente de l'autocontrôle, en janvier, et aussi pour donner des garanties aux banques.

Cette cession était demandée depuis longtemps par la famille Bronfman et les actionnaires américains, lesquels jugeaient que cette activité n'avait rien à faire dans un groupe de communication. Plusieurs schémas de vente ont été envisagés : une cession partielle, une cession totale, voire une mise en pension des titres. Quel que soit le scénario, il faut au préalable lever l'obstacle d'Henri Proglgio. Le président du directoire de Vivendi Environnement est très ombrageux lorsqu'il s'agit de son groupe. Jean-Marie Messier a dû temporiser avec lui à de nombreuses reprises. Mais cette fois, le PDG de Vivendi Universal n'a pas le choix. Il doit céder Vivendi Environnement. Il doit changer Henri Proglgio.

« Cher Henri. » Lorsque le président du directoire de Vivendi Environnement découvre la lettre de Jean-Marie Messier, le 25 mars, la colère le submerge : le PDG de Vivendi Universal veut le démettre de ses fonctions. Eric Licoys, l'ombre de Jean-Marie Messier, serait nommé président à sa place, lui deviendrait directeur général. « Mais tu garderas toute la responsabilité opérationnelle. J'ai besoin de toi », lui assure M. Messier. Pour Henri Proglgio, la nomination d'Eric Licoys est une déclaration d'hostilité. La découverte du mandat de la Deutsche Bank confirme toutes ses craintes : Vivendi Environnement court un grand danger.

Dès lors, la guerre entre les deux hommes est déclarée. A la Générale des eaux depuis 1972, Henri Proglgio a eu le temps de rencontrer tous les maires, les députés et les conseillers généraux de France, et de se forger un solide réseau de connaissances et d'amitiés, à droite comme à gauche. Il sonne l'alarme, fait jouer tous ses réseaux politiques, financiers, amicaux. André Santini, maire d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), président du Syndicat des eaux d'Ile-de-France, et à ce titre, principal client de Vivendi Environnement, est le premier à donner de la voix : « Ce retrait, qui serait con-

# LA BOMBE

## Pour dénouer la crise financière, le PDG de Vivendi Universal décide de céder sa filiale Vivendi Environnement.

### Mais le politique s'en mêle. L'hallali est proche

# D'ESTHER



Quelques-uns des administrateurs du groupe : de gauche à droite, Henri Lachmann, Jacques Friedmann, Jean-Louis Beffa, Marc Vienot, Bernard Arnault, Philippe Foriel-Destezet, Simon Murray et Serge Tchuruk.

traire aux engagements répétés pris personnellement par Jean-Marie Messier, ne pourrait être sans conséquence pour les 8 000 maires de France [qui ont passé un contrat de gestion avec Vivendi Environnement]. » Jean-Paul Delevoye, ancien sénateur RPR, président de l'Association des maires de France – devenu depuis ministre de la fonction publique –, tonne à son tour et demande un contrôle des élus locaux sur tout changement de l'actionnariat dans les sociétés d'eau. Le monde des collectivités locales est en ébullition. A l'Elysée, à Matignon, à Bercy, déjà échauffés par l'affaire Canal+, on s'énerve. Jean-Marie Messier décidément en fait trop en pleine campagne électorale.

« On ne vend pas un numéro un mondial français. » L'avertissement du ministre des finances, Laurent Fabius, est sans ambiguïté pour Jean-Marie Messier. Les deux hommes ont été invités, le 18 avril, à la remise de décoration de Maurice Lévy, le patron de Publicis, au titre d'officier de la Légion d'honneur. A la fin du repas, en petit comité, Laurent Fabius prend le PDG de Vivendi Universal à l'écart. Le message est bref et clair : interdiction de toucher à Vivendi Envi-

ronnement. Mis au courant par Jean-Pierre Raffarin, alors président de l'Association des régions de France et ami de longue date d'Henri Proglgio, Jacques Chirac est sur la même longueur d'onde. « Vivendi Environnement doit rester français », déclare-t-il à la fin du premier tour de sa campagne présidentielle.

« Ce mec m'emm... Je ne veux plus le voir » **JACQUES CHIRAC**

La manœuvre de dissuasion a parfaitement fonctionné : aucun groupe étranger n'osera braver le veto présidentiel. Jean-Marie Messier a compris : il est condamné à faire marche arrière. Au lendemain du premier tour de la présidentielle, il demande discrètement un rendez-vous à l'Elysée. Refus net de Jacques Chirac – « Ce mec m'em... Je ne veux plus le voir. » Alors, publi-

quement, devant les actionnaires, M. Messier assure le 24 avril : « Une opération sur Vivendi Environnement n'est pas à l'ordre du jour. » En coulisse, il fait discrètement savoir au personnel politique que « Vivendi Environnement ne sera pas cédé avant la fin des élections législatives ». En fait, même si nombre de ses administrateurs français, nostalgiques de la Générale des eaux, sont très hostiles à la cession, le PDG de Vivendi Universal ne peut plus différer cette vente. Chaque jour, la situation financière devient plus pressante. Le 3 mai, l'agence de notation Moody's a abaissé la note de crédit du groupe, soulignant que, « une fois le dividende payé, le groupe n'avait plus de trésorerie significative ».

Il lui faut trouver une solution qui rassure ses administrateurs comme les politiques. Pourquoi ne pas organiser une scission de Vivendi Environnement puisque aucun candidat français ne peut reprendre l'ensemble ? Les projets de découpage s'ébauchent : la partie française du groupe de services pourrait être reprise par Vinci (un groupe de BTP issu de la fusion entre la SGE et GTM-Dumez), et les actifs internationaux par Suez. Cette perspective réveille Henri Proglgio. Lui, a une autre idée : organiser un groupe d'actionnaires stables avec la Caisse des dépôts, des banquiers et EDF. « Si EDF entre dans le capital de Vivendi Environnement, ce sera la guerre nucléaire », fait savoir Gérard Mestrallet, le PDG de Suez, qui redoute la création d'un gigantesque concurrent. « Je ne ferai rien qui déplaît à Gérard Mestrallet », fait répondre, aigredoux, François Roussely, le président d'EDF. Les deux groupes entrent leur projet, l'un de scission, l'autre d'entrée dans le capital. Mais l'épisode laissera des traces.

Expert de la diplomatie patronale, Jean-Marie Messier n'aurait jamais laissé autrefois grandir un tel conflit. Mais il n'a plus le temps de s'occuper de ces différends. Tout empire. Les informations sur la crise de trésorerie quasi permanente du groupe, connues d'une poignée de personnes, sont devenues publiques. Les administrateurs commencent à demander des comptes. Marc Vienot, l'ex-président de la Société générale (principale banque créditrice du groupe) et président du comité d'audit, se fait le plus rassurant possible : de simples ragots journalistiques, le groupe n'a aucune difficulté, il a vérifié.

Claude Bébéar, le président d'Axa, est beaucoup plus pessimiste. Pour lui, il est

plus que temps d'agir. Un homme discret va beaucoup l'aider. Financier d'origine irakienne, opposant de toujours au régime des mollahs et très engagé dans la vie politique de son pays, il est aussi fort bien introduit dans les milieux financiers internationaux. Représentant un groupe d'investisseurs étrangers, il s'inquiète depuis plusieurs mois de l'évolution du groupe. Lorsqu'il apprend que M. Bébéar se préoccupe de l'avenir de Vivendi Universal, il prend contact avec lui et décide de lui apporter tout son soutien. L'objectif ? Sauver le groupe et défendre les intérêts de ses actionnaires. Donc démissionner Jean-Marie Messier...

**R**ENCONTRES et discussions avec tous les hommes d'affaires qui peuvent influencer le cours des choses se multiplient. Dans une atmosphère de plus en plus tendue. « Nous sommes sur écoute », assure M. Bébéar à plusieurs de ses homologues, persuadé que la direction de Vivendi Universal a renoué avec les usages de la Générale des eaux, adepte des cabinets occultes et des renseignements parallèles. D'autres pensent être suivis. Les rencontres se font dans des lieux de plus en plus insolites. Certains patrons envoient à leurs interlocuteurs leurs secrétaires munies de téléphones portables neufs, afin d'être sûrs que leurs conversations ne sont pas écoutées. Le Paris des affaires joue au complet, sans oser aller au-delà.

« Non, je ne peux pas. Jean-Marie est un ami. » Henri Lachmann a réfléchi toute la journée, puis il a prévenu ses homologues. Même si cet administrateur, patron de Schneider, est inquiet pour Vivendi Universal, et de plus en plus critique sur son PDG, il ne se voit pas se lever en plein conseil et demander la démission de Jean-Marie Messier. Aucun d'ailleurs n'a ce cran. Certains restent sous le charme, les autres choisissent l'absentéisme ou la démission. Les conseils se déroulent dans une atmosphère de plus en plus violente : le malaise et le non-dit s'installent derrière le juridisme.

« Démissionne maintenant. Tu peux revenir dans deux ou trois ans », lui a conseillé Alain Minc. Jean-Marie Messier a décidé de passer outre, de tenir, de se battre. « Nous avons deux années difficiles à passer », a-t-il confié à ses proches. Mais il faut d'abord passer la prochaine échéance de trésorerie. Le 13 juin, acculé, le groupe décide de déposer en garantie ses titres Vivendi Environnement contre un prêt de la Deutsche Bank, alors même que la cession de cette participation ne doit être avalisée par le conseil que le 17 juin. Or cette approbation, on l'a vu, n'est pas une formalité, vu les hésitations d'Esther Koplowitz. Lorsque le marché l'apprend, le vendredi 21 juin, c'est la panique. Les cours de Vivendi Universal et de Vivendi Environnement s'effondrent. La vente officielle de Vivendi Environnement est prévue pour le lundi 24 juin.

« Je ne vendrai pas en dessous de 30 euros », assure le PDG de Vivendi Universal. « Si tu fixes un plancher, les arbitragistes feront tout pour que tu descendes en dessous. Il faut lancer l'opération », soutient Henri Proglgio. Pour la première fois, Jean-Marie Messier n'ose pas appeler ses administrateurs pour leur expliquer la situation, sa défaite. Alors, le président de Vivendi Environnement prend sur lui de les appeler. « Le Titanic coule. Laissez-moi m'éloigner pour ne pas être emporté dans les remous », explique-t-il. Il obtient leur accord. Mais il faut encore organiser l'opération boursière. Dans la nuit du dimanche 23 juin, les principaux banquiers parisiens se retrouveront afin d'assurer le succès du placement. Au petit matin, le partage est fait : la place a organisé le sauvetage de Vivendi Environnement, comme le souhaitaient les pouvoirs politiques.

Martine Orange

PROCHAIN ARTICLE  
Les adieux de Fontainebleau



Le 8 avril, Robert Hue, député du Val-d'Oise, écrit au ministre de l'industrie, Christian Pierret, pour s'inquiéter de la possible suppression des trois quarts des agences d'accueil Vivendi-Générale des eaux de la région Ile-de-France et exiger le maintien d'« un service public de l'eau de qualité et à la hauteur des attentes comme des besoins de la population ».

# De la démocratie en Israël *par Eric Hazan*

**L**ES analystes les plus critiques de la politique israélienne manquent rarement de rappeler que, malgré tout, l'Etat juif est « la seule démocratie du Proche-Orient ». Parfois certains vont jusqu'à s'étonner que tel ou tel projet ou événement soit possible dans ce contexte, mais sans jamais mettre en cause la réalité de la démocratie israélienne, présentée par tous les médias occidentaux comme un fait qui ne se discute pas.

Or un million de Palestiniens vivent aujourd'hui en Israël même : ceux qui sont restés lors de l'exode de 1948 et leurs descendants. Ces Palestiniens d'Israël, en dehors de quelques villes « mixtes » comme Haïfa, Jaffa, Acre, etc., vivent dans trois régions : au nord, la Galilée, où ils représentent la moitié de la population ; au centre, le Triangle, le long de la frontière de 1967 ; au sud, le Néguev, avec environ 150 000 Bédouins.

Ils ont tous subi dix-huit ans d'administration militaire, dont l'abolition en 1966 a quelque peu relâché la pression, mais sans les mettre à l'abri de discriminations de toutes sortes. Deux chiffres – officiels – en donnent une idée. En 1999 en Israël, la mortalité infantile était presque deux fois plus élevée chez les Arabes que chez les Juifs (9,3 contre 4,9 ‰). La différence était encore plus forte (5,8 contre 1,8 ‰) pour la période périnatale où, selon le Centre israélien de contrôle sanitaire, « la mortalité est avant tout liée à des causes environnementales, évitables pour la plupart ». Chez les citoyens israéliens bédouins du Néguev, la mortalité infantile était de 12,1 ‰, l'un des chiffres les plus élevés du Proche-Orient. Il est peu vraisemblable que ces disparités aient diminué depuis 1999.

On pourrait citer bien d'autres domaines de discrimination à l'encontre des Palestiniens citoyens israéliens (18,5 % de la population), depuis leur présence au sein de la fonction publique jusqu'à leur accès aux études supérieures – notons en passant qu'il n'existe pas d'université arabe en Israël. Mais j'ai choisi comme second chiffre le plus grave de tous, celui qui concer-

ne la spoliation des terres palestiniennes.

Avant 1948, les juifs détenaient 7 % du territoire qui forme aujourd'hui l'Etat d'Israël. Actuellement, l'Etat juif en détient 93 %. Cette « rédemption » de la terre a été obtenue grâce à un arsenal législatif comportant 36 lois et règlements. Sa pièce maîtresse est la Loi sur les absents (1950) qui décrète « absents » l'ensemble des Palestiniens ayant quitté Israël lors de la guerre de 1948, même s'ils sont ensuite revenus dans leurs villages, et même s'ils ne sont pas sortis des frontières de l'Etat lorsque leurs déplacements se sont faits vers des zones occupées par des forces ennemies – ce qui est à l'origine de l'étrange catégorie des « absents-présents ». Tous les « absents », pré-

Il est difficile, sinon impossible, de mener devant sa porte une guerre contre un mouvement de libération sans que le vernis du fonctionnement démocratique interne s'écaille et parte par plaques

sents ou pas, ont vu leurs terres confisquées au bénéfice de l'Etat.

Les terres d'Etat sont administrées par l'Israel Land Authority, organisme public qui n'a pas le droit d'exercer de discrimination entre les citoyens. Mais il est fortement noyauté par des organisations qui existaient avant la fondation de l'Etat, qui sont liées au mouvement sioniste et qui agissent statutairement dans l'intérêt des juifs du monde entier : l'Agence juive, le Fonds national juif (qui détient constitutionnellement la moitié des sièges au conseil de l'Israel Land Authority). Ces organisations travaillent depuis toujours à étendre les terres juives.

Déjà, en 1976, Israël Koenig, préfet de la région nord (et donc de la Galilée), préconisait dans un rapport officiel (*On handling the Arabs of Israel*) d'« étendre en profondeur les implantations juives là où la popu-

lation arabe est prédominante ; d'examiner la possibilité de diluer les concentrations arabes existantes ; de renforcer parallèlement la loi pour limiter toute nouvelle implantation arabe dans les diverses régions du pays ».

Malgré tout, la fiction selon laquelle les « Arabes israéliens » étaient des citoyens comme les autres a été soigneusement entretenue pendant plus d'un quart de siècle. C'est en octobre 2000 que tout a basculé, quand les Palestiniens de l'intérieur ont manifesté – plutôt pacifiquement – leur solidarité avec la deuxième Intifada, qui venait d'éclater dans les territoires occupés. Ces manifestations furent durement réprimées : 13 morts et plus de 700 blessés en une semaine. Une commission d'enquête officielle, mise en place après une longue cam-

pagne des ONG israéliennes et palestiniennes, a récemment mis en cause la police, qui « a utilisé les balles de caoutchouc d'une façon qui violait les directives du gouvernement, sachant qu'à moins de 40 mètres elles peuvent être mortelles ; n'a pas agi correctement pour rétablir le calme et éviter de mettre à mal (harm) les citoyens arabes israéliens ; n'a pas informé les officiels que des snipers étaient utilisés contre des lanceurs de pierres » (*Haaretz*, 30 juillet).

Depuis lors, les Palestiniens d'Israël sont considérés et traités comme une cinquième colonne dans la guerre en cours. Des mesures économiques viennent aggraver leur situation matérielle déjà précaire : le 5 juin, dans un plan général d'austérité, le gouvernement a décidé de diminuer les allocations familiales. Cette diminution est de 4 % pour les parents ayant servi dans l'armée et de 24 % pour les autres, qui sont

phobie, la crainte du voisin, souvent la haine de l'autre sont la faiblesse commune de tous les hommes, et les sociétés les plus avancées sont celles qui s'emploient à harmoniser les relations humaines.

Nous faisons partie de ces sociétés-là. Nous avons largement contribué à les inspirer, sinon à les établir. Toute notre histoire, notre incroyable survie témoignent que nous savons malgré tout, et contre tout, faire revivre la vie.

« Choisir la vie », n'est-ce pas la plus belle leçon que Moïse nous ait léguée ?

## La simple vérité

*Suite de la première page*

Trop souvent, la violence nous saisit ; elle a pris la place de l'intelligence et de l'espérance.

Pourtant, l'incessant carrousel attentats-représailles, l'inexorable litanie des morts et des blessés tournent et s'enroulent autour d'une seule question essentielle et décisive : les Palestiniens ont-ils un droit égal à celui des Israéliens de vivre sur une partie de cette terre commune pour être à leur tour un peuple digne, libre, saluant son drapeau et élisant ses dirigeants ?

Pour vous comme pour moi, la réponse est : oui.

Nous savons non seulement qu'il n'y a pas d'autre solution digne de notre passé comme des valeurs dont nous nous voulons porteurs, mais nous savons aussi qu'elle seule peut inscrire Israël dans le Proche-Orient auquel il appartient.

Contre cette évidence se dressent les slogans provocateurs des fondamentalistes des deux bords. « Les Palestiniens veulent nous chasser de la terre d'Israël. Oslo n'était qu'une étape », crient les uns. A quoi les autres répliquent : « Les Juifs veulent chasser les Arabes de cette terre musulmane et rebâtir leur Temple à la place des mosquées du Rocher et Al-Aqsa. »

Ainsi les nationalistes s'accusent réciproquement de leurs obsessions communes dans une passion meurtrière où s'affrontent également le messianisme, d'une part, et l'islamisme suicidaire, d'autre part.

Nous ont-ils dit un jour, ces partisans du Grand Israël, ce qu'ils allaient faire des Palestiniens arabes que pendant trente ans ils ont voulu ignorer. Les ghettoïser ? Les déporter ?

La vérité est plus simple, et la plupart d'entre les Israéliens le savent bien : l'Etat de Palestine existe déjà. C'est la virtualité la plus évidente de notre décennie. Il est là, face aux chars, au-delà des

check-points, il entoure les implantations qui veulent le nier, alors qu'elles engendrent sa rage d'exister.

L'Etat de Palestine attend qu'Israël le reconnaisse et les nations du monde s'impatientent mais respectent encore le mutisme politique du gouvernement israélien.

Ce pour quoi je me bats – hélas !, seulement avec des mots –, c'est pour que cette reconnaissance vienne du gouvernement d'Israël et ne soit pas imposée à

Je me bats pour que la reconnaissance de la Palestine vienne du gouvernement d'Israël et ne soit pas imposée à son peuple par une pression extérieure

son peuple par une pression extérieure.

Israël est un pays fort. Israël a su se construire, élever et raffermir ses potentialités, malgré les conflits, les guerres et les refus du monde arabe. Israël joue un rôle positif dans ce qu'on appelle le concert des nations ; souvent admiré, quelquefois jaloué, c'est un modèle de développement, parfois, pour les nations à la recherche de leur avenir.

C'est une dramatique erreur que font tant de juifs dans le monde, et tant d'Israéliens, que de croire à l'isolement. Non, « ils » ne sont pas « tous contre nous » ! Ce slogan dévastateur a déjà fait trop de victimes. C'est nous qui, trop souvent, à la première réflexion, au premier geste hostile, nous replions sur nous-mêmes et nous enfermons dans les schémas anciens, ceux des temps de l'exclusion et du mépris.

Aujourd'hui, nous sommes citoyens d'un monde où la xéno-

pour l'essentiel les Palestiniens. Le service militaire est ainsi devenu une base « légale » pour diverses mesures de discrimination ethnique.

Surtout, trois projets de lois viennent d'être proposés, qui vont dans la même direction : marginaliser ceux qui ne sont plus considérés comme des citoyens mais comme des ennemis.

Le premier est un amendement à la Loi fondamentale sur la terre, qui tient lieu de référence constitutionnelle. Proposé en juillet par Haïm Druckman (Parti national religieux), il envisage que les terres d'Etat ne puissent être cédées qu'à des juifs. Le deuxième, présenté le même mois par Michael Kleiner (Hérouv), prévoit que, pour voter aux élections de la Knesset, il faudra signer une déclaration de loyauté envers l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif, et en particulier reconnaître son drapeau, ses symboles et son hymne national.

Le troisième – qui n'est pas une nouveauté mais la mise en œuvre d'une vieille loi jamais appliquée – est dû à Eli Yishai, ministre de l'intérieur et chef du parti Shass. Il a l'intention de retirer la citoyenneté israélienne aux Palestiniens d'Israël accusés de « mettre en danger la sécurité de l'Etat ». Le ministre a déclaré : « C'est une mesure sans précédent, mais la situation dans laquelle nous nous trouvons est également sans précédent. »

Peu importe que tout ou partie de ces projets ne fassent que légaliser des situations existant depuis longtemps. Peu importe leur avenir, qu'ils soient (ou aient déjà été) retirés par le gouvernement lui-même, rejetés par la Knesset ou refusés par la Cour suprême. L'important est que, dans « la seule démocratie du Proche-Orient », il est désormais possible de présenter des projets de loi ouvertement racistes à l'encontre d'une minorité qui représente le cinquième du pays.

Parallèlement, la tension engendrée par la guerre en cours dans les territoires occupés retentit de plus en plus sur la vie publique israélienne. Dans un pays où le militaire et le politique ont toujours été étroitement liés, l'influence de l'armée devient prépondérante. Le nouveau chef d'état-major, le général Ya'alon, préconise ouvertement de

ne peuvent se défendre. Seule la première Intifada aura été la tentative des Palestiniens de prendre leur avenir en main. Les hommes et les femmes de cette révolte sont encore là. C'est parmi eux que se sont éveillés les universitaires, les intellectuels qui ont pris publiquement la parole pour reconnaître le droit à l'existence d'Israël et pour dire que les attentats-suicides déshonoraient le peuple palestinien.

Ces femmes et ces hommes ne sont pas les ennemis d'Israël. Ils veulent en être les voisins ; des voisins respectés, mais des voisins respectueux aussi. Il est temps de les écouter. Il est temps d'aller vers eux.

Après tout, c'est bien Menahem Begin qui, dans les accords de Camp David-I, a reconnu « les droits légitimes des Palestiniens ». Il est grand temps de donner à ces droits leur pleine expression.

Nous devons aider les Israéliens et les Palestiniens à tracer la ligne de partage entre leurs deux souverainetés sur la terre brûlante où des hommes ont, à l'aube de l'humanité, reconnu qu'ils étaient semblables. Non, décidément, ne nous enfermons pas dans des solidarités passionnelles. Ne sommes-nous pas parfois trop ouverts aux uns, trop souvent sourds et aveugles aux autres ? Chaque mort – qu'il soit des nôtres ou des leurs –, ce sont cent vies perdues.

Juifs ou Arabes, femmes et hommes de tout bord soucieux de réflexion et de vraie volonté, aidons les Palestiniens et les Israéliens à se reconnaître enfin, à surmonter leurs peurs, à prendre les risques de la paix. Qu'ils trouvent le courage d'arrêter la violence aveugle ou ciblée pour l'amour de la vie et le respect d'eux-mêmes.

Qui aura ce courage, et l'audace, et la fierté d'arrêter le premier la terrible indignité de ces vies sacrées ?

Israéliens, Palestiniens, où en est l'espérance ?

**Théo Klein**

passer à la « deuxième partie de 1948 », ce qui implique que les Palestiniens d'Israël soient transférés sous souveraineté palestinienne, avant d'être physiquement transférés dans les Territoires.

Même un journaliste respectable comme Zeev Shiff de *Haaretz* défend depuis deux mois dans ses articles l'option du transfert. La prise en main de l'information par les militaires, manifeste lors de la prise du camp de Jénine, remonte en réalité au début de la deuxième Intifada. Ce sont les militaires et les services de renseignement qui ont forgé et répandu dans les médias les mythes à l'origine du désastre actuel : ils sont parvenus à faire croire à tout un peuple ou presque que l'Intifada n'était pas un soulèvement populaire spontané mais un processus terroriste programmé par Arafat avec pour but la destruction d'Israël.

Les journaux qui maintiennent un secteur de liberté d'expression (*Haaretz*, mais aussi *Yediot Aharonot*, le plus gros tirage du pays) sont visés par des projets de loi menaçant leur indépendance financière. Les voix discordantes dans l'administration et l'université sont soumises à de fortes pressions : le cas d'Ilan Pappé, cet historien que l'univer-

sité de Haïfa a récemment voulu exclure – menace suspendue grâce à la protestation internationale –, n'est pas isolé et la chasse aux sorcières a de beaux jours devant elle.

Entendons-nous bien. Il n'est pas question de mettre Israël et sa démocratie sur le même plan que les dictatures de férocité variable

**ÉRIC HAZAN** est gérant des éditions La Fabrique.

qui l'entourent. Il est question de reconnaître qu'il est très difficile, sinon impossible, d'être un « Etat juif et démocratique » comme le voulait la Déclaration d'indépendance, lorsque la population du pays est largement et de plus en plus non juive. Et il est tout aussi difficile, sinon impossible, de mener devant sa porte une guerre contre un mouvement de libération sans que le vernis du fonctionnement démocratique interne s'écaille et parte par plaques.

Ceux qui voient plus loin que de la tourelle d'un char devraient en discuter avec leurs amis israéliens, au lieu de les rassurer en leur répétant qu'ils sont pour toujours « la seule démocratie du Proche-Orient ».

## Débat historique et déontologie

*par Ilan Greilsammer*

**S**PÉCIALISTE des « nouveaux historiens » israéliens, auxquels j'ai consacré mon livre *La Nouvelle Histoire d'Israël*, et partisan de la remise en question de tous les mythes historiques, j'avoue être particulièrement troublé – c'est un euphémisme – par les révélations concernant le financement du procès intenté au chercheur qui a révélé le « massacre de Tantura ».

En 1998, un étudiant en maîtrise de l'université de Haïfa, Teddy Katz, a présenté une thèse qui fit l'effet d'une bombe, *L'Exode des Arabes des villages du sud du Carmel en 1948*. Il a obtenu l'excellente note de 97 sur 100. A la page 88 de son travail, Katz avait écrit : « Dans la nuit du 22 au 23 mai 1948 et le 23 au matin, le bataillon 33 de la division Alexandroni, avec l'aide d'une unité du bataillon motorisé de la division Carmel, attaqua le village de Tantura. Selon les témoignages de plus de 20 personnes interviewées parmi les réfugiés de Tantura, et de quelques soldats de la division Alexandroni, les soldats se lancèrent durant plusieurs heures dans une poursuite destructrice des hommes adultes, en vue de les tuer. D'abord dans tous les endroits où ils se trouvaient, dans les maisons, les cours et même dans les rues, puis de façon centralisée, dans le cimetière du village. Dans le massacre de masse qui eut lieu dans ce village, furent tués pas moins de 150, et peut-être même 200 hommes ».

Les anciens de la division Alexandroni, furieux des révélations de Katz, lui intentèrent un procès en diffamation, en lui réclamant plus d'un million de shekels (200 000 euros). Au cours du procès, une partie des enregistrements fut examinée et on découvrit de grosses contradictions entre les paroles enregistrées et les témoignages reproduits dans le travail de Katz. Les autorités universitaires de Haïfa imposèrent à Katz de corriger sa thèse en conséquence et de représenter au jury son travail une fois corrigé. Comme d'habitude, la « controverse des historiens » faisait rage.

Or les dernières révélations en date font état du fait que Teddy Katz, pour se défendre dans le procès qui lui était intenté, a demandé au patron de la Maison de l'Orient et ministre OLP de Jérusalem, Fayçal Hussein, aujourd'hui décédé, de lui fournir de l'argent. M. Katz a personnellement confirmé qu'il avait demandé et reçu de Fayçal Hussein environ 18 000 dollars pour couvrir les frais de justice car, a-t-il dit, il n'avait aucun autre moyen de financer sa défense. Selon Katz, il a proposé à Hussein

de couvrir les frais de justice car il pensait « que cela l'intéresserait. J'ai expliqué à Fayçal qu'il y avait des poursuites, que l'université était terrifiée par ma recherche, et s'était fortement prononcée contre elle. Il répondit favorablement à ma demande. (...) J'ai reçu l'argent de la main à la main, en liquide » (*Yediot Aharonot*,

**ILAN GREILSAMMER** est professeur de science politique à l'université Bar-Ilan (Israël).

1<sup>er</sup> septembre). Je suis absolument stupéfait que M. Katz considère un tel financement comme « légitime ». L'affaire de Tantura était pain bénit pour la propagande palestinienne. Pour reprendre ses propres mots, « la demande d'aide était légitime et avait pour but de permettre la révélation de la vérité historique sur la guerre d'indépendance » (sic).

De même, un professeur, Ilan Pappé, trouve justifiée la demande d'aide financière adressée à Hussein : « Dans l'Autorité palestinienne, on manifeste beaucoup d'intérêt pour le travail de Katz ; ils voulaient le traduire en plusieurs langues, la demande leur a été adressée après la présentation de la recherche, qui n'avait pas été effectuée sous leurs auspices. Mais il n'existe aucune recherche au monde qui ne serve pas quel'un... »

Comme historien israélien, comme militant engagé pour la paix, comme sioniste de gauche partisan de la création d'un Etat palestinien dans l'ensemble des territoires conquis par Israël en 1967 et d'une solution juste et digne du problème des réfugiés, je suis extrêmement intéressé à savoir ce qui s'est passé durant la guerre de 1948. Il est clair, comme nous l'a montré l'excellent historien Benny Morris, que la tragédie palestinienne ne correspond pas à l'image d'Épinal sur la « pureté des valeureux combattants » que l'on a ressassée aux écoliers israéliens.

Mais il y a des limites déontologiques à ne jamais dépasser, et je pense que le « chercheur de Tantura » les a ici dépassées, et de loin.

Que dirait-on d'un sociologue palestinien de l'université Bir-Zeit, qui ferait une recherche sur les kamikazes du Hamas, passant en jugement devant les tribunaux de l'Autorité palestinienne, demandait à... M. Sharon de subventionner sa défense ? Et que diraient mes amis français, si on découvrait qu'un chercheur de Sciences-Po, attaqué en justice pour ses révélations de crimes commis par des unités de police pendant la guerre d'Algérie, a fait payer sa défense par le gouvernement algérien ? Cela ne jetterait-il pas, disons, un certain trouble ?

## DANS LA PRESSE FRANÇAISE

■ RTL

Alain Duhamel

Il y a une contradiction flagrante, théâtrale, presque comique, entre l'importance désormais accordée officiellement aux risques environnementaux et aux dérèglements écologiques, d'une part, et, d'autre part, la faiblesse persistante des Verts. Cela s'explique largement par leurs maladies infantiles. Ils continuent de payer leur incapacité à mûrir. Ils demeurent prisonniers de leur psychologie groupusculaire, de leur organisation fondée sur une démocratie pseudo-directe, en réalité chicanière, notariale. Ils multiplient les courants et les chausse-trappes comme une caricature de parti politique. Ils détestent leurs propres leaders. Ils sont même incapables de mettre en avant les sujets qui leur tiennent le plus à cœur. Avec les subventions qu'ils ont reçues, les Verts se sont offert un audit bien utile. Il leur reste maintenant à engager un pédopsychiatre.

■ LE FIGARO

Philippe Reclus

La croissance ne se décrète pas. Soit. Il faut néanmoins la favoriser. La force du signal adressé aux entrepreneurs, et plus largement à l'opinion, sera directement liée à la manière dont Matignon prouvera sa volonté de changer la logique qui régit la relation au travail, sa durée, sa rémunération. On ne peut que s'interroger, à la lecture du modeste amaigrissement de la fonction publique évoqué dans le projet de budget de 2003, sur la volonté réelle de réduire le train de vie de l'Etat. Les entreprises ne cessent de se restructurer pour s'adapter à la demande. Pourquoi l'Etat ne se soumet-il pas, lui aussi, enfin, à une réorganisation qui le rende plus efficace et plus productif ? Les simples redéploiements des dépenses et d'artifices comptables ne suffisent plus. On n'a que trop tardé à s'atteler à une véritable refonte de la dépense publique. L'occasion est là.

## Les Pygmées sont-ils des « bêtes sauvages » ?

Choquée par l'exhibition de membres de l'ethnie Baka en Belgique, la presse du Cameroun se penche sur leur sort dans leur propre pays où, selon « Mutations », ils sont traités avec commisération ou mépris



chroniqueur culturel le plus acerbe du seul quotidien privé du pays, *Mutations*, dans un article intitulé « L'hypocrisie autour des Pygmées ». En effet, le mode de vie de ces derniers, restés proches de la nature, s'est profondément métamorphosé ces dernières années en raison, notamment, de la destruction de leurs forêts par des industriels du bois sans scrupule, dont certains sont liés aux cercles du pouvoir à Yaoundé. « Sur ce coup, les Camerounais ont beau jeu d'aller claironner sur tous les toits du monde que le traitement ainsi réservé aux Pygmées est en tout humiliant. Mais que font-ils donc, sur le plan local, pour faire en sorte que ces mêmes pygmées soient pris avec davantage de considération ne serait-ce que par leurs propres compatriotes ? », s'interroge-t-il, relevant que la télévi-

sion nationale, « média supposé servir de reliant culturel » a présenté comme « une bizarrerie » la candidature d'un Pygmée aux récentes municipales.

« HOMMES PRÉHISTORIQUES »

*Mutations* continue ainsi : « Il y a malheureusement, dans cet activisme de bas étage, trop de minimalisme intellectuel, trop d'égoïsme et trop d'obsession d'un conservatisme qui ne mène à rien, sinon au renfermement. Les Pygmées sont un peuple éminemment riche sur le plan culturel et cosmogonique, qui mérite à cet égard un regard différent que celui bourré de mépris et d'ostracisme dans lequel nous le plongeons chaque jour. Parce que, contrairement à ce que l'on veut faire croire, les premiers oppresseurs de ces gens sont nous-mêmes : c'est bien nous, censés être "normaux", qui les privons d'écoles, qui leur refusons des hôpitaux, qui les éloignons des routes et qui continuons tranquillement à les faire passer pour des parias de l'humanité. »

Dans la même veine introspecti-

ve, une reporter du journal indépendant *Le Messenger* s'est rendue auprès de la famille des « huit Bakas de Belgique », bravant une route dans un état désastreux. Elle remarque que les cases, en terre battue et non en branchages, sont « d'une propreté exemplaire », les ustensiles de cuisine « soigneusement rangés », les vêtements semblables à ceux des voisins bantous. Les entretiens avec ses hôtes et le sous-préfet du coin témoignent du malentendu entre deux mondes. A une femme qui lui explique que les Pygmées partis en Belgique après des promesses de toiles pour les toits, d'un centre de santé, de l'électricité et d'une voiture, la journaliste demande si ces objets seront d'une quelconque utilité. « Nous avons besoin de toutes ces choses car les autres se moquent de nous parce que nous ne les avons pas », s'entend-elle répondre. La journaliste observe l'attitude ambiguë des Pygmées envers la modernité : ils la désirent, certes, mais ne veulent pas payer pour en jouir. Quant au sous-préfet, il estime

que les Pygmées, qui « oublient peu à peu leurs valeurs », notamment une très riche pharmacopée, ont besoin d'être encadrés, mais « dans la dignité ». « J'ai comme l'impression qu'on ne sait pas ce qui se passe dans [leur] tête, qu'on ne les connaît pas. Pour beaucoup d'observateurs, les Pygmées constituent un mystère, une énigme », reconnaît-il humblement. L'âme missionnaire, persuadé qu'on ne peut plus les « laisser vivre à l'état de bête sauvage, d'homme préhistorique », il n'est pas particulièrement obsédé par le respect de leur libre arbitre. Se référant à l'ère coloniale, il lance : « Si on avait respecté notre volonté, vous et moi ne serions pas civilisés. » L'administrateur se montre pourtant troublé par un propos de Pygmée qu'on lui a rapporté : « Pourquoi voulez-vous nous mettre dans la tête que nous avons des problèmes ? C'est vous qui en avez. Nous sommes heureux, et même plus heureux que vous ! »

Théophile Kouamouo

## LA SÉLECTION DE COURRIER INTERNATIONAL

## La présidentielle vue par la presse brésilienne

La campagne radiotélévisée devrait faire la différence entre « Lula » et son principal rival

LA CAMPAGNE des quatre principaux candidats à l'élection présidentielle brésilienne du 6 octobre a pris un virage décisif avec le début des interventions télévisées. « Au moins la moitié des électeurs se décideront d'après la campagne à la télévision et à la radio », affirme l'hebdomadaire *Veja*. En effet, 80 % des Brésiliens n'ouvrieraient jamais un journal. Le petit écran sera donc la

vitrine des débats ouverts pour la succession du libéral Fernando Henrique Cardoso. Tous les candidats ne partent cependant pas égaux, le temps d'antenne dévolu à chacun étant proportionnel à la représentation de sa formation au Congrès.

Ainsi tout est encore possible pour José Serra, le dauphin du président sortant et préféré des sphères

dirigeantes, en deuxième position avec 20 % des intentions de vote, et qui bénéficie de deux fois plus de temps que ses deux principaux adversaires réunis : le chef du Parti des travailleurs (PT), Luis Inacio da Silva, dit « Lula », grand favori crédité de 30 % à 35 % des intentions de vote, et Ciro Gomes, soutenu par une myriade de petits partis de centre gauche (19 %). Ex-gouverneur de Rio et candidat du Parti socialiste (PSB), de tendance plutôt centriste, Anthony Garotinho stagne à 10 %.

TURBULENCES FINANCIÈRES

Selon les derniers sondages, 13 des 115 millions d'électeurs sont encore indécis et 44 millions de ceux qui affirment avoir fait leur choix se disent prêts à changer d'avis. « Mais un échantillon de 2000 personnes peut-il refléter toute la complexité de la société brésilienne ? », s'interroge le *Jornal do Brasil*. Quelques indicateurs nationaux, tel *Datafolha*, se risquent même à prédire un second tour et s'accordent pour donner « Lula » vainqueur à 51 % contre José Serra (39 %). On s'attend donc à ce que le charismatique leader de gauche l'emporte haut la main.

En ces temps de crise des marchés et de fluctuation du real, ce syndicaliste a dû mettre un peu d'eau dans son vin et s'aligner sur un discours presque libéral. Ses nouveaux costumes-cravates, ses interventions médiatiques policées et son entretien, la semaine dernière et au même titre que les autres candidats, avec le président sortant Cardoso afin de rassurer les investisseurs étrangers sur la continuité du modèle économique et sur sa bonne volonté à l'égard du FMI en

ont même fait le favori pour 41 % des foyers disposant d'un revenu supérieur à 2 000 reales (648 €), rapporte *O Correio da Cidadania*.

« Le défi du nouveau gouvernement sera d'enrayer le chômage, de mettre en place une profonde réforme du travail et de moderniser les syndicats », a affirmé le ministre du travail dans *O Globo*. En effet, en huit ans de gouvernement Cardoso et malgré des bases économiques jugées saines, le chômage n'a cessé de progresser pour atteindre 7,5 % en juillet. Dévaluation du real, banqueroute de l'Argentine voisine, crise du secteur énergétique et révision de la croissance à la baisse (1,5 % prévu en 2003) font toutefois planer quelques ombres sur le géant sud-américain. « On a tant répété que le Brésil était une terre d'opportunités, la neuvième économie mondiale malgré les crises successives, rappelle l'éditorialiste d'*O Globo*, Chico Otavio. C'est vrai que la relative stabilité monétaire a permis aux Brésiliens d'oublier l'inflation et de penser de nouveau sur le long terme. Mais une question reste en suspens : cette progression permettra-t-elle de mieux distribuer les richesses et d'agir dans le domaine social ? »

Car, en matière de concentration du pouvoir financier, le Brésil continue à battre tous les records (1 % de la population dispose de 53 % des richesses). « Espérons que la gauche n'a pas sous-estimé ce problème, sinon ce sera un fiasco historique. La droite s'en félicitera pendant de longues années et le pays perdra une chance de réformes sociales indispensables pour avancer vers la modernité », prévient l'écrivain César Benjamin dans le mensuel *Caros Amigos*.

vincent.truffly@lemonde.fr

## AU COURRIER DES LECTEURS

Le coût de la redevance

Vous nous apprenez (*Le Monde* du 29 août) que le député François Scellier a déposé une proposition de loi sur (pour ?) la suppression de la redevance télé, alors que le ministre de la culture souhaite, lui, une augmentation de cette même redevance.

Vous savez peut-être que, pour l'établissement et le recouvrement de cette taxe, un service de la redevance de l'audiovisuel a été créé et qu'il existe cinq centres régionaux en France - Lille, Lyon, Rennes, Strasbourg et Toulouse.

Ce service dispose de ses propres bâtiments, systèmes informatiques et fonctionnaires.

Le taux de recouvrement de cette redevance avant majoration est assez médiocre. Pour les téléspectateurs récalcitrants, après la majoration de 30 %, un commandement est envoyé. Si les mauvais zappeurs persistent à ne pas régler, un huissier

passé à leur domicile pour effectuer une saisie, mais une saisie virtuelle. En effet, ce fonctionnaire se contente de noter sur un état le ou les biens susceptibles d'être vendus. Et la procédure s'arrête là. Le Trésor public se garde bien d'aller jusqu'à la vente pour des dettes qui dépassent de peu les 150 euros.

Il faudrait faire honnêtement et sérieusement le compte des dépenses engendrées par l'achat ou la location des immeubles du service de la redevance, le coût de fonctionnement des services, les salaires des fonctionnaires et leurs retraites, les frais de poursuite irrécupérables. Peut-être s'apercevrait-on alors que l'argent collecté annuellement rend l'opération blanche ou déficitaire. En tout état de cause, cette redevance ne se justifie plus au regard des programmes truffés de publicité servis par les chaînes dites publiques, d'autant qu'une majorité de Français est abonnée au câble, à TPS ou à CanalSatellite.

Henri Cason  
Caragouides (Haute-Garonne)

Écluses et gabarit

Dans votre article sur les écluses (*Le Monde* du 28 août), vous avez inséré un encadré philologique où l'on ne reconnaît pas la prudence du Grand Dictionnaire d'Oxford, qui est un ouvrage de référence en matière d'étymologie française (pour les termes communs à l'anglais et au français).

A l'entrée « gabarit », on lit : « origine inconnue, voir Littré ». Littré ne distingue pas entre « gabarit » et « calibre ».

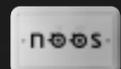
Le premier terme serait une déformation d'un mot espagnol d'origine arabe *galibo*, venu de *kàlab* ou *kàlib* (*qalib*), le « moule », et désignant la maquette, en bois léger, servant de modèle, en construction navale, pour les pièces définitives en bois de charpente. « Gabarit » s'est longtemps écrit sans « t » final, ce qui révèle son origine orientale. (...)

Jacques Pons  
Paris

C'EST À LA QUALITÉ DE SES PRODUITS FRAIS QUE L'ON RECONNAÎT UN BON MARCHÉ

American Xtal Technology inc 82k@555.00 ▲ 2.00 Brambles Industries 100k@367.00 ▲ 13.00 TIM 85k@6.33 ▲ 0.005 France Telecom  
Hennes & Mauritz 215 ▼ 5 Holmen 235.5 ▼ 0.5 Investor 113.5 ▼ 1.0 Kipling Holding 7.2 ▲ 0.25 Lundin Petroleum AB 4.21 ▲ 0.0.3 Modern Times

CNBC Europe, la seule chaîne TV européenne d'information financière en temps réel qui vous conseille, en direct, sur les dernières tendances de la bourse afin de vous livrer en permanence les dernières évolutions du marché. CNBC Europe est désormais disponible sur Noos, canal 29\* et sur Canal Satellite, canal 28.



N° Vert 0 800 114 114  
Appel gratuit depuis un poste fixe

CANALSATELLITE  
le meilleur du numérique  
0892 680 345\*



\*Uniquement sur certains réseaux NOOS. \* Coût d'appel 0,337 €/min (2,21F)

## L'« obsession irakienne » de l'administration Bush

UN AN APRÈS les attentats du 11 septembre, certains commentateurs, aux Etats-Unis, se demandent si les dirigeants du pays ne sont pas en train de répéter l'erreur qu'ils avaient commise en 2001. Non seulement Oussama Ben Laden et le mollah Omar n'ont pas été capturés, mais l'on ignore s'ils sont morts ou vivants. Un rapport de l'ONU affirme que les circuits de financement d'Al-Qaïda ont été remplacés ou reconstitués. La seule arrestation opérée en liaison avec le 11 septembre est celle, fortuite et antérieure, du Français Zacarias Moussaoui. Mais, pour George W. Bush, rien n'est plus important, aujourd'hui, que d'en finir avec Saddam Hussein.

Cette « obsession irakienne » avait été éclipsée par les attentats. Lors de la réunion des principaux responsables de l'exécutif, à Camp David, quatre jours après les attaques contre New York et Washington, le numéro deux du département de la défense, Paul Wolfowitz, plaidait pour que la réaction américaine soit dirigée en même temps contre l'Afghanistan et contre l'Irak, avait été invité à se taire. Revenu à la charge, quelques jours plus tard, M. Wolfowitz avait été rappelé à l'ordre par le secrétaire d'Etat, Colin Powell. L'unique argument factuel justifiant une offensive contre l'Irak en réponse aux attentats était une très hypothétique rencontre, à Prague, en avril 2001, entre Mohammed Atta, considéré comme le chef des terroristes du 11 septembre, et un membre des services secrets irakiens. Un an après, on en est toujours là.

Les partisans d'une offensive contre l'Irak donnent le sentiment d'être habités par une idée fixe et d'utiliser les événements, quels qu'ils soient, pour bâtir des raisonnements aboutissant toujours à la même conclusion : « Voilà pour quoi il faut faire la guerre à Saddam Hussein ». Après le 11 septembre, il fallait régler son compte au dictateur irakien parce qu'il était le premier sur la liste des chefs d'Etat arabes qui avaient hébergé ou financé des entreprises terroristes dirigées contre les Etats-Unis ou leurs alliés européens et israéliens. La priorité ayant été donnée aux opérations contre les talibans et contre Al-Qaïda, en Afghanistan, l'Irak a refait son apparition dans les propos de M. Bush, début décembre 2001, cette fois comme pays possédant des armes de destruction massive – chimiques, biologiques, voire nucléaires – qu'il pourrait offrir aux organisations terroristes.

## SUBSTITUT À L'ARABIE SAOUDITE

Cependant, le conflit israélo-palestinien a atteint un paroxysme de violence, et l'administration a finalement décidé, en mars, de s'engager dans la recherche d'une solution. Deux nouvelles raisons ont été aussitôt avancées pour justifier une action contre l'Irak : Saddam Hussein encourage et finance les attentats-suicides ; et, surtout, le fait qu'il soit toujours là, onze ans après la guerre du Golfe, est un appui moral et politique pour les Palestiniens qui refusent tout accord avec Israël. A leurs yeux, Saddam démontre qu'il est possible de s'opposer à l'Amérique et de conserver l'objectif de détruire Israël, parce que l'Occident redoute les masses arabes et que, pour celles-ci, le dictateur irakien est un héros. Les Etats-Unis doivent donc en finir avec lui afin que le véritable rapport de forces s'impose à tous dans la région.

Parallèlement, à mesure que la fiabilité des dirigeants saoudiens était mise en doute – notamment

en raison de leur refus de s'engager contre Saddam Hussein –, un autre argument est apparu en faveur du « changement de régime » à Bagdad. Il consiste à dire que, économiquement et politiquement, les Etats-Unis ont besoin d'un substitut au régime saoudien, parce que ce soi-disant ami est, en réalité, hostile et parce que, de toute façon, les Al-Saoud, pour se maintenir au pouvoir, finiront par prendre un tournant anti-occidental.

Possédant les deuxièmes réserves de pétrole du monde, l'Irak, débarrassé de Saddam, pourrait fournir une assurance équivalente à celle que représente aujourd'hui l'Arabie saoudite. Et un Irak démocratique, se développant rapidement grâce à ses ressources naturelles et au niveau d'éducation de sa population, serait un allié et une vitrine autrement efficaces, auprès des opinions publiques arabes et musulmanes, que la théocratie saoudienne ou l'oligarchie égyptienne.

Récemment, le vice-président, Richard Cheney, a présenté une argumentation appuyée uniquement sur le danger représenté par Saddam Hussein. Bagdad a mis fin aux inspections de l'ONU et refuse de les autoriser de nouveau. Pourquoi ? La seule explication possible est que Saddam et ses partisans veulent dissimuler les armes chimiques et biologiques dont ils disposent, voire les travaux qu'ils mènent pour acquérir l'arme nucléaire. Or, ils ne peuvent agir ainsi parce que ces armes ne sont pas destinées à la défense ou à la dissuasion, mais à une offensive ou à un chantage contre les voisins de l'Irak,

contre Israël ou directement contre les Etats-Unis. Ceux-ci doivent donc agir de façon préventive. Ils doivent le faire sans attendre et, ajoute le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, en se passant, s'il le faut, de l'accord de l'ONU et même de celui de leurs alliés, puisque leur sécurité est en jeu.

## TROIS SÉRIES D'OBJECTIONS

Face à la thèse de l'action militaire rapide, les objections sont de plusieurs ordres. Il y a, en premier lieu, la position qui se réclame du réalisme, exprimée par Brent Scowcroft, ancien conseiller pour la sécurité nationale de Gerald Ford et de George H. W. Bush, père du président actuel, et l'une des personnalités les plus influentes dans l'establishment diplomatique républicain. M. Scowcroft estime qu'attaquer l'Irak, aujourd'hui, aurait des conséquences désastreuses, d'abord parce que cela détournerait les moyens et les énergies des Etats-Unis de la lutte contre Al-Qaïda, ensuite parce que cela dresserait contre eux les masses arabes, enfin parce que cela mettrait en péril des régimes amis en Arabie saoudite, en Egypte et en Jordanie. La situation qui en résulterait serait encore plus propice au terrorisme islamiste.

Une deuxième série d'objections est d'ordre politique. Elles ont été présentées par un autre proche des Bush, James Baker, ancien secrétaire d'Etat du père et directeur de campagne du fils, ainsi que par des diplomates à la retraite ou en congé – le républicain Henry Kissinger, le démocrate Richard Holbrooke – et par des parlemen-

taires. Ceux-là estiment indispensable, pour les Etats-Unis, de plaider leur cause devant le Conseil de sécurité de l'ONU et, s'ils n'obtiennent pas son appui, d'avoir au moins celui d'une partie de leurs alliés. M. Powell s'est rangé de ce côté en déclarant à la BBC qu'il faut commencer par demander le retour des inspecteurs de l'ONU en Irak.

En troisième lieu, les objections à une attaque rapide contre l'Irak viennent des militaires. Le général Zinni, ancien commandant en chef pour la zone Centre (qui comprend le Proche-Orient), soulignait ainsi, il y a dix jours, en Floride, que les généraux – il entendait par là M. Powell, ancien chef d'état-major interarmes, Norman Schwarzkopf, ancien commandant en chef pour la zone Centre lors de la guerre du Golfe, et M. Scowcroft, lui aussi ancien général – sont hostiles à une offensive dans les conditions actuelles. Leurs critiques reflètent celles d'une partie de l'état-major et rejoignent celles de M. Powell, dont l'entourage faisait remarquer, il y a peu, qu'une offensive américaine est matériellement impossible sans l'accord de certains des pays voisins, en principe amis des Etats-Unis.

Le poids de ces objections est tel que l'exécutif est décidé, comme M. Bush l'a dit à plusieurs reprises, à prendre le temps de discuter avec ses alliés et avec le Congrès. Les partisans d'une action rapide – donc unilatérale – savent que, sur ce point, ils n'ont pas gagné la partie.

Patrick Jarreau

## Gens de Kaboul PAR AHMET SEL



## Docteur Youssef Asfi, peintre.

A 41 ans, ce médecin vit avec sa femme et ses enfants, au Mikro Rayon, quartier d'immeubles modernes, bâti par les Soviétiques dans les années 1980. Peintre amateur, il s'est fait embaucher par les talibans à la Galerie nationale de peinture de Kaboul, comme restaurateur. Sous couvert de cette fonction, il a barbouillé, avec de la peinture à l'eau, plus de 200 tableaux, en couvrant les scènes qui représentaient des personnages par des paysages et des images de fleurs. Il a ainsi sauvé de la destruction les meilleurs tableaux du patrimoine culturel afghan.

Le Monde  
ÉDITORIAL

## Défense en hausse

DANS les problématiques arbitrages budgétaires en cours, Jacques Chirac a insisté sur une forte hausse des crédits d'équipement de la défense. La France défend, à juste titre, l'idée d'une Europe-puissance. Cela n'a de sens que si l'Union européenne – géant économique et financier – existe aussi militairement. L'Europe sait que son poids diplomatico-politique dépend largement de ses capacités militaires. Peser dans la scène internationale de l'après-guerre froide et de l'après-11 septembre suppose d'être capable d'y intervenir militairement. L'aptitude à aider au règlement de conflits régionaux requiert celle de déployer des troupes à l'extérieur. Il n'y aura d'Europe-puissance que s'il y a une Europe de la défense digne de ce nom.

L'Union européenne n'est pas belliqueuse. Elle est le principal agent de promotion d'un ordre international fondé sur le droit. Parce qu'elle l'a expérimenté de l'intérieur, elle a montré l'exemple, réussi, d'une communauté d'Etats organisée autour du partage de leur souveraineté. Mais elle ne vit pas dans une bulle protégée. Elle borde des zones de turbulence.

Or l'Europe a déjà éprouvé l'humiliation et le ridicule d'être incapable de fonder dans les faits sa juste prétention à exister politiquement. Parce que, depuis trop longtemps, les quinze, à de rares exceptions près, ont laissé s'effilocheur leurs budgets de défense, l'Europe est militairement toujours aussi dépendante des Etats-Unis. Elle ne peut transporter ses troupes ; elle n'a pas les munitions du nouveau champ

de bataille, etc. Quand la France, en octobre dernier, veut apporter sa contribution à l'intervention en Afghanistan, elle doit louer des avions russes... La moitié de sa flotte d'hélicoptères est alors immobilisée, faute d'entretien et de pièces détachées.

L'Europe ne doit pas imiter les Etats-Unis. Avec l'administration Bush, ceux-ci sont en passe de devenir un monstre militaire. Ils consacrent à leur outil de défense 400 milliards de dollars par an – plus de 1 milliard par jour ! C'est quatre fois plus que l'Union européenne. Mais la prépondérance militaire américaine tient aussi à la faiblesse européenne dans ce domaine. L'Europe doit rééquilibrer sa situation. Elle ne doit pas laisser s'accroître le fossé technologique qui la sépare des Etats-Unis ; il rend chaque jour plus difficile la coopération euro-atlantique au sein de l'OTAN.

M. Chirac entend que le projet de loi de programmation militaire 2003-2008 marque une forte hausse des crédits d'équipement (6 %). Mais cette politique ne prendra tout son sens que si elle s'inscrit dans un mouvement de coordination au sein de l'Union. Faire un deuxième porte-avions ne doit s'envisager qu'avec d'autres, à commencer par la Grande-Bretagne. Construire l'avion de transport militaire Airbus A400 M suppose de convaincre l'Allemagne d'y participer. Il ne s'agit pas ici de cultiver l'ego hexagonal ; ce serait coûteux et inefficace. Il s'agit de contribuer à une défense européenne qui donne à l'Union un minimum d'indépendance. Et de poids politique.

## Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeur général délégué des rédactions : Edwy Plenel  
Directeur général délégué des opérations : Fabrice Nora  
Directeur général adjoint : René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

## Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
Directeur artistique : François Lolichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

## Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

## Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;  
Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;  
Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;  
Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

## Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

## Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

Le Monde  
DOSSIERS & DOCUMENTS

- 1 Le retour de Dieu
- 2 Immigrés : l'Europe entre accueil et rejet
- 3 Les clés de l'info

Numéro de septembre - 16 pages - 2,10 €

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0707 C 81975 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschbourg  
94852 Ivry cedex



Le Monde  
PUBLISSEUR  
Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corre  
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

Le Monde  
initiatives

Le constat est économique, la réalité est sociale.

## DOSSIER

Rentrée sociale  
Une course d'obstacles

MENSUEL  
N° 11 - 3,80 €

Dans Le Monde de l'éducation de septembre

SPÉCIAL  
RENTREÉE

Apprendre à lire



Le Monde  
de l'éducation

# ENTREPRISES

## MARCHÉS FINANCIERS

La crise des marchés et l'extrême **VOLATILITÉ** des cours affectent désormais les entreprises, qui trouvaient jusque-là dans la Bourse une source importante de financement. Sur l'Europe, le volume de transactions portant sur des émissions d'actions a chuté de 45 % au premier semestre 2002 par rapport à 2000 et de 22 % par rapport à 2001. Les entreprises doivent chercher des **ALTERNATIVES** pour leurs pro-

jets de développement. Elles ont notamment recours aux **ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS** convertibles en actions. Pour les sociétés non cotées, les solutions sont plus restreintes : elles ont davantage recours à

l'**ENDETTEMENT** bancaire et au **CAPITAL-INVESTISSEMENT**. Les tensions de trésorerie obligent les entreprises à procéder à des cessions d'actifs et à chercher des gisements de productivité en interne.

## Les entreprises apprennent à vivre sans la Bourse

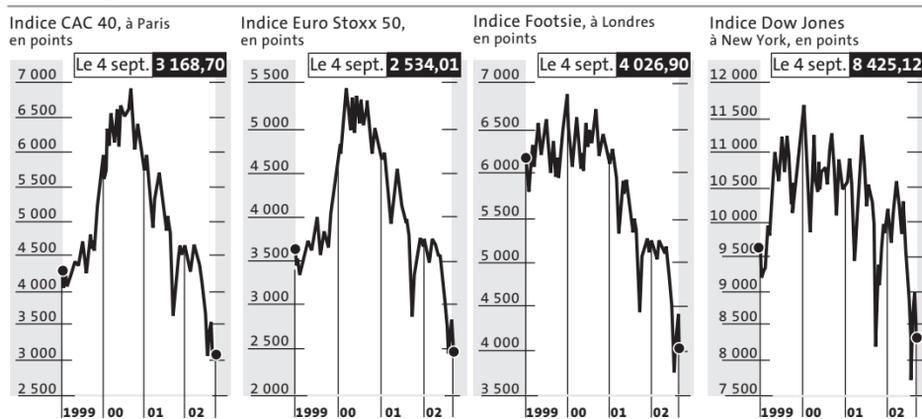
La baisse des actions et l'extrême volatilité des marchés, qui s'est poursuivie cet été, affectent désormais la vie des sociétés cotées et des candidates à une introduction. Pour financer leur croissance, elles doivent trouver d'autres solutions. De nombreux projets sont cependant abandonnés

**Y A-T-IL** une vie après la Bourse ? La crise des marchés ne pèse pas uniquement sur les investisseurs et les actionnaires. Elle affecte désormais les entreprises, qui y trouvaient jusque-là une source importante de financement. Sur l'Europe, le volume de transactions portant sur des émissions d'actions a chuté de 45 % au premier semestre 2002 par rapport à 2000 et de 22 % par rapport à 2001.

« La plupart des opérations d'introduction en Bourse sont suspendues depuis juin, explique Philippe Dischamps, responsable du marché primaire actions chez JP Morgan. Quant aux augmentations de capital, elles sont aussi au point mort, sauf celles qui sont avec des droits préférentiels de souscription, comme Ericsson ou Kingfisher. » Pour assurer son financement, Ericsson a tenté de réaliser en août une augmentation de capital. Dans un contexte boursier déplorable, le groupe a dû casser les prix pour ne pas risquer l'échec et a proposé les nouveaux titres au quart du prix de la cote.

Le problème se pose aujourd'hui pour France Télécom, qui, s'il procède à une augmentation de capital, sera contraint de brader les nouveaux titres au risque de provoquer la colère des actionnaires. D'autres préfèrent laisser passer l'orage. « Bertelsmann a annoncé son introduction en Bourse pour 2005, explique un banquier, alors que les introductions sont normalement annoncées six mois avant. »

### RETOUR QUATRE ANS EN ARRIÈRE



Source : Bloomberg

Résultat : les entreprises doivent chercher des alternatives pour leur développement. Elles ont ainsi recours aux émissions d'obligations convertibles en actions, qui suscitent moins la méfiance des investisseurs et sont donc plus faciles à placer. Inversement corrélié à l'état de la Bourse, le marché des obligations convertibles prospère depuis 2001, année record où plus de 50 milliards d'euros d'obligations convertibles ont été émises, contre 30 milliards en 2000 – année où les émissions d'actions ont en revanche atteint un plafond historique à près de 250 milliards d'euros. Mais cet engouement suscite la vigilance des agences de

notation, qui s'inquiètent de l'endettement et n'hésitent pas à abaisser l'évaluation des entreprises jugées moins solides, d'où un retour des *junk bonds* (obligations pourries).

### CESSIONS D'ACTIFS

Pour les sociétés non cotées, les solutions de financement sont plus restreintes. Celles qui ne peuvent pas attendre une reprise des marchés font classiquement appel aux banques. « On assiste à un fort regain de l'intermédiation bancaire », note Thierry Varène, responsable mondial du financement d'entreprise chez BNP Paribas. Mais, les banques restreignant le recours

au crédit afin de limiter leurs créances douteuses, ce sont les plus petites entreprises qui trinquent. Certaines font ainsi appel aux sociétés de capital-investissement. Consistant à investir directement dans le capital des sociétés non cotées, de petite ou de moyenne taille, il résiste en effet mieux que la Bourse. Les sommes investies dans la création et le développement d'entreprises en 2001 ont représenté 1,28 milliard d'euros, soit quatre fois plus que les 301 millions d'euros apportés, au cours de l'année, aux entreprises cotées. « La quantité de LBO (rachat d'entreprises par endettement) est en hausse assez significative, mais aussi leur

taille. L'un des plus gros LBO a été enregistré récemment avec le rachat de Legrand par KKR et Wendel », explique Arnaud de Dinechin, délégué général de l'Association française des investisseurs en capital (AFIC).

Lorsque la trésorerie est tendue, les entreprises procèdent à des cessions d'actifs. « Il est parfois plus simple pour une entreprise de se délester de ses actifs que de chercher à lever des fonds par elle-même », note un banquier. Pinault-Printemps-Redoute a ainsi cédé fin août ses activités de vente à distance à l'américain Staples pour 825 millions d'euros, éloignant les inquiétudes sur sa dette à court terme. Ce mouvement entraînera mécaniquement un mouvement de concentration des entreprises.

### COISSANCE INTERNE

La déprime boursière pénalise en outre le développement externe des entreprises. Le volume des opérations de fusions-acquisitions a chuté de 50 % par rapport au premier semestre 2001. « La très grande volatilité des marchés n'est pas de nature à favoriser une reprise du marché », note Jean-Jacques Balaïss, banquier chez Morgan Stanley. Une opération se négocie sur douze à dix-huit mois. Or si le cours de l'action est très décalé par rapport au cours de négociation, les opérations ne sont plus possibles. « Le recours au financement s'avère également plus complexe, voire impossible sur les marchés. « L'irrationalité ambiante a un effet très dissuasif sur les directeurs financiers qui ont des opérations à mener, confirme Pierre Rodocanachi, l'un des dirigeants de Booz Allen Hamilton. Incapable de savoir comment le marché accueillera leurs projets, ils préfèrent les différer. » Les entreprises attendent donc une reprise pour songer au développement externe.

L'heure n'est donc plus aux politiques d'expansion, et la priorité est désormais la croissance interne. Une étude du cabinet de conseil Mercer sur les 200 premières entreprises européennes et américaines montre que pendant des années ce potentiel a été oublié. Entre 1995 et 2000, le développement du chiffre d'affaires des entreprises a été en moyenne de 16 %, l'essentiel provenant des acquisitions (15,8 %) et de la hausse des prix (1,9 %). La croissance organique a

été négative (-1,7 %). « Il existe des gisements internes, des actifs cachés sur lesquels les dirigeants ne se sont pas focalisés, estime Jean-Pierre Gaben, vice-président de Mercer Management Consulting à Paris. Ce sont des restructurations destinées à améliorer les performances qui ne passent pas forcément par des suppressions d'emplois. »

Malgré l'attentisme ambiant, les moteurs de la reprise sont là, pour les plus optimistes. « Il y a de nom-

### L'envolée

#### des « anges déchus »

La liste des « anges déchus » (« fallen angels »), entreprises reléguées au rang d'emprunteurs à hauts risques par les agences de notation, ce qui rend quasi impossible leur financement par émission d'obligations, ne cesse de s'allonger. Selon Standard & Poor's, depuis janvier, 50 entreprises, dont 30 américaines, ont rejoint cette catégorie de firmes susceptibles de ne pouvoir verser les intérêts aux échéances prévues, de ne pouvoir rembourser le capital ou même de faire faillite. Elles étaient au nombre de 57 en 2001. L'agence de notation a identifié 72 émetteurs d'obligations dans le monde susceptibles de devenir des anges déchus.

En Europe, Vivendi Universal a vu sa note d'endettement à long terme ramenée au rang de *junk bonds* (obligations pourries), après la publication de la situation financière à la mi-août par son président, Jean-René Fourtou. Victimes de la crise des télécommunications, le français Alcatel et le suédois Ericsson ont subi le même sort. Pour attirer les investisseurs, ces entreprises doivent offrir des rémunérations supérieures à la moyenne de l'ordre de 5 points, ce qui, a contrario, rend leur financement plus onéreux et les fragilise en alourdissant leurs charges de remboursement.

breuses introductions en Bourse et des augmentations de capital en attente, reconnaît M. Varène. Les investisseurs ont de l'argent, mais ils ne savent pas où le placer. Mais il y a un prix auquel ils réinvestiront et les entreprises saisiront les opportunités pour leur croissance externe. »

Elsa Conesa et Dominique Gallois

## La défiance oblige les assureurs à plus de transparence

LA CRISE boursière a du bon, elle oblige à une plus grande transparence, c'est du moins ce qui ressort des déclarations des présidents des deux plus grandes compagnies d'assurances françaises, mardi 3 septembre. A l'occasion de la publication de leurs résultats semestriels, Jean-Philippe Thierry, pour les AGF, et Henri de Castries pour Axa ont chacun plaidé pour l'harmonisation des règles de calcul des provisions pour dépréciation durable de titres (PDD), qui reflètent les conséquences de la chute des marchés sur leur portefeuille boursier.

Ces sommes grèvent de manière importante leurs bénéfices. Ainsi, les AGF ont annoncé 333 millions d'euros pour dépréciation d'actifs au premier semestre, qui pourraient être augmentés d'un montant de 135 millions d'euros si les marchés continuent de se dégrader. Axa, après avoir provisionné 700 millions d'euros à la fin de

l'année 2001, a passé une nouvelle écriture de 225 millions d'euros. Le réassureur Scor a affecté une provision pour dépréciation de ses actions de 83 millions d'euros à l'issue du premier semestre, soit dix fois plus qu'un an auparavant. Si les montants dépendent de la composition du portefeuille de chaque assureur, ils ne peuvent être comparés entre eux, ce qui ajoute à la défiance envers ce secteur.

### RÈGLES COMMUNES

Il n'existe aucune règle précise pour déterminer le montant de cette PDD à réaliser, dès lors qu'une ligne d'actions a perdu de la valeur par rapport au montant inscrit dans le bilan. Ainsi, les AGF constituent une provision quand les cours ont baissé de plus de 30 % pendant plus de six mois ou de plus de 50 % brutalement. Axa a fixé son seuil de déclenchement à 20 %. Chaque

assureur a sa méthode et assure faire preuve de prudence dans sa gestion.

Cette demande d'une harmonisation est faite au nom d'une meilleure communication financière. L'application de règles communes devrait permettre aux investisseurs de réellement pouvoir comparer les performances. Ce handicap a été flagrant au plus fort de la tourmente boursière de juillet. Les assureurs ont saisi leur autorité de tutelle, la Commission de contrôle des assurances (CCA), pour qu'elle lance une réflexion. La CCA va consulter l'ensemble de la profession puis devrait transmettre ses propositions au Conseil national de la comptabilité. Une des pistes serait que l'assureur provisionne uniquement la dépréciation des actions qu'il estime ne pas pouvoir récupérer lors de la vente de ses titres.

D. G.

Pierre-Noël Giraud, économiste, professeur à l'Ecole des mines

## « On est encore loin d'une crise de type années 1930 »



### Comment expliquez-vous la crise que nous traversons ?

La période actuelle est la preuve que les opérateurs de marché perdent confiance dans les fondamentaux de l'économie, malgré le rôle stabilisateur des grands fonds d'investissement. Les marchés ont objectivement assez baissé pour que les investisseurs décident d'acheter, mais la chute continue parce que les fondamentaux ne permettent plus de décider s'il faut acheter ou vendre. La baisse peut se poursuivre, car aucun pronostic n'est possible. C'est la preuve même que la Bourse n'est pas gouvernée par des fondamentaux économiques mais par des comportements mimétiques, ce qui était déjà vrai dans les années 1999-2000.

Les fondamentaux n'ont pas été bouleversés. Ce sont les anticipations pessimistes des investisseurs qui modifient le comportement des acteurs. Les investisseurs craignent que toutes les entreprises aient maquillé leurs comptes, ce qui provoque un phénomène d'anticipation autoréalisatrice. Personne ne peut dire ce qu'il serait advenu d'Enron si ses malversations n'avaient

pas été révélées. Peut-être que l'entreprise se serait redressée, compte tenu de ses performances dans certaines activités. Les faillites auxquelles nous assistons sont en partie le produit de cela : il y a à la fois trop et pas assez d'information. Celle-ci n'est jamais complète, les acteurs le savent et, du coup, toute information complémentaire peut être interprétée de façon binaire.

Cette crise démontre enfin la puissance de la pensée sur la réalité. En économie, et surtout en finance, ce que pensent les acteurs sur un marché est un facteur d'évolution plus important que ce qui se passe réellement, et a plus de poids que ce que pourraient faire les Etats. Les pouvoirs publics ne peuvent rien contre la force des opinions des investisseurs au niveau mondial. Ils peuvent donner des signaux, mais les ennuis du président américain risquent de compromettre leur capacité à rétablir la confiance, d'autant que la « magie Greenspan » ne fonctionne plus si bien.

### Quel peut être l'impact macro-économique de cette crise ?

Le plus important est de savoir si un « effet de richesse » va se produire aux Etats-Unis, c'est-à-dire si les ménages, qui, jusque-là, consommaient beaucoup, vont se replier sur l'épargne, ce qui aurait un effet dépressif. D'autre part, les entreprises s'attendent pour l'instant à net-

toyer leurs comptes et à se désendetter plus qu'à investir. Cela devrait commencer à porter ses fruits en Europe. Mais, encore une fois, il n'est pas impensable que la crise s'aggrave en raison de l'impuissance des autorités étatiques.

### Assiste-t-on à une crise du capitalisme ?

Je ne crois pas. On est encore loin d'une crise de type années 1930. On a trop vite encensé le capitalisme, pour trop vite le condamner. Il était inévitable que d'autres affaires Enron se déclarent, et il est probable qu'on en trouvera encore. Sans la médiatisation, certaines des entreprises aujourd'hui en crise seraient en fait en bonne santé.

Cette crise n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire, elle est intrinsèque à la finance de marché. On pourra mieux réguler, mais pas cloisonner la finance, qui a désormais son autonomie propre. Ces secousses ont révélé que le capitalisme est nettement plus instable et plus brutal que ce que l'on croyait. Nous ne sommes pas encore habitués à cette instabilité. Cependant, elle fait partie du système et elle est son mode de régulation.

### Quelle régulation serait envisageable ?

Le problème est un peu similaire à celui de l'environnement. L'Etat et les entreprises s'inquiètent des problèmes de l'environnement une fois

que les catastrophes écologiques sont passées. La finance globale de marché s'est développée constamment depuis vingt ans, avec d'importantes innovations. Mais la réglementation est toujours en retard, et elle courra toujours derrière les innovations organisationnelles et financières. On trouvera toujours des acteurs qui profitent des défaillances de la réglementation, parce qu'il y existera toujours une asymétrie de l'information.

On pourrait toutefois améliorer la réglementation sur quelques points. Il faut par exemple réglementer les stock-options. Il n'est pas normal que les dirigeants d'entreprise puissent, grâce aux stock-options, se livrer à des délits d'initié. Il faudrait également parvenir à une réelle séparation des activités d'audit et de conseil.

Mais, plus généralement, il faut favoriser l'apparition de contre-pouvoirs, via les groupes d'actionnaires ou les salariés actionnaires. La réglementation reste impuissante si on n'a pas de groupes défendant des intérêts opposés qui se contrôlent réciproquement et s'empêchent de tricher. Il faut qu'ils aient de vrais moyens et bénéficient d'une plus grande transparence de l'information. La réglementation en sera d'autant plus efficace.

Propos recueillis par E. Co.



MAGAZINE MENSUEL 3 €

## ENTREPRISES

## 37 VALEURS EN BAISSÉ DEPUIS JANVIER

Les 10 meilleures performances du CAC 40 au 4 septembre		
Noms	En pourcentage	Cours en eur
Crédit lyonnais		17,33
Renault		16,01
Crédit agricole		12,65
Thales	-3,10	37,51
EADS	-4,40	13,04
Air liquide	-4,65	133,40
Vinci	-5,39	62,30
Michelin	-6,67	34,58
Danone	-7,96	126,00
LVMH	-10,63	40,84

Les 10 moins bonnes performances du CAC 40		
Noms	En pourcentage	Cours en eur
Sodexho Alliance	-39,97	28,80
Axa	-44,01	13,10
PPR	-44,88	79,70
Thomson Multimedia	-46,12	18,50
ST Microelectronics	-46,57	19,20
Orange	-51,18	4,90
Cap Gemini	-64,55	28,70
France Télécom	-74,57	11,40
Alcatel	-75,94	4,60
Vivendi Universal	-81,14	11,60

Source : Bloomberg

## Les marchés boursiers, déprimés, battent des records de volatilité

CET ÉTÉ, les marchés boursiers ont fait preuve d'une volatilité exceptionnelle. Les indices mondiaux ont enchaîné, en deux mois, une chute vertigineuse, un rebond soutenu et une nouvelle crise de panique à l'approche de la rentrée. Bilan de cet été mouvementé : -8,90 % à New York (de la fin juin au 4 septembre), -11,69 % pour les valeurs technologiques du Nasdaq, -18,71 % à Paris, -11,83 % à Londres, -22,01 % à Francfort ou encore -13,46 % à Tokyo.

A Wall Street, l'indice Dow Jones a d'abord chuté de 9 379,5 points, le 5 juillet, à 7 702 points, le 23 juillet. Faillites d'Enron et de WorldCom, effondrement du cabinet comptable Andersen, arrestation musclée des dirigeants d'Adelphia soupçonnés d'indélicatesses à grande échelle, scandales autour des banques d'affaires chargées des introductions en Bourse : le grand déballage semblait tout emporter sur son passage.

Pourtant, dans les jours suivants, le Dow Jones reprenait quelques couleurs. Un mois plus tard, il franchissait même la barre des 9 000 points, soutenu par des espoirs de réformes du fonctionnement des entreprises et des marchés ainsi que de rebond de la croissance américaine. Des mesures symboliques avaient aussi été prises, obligeant les patrons américains à certifier personnellement les comptes des sociétés cotées. Au plus bas, l'indice Dow Jones a aussi bénéficié d'un mouvement de « chasse aux bonnes affaires » déclenché par des opérateurs pour tirer parti de la glissade des cours. Mais cette reprise a fait long feu, de nouvelles craintes sur la croissance et des statistiques décevantes renvoyant le Dow Jones vers les 8 300 points dans les premiers jours de septembre.

## WALL STREET DICTE LA TENDANCE

Jouant son rôle traditionnel de marché directeur, Wall Street a dicté la tendance aux autres places boursières au cours de l'été. A Paris, l'indice CAC 40 a d'abord perdu 1 000 points en juillet. Il a même crevé le plancher des 2 900 points, en cours de séance, le 24 juillet. Un mois plus tard, à l'image de son homologue américain, il avait regagné près de 700 points. Avant de perdre, à nouveau, en quelques séances, les trois quarts de ses gains récents. Selon les analystes de la Société générale, le marché a ainsi enregistré sa plus forte volatilité depuis le krach de 1987. Parmi les valeurs les plus massacrées au cours de l'été figurent Vivendi Universal (-46,9 %), engagé dans une nouvelle opération véridité sur ses comptes et des négociations délicates avec ses créan-

ciers, ainsi que Saint-Gobain (-35,75 %), obligé de passer une provision de 100 millions d'euros pour des litiges liés à l'amiante aux Etats-Unis. Suivent l'équipementier de télécommunications Alcatel (-34,7 %), qui continue à subir l'effondrement de la demande dans son secteur, et le groupe Pinault-Printemps-Redoute (-32,85 %), objet de craintes sur sa solidité financière en raison d'engagements pris vis-à-vis des actionnaires minoritaires de Gucci.

Seulement trois valeurs du CAC 40 se sont inscrites en hausse sur la période : le Crédit lyonnais (+1,22 %), au centre de toutes les spéculations sur la reconstitution du paysage bancaire français. Plus surprenant : France Télécom (+21,85 %) et sa filiale Orange (+6,87 %) sont un peu remontées de leurs profondeurs de la fin juin. En juillet, les pouvoirs publics ont clairement réaffirmé leur soutien à l'opérateur, décourageant la spéculation à la baisse sur le titre.

## PRUDENCE EXTRÊME

La rentrée boursière est maintenant placée sous le signe de la prudence extrême chez la plupart des stratèges. Selon les analystes européens de Merrill Lynch, la rapide embellie boursière d'août n'était qu'une « hausse de marché baissier ». Ces professionnels estiment que les analystes européens pêchent encore par excès d'optimisme et que « les prévisions de bénéfices des sociétés sont encore trop élevées » en Europe, notamment dans la pharmacie, la santé et l'assurance-vie. « Attention à de nouvelles ventes », préviennent aussi les analystes européens de la Commerzbank. Ils rappellent que les sicav américaines (mutual funds) ont un intérêt fiscal à vendre leurs actions recelant des moins-values avant le terme de leur exercice, généralement à la fin du mois de septembre. Elles peuvent ainsi réaliser leurs pertes, et payer moins d'impôts sur les gains enregistrés par ailleurs. Ces analystes craignent, en septembre, un effet en chaîne sur les grandes valeurs européennes, notamment sur les actions de technologie, de médias et de télécommunications, d'assurance et de santé.

Depuis janvier, Wall Street a déjà reculé de près de 16 % et le Nasdaq de 33,74 %. A Tokyo, le Nikkei a perdu plus de 12 %. En Europe, Paris s'inscrit en perte de 31,48 %, Francfort de 33,61 % et Londres de 22,82 %. Les trois plus fortes baisses du CAC 40, Vivendi Universal, Alcatel et France Télécom, occupent aussi les trois dernières places de l'indice Euro Stoxx des 50 premières valeurs de la zone euro.

Adrien de Tricornot

## La réforme du régime de retraite d'EDF-GDF, premier écueil sur la voie de la privatisation

Les discussions ouvertes, mercredi 4 septembre, entre les partenaires sociaux, doivent permettre de trouver de nouvelles formes de financement. Elles visent aussi à préparer le changement de statut

C'EST PARTI. Mercredi 4 septembre s'est tenue la première réunion de la « commission paritaire de la négociation collective de branche des Industries électriques et gazières (IEG) ». Face à face : les fédérations syndicales CGT, FO, CFDT, CFTC et CFE-CGC, d'une part, l'Union française de l'électricité (UFE) et l'Union française des employeurs des industries gazières (Unemig), d'autre part. Officiellement, les partenaires sociaux étaient là pour établir le calendrier et les modalités de la négociation qui doit permettre la refonte du régime de retraite des salariés de l'électricité et du gaz. Un « groupe d'étude et de réflexion » a été constitué à cet effet. En réalité, nul n'est dupe, il s'agit bien du coup d'envoi d'un processus politique, qui doit mener à terme au changement de statut, puis à la privatisation partielle, des deux entreprises publiques du secteur, EDF et Gaz de France.

Les IEG représentent en France quelque 150 opérateurs - dont des entreprises privées, mixtes ou régies locales, comme la CNR (alliée à Suez), la SNET (filiale de Charbonnages de France), la SHER (SNCF) ou Gaz et Electricité de Grenoble - qui emploient plus de 150 000 personnes. Mais 141 000 d'entre elles sont salariées d'EDF et de Gaz de France (dont environ 80 000 au sein de leur structure commune EDF-GDF Services). Il faut y ajouter 148 500 retraités et ayant-droits pour l'ensemble de la branche IEG.

Pour rompre l'éternel face-à-face entre l'Etat et ses deux entreprises publiques, et casser le monopole de fait de la négociation sociale jusqu'ici détenu par EDF-

GDF (qui ont une Direction des ressources humaines commune) et leurs syndicats, l'Etat a, pour la première fois, confié la conduite des opérations aux fédérations représentant la branche, notamment à l'Union française de l'électricité, créée en 2000 et présidée par Bernard Brun. Ce « barriste » - il fut conseiller d'Edmond Alphandéry à la présidence d'EDF entre 1995 et 1998 - est censé avoir la rondeur

Les syndicats entendent défendre « un service public rénové, moderne, humain, et démocratique »

nécessaire pour amadouer les syndicats et mener les discussions jusqu'à un consensus.

Sa tâche s'annonce rude. Dans un communiqué commun, mercredi soir, quatre fédérations sur cinq - FO ayant décidé de faire cavalier seul - ont sèchement rappelé que l'objet de la première réunion visait à définir « l'organisation, le calendrier du groupe d'études et de réflexion sur le régime de retraite et non, comme annoncé dans la presse, sur l'ouverture d'une négociation ». De fait, les discussions qui vont commencer « ne sont pas à proprement parler une négociation, puisqu'elles ne déboucheront pas sur un accord collectif de branche, au sens juridique du terme », note un proche du dossier. Cependant,

la mission assignée par le gouvernement aux partenaires sociaux est de lui faire, d'ici à la fin de l'année, « des propositions lui permettant d'élaborer un projet de loi qui sera soumis au parlement », rappelle M. Brun. Un projet qui portera sur la réforme des retraites, mais qui préparera celui portant sur l'ouverture du capital d'EDF et de Gaz de France. « Nous récusons la logique mise en avant par le gouvernement et le groupement des employeurs de la branche (...) qui, au nom de la concurrence, nous conduirait à négocier le régime de retraite en contrepartie d'une possible ouverture du capital dans l'intérêt des entreprises », préviennent les syndicats dans leur communiqué commun. Ils rappellent qu'ils entendent manifester le 3 octobre à Paris, pour défendre « un service public rénové, moderne, humain, et démocratique ».

La question des retraites est déjà, en soi, extraordinairement complexe et politiquement explosive. Pour tenter de désamorcer la bombe, Jean-Pierre Raffarin, dès sa nomination à Matignon, puis Jacques Chirac, solennellement le 14 juillet, ont affirmé leur volonté de préserver les avantages acquis par les salariés du fait de leur statut spécifique d'électricien ou de gazier, notamment en matière de retraite. Il reste à régler la question financière.

Actuellement, le financement du régime spécial de retraite est intégralement assuré par les entreprises et leurs salariés (à raison d'un prélèvement de 7,85 % des rémunérations principales hors primes). Une charge qui représentera 2,6 milliards d'euros en 2002 (dont 79 % assumés par le seul EDF, au

prorata de la masse salariale). D'ici à 2020, compte tenu du vieillissement des salariés, ce montant passera à 4 milliards d'euros, dont 3,7 milliards payés par les entreprises, la cotisation salariale restant fixe. Et la charge atteindrait 4,7 milliards d'euros en 2050.

Une question cruciale pour la rentabilité, la compétitivité et, in fine, la valorisation d'EDF et de Gaz de France, en vue de leur future privatisation. Pour le seul EDF, « si la totalité de l'engagement-retraites devait être pris en compte [dans le bilan], il faudrait ajouter [aux 52 milliards déjà provisionnés] un montant de 42 milliards d'euros, largement supérieur aux capitaux propres actuellement inscrits (13,7 milliards d'euros), relève la Fondation Concorde, dans une étude parue en mai. Si ne doit être inscrit que l'engagement représentant la valeur du régime spécial de retraites complémentaires au régime général de la Sécurité sociale, la valeur nette d'EDF est proche de zéro. »

Tout l'enjeu de la négociation qui s'ouvre est donc de trouver un nouvel « adossement financier » pour le régime spécial, en élargissant la solidarité au-delà des seules IEG. Plusieurs pistes sont possibles. Celle d'un adossement au régime général, avec versement d'une soulte par les entreprises à l'Etat, et création d'une caisse de retraite spécifique financée par les cotisations pour gérer le seul régime spécial est la plus probable. D'autres, plus audacieuses, envisagent la création d'un fonds de pension qui deviendrait à terme le principal actionnaire d'EDF.

Pascal Galinier

## La Poste est à la recherche d'une stratégie

Le futur président devra composer avec une tutelle encore hésitante

des pauvres» en raison de sa présence dans les quartiers difficiles et la « banque des vieux » en raison de son implantation dans les zones rurales. Deux clientèles qui ne permettent pas à cette activité d'être rémunératrice.

Son statut constitue un autre handicap : ses 17 000 agences constituent une aberration économique. Les trois quarts d'entre elles travaillent moins de trois heures par jour. Mais les élus locaux de gauche comme de droite et les syndicats s'opposent à toute fermeture. En France, l'aménagement du territoire et les autres missions de service public (acheminement de

logistique, cet établissement public est l'un des derniers en Europe à ne pas encore être doté d'un capital. Impossible donc de passer des alliances capitalistiques. Toute acquisition doit se faire en liquidités ou par le biais de filiales privées au mépris de la transparence des comptes.

## PAS DE PRIVATISATION

Si ce constat fait à peu près l'unanimité, les pistes de réflexion sur l'avenir restent en pointillé. Le gouvernement reconnaît ne pas encore avoir arrêté sa stratégie. Une chose est sûre : contrairement à ses concurrentes allemande et

les recettes (à 0,56 euro, le prix du timbre outre-Rhin est le plus élevé d'Europe) et en diminuant les dépenses (l'introduction en Bourse s'est accompagnée de la fermeture de plus de 3 000 agences).

Le statu quo n'étant pas tenable, deux réformes sont envisageables. Transformer La Poste en société anonyme dotée d'un capital. Reste à savoir qui détendra ce capital : l'Etat seul ? L'Etat et les collectivités territoriales comme le propose le sénateur Gérard Larcher (UMP-RPR, Yvelines) qui suit de près ces questions ? L'Etat et des « partenaires » publics et/ou privés ?

Autre possibilité : ne pas toucher au statut mais organiser l'entreprise en branches dotées d'une certaine autonomie. Dans ce cadre, la création d'une « banque postale » pourrait redevenir d'actualité et les filiales de droit privé prendraient une importance accrue. Mais les syndicats y verraient l'amorce d'une « privatisation rampante » ou « par appartements ».

La nomination très probable de Jean-Paul Bailly, président de la RATP, pour succéder à Martin Vial donne une indication : l'homme est certes un défenseur du service public mais il est également un chantre de la gestion par activités, tout comme Claude Viet, ancien directeur général de La Poste qui pourrait le redevenir. Mais il est clair qu'une telle réforme nécessiterait un soutien sans ambiguïté d'une tutelle qui, aujourd'hui, reste bien silencieuse.

Frédéric Lemaître

## Qui va diriger la RATP ?

Le président de la RATP, Jean-Paul Bailly, devrait selon toute vraisemblance, succéder à Martin Vial à la tête de La Poste. La question est de savoir qui va prendre la présidence de la RATP. Plusieurs noms circulent. En interne, c'est Jacques Rapoport, un énarque, actuel directeur général adjoint, qui est favori. Mais le gouvernement pourrait être tenté par une personnalité venue de l'extérieur. Plusieurs noms circulent : Pierre Graff, actuel directeur de cabinet du ministre des transports, de l'équipement et du logement Gilles de Robien et ancien patron de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) ; Emmanuel Duret, ancien directeur général des Aéroports de Paris et actuel président du Conseil national des Transports, et Michel Cornil, président de l'Union des transports publics qui a fait toute sa carrière dans le transport de voyageurs et est actuellement conseiller de Louis Gallois à la SNCF.

Deux noms de personnalités plus connues circulent également : celui d'Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports dans le gouvernement d'Alain Juppé et celui de Pierre Gadonneix, président de Gaz de France.

la presse par exemple) coûtent à La Poste un peu plus de 1 milliard d'euros par an.

Dernier handicap : alors que La Poste doit multiplier les investissements et les partenariats pour tisser des alliances internationales et se développer dans les colis et la

néerlandaise, La Poste ne sera pas privatisée, même partiellement. Le poids des 300 000 salariés et la pression des élus locaux rendent impensable de suivre le « modèle allemand » : parvenir à être suffisamment rentable pour intéresser les marchés financiers en augmentant

LA SEMAINE DE L'ÉCONOMIE

FRANÇOISE LABORDE &amp; DOMINIQUE NORA

SAMEDI 08:35

REDIFFUSION CÂBLE ET SATELLITE - DIMANCHE À 22:35



CETTE SEMAINE

GEORGE SOROS

## Les syndicats de pilotes d'Air France rompent quatre ans de paix sociale

L'ensemble des organisations du personnel navigant technique a déposé un préavis de grève du 6 au 9 septembre pour faire pression sur les négociations salariales

**LA PAIX SOCIALE** qui prévalait à Air France entre la direction et les pilotes depuis 1998 a été rompue mercredi 4 septembre, avec le dépôt d'un préavis de grève par l'ensemble des syndicats du personnel navigant technique (SNPL, SPAC, Alter, SPAF, Snpnac et Snomac). Ce préavis, qui concerne les journées des 6, 7, 8 et 9 septembre, va affecter le programme des vols de manière « très importante » (renseignements au 0 820 820 820).

Le conflit porte sur la renégociation de l'accord pluriannuel de 1998, qui devait aboutir en septembre. Il y a quatre ans, la signature de cet accord, à l'origine d'une durée de trois ans, avait mis fin à une mémorable grève déclenchée à la veille de la Coupe du monde de football. Refusant le gel de leurs salaires pour trois ans, les pilotes avaient reçu des actions de la compagnie qui procédaient alors à l'ouverture de son capital. Avec plus de 8 % des parts de leur entreprise, les pilotes se targuent d'être devenus « les premiers actionnaires privés » d'Air France.

La renégociation de cet accord pluriannuel, qui devait intervenir en septembre 2001, avait été repoussée d'un an en raison des événements du 11 septembre. Deux accords intermédiaires ont néanmoins ponctué les douze derniers mois, l'un prévoyant une augmentation générale des salaires de 4 %, l'autre une réforme du mode de rémunération des pilotes qui a abouti à une augmentation moyenne de 3,3 %.

### EXEMPLE AMÉRICAIN

Cette double revalorisation est pourtant insuffisante aux yeux de ces derniers, qui réclament un « alignement sur la moyenne des pilotes européens », d'après Philippe Raffin, président du Syndicat des pilotes de l'aviation civile (Spac). Selon lui, la rémunération des pilotes est « inférieure de 20 % sur l'ensemble d'une vie » à celle de leurs homologues des autres compagnies européennes, en incluant la formation initiale, l'intéressement, les retraites... En additionnant les différents points de leur plate-forme, les syn-

dicats revendiqueraient, selon les calculs de la direction, une amélioration de 10 % de leur rémunération, supérieure aux propositions de l'entreprise portant notamment sur des améliorations pour les pilotes en formation, une réforme du calcul des temps de vol, un accord d'intéressement, un accord de participation et la garantie d'un maintien du pouvoir d'achat jusqu'en 2005. La « recapitalisation de la caisse retraite du personnel navigant » à l'occasion de la privatisation de la compagnie, annoncée fin juillet par le gouvernement sans échéance précise, figure aussi parmi les revendications syndicales.

S'abritant derrière l'exemple américain, où la crise du transport aérien a rendu les coûts salariaux insupportables aux compagnies, la direction estime que les rémunérations actuelles des pilotes « sont supérieures de 6 % à la moyenne de celles [pratiquées chez les] trois grands concurrents européens d'Air France : British Airways, Lufthansa et KLM. » Selon elle, la satisfaction des exigences salariales des pilotes

« grèverait durablement les coûts d'Air France et rendrait la compagnie moins concurrentielle ». Les syndicats, eux, fustigent « le non-respect des accords signés » et dénonçant l'abandon par la direction d'une étude sur le coût des pilotes.

Ce brutal regain de tension entre la direction de la compagnie et ses pilotes intervient alors qu'Air France a publié, mercredi 4 septembre, des résultats trimestriels qui confirment la bonne résistance de la compagnie à la crise traversée par le transport aérien depuis les attentats du 11 septembre 2001. Entre avril et juin 2002, le chiffre d'affaires n'a diminué que de 1,7 %, à 3,4 milliards d'euros, par rapport à un excellent premier trimestre 2001/2002. Le résultat net, part du groupe d'Air France, a reculé de 18,5 %, à 159 millions d'euros. Selon la compagnie, la conquête de nouvelles parts de marché lui a permis de devenir, sur le trimestre, la première compagnie européenne, avec 17,5 % de part de trafic.

Alexis Delcambre

Claude Bébéar, président du conseil de surveillance d'Axa

## « Aidons les entreprises à investir dans les pays en développement »

Cet entretien a été relu par Claude Bébéar.

**Au cours d'une table ronde de l'université d'été du Medef, vous avez indiqué, le 28 août, qu'en raison de sa démographie, « la race blanche [était] en train de se suicider », ce qui avait entraîné un début de polémique (Le Monde du 30 août). Qu'entendiez-vous par là ?**

J'ai eu le tort d'employer deux mots qui vont à l'encontre du

« politiquement correct », alors qu'un ethnologue comme Claude Lévi-Strauss, un démographe comme Jacques Dupâquier et même l'article 1 de la Constitution française y recourent. J'aurais dû parler de « population européenne ». Le XX<sup>e</sup> siècle a été terrible, avec les guerres de 1914-1918, d'Espagne, 1939-1945 et deux idéologies meurtrières, le communisme et le nazisme. Actuellement, le taux de fécondité est extrêmement bas.

Sur 100 bébés qui naissent en Europe aujourd'hui, on sait qu'ils ne donneront naissance qu'à 65 enfants. Le nombre de jeunes diminue tandis que celui des personnes âgées augmente. C'est dramatique.

**Il faut donc, selon vous, favoriser l'immigration ?**

Il est absolument indispensable que nous acceptions une immigration conséquente. Mais, comme le président de SOS-Racisme, Malk

Bouth, je pense qu'il faut accueillir les immigrés de manière généreuse, qu'on leur offre du travail et un logement décent. SOS-Racisme souhaite la fin des ghettos et ils ont raison. Comme Michel Rocard à l'époque, je pense que la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde mais que nous devons évidemment prendre notre part.

**Ne risque-t-on pas d'accueillir les étrangers munis de diplômes et de refuser les autres, alors que les pays émergents ont surtout besoin des premiers ?**

Il faut aider les pays émergents à former leurs élites. L'Europe doit davantage qu'aujourd'hui participer à cette formation, mais il faut aussi aider cette élite à regagner son pays pour que celui-ci bénéficie du savoir-faire acquis. Il faut absolument aider les pays en voie de développement, mais, plutôt que de donner de l'argent aux gouvernements, il me paraît plus efficace d'y créer des emplois.

**Vous êtes partisan de délocalisations d'emplois. N'est-ce pas politiquement et socialement provocateur ?**

Aidons les entreprises à investir dans les pays en développement. Les entreprises, en contrepartie, devraient s'engager sur le nombre d'emplois créés, la formation apportée aux salariés et l'embauche de cadres locaux. Si une entreprise de 1 000 emplois délocalise sa production dans un pays en développement, elle y crée 2 000, voire 3 000 emplois, la productivité y étant inférieure. Or la perte de 1 000 emplois, aussi douloureuse soit-elle pour les personnes concernées, n'est pas catastrophique dans un pays comme la France où il y a 25 millions d'actifs, alors que la création de 2 000 emplois dans un pays pauvre représente une véritable manne pour des milliers de familles. C'est cela la vraie solidarité.

A court terme, ces transferts d'emplois créent de nouveaux concurrents mais, à moyen terme, nous créons de nouveaux débouchés et de nouveaux clients. De plus, nous réduisons les différences entre le Nord et le Sud qui sont un élément de frustration susceptible d'alimenter le terrorisme.

**Etes-vous d'accord avec la thèse du « choc des civilisations » ?**

Je ne crois pas que le « choc des civilisations » génère forcément des guerres. La mondialisation nous impose de vivre ensemble. Le melting-pot américain montre que l'on peut vivre les uns à côté des autres, en bonne entente. Je préfère la solution de la France qui a su, depuis des siècles, assimiler les étrangers. Des cultures différentes peuvent se comprendre. Ce n'est pas toujours facile, mais il ne faut pas baisser les bras. C'est un défi mobilisateur et enthousiasmant.

Propos recueillis par Frédéric Lemaître

## Les ventes des hypermarchés ont fortement augmenté en août

**APRÈS UN DÉBUT** d'année plutôt morose, les ventes des hypermarchés ont progressé de 5 % en août, selon l'indice de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD) publié mercredi. Les ventes des supermarchés n'ont en revanche augmenté que de 2,7 % par rapport à août 2001, à magasins comparables.

L'indice cumulé pour les huit premiers mois de 2002 est en hausse de 1,2 % pour les hypermarchés et de 2,6 % pour les supermarchés, précise la FCD. « Ces chiffres sont le résultat d'un mois de vacances actif et des achats liés à la rentrée des classes », commente la FCD, indiquant que la poissonnerie et la boulangerie se sont montrées particulièrement dynamiques. Dans le secteur non-alimentaire, la micro-informatique, la papeterie et le textile sont en nette progression.

### REBOND DES VENTES

Indice FCD pour les hypermarchés

Janv. 2002	+ 3,1
Février	+ 2,2
Mars	+ 0,6
Avril	0
Mai	+ 1,2
Juin	- 3
Juillet	+ 4,3
Août	+ 5

Source : Fédération du commerce et de la distribution (FCD)

## Saint-Gobain prévoit de fortes provisions liées à l'amiante

**SAINT-GOBAIN** devrait provisionner en 2003 et 2004 100 millions d'euros au titre du risque liés à l'amiante aux Etats-Unis. Jean-Louis Beffa, PDG du groupe spécialisé dans le verre, l'emballage et les matériaux de construction, a déclaré, mercredi 4 septembre, que la provision pour les deux prochaines années serait « de l'ordre de grandeur » de celle prévue en 2002.

Lors des conférences « Valeurs françaises du CCF », M. Beffa a précisé que cette provision aurait un impact négatif de 66 millions d'euros sur son résultat net en 2002, indiquant néanmoins que le groupe tablait toujours sur un résultat net hors plus values « stable » en 2002 par rapport à 2001. M. Beffa a précisé que le montant final des provisions de 2003 et 2004 pourrait varier « en fonction de l'évolution des contentieux et de la législation américaine ».

## L'Oréal poursuit sa croissance à deux chiffres

**À CLICHY**, au siège de L'Oréal, la réunion d'information financière a démarré, mercredi 4 septembre, sous des applaudissements. « Je vois que vous avez lu le communiqué », a interpellé Lindsay Owen-Jones, le PDG du leader mondial des cosmétiques et patron le mieux payé de France, selon le classement du magazine *Challenges*, publié jeudi. Les analystes qui ne prévoient qu'une progression de 13 % du bénéfice net semestriel ont apprécié la performance : une hausse de 29,6 %, à 761,1 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires en augmentation de 5,6 %.

Pour la dix-huitième année consécutive, L'Oréal devrait ainsi afficher une croissance à deux chiffres de son bénéfice.

M. Owen-Jones a confirmé que 2002 devrait être « une très bonne année ». Si le lancement de nouveaux produits a eu un impact favorable (rouge à lèvres Water Shine Diamonds de Maybelline, parfum Armani Mania pour homme...), « il est clair », a souligné M. Owen-Jones, « que nous avons été tirés aussi par les 23 % de progression sur l'ensemble des marchés dits émergents, tels la Chine, où nos ventes ont bondi de 60 %, ou la Corée (+ 35 %) ».

### INDUSTRIE

**■ GENERAL MOTORS : le constructeur automobile américain a annoncé mercredi qu'il proposera un crédit gratuit de trois ans sur un bon nombre de ses modèles, ainsi que des rabais allant de 1 000 à 4 000 dollars. Les constructeurs américains multiplient, depuis le 11 septembre, ce type d'offres, qui ont encore dopé les ventes en août : celles de GM sont en hausse de 18 %, celles de Chrysler de 24 % et celles de Ford de 12,1 %.**

**■ DIAGEO : le numéro un mondial des alcools a enregistré au cours de son exercice 2001-2002 un chiffre d'affaires de 11,282 milliards de livres (17,79 milliards d'euros) en baisse de 12 %. Son bénéfice avant impôts et exceptionnels a atteint 2,043 milliards de livres (+3%).**

### SERVICES

**■ FRANCE TÉLÉCOM : selon le quotidien La Tribune du jeudi 5 septembre, l'opérateur historique pourrait accuser une perte comprise entre 5 à 10 milliards d'euros au premier semestre 2002. Le quotidien évoque également une augmentation du capital de 10 milliards d'euros souscrite pour moitié par l'Etat pour restructurer la dette.**

**■ BOUYGUES TELECOM : l'opérateur de téléphonie mobile a annoncé jeudi 5 septembre le lancement du service MMS (multimedia messaging) d'envoi de photos depuis un téléphone portable. Il propose également à ses clients, qu'ils soient adeptes du forfait ou du prépayé, d'opter pour la facturation à la seconde.**

### FINANCE

**■ UBS WARBURG : la banque d'affaires suisse songerait à racheter sa rivale américaine Merrill Lynch, affirme le quotidien allemand *Börsen-Zeitung*, citant des sources proches des deux entreprises.**

**■ LA MONDIALE : la mutuelle d'assurances française La Mondiale et l'assureur néerlandais Aegon ont annoncé le 5 septembre leur « alliance européenne » dans le domaine de l'assurance-vie.**

## Zurich Financial Services supprime 4 500 emplois

**LE GROUPE SUISSE** d'assurances Zurich Financial Services (ZFS) a annoncé jeudi 4 septembre une perte de 2,02 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> semestre 2002 (2,03 milliards d'euros) et la suppression de 4 500 de ses 76 500 emplois dans le monde, soit 5,8 % de ses effectifs.

Le groupe, dirigé depuis quelques mois par l'américain James Schiro, a également annoncé un recentrage de ses activités sur son secteur de base, l'assurance, sur des marchés choisis, en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, avec comme points fort la Suisse, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne. Sous la direction précédente, assurée par Rolf Hüppi, le groupe ZFS avait poursuivi une expansion tous azimuts. Les coûts de la restructuration après impôts s'élèveront à 500 millions de dollars au deuxième semestre 2002.



BENOÎT TESSIER/MAXPPP

LA COURNEUVE fête de l'Humanité  
13, 14, 15 SEPTEMBRE 02  
PARC DÉPARTEMENTAL - ESPACE FÊTES

10€  
les 3 jours  
RER B LE BOURGET

Espaces cinéma, livre, théâtre, jazz, sports, environnement multimédia...  
500 stands de toutes les régions de France et du monde.  
Des débats, des solidarités.

BILLETS : FNAC - CARREFOUR RÉSEAU FRANCE BILLET  
0 892 68 36 22 ET SUR PLACE  
(0,30 €/vol)

YANN TIERSEN  
YANNICK NOAH  
LES « MOTIVÉS »  
SINCLAIR  
SINSEMILIA  
ISMAËL LO  
NAWAL  
TIKEN JAH FAKOLY  
L'ATTIRAIL  
SPOOK AND THE GUAY  
E. TITO PUENTES  
BARBARA LUNA  
SOL NEGRO  
MAXIMUM KOUETTE

l'Humanité  
www.humanite.presse.fr

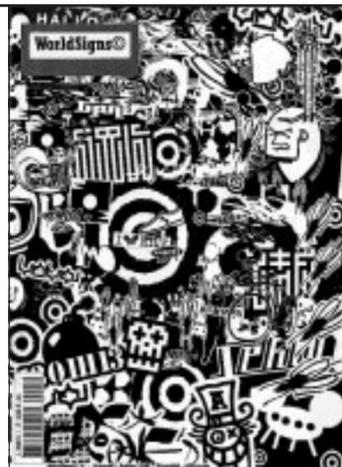
## La presse « alternative » connaît un nouvel engouement

Feuilles de quartier, revues engagées adossées à des ONG, ou projets bénévoles destinés à valoriser des initiatives locales solidaires, de nombreux titres se développent grâce à un renouveau du militantisme

A JOHANNESBURG, où s'est achevé, mercredi 4 septembre, le Sommet de la Terre, de nombreuses voix d'associations se sont à nouveau élevées pour défendre l'idée d'une autre mondialisation. Après les événements de Millau, fief de José Bové, en 2000, et de Gênes, en 2001, lors du sommet du G8, les militants s'organisent. Ils se fédèrent notamment autour de journaux « alternatifs », qui connaissent un renouveau.

La revue *Silence*, centrée autour de l'écologie et de la non-violence, qui a soufflé cet été ses vingt bougies dans le Larzac, s'est essayée à une définition de cette presse « différente », en publiant un annuaire dans son numéro de l'été 2002. Elle y recense pas moins de 500 journaux qui constituent pour elle cette presse « alternative » (ils étaient 200 en 1996), définie comme « une presse de propositions, d'informations actives potentiellement utiles à l'individu qui préfère agir, plutôt que de contempler la planète se décomposer ». Il s'agit aussi, selon Alexandre Esteban, membre de la revue *Silence*, de combler les défaillances de la presse traditionnelle : « Ces journaux parlent des gens qui font des choses intéressantes, qui peuvent se passer au coin de la rue, et dont la presse traditionnelle ne parlera pas parce qu'ils n'ont pas de communicants. »

« Contrairement à la presse traditionnelle, on donne la parole à ceux qui ne l'ont pas trouvée », définit Grégory Lemièrre, journaliste à la revue *Oz*, qui propose de « lire la région [de Caen] autrement ». Donner la parole aux associations, mettre en valeur les micro-initiatives est une préoccupation partagée. « On veut faire découvrir des artistes de rue, qui ont des choses à dire, qu'on ne voit pas dans les galeries, qui ne sont pas dans le circuit de l'art subventionné », explique Eric Fournet, éditeur de *WorldSigns*, un nouveau magazine de « street art » (art de la rue). Point commun entre tou-



La revue « The Jo'burg-Memo » (à gauche) a été distribuée en Afrique du Sud lors du Sommet de la Terre de Johannesburg, qui vient de s'achever. Ce journal de 80 pages est édité par la fondation The Heinrich Böll, proche du parti Vert allemand.

« WorldSigns » (à droite) sera vendu en kiosque à partir du 15 septembre. Elle veut valoriser les nouveaux graffitis en présentant « un art qu'on ne voit pas dans les galeries ».

tes ces revues, le refus du conformisme. Elles se veulent une alternative « à la fuite en avant actuelle », dénonçant « le miroir déformant de la presse classique ».

Si certains journaux, pour beaucoup nés après mai 1968 dans les mouvements gauchistes, non violents et écologistes, se sont essouffés quelques années plus tard, ils connaissent depuis quelques années un nouveau souffle. Internet et l'accès élargi au matériel informatique, à des prix abordables, ont contribué à ce mouvement. Les équipes sont souvent constituées de bénévoles ou d'emplois-jeunes.

Reuves thématiques, revues de quartier, revues d'associations à rayonnement international – telle que la célèbre revue anglaise *The Ecologist*, née en 1972 –, le spectre de cette presse engagée est donc très vaste. Généraliste – *Silence* cite, parmi les références les plus connues, *Charlie Hebdo*, *Politix* ou *60 millions de consommateurs* –, elle peut être aussi hyperspécialisée. Pour savoir, par exemple, ce qu'est le cingle ou l'oreillard, se reporter à la revue *La Hulotte*, du nom d'une chouette noire. Basée

dans les Ardennes, ce semestriel présente « la vie des animaux et des plantes des régions, en incitant ses lecteurs à aller les découvrir sur le terrain ». Réalisée par une seule personne, elle propose des dessins magnifiques et une prose très poétique.

Mais la plupart des revues alternatives sont militantes et liées à une association. Comme, par exemple, les journaux des associations Agir ici, Act Up (*Action Act Up*), ceux de la Confédération paysanne

(*Campagnes solidaires*), Robin des bois (*La Flèche*), SOS-Racisme (*Pote à pote*), Amnesty International (*Chronique*), le MRAP (*Différences*), Greenpeace, etc., sans parler de la revue de l'Observatoire international des prisons (*Dedans-Dehors*) ou encore de la Commission internationale pour les droits des peuples indigènes (*Ikewan*). Plus l'association est active et organisée, plus la diffusion des revues est importante. Imprimées ou par Internet, elles font le lien entre les

militants, sympathisants et les autres mouvements.

Parfois, elles n'hésitent pas à aborder des sujets austères. « Nous démontons la thèse des partisans des fonds de pension, ou proposons des articles militants sur le service public, les sans-papiers... », explique, par exemple, Bernard Schaeffer, enseignant et cofondateur de la revue *A contre-courant*, proche des libertaires et de l'extrême gauche. Dans un autre registre, *Agir ensemble pour les droits de l'homme*, mensuel de l'association éponyme, rend compte des missions effectuées dans des pays « où les atteintes aux droits de la personne sont remis en cause », explique André Barthélémy, membre de la revue.

### AUTONOMIE FINANCIÈRE

D'autres journaux sont limités à un quartier et sont très ancrés dans le tissu local. Créé en 1997, *Oz* se finance grâce aux subventions obtenues pour des ateliers d'écriture journalistique (*Paroles d'habitants*) qu'il fait vivre dans des quartiers difficiles de l'agglomération de Caen. Ailleurs, *L'Arrosoir*, la publication de l'association les Jardins de Cocagne, fait la promotion des « jardins solidaires qui associent le maraîchage bio et la réinsertion professionnelle ». Plus connues, d'autres revues appartiennent aux mouvements politiques telles que, entre autres, celles de la fédération anarchiste, ou *Rouge*, hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

Point commun entre toutes ces revues, une autonomie financière revendiquée, qui les place dans une précarité forcée. Certains acceptent des partenariats financiers, d'autres s'y refusent. « La publicité comme ressource est très peu développée, parfois par refus, parfois simplement parce que le tirage est trop petit pour en trouver », explique-t-on à *Silence*.

Pascale Santi

## Les photojournalistes de Gamma changent de statut

### PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

C'est une révolution dans les agences photographiques. Elle concerne Gamma, une agence créée en 1967 par Raymond Depardon et par d'autres photographes, qui ont établi un modèle de production des photos. Ce modèle, qui a contribué à faire de Paris la capitale mondiale du photojournalisme dans les années 1970 et 1980, vient de mourir.

Jusqu'ici, en effet, Gamma possédait un « staff » d'une trentaine de photographes rémunérés dans le cadre d'un système de coproduc-

tion. Chaque reportage était choisi d'un commun accord entre l'agence et le reporter, qui partageaient frais et gains. Responsabilisés et motivés, obtenant de belles sommes lors de « scoops », les photographes de Gamma ont imposé un système dynamique, repris ensuite par Sygma, Sipa et d'autres agences dans le monde.

### Un marché de la photo de presse en mutation

Dans les deux mois qui ont suivi le 11 septembre, les agences photo ont intensifié leurs ventes à la presse. Mais depuis dix mois, le marché du photojournalisme serait « déprimé », affirme Pierre Boissier (Hachette Filipacchi Médias), qui parle d'une baisse de « 10 % aux Etats-Unis, en France et en Grande-Bretagne ». La chute des recettes publicitaires des magazines obligerait ces derniers à couper dans leurs budgets images. Ce retournement a poussé l'agence Gamma à réduire son bureau à New York de 20 à 4 personnes. Au diagnostic de « crise », qui toucherait surtout quelques grosses agences et les photographes de la génération des 40-60 ans, des observateurs préfèrent celui de « mutation profonde ». De plus en plus de jeunes photographes travaillent « en direct » avec la presse, sans agence. D'autres, comme les anciens reporters licenciés par le groupe américain Corbis (Languevin, Orban, etc.), créent de petits collectifs, comme Deadline.

reconnait Pierre Boissier, directeur général de Hachette Filipacchi Photos (qui contrôle Gamma). Ce dernier parie sur l'équilibre en 2004.

Ces nouveaux contrats induisent un basculement fondamental de propriété. Gamma était jusqu'à une sorte de « coquille vide ». Le photographe pouvait la quitter en emportant avec lui ses images ; ce qu'a fait, par exemple, Francis Apestéguy, la justice ayant reconnu son droit de propriété. Désormais, c'est l'agence qui sera propriétaire des photos réalisées. Le photographe conserve le droit moral (inaliénable) au nom duquel il peut s'opposer à certaines utilisations des images.

Une incertitude concerne ce nou-

veau lien social entre photographe et agence. Les photographes soucieux de leur indépendance, et même de leur liberté, vont devoir apprendre la subordination, les permanences à tenir, et ils pourront difficilement refuser un sujet. « Va-t-on revenir aux agences des années 1950-1960 – Apis, Reporters Associés, Dalmas – avec des patrons tout-puissants et des photographes aux ordres ? Je suis inquiet sur ce point », confirme un photographe. « Il serait idiot d'imposer un reportage à un photographe qui n'est pas fait pour ça », répond M. Boissier. Ce dernier préfère pointer les manques anciens : « Beaucoup de reportages ne se faisaient pas parce que le photographe avait peur de perdre de l'argent. Ce frein va disparaître », dit-il.

### « DES SUJETS À ABANDONNER »

Des photographes craignent surtout que l'agence, cherchant à combler son trou financier, refuse désormais les reportages difficiles. « On ne peut pas perdre de l'argent chaque fois qu'un photographe travaille. Il y a sûrement des sujets à abandonner », dit Anne-Marie Couderc, directrice générale adjointe de Hachette Filipacchi Médias. M. Boissier définit trois axes à explorer : les sujets magazines originaux « comme celui de Gaillard sur les grands brûlés », les portraits de personnalités « qui représentent déjà 60 % de notre chiffre d'affaires », et enfin les commandes d'entreprises. Un directeur de la rédaction, à Gamma, sera prochainement nommé.

Des photographes sont conscients de mettre fin au mythe du reporter libre comme l'air et maître de ses sujets : « Les journaux ne paient plus assez pour que l'on puisse marcher seuls. On n'a pas le choix », dit un reporter, qui constate qu'une autre agence, Sipa, emploie des salariés depuis belle lurette.

Michel Guerrin

Un jeudi sur deux

# Challenges

Classement exclusif

## Les patrons méritent-ils leur salaire ?

Les 100 premières rémunérations passées au crible

### le news de l'économie

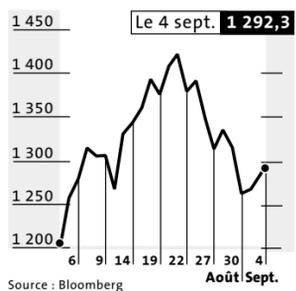
## LA TENDANCE FINANCIÈRE

## Rebond technique des indices boursiers

APRÈS les turbulences du mardi 3 septembre, les marchés sont restés prudents en raison des tensions géopolitiques et de la morosité économique. Toutefois, la plupart des places européennes ont terminé la séance de mercredi 4 sur une note modérément positive, même si aucune d'elles n'est parvenue à effacer les lourdes pertes de la veille. A Wall Street, où les principaux indices avaient plongé d'environ 4 % mardi, l'indice Dow Jones a terminé en hausse de 1,41 %, mercredi, à 8 425,12 points, profitant d'une chasse aux bonnes affaires. L'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq a également repris du terrain, en hausse de 2,25 %, à 1 292,31 points. La publication de statistiques économiques meilleures que prévu, notamment avec la hausse des ven-

## INDICE NASDAQ

en points à New York



Source : Bloomberg

tes automobiles en août aux Etats-Unis, a également profité à la Bourse américaine. Les investisseurs ont aussi été rassurés par la stabilité des dépenses de construction en juillet aux Etats-Unis, à 834,1 milliards de dollars, alors que les analystes tablaient sur un repli de 0,4 %.

La bonne orientation de Wall Street a également permis au CAC 40 de se redresser, pour finir en hausse de 1,35 %, à 3 168,70 points, dans des volumes élevés de plus de 3,2 milliards d'euros. Ce rebond a été notamment porté par le titre TotalFinaElf, en hausse de 1,59 %, à 134,2 euros. Le pétrolier a publié des résultats semestriels en ligne avec les prévisions. Le secteur pharmaceutique s'est aussi repris, l'action Sanofi Synthelabo progressant de 4,39 %, à 55,90 euros. En tête, les titres Vinci et France Télécom se sont octroyés plus de 5 %.

A Francfort, la Bourse a également repris son souffle. Le DAX a terminé dans le vert pour la première fois depuis le début de la semaine, en progression de 0,79 %, à 3 425,90 points. A Londres, le Footsie est resté quasiment stable, cédant 0,04 %, à 4 026,90 points.

A Tokyo, après sept séances consécutives de baisse, l'indice de référence a terminé la séance de jeudi en hausse. Le Nikkei a gagné 1,62 %, à 9 222,12 points.

Carole Trambouze

SI LA TEMPÊTE boursière frappe durement les Etats-Unis et l'Europe depuis bientôt deux ans, c'est depuis près de dix ans qu'elle sévit au Japon. Au point que la notion de « krach interminable », qui fait actuellement florès, semble avoir été inventée au pays du Soleil-Levant.

## UN RECORD BOURSIER DE BAISSÉ

La première place financière d'Asie, après avoir passé un été en enfer, a abordé la rentrée en enregistrant, mercredi 4 septembre, un record de baisse. L'indice Nikkei des 225 plus importantes valeurs nipponnes a terminé ce jour-là à 9 075,09 points, au plus bas depuis dix-neuf ans, à un niveau quatre fois inférieur à celui du début des années 1990, au pic de la bulle spéculative. Et nul ne se risque plus à parler de plancher alors que les investisseurs ne voient dans les indicateurs économiques du Japon aucun signe réjouissant. Le gouvernement de Junichiro Koizumi, malgré les deux plans antidéflation mis en place depuis le début de l'année, semble impuissant à stimuler une économie anémique, se contentant d'injecter des milliards de yens de fonds publics alors même que le poids de la dette publique devient problématique. Un nouveau train de réformes devrait être annoncé à la mi-septembre.

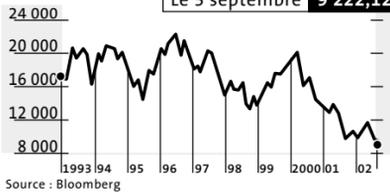
Justifiée par ces mauvaises perspectives, la tempête boursière est aggravée par des mouvements de panique, investisseurs institutionnels et courtiers essayant, dans un jeu de survie, de vendre leurs titres avant les autres... accélérant ainsi leur chute. Un cercle vicieux qui se double d'un autre pour ce qui concerne plus particulièrement le secteur financier : en effet, les institutions financières, qui détiennent d'importants portefeuilles d'actions, sont les premières pénalisées par le recul de la Bourse... d'où le plon-

## Japon, la crise sans fin

## CHRONIQUE DES MARCHÉS

## INDICE NIKKEI SUR DIX ANS

en points, à Tokyo



Source : Bloomberg

geon des actions des banques, de 15 % à plus de 30 % ces deux dernières semaines.

## DES BANQUES TOUJOURS MALADES

L'effondrement du Nikkei est très inquiétant pour les banques, toujours lésées d'énormes créances douteuses, et qui n'ont jusqu'ici sauvé leurs résultats que grâce à des ventes de lignes d'actions (4 000 à 5 000 milliards de yens par an, soit 34 à 42 milliards d'euros). Les assureurs sont tout aussi affectés, peinant à assurer un rendement minimal à leurs produits d'assurance-vie, au prix de l'écrasement de leurs marges. La déconfiture boursière devrait donc peser lourdement dans les comptes semestriels des banques et compagnies d'assurances qui, comme toutes les entreprises japonaises, seront bouclées fin septembre. D'autant que, depuis 2001, une nouvelle réglementation comptable oblige les institutions financières à actualiser la valorisation de leurs portefeuilles de titres.

Le Nikkei à 11 000 points, niveau minimal, selon les analystes, pour que le secteur financier limite les dégâts, semble difficile à atteindre d'ici

à la fin du mois. Voilà donc le secteur financier fragilisé, alors que le gouvernement tarde à mettre en œuvre la réforme du système bancaire promise, qui passerait par des fusions forcées, voire la mise en faillite de certains établissements. L'Etat continue de garantir les dépôts (même s'il en a limité les sommes depuis le 1<sup>er</sup> avril) en cas de défaillance d'une banque : cela permet d'éviter les retraits massifs, qui déstabiliseraient le secteur, mais ne pousse pas les établissements à une restructuration nécessaire.

## UNE CRISE DE CONFIANCE

Outre leurs doutes récurrents sur la solidité des comptes des banques, les investisseurs sont confrontés à des craintes plus nouvelles, de fraudes parmi l'ensemble des entreprises japonaises. Depuis l'été 2000, où il avait été révélé que Mitsubishi Motors avait fait réparer des milliers de voitures défectueuses à l'insu de ses clients pour ne pas ternir son image, les scandales se suivent. Le dernier en date concerne le conglomérat Mitsui, qui a annoncé le 4 septembre le limogement de son président et de son directeur général pour corruption. Mitsui aurait notamment interféré lors d'un appel d'offres public pour un projet de centrale nucléaire sur Kunashiri (une des quatre îles Kouriles que se disputent Moscou et Tokyo) et aurait versé des pots-de-vin à un officiel mongol pour l'emporter dans un projet de centrale en Mongolie. La crise de confiance qui a frappé les Etats-Unis avec les scandales Enron et WorldCom s'étend donc au Japon. Avec, selon les investisseurs, un espoir moins rapide de guérison, vu la moindre capacité des Japonais à admettre ces problèmes et à les attaquer de front.

Gaëlle Macke

## LES BOURSES DANS LE MONDE 5/9, 12h07

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER	
<b>UNION EUROPÉENNE</b>							
<b>ALLEMAGNE</b>	DAX Index	3383,40	5/9	-1,24	5467,31 19/3	3235,37 6/8	17,30
	Euro Neu Markt Price IX	490,52	5/9	-2,25	1212,43 4/1	494,98 6/8	6/8
<b>AUTRICHE</b>	Austria traded	1116,51	5/9	-0,71	1368,18 2/5	1089,00 6/8	12,30
<b>BELGIQUE</b>	Bel 20	2140,86	5/9	-0,74	2906,75 24/4	1930,33 24/7	11,30
<b>DANEMARK</b>	Horsens Bnex	215,84	5/9	0,01	280,92 26/3	196,97 24/7	14,20
<b>ESPAGNE</b>	Ibex 35	6073,00	5/9	-1,49	8608,50 4/1	5815,60 6/8	15,70
<b>FINLANDE</b>	Hex General	5280,85	5/9	-1,07	9224,38 4/1	4711,08 24/7	14,30
<b>FRANCE</b>	CAC 40	3146,02	5/9	-0,72	4720,04 4/1	2898,60 24/7	15,80
	Mid CAC	1586,25	5/9	0,36	2176,89 2/4	1565,08 14/8	16,30
	SBF 120	2228,87	5/9	-0,67	3263,90 28/3	2073,22 24/7	16,10
	SBF 250	2171,86	5/9	1,11	3081,89 28/3	2067,69 24/7	16,30
	Indice second marché	2050,11	5/9	-0,05	2567,01 15/5	2051,22 4/9	13,10
	Indice nouveau marché	583,63	5/9	-0,91	1175,41 7/1	583,13 6/8	
<b>GRÈCE</b>	ASE General	2079,52	5/9	-0,35	2655,07 3/1	2023,19 24/7	15,00
<b>IRLANDE</b>	Irish Overall	4163,82	5/9	-0,58	6085,02 18/1	3901,53 24/7	11,40
<b>ITALIE</b>	Milan Mib 30	24247,00	5/9	-1,44	33548,00 17/4	22698,00 24/7	16,60
<b>LUXEMBOURG</b>	Lux Index	838,06	4/9	-0,44	1169,47 14/1	818,90 13/8	19,30
<b>PAYS BAS</b>	Amster. Exc. Index	345,34	5/9	-1,25	531,45 18/4	303,72 24/7	13,30
<b>PORTUGAL</b>	PSI 20	5919,58	5/9	-0,35	7998,50 4/1	5787,08 7/8	13,90

## EUROPE Jeudi 5 septembre 12h07

INDICES	Indice	% var.
EURO STOXX 50	2512,51	-0,85
AUTOMOBILE	186,90	-0,54
BANQUES	213,53	-1,48
PRODUIT DE BASE	155,49	-0,93
CHIMIE	274,94	-0,76
TÉLÉCOMMUNICATIONS	290,05	-1,38
CONSTRUCTION	181,76	-1,25
CONSUMMATION CYCLIQUE	84,56	-1,19
PHARMACIE	339,16	-0,86
ÉNERGIE	271,60	-0,17
SERVICES FINANCIERS	167,25	-1,57
ALIMENTATION ET BOISSON	210,07	-0,67
BIENS D'ÉQUIPEMENT	267,48	-0,58
ASSURANCES	185,84	-1,19
MÉDIAS	144,36	-1,12
BIENS DE CONSOMMATION	294,67	-1,91
COMMERCE ET DISTRIBUTION	229,52	-0,49
HAUTE TECHNOLOGIE	237,34	-0,48
SERVICES COLLECTIFS	225,86	-2,19

## LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

Code pays	Cours	% var. /préc.
ABN AMRO HOLDING	15,04	-2,40
AEGON NV	13,15	-0,75
AIR LIQUIDE	132,90	-0,15
ALCATEL A	4,45	-3,26
ALLIANZ N	115,66	-1,31
AVENTIS	56,75	-1,30
AXA	13,08	-1,80
BASF AG	40,00	0,00
BAYER	21,33	-1,34
BAYR.HYP.V.VERBK	20,01	-3,66
BBVA	9,21	-1,07
BNP PARIBAS	42,60	-2,47
BSCH	6,28	-1,26
CARREFOUR	45,10	-0,97
DAIMLERCHRYSLER N	40,98	-0,58

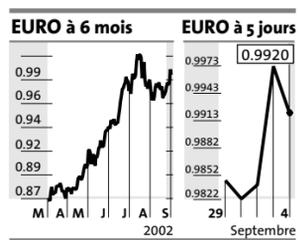
DANONE	125,00	-1,03
DEUTSCHE BANK AG	58,40	-1,68
DEUTSCHE TELEKOM	9,94	-0,90
E.ON	48,45	-2,87
ENDESA	11,38	-1,90
ENEL	5,25	-0,76
ENI SPA	15,03	-0,07
FORTIS	17,06	-2,40
FRANCE TELECOM	10,72	-6,70
GENERALI ASS	17,98	-2,02
ING GROEP CVA	20,16	-0,84
KONINKLIJKE AHOLD	15,50	-1,84
L'OREAL	76,80	-8,86
LMVM	40,15	-1,71
MUENCHENER RUECKV	171,11	-0,12
NOKIA OYJ	12,96	-1,81
PINAFOL PRINTEMPS	82,60	2,42
REPSOL YPF	12,28	-1,76
ROY.PHILIPS ELECTR	18,16	-0,33
ROYAL DUTCH PETROL	42,47	-0,54
RWE	34,38	-3,15
SAINT GOBAIN	29,11	-0,31
SANOFI-SYNTHELABO	56,10	-0,36
SANPAOLO IMI	7,62	-2,93
SIEMENS	43,03	-0,62
SIEMENS GENERALE A	53,20	-2,56
SUEZ	20,76	-4,60
TELECOM ITALIA	7,79	-0,51
TELEFONICA	8,74	-2,13
TIM	4,36	-2,02
TOTAL FINA ELF	134,50	-0,22
UNIFREDITO ITALIAN	3,59	-3,23
UNILEVER CVA	57,75	-0,69
VIVENDI UNIVERSAL	11,70	-0,69
WOLSKWAGEN	42,89	-1,18
ZONE EURO : FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce)		
HORS ZONE EURO : CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark)		

## MARCHÉ DES CHANGES 5/9, 12h07

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
<b>NEW YORK (\$)</b>	0,85005	0,99675	1,56920	0,68273	
<b>TOKYO (¥)</b>	117,64000	117,24500	184,58000	80,64516	
<b>PARIS (€)</b>	1,00275	0,85255	1,57355	0,68455	
<b>LONDRES (£)</b>	0,63727	0,54177	0,63525	0,43518	
<b>ZURICH (FR. S.)</b>	1,46470	1,24000	1,45965	2,29790	

## COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
<b>COURONNE DANOISE</b>	7,4278	7,4360
<b>COURONNE NORVÈGE</b>	7,3817	7,3847
<b>COURONNE SUÉDOISE</b>	9,2749	9,2779
<b>COURONNE TCHÈQUE</b>	30,1453	30,6652
<b>DOLLAR AUSTRALIEN</b>	1,8322	1,8352
<b>DOLLAR CANADIEN</b>	1,5657	1,5671
<b>DOLLAR HONGKONG</b>	7,7746	7,7821
<b>DOLLAR NÉO-ZÉLAND</b>	2,1365	2,1403
<b>FORINT HONGROIS</b>	244,9981	245,9184
<b>LEU ROUMAIN</b>	32839,0000	32905,0000
<b>ROUBLE</b>	31,5369	31,5691



Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER	
<b>ROYAUME UNI</b>	FTSE 100 index	3989,80	5/9	-0,92	5362,29 4/1	3625,89 24/7	14,10
	FTSE techMark 100 index	740,67	5/9	-0,41	1569,61 4/1	704,92 24/7	
<b>SUÈDE</b>	OMX	504,25	5/9	0,18	878,88 4/1	468,52 24/7	19,70
<b>EUROPE</b>							
<b>HONGRIE</b>	Bux	7326,40	5/9	-0,14	9019,42 7/5	6546,35 26/7	10,10
<b>ISLANDE</b>	ICEX 15	1274,54	5/9		1413,85 21/3	1142,61 7/1	
<b>POLOGNE</b>	WSE Wig 20	1045,95	5/9	-0,56	1486,22 28/1	1026,65 26/7	16,90
<b>TCHÈQUE</b>	Exchange PX 50	438,60	5/9	-0,25	479,39 10/5	384,60 2/1	
<b>RUSSIE</b>	RTS	334,30	4/9	1,63	425,42 20/5	256,75 28/12	
<b>SUISSE</b>	Swiss market	4910,10	5/9	-1,01	6740,60 17/5	5490,50 26/6	15,70
<b>TURQUIE</b>	National 100	9397,06	5/9	-0,77	15071,83 8/1	8514,03 3/7	14,00
<b>AMÉRIQUES</b>							
<b>ARGENTINE</b>	Merval	373,72	4/9	1,40	471,33 6/2	267,73 14/6	18,90
<b>BRÉSIL</b>	Bovespa	9996,86	4/9	-1,37	14495,28 18/3	9016,73 14/8	7,70
<b>CANADA</b>	TSE 300	6517,71	4/9	0,99	7992,70 7/3	5992,14 24/7	18,50
<b>CHILI</b>	Ipsa	85,17	5/9	0,15	102,37 4/1	79,19 24/7	14,60
<b>ÉTATS-UNIS</b>	Dow Jones ind.	8425,12	4/9	1,41	10673,09 19/3	7532,66 24/7	18,00
	Nasdaq composite	1292,31	4/9	2,25	2098,87 9/		

## MARCHÉS FRANÇAIS

## PREMIER MARCHÉ

## VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 5 septembre 9h30

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
ACCOR	33,25	33,07	0,54	-18,56	49,00	30,53	1,05	12040
AFINE	38,73	38,73	n/d	4,95	40,05	30,34	1,40	3610
AGF	37,31	37,74	-1,14	-30,77	58,50	30,10	2,00	12592
AIR FRANCE GPE NOM	12,26	12,34	-0,65	-25,42	21,19	12,06	0,22	3112
AIR LIQUIDE	133,60	133,10	0,38	-4,51	160,00	121,60	3,20	12007
ALCATEL A	4,65	4,60	1,09	-75,78	21,62	0,32	0,16	13000
ALCATEL O	2,40	2,40	n/d	-68,91	9,62	1,61	0,10	13015
ALSTOM	7,30	7,08	3,11	-37,50	15,24	6,13	0,55	12019
ALTRAN TECHNO. #	14,88	14,90	-0,13	-70,67	66,40	12,00	0,20	3463
ARBELA	3,19	3,18	0,31	2,90	7,50	2,80	0,53	3588
AREVA CIP	n/d	160,00	n/d	0,31	201,00	151,19	6,20	4524
ASF	25,71	25,45	1,02	n/d	28,20	23,00	n/d	18415
ATOS ORIGIN	36,55	36,69	-0,38	-50,30	94,40	33,15	n/d	5173
AVENITIS	57,95	57,50	0,78	-27,33	85,95	52,75	0,58	13046
AXA	13,38	13,32	0,45	-42,99	26,09	8,80	0,56	12062
BACOU DALLOZ	n/d	77,50	n/d	-11,93	138,00	68,00	0,90	6089
BAIL INVESTIS.CA	138,50	138,50	n/d	14,36	147,00	122,50	7,58	12018
BEGHIN SAY	37,20	37,00	0,54	-8,82	45,90	36,00	1,70	4455
BIC	36,00	35,77	0,64	-6,15	44,66	32,17	0,36	12096
BNP PARIBAS	43,40	43,68	-0,64	-13,63	61,85	36,35	1,20	13110
BOLLORE	241,00	239,00	0,84	-0,33	262,00	225,50	3,00	12585
BOLLORE INV.	46,00	42,10	9,26	-10,41	55,00	42,00	0,25	3929
BONGRAIN	n/d	44,00	n/d	-2,22	59,80	41,20	1,45	12010
BOUYGUES	24,14	24,09	0,21	-34,40	38,95	20,40	0,36	12050
BOUYGUES OFFS.	60,08	60,08	n/d	50,01	62,00	38,60	1,10	13070
BULL #	0,55	0,53	3,77	-55,28	1,36	0,40	n/d	5260
BURELLE (LY)	62,50	62,50	n/d	25,93	68,00	49,63	0,60	6113
BUSINESS OBJECTS	16,50	17,44	-5,39	-59,05	51,00	15,61	n/d	12074
CANAL +	4,56	4,64	-1,72	-27,37	4,79	3,43	0,18	12546
CAP GEMINI	28,81	28,80	0,03	-64,47	90,70	27,36	0,40	12533
CARBONE-LORRAINE	26,00	26,24	-0,91	-13,33	39,48	23,51	0,80	3962
CARREFOUR	45,79	45,54	0,55	-21,59	58,80	36,33	0,56	12017
CASINO GUICH.ADP	52,10	52,00	0,19	-16,64	67,30	49,55	1,58	12113
CASINO GUICHARD	72,10	72,65	-0,76	-16,79	89,90	68,50	1,54	12558
CASTORAMA DUB.(LI)	66,65	66,60	0,08	15,21	68,50	54,25	0,76	12420
CEGID (LY)	46,60	46,60	n/d	-40,52	90,50	45,00	2,30	12470
CEROL	32,31	32,30	0,03	13,56	36,40	28,00	0,65	4456
CFR.RECYCLING	n/d	43,00	n/d	7,50	49,88	38,50	2,08	3905
CHARGEURS	n/d	24,10	n/d	-3,56	30,66	22,34	3,00	13069
CHRISTIAN DIOR	31,72	31,55	0,54	-7,97	47,63	29,80	0,50	13040
CIC -ACTIONS A	124,50	124,90	-0,32	3,31	135,00	118,70	2,36	12005
CIMENTIS FRANCAIS	47,10	47,10	n/d	-1,87	53,50	46,20	1,40	12098
CLARINS	42,00	42,75	-1,75	-33,75	72,50	35,99	0,65	13029
CNP MEDITERRANEE	27,71	27,76	-0,18	-32,41	56,40	25,00	1,00	12156
CUB ASSURANCES	36,80	37,00	-0,54	3,08	43,98	32,11	1,39	12022
COFACE SVN CA	55,20	57,95	-4,75	-16,45	64,00	46,40	1,47	12099
COFLEXIP	n/d	95,00	n/d	-40,25	172,00	77,00	0,31	13064
COLAS	68,05	68,00	0,07	-7,41	75,95	62,00	2,80	12163
CONTIN.ENTREPR.	40,00	39,00	2,56	-10,51	46,90	38,02	0,70	3664
CREDIT AGRICOLE	20,02	19,85	0,86	12,53	24,70	16,20	0,55	5407
CREF.FON.FRANCE	n/d	16,45	n/d	13,13	16,80	13,05	0,40	12081
CREDIT LYONNAIS	43,82	43,93	-0,25	-16,85	48,80	34,20	0,75	18420
CS COM.ET SYSTEMES	n/d	7,90	n/d	4,81	12,25	7,50	n/d	7896
DANONE	125,90	126,30	-0,32	-8,10	150,40	109,40	2,06	12064
DASSAULT-AVIATION	332,90	320,00	4,03	5,01	425,00	284,90	6,50	12172
DASSAULT SYSTEMES	31,20	30,36	2,77	-42,22	59,40	27,50	0,33	13065
DEV.R.N-P.CAL LI #	14,50	14,00	3,57	0,69	16,90	13,00	0,55	12423
DEVAUX(LY)#	66,00	66,00	n/d	-18,01	78,00	63,00	3,00	6100
DIDOT-BOTTIN	n/d	78,75	n/d	29,09	88,00	61,10	2,74	3747
DMC (DOLLFUS MI)	5,64	5,32	6,02	-24,69	11,48	5,20	0,61	12133
DYNACTON	28,90	29,30	-1,37	-7,43	32,40	25,41	0,50	13035
EIFFAGE	78,10	78,95	-1,08	-14,18	97,40	67,00	2,10	13045
ELECT.MADAGASCAR	23,00	23,00	n/d	-2,22	24,95	19,60	n/d	3571
ELIOR SVN SCA	6,56	6,65	-1,35	-18,61	9,88	6,50	0,07	12127
ENTENAL(EX CDE)	32,79	32,49	0,92	-29,34	35,89	25,35	0,54	12093
ERAMET	n/d	26,50	n/d	-23,41	39,80	24,51	0,60	13175
ESSILOR INTL	40,36	38,90	3,75	-18,88	45,57	31,20	0,41	12166
ESSO	80,00	80,00	n/d	-0,24	96,80	78,00	3,25	12066
EULER ET HERMES	23,70	23,50	0,85	-42,69	46,13	22,95	1,40	12130
EURAZEO	43,10	43,65	-1,26	-29,22	60,80	38,70	1,00	12112
EURO DISNEY SCA	0,62	0,61	1,64	-29,54	1,21	0,59	n/d	12587
EUROTUNNEL	0,86	0,86	n/d	-23,89	1,18	0,74	n/d	12537
FAURECIA	45,00	45,00	n/d	-23,72	61,40	35,00	0,91	12114

## NOUVEAU MARCHÉ

4/9 : 15,54 millions d'euros échangés

Valeur Cours de clôture (€) % var.

## Meilleures performances

SOI TEC SILICON #	5,90	27,71
DURAN DUBOI #	2,09	10,00
CYBERSEARCH	1,48	9,63
MEDCOST #	0,89	8,54
TRACING SERVER #	9,65	8,43
HIMALAYA #	0,39	8,33
EGIDE #	24,99	8,32
ALTI #	4,81	6,65
TEL.RES.SERVICES #	1,15	6,48
HUBWOOD.COM	0,85	6,25
DALET #	1,02	5,15
THERMATECH ING.#	9,80	4,59
KEYRUS	0,69	4,55
OPTIMS #	0,94	4,44

## Plus mauvaises performances

AB SOFT #	2,70	-32,50
OXIS INTL RGPT #	0,13	-23,53
DEVOTEM #	6,93	-11,72
SQI	0,62	-10,14
V CON TELECOM.#	0,36	-10,00
COIL #	6,30	-9,87
ESKER #	2,52	-9,68

ACCESS COMMERCE #	1,35	-8,78
GUILLEMOT #	3,30	-8,08
RIBER #	0,80	-8,05
DMS #	12,51	-7,26
BRIME TECHNO. #	14,40	-7,10
HOLOGRAM INDUS.#	2,12	-5,78
BAC MAJESTIC	0,50	-5,66

## Plus forts volumes d'échange

AVENIR TELECOM #	0,49	0,00
BRIME TECHNO. #	14,40	-7,10
CEREP #	13,00	-2,26
DEVOTEM #	6,93	-11,72
EUROFINS SCIENT.	11,10	-2,63
GAUDIOT #	32,09	-0,65
GENESYS #	2,95	-1,34
GENSET	9,68	0,21
GL TRADE #	41,19	-1,93
HIGHWAVE OPTICAL	0,71	0,00
ILOG #	3,58	-0,56
IPSO #	56,90	-1,90
MEDIDEP #	21,00	-0,94
NETVALUE #	1,88	0,00
NICOX #	15,60	-1,89
OPTIMS #	0,94	4,44
SAVEURS DE FRANCE#	27,74	-0,57
SOI TEC SILICON #	5,90	27,71
VALTECH	0,59	0,00
WAVECOM #	38,66	-3,35

ECUR.EXPANSION C	15167,35	4/9	2,25
ECUR.INVEST.D/PEA	36,71	4/9	-26,72
ECUR.MONETAIRE C	228,32	4/9	1,66
ECUR.MONETAIRE D	187,24	4/9	0,08
ECUR.OBLIG.INTER.C	179,31	4/9	1,48
ECUR.TECHNOLOGIESC	22,88	3/9	-41,39
ECUR.TECHNOLOGIESD	22,81	3/9	-42,35
ECUR.TRIMESTR.D	275,87	4/9	0,63
EPARCOURT-SICAV D	28,22	4/9	-1,12
GEOPTIM C	2456,05	4/9	4,66

Fonds communs de placements			
ECUR.EQUILIBRE C	35,01	4/9	-5,90
ECUR.VITALITE C	32,76	4/9	-17,18
ECUREUIL PRUDENCEC	34,99	4/9	1,18
ECUREUIL PRUDENCED	34,14	4/9	0,94
NECTRA 2 C	969,47	4/9	-4,21
NECTRA 2 D	969,47	4/9	-4,21
NECTRA 5 C	875,93	4/9	-12,61
NECTRA 5 D	875,93	4/9	-12,61
NECTRA 8 C	771,86	4/9	-21,86
NECTRA 8 D	771,86	4/9	-21,86

CDC IXIS			
www.cdcixis-am.fr			
Multi-promoteurs			
LIV.BOURSE INV.D	143,06	28/8	-21,08
NORD SVN DEVELOP.C	529,71	28/8	2,23
NORD SVN DEVELOP.D	389,81	28/8	-2,51

CREDIT AGRICOLE	08 36 68 56 55		
(0,34 €/min)			
ATOUT CROISSANCE	292,78	4/9	-14,42
ATOUT EUROPE	364,55	4/9	-29,22
ATOUT FCE ASIE	55,40	4/9	-28,27
ATOUT FRANCE C	136,38	4/9	-30,74
ATOUT FRANCE D	121,28	4/9	-30,74
ATOUT FRANCE E	119,95	4/9	-32,60
ATOUT FRANCE MONDE	31,62	4/9	-29,65
ATOUT MONDE	36,21	4/9	-31,75
ATOUT SELECTION	70,62	4/9	-32,63
CA AM ACT. FRA. C	231,25	4/9	-31,35
CA AM ACT. FRA. D	187,39	4/9	-32,33
CA AM ACTIONS ASIE	14,64	4/9	-17,33
CA AM ACTIONS USA	28,56	4/9	-30,93
CA AM CONVERT.EURO	388,64	4/9	-11,92
CA AM INDICIA EURO	70,47	3/9	-37,67
CA AM INDICIA FRA.	236,36	3/9	-36,72
CA AM OBLIG.INTER.	203,49	4/9	8,42
CAPITOP EUROBLIG C	106,35	4/9	4,86
CAPITOP EUROBLIG D	84,3		

# AUJOURD'HUI

## SCIENCES

Dans la **NUIT DU 26 AVRIL 1986**, le réacteur nucléaire n°4 de Tchernobyl explosait. Trente-six heures plus tard, la ville de Pripiat, située à 3 km de là, était vidée de ses 50 000 habitants. Depuis, personne n'est auto-

risé à résider dans un rayon de 10 km autour de la centrale. Franchi ce barrage, l'avenir commence à se dessiner dans la « **ZONE D'EXCLUSION** », qui englobe la ville de Tchernobyl. Le taux de radiations dans l'air y

est devenu acceptable, la forêt et les animaux sauvages prospèrent, la ville de Tchernobyl accueille chaque année plusieurs milliers de visiteurs. Mais le césium et le strontium, radionucléides dont la demi-vie est d'en-

viron trente ans, sont toujours dans le sol. Et si le **BILAN SANITAIRE** de la catastrophe reste officiellement limité, ses conséquences médicales sont sans nul doute beaucoup plus lourdes.

## Pripiat, la cité HLM la plus radioactive du monde

Seize ans après la catastrophe, les environs de la centrale de Tchernobyl sont une région fantôme. Les sols y sont contaminés pour des décennies. Pourtant vivent encore dans cette zone des milliers de personnes, que les autorités, pour des raisons économiques, n'envisagent pas de déplacer

### TCHERNOBYL (Ukraine)

de notre envoyée spéciale

« Je suis née dans une ville qui n'existe pas » : à Kiev, où elle vit, Olya a commencé ainsi une de ses compositions scolaires. Sur son passeport, son lieu de naissance est pourtant inscrit en toutes lettres : Pripiat. Mais l'enfant est née en 1985. Un an plus tard, sa ville n'était plus qu'une immense poubelle radioactive abandonnée des hommes.

Pripiat, construite en 1970 à 3 kilomètres de la centrale de Tchernobyl... Une ville « modèle » évoquant Sarcelles ou La Courneuve, comme l'URSS les concevait alors pour accueillir le personnel de son industrie nucléaire. La vie y était douce à ses 48 000 résidents, qui jouissaient de multiples avantages – jardin d'enfants, théâtre, cinéma, piscine – et d'un bon ravalement. Jusqu'à ce jour de printemps où ils se réveillèrent pour apprendre qu'il leur fallait partir sans rien emporter, pas même un manteau : officiellement, ils quittaient leur ville « pour trois jours ». En quelques heures, ils abandonnèrent tout. Aucun ne revint jamais. C'était le 27 avril 1986, au lendemain du plus grave accident nucléaire civil que le monde ait connu.

Samedi 26 avril, peu après minuit : le réacteur n° 4 de la centrale explose. Pour éteindre le feu, 31 sauveteurs perdent la vie, mais le panache de fumée hautement radioactif continue de s'élever dans le ciel. Les rejets ne seront stoppés que le 5 mai, après avoir survolé une large partie de l'Europe. En quelques jours, le monde entier découvre l'existence, au nord de l'Ukraine, d'une petite ville nommée Tchernobyl. En quelques jours, la peur se propage. Dans un rayon de 30 kilomètres autour du monstre incandescent, ainsi que dans les régions de Biélorussie, de Russie et d'Ukraine arrosées par la



YANN ARTHUS-BERTRAND / ALTIITUDE

Construite en 1970 pour les travailleurs de la centrale, Pripiat était une ville « modèle ». Ses 48 000 résidents y bénéficiaient d'un jardin d'enfants, d'un théâtre, d'une piscine et de multiples avantages. Depuis leur évacuation, le 28 avril 1986, aucun n'est jamais revenu.

pluie lors du passage du premier panache, la contamination est déjà maximale.

Très vite, Moscou prend conscience de la tragédie. Au matin du dimanche 27 avril, la radio locale informe les habitants de Pripiat qu'ils doivent se préparer à une évacuation. A 14 heures (plus de trente-six heures après l'explosion), les premiers bus entrent dans la ville. Les derniers en sortent trois heures plus tard, chargés des derniers habitants. Long de 20 kilomètres, le gigantesque convoi tourne le dos à la mort. Pripiat reste seule avec ses fantômes.

### TEMPS SUSPENDU

Seize ans plus tard, ils y sont encore. Dans la ville où ne règne plus que le silence, le temps semble suspendu pour l'éternité. Un arbuste a établi ses pénates dans une chambre de l'hôtel. Au deuxième étage du centre culturel, le sol est resté jonché de livres. Habitée par les herbes, la cité champignon ne contient plus ni meubles ni effets personnels – tout a été enterré ou vendu. Mais elle tient toujours debout, au milieu des gravats et des morceaux de verre qui, partout, jonchent le sol. A quoi bon les ôter ? Aucun enfant ne montera plus dans ses autos tamponneuses rouillées, aucun ne foulera à nouveau son sol qui imprime au comp-

teur du dosimètre, à chaque coin de rue, un brusque pic de radioactivité. Et quand bien même la terre serait décontaminée : le « sarcophage » que l'on voit s'élever au loin, sinistre structure de métal et de béton construite à la hâte au-dessus du réacteur pour y confiner les matières radioactives, rappelle à qui voudrait l'oublier que la mort rôde toujours.

A Pripiat même, comme dans un rayon de 10 kilomètres autour de la centrale, le contrôle est donc absolu. Personne n'est autorisé à vivre là, rares sont ceux qui obtiennent une laissez-passer. Franchi ce premier barrage, la « zone d'exclusion » s'étend encore sur un rayon de 20 kilomètres, englobant la ville de Tchernobyl (située à 12 kilomè-

tres de la centrale) et 74 hameaux. Ici aussi furent tout d'abord interdits toute production agricole, tout transit de personnes et de marchandises. Du 2 au 6 mai 1986, des milliers d'habitants, sommés d'abandonner tous leurs biens, furent évacués et dirigés vers des lieux d'accueil plus ou moins provisoires. Mais des centaines de personnes, âgées pour la plupart, revinrent quelques mois ou quelques années plus tard. Pour vivre ou mourir chez elles.

Tolérants vis-à-vis de ces « revenants » (ils sont plus de 400 dans la seule ville de Tchernobyl), les autorités veillent à ce qu'ils reçoivent une surveillance médicale minimale et les ravitaillent en eau et en produits frais. La plupart conti-

nent toutefois de vivre de leur propre production agricole. Comme ils l'ont toujours fait. Et sans appliquer de contre-mesures contre l'invisible mal qui imprègne encore les cultures potagères et fruitières.

### « LA ZONE » RENAIT PEU À PEU

Seize ans après « la catastrophe » – personne, ici, ne l'appelle autrement –, l'avenir, tout doucement, commence ainsi à se dessiner. Pripiat, figée par le drame, est morte à jamais : la ville nouvelle de Slavoutitch, à 50 kilomètres à l'est, l'a déjà remplacée. Mais « la zone », elle, commence à renaître. Aux confins du territoire maudit, on fait paître les vaches « à titre expérimental ». A Tchernobyl même, le taux de radiations est devenu acceptable. Légalement, personne ne doit y vivre, mais plusieurs centaines de personnes déléguées à la surveillance de la région y travaillent en alternance. L'église est en cours de restauration, les

enfants reviennent passer les vacances chez leurs grands-parents, un chien aboie ici ou là... Les bars et la petite épicerie sont ouverts, et il suffit de demander la clé pour pouvoir profiter de la salle de jeu.

Si ce n'était ces maisons abandonnées aux toits mangés par la végétation, et ces étranges conduites d'eau aériennes qui coiffent les routes comme autant de portiques, on pourrait presque se croire dans une petite ville de l'Ukraine ordinaire. Mais Tchernobyl n'est plus, ne sera plus jamais une ville ordinaire. Elle a ses scientifiques, ses journalistes, et même... ses touristes. A Kiev, en effet, plusieurs agences organisent désormais des séjours – de durée limitée – dans la région. Preuve que tout est bon pour faire de l'argent, mais aussi que l'atome n'y fait plus peur.

Quand la toute jeune Ukraine aura retrouvé son souffle et son économie, « la zone » amorcera sa reconstruction. En attendant, il faut bien vivre... et organiser le trafic. Bois, myrtilles, champignons, viande de sanglier : pour peu que l'on déjoue la vigilance – très lâche, à en juger par les camions emplis de troncs d'arbres qui circulent aux yeux de tous – des autorités, tout est bon à vendre dans la forêt de Tchernobyl. Beaucoup, sans doute, en est déjà sorti. A propos de la « forêt rousse », ces centaines d'hectares situés au pied du réacteur où les pins, rongés par les radiations, sont morts du jour au lendemain et où ont été enfouis par centaines, dans d'immenses fosses, les engins utilisés pour « liquider » l'accident, il court d'ailleurs une méchante rumeur. Là, dans cette terre hautement contaminée, on raconte qu'il n'y a plus autant de métal que naguère, que tout ce qui avait de la valeur en aurait été exhumé, nettoyé et revendu. Pour aller où ? Nul ne le sait. Mais, comme le dit en riant l'un des chauffeurs de la centrale, avec cet humour teinté de fatalisme dont le peuple ukrainien semble ne jamais se départir : « Ne vous inquiétez pas, vous autres Occidentaux : avec le temps, vous finirez par avoir tout ! »

Catherine Vincent



### La tragédie biélorusse

La Biélorussie n'a pas de centrale, mais elle est le pays qui a le plus souffert de la catastrophe de Tchernobyl. Le vent soufflant au nord, près de 70 % des radionucléides projetés dans l'atmosphère par l'incendie du réacteur sont retombés sur son territoire. Si l'iode 131 a vite cessé ses ravages, césium 137 et strontium 90 continuent de contaminer 23 % du territoire (contre 5 % en Ukraine). L'argent manque pour réhabiliter les sols, la population frappée par la crise se nourrit de plus en plus des cultures familiales : pour nombre de médecins, le pire est à venir. De ce petit pays dont le monde n'avait presque pas entendu parler auparavant, « on dit maintenant que ce n'est plus une terre, mais un laboratoire », écrit Svetlana Alexievitch, auteur de *La Supplication* (Lattès 1998, j'ai lu, 2000). Pour comprendre l'isolement des Biélorusses, pour approcher le drame quotidien des mères, des enfants, et l'épreuve surhumaine vécue par les « liquidateurs », il faut lire les bouleversants témoignages qui constituent cet ouvrage, à propos duquel elle a cette phrase terrifiante : « Plus d'une fois, j'ai eu l'impression de noter le futur. »

## Autour de Tchernobyl, la nature reste en liberté surveillée

La faune et la flore ont repris leurs droits, mais le poison demeure

### TCHERNOBYL (Ukraine)

de notre envoyée spéciale

Combien de victimes aura fait Tchernobyl ? Combien de tumeurs (1 400 cancers de la thyroïde ont été recensés, entre 1986 et 1997, chez des personnes ayant moins de 18 ans au printemps 1986), combien de leucémies et de malformations congénitales, combien de décès précoces chez les 600 000 « liquidateurs » qui se sont affairés autour du réacteur pour en maîtriser les déchets radioactifs, et qui, depuis, se sont éparpillés dans les différentes républiques de l'ex-URSS ? Seule certitude : aujourd'hui, dans « la zone », l'air et la terre ont beaucoup perdu de leur pouvoir mortel. Autour des routes recouvertes d'asphalte, la forêt a gagné sur les champs de blé, les kolkhozes et les anciens villages. Une vraie forêt de pins et d'ormes mêlés d'érables, dans laquelle sangliers, oiseaux et rongeurs peuvent désormais s'ébattre à leur aise : personne, ou presque, ne vient plus les chasser.

Le mal a cessé de tuer, mais le

poison demeure. Le césium et le strontium, radionucléides dont la demi-vie est d'environ 30 ans, sont toujours dans les sols. Presque en surface pour le premier, jusqu'à plusieurs mètres de profondeur pour le second. Si la nature a repris ses droits, sa liberté est donc toute relative. Au début des années 1990, l'Ukraine, qui venait tout juste de recouvrer son indépendance, avait d'autres urgences : « Faute de vigilance, le feu s'est propagé à plusieurs reprises sur des centaines d'hectares, entraînant la remise en suspension de 70 tonnes de cendres radioactives », raconte Valéri Tipikhine, chef du département scientifique et industriel chargé de la gestion de la zone. Depuis, les pompiers accourent au moindre foyer. On mesure également avec le plus grand soin la qualité de l'eau : son écoulement dans la rivière Pripiat, qui rejoint le réservoir alimentant la ville de Kiev, constitue le meilleur moyen de transport de la radioactivité vers l'extérieur.

De ce terrain expérimental grandeur nature, il faut tirer le maxi-

mum d'enseignements. Depuis 1997, l'Institut français de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) et son homologue allemand coopèrent ainsi avec l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie pour étudier l'impact de l'accident sur l'environnement. Sur le sol, l'eau, la végétation, et aussi sur les animaux qui vivent là, grâce auxquels on espère mieux comprendre les effets des petites doses que subissent, jour après jour, les habitants des régions contaminées.

### MULTIPLES EFFETS NÉFASTES

« Quand les gens arrivent à la clinique, ils sont déjà malades », constate Marina Alesina. Au centre de radiobiologie des animaux de Tchernobyl, elle étudie depuis sept ans l'état de santé de rats et de mulots exclusivement nourris et abreuvés par des produits locaux – comme le font les « revenants » lorsqu'ils n'ont pas les moyens de s'approvisionner à l'épicerie locale. « Chez ces animaux, l'irradiation à petites doses produit un effet comparable à celui d'un stress chronique.

Diminution de l'immunité, grande fatigue, troubles du système endocrinien, diabète, troubles sexuels : on voit tous ces symptômes croître avec le temps », affirme-t-elle. Un constat qui ne surprend pas le docteur Angelina Nyagu, du centre de médecine radiologique de Kiev, qui note chez ses patients une augmentation régulière de toutes les maladies. Il n'y a pour elle aucun doute :

les radiations à faibles doses peuvent exercer des effets néfastes autres que des cancers. Elle constate que les moyens médicaux alloués en Ukraine aux victimes de l'irradiation diminuent chaque année, alors que ces effets, eux, augmentent. Présidente de l'association des médecins de Tchernobyl, elle se bat sans relâche pour que l'aide humanitaire internationale vienne, au moins partiellement, combler ce vide. Pour que l'Occident n'oublie pas trop vite le peuple de Tchernobyl, meurtri à jamais par une catastrophe qui aurait pu nous concerner tous.

C. V.

### TOUT PERDRE UNE SECONDE FOIS

Ivan, lui aussi, se souvient de l'évacuation des villages, de ces gens qui pleuraient, voulaient prendre leurs poules, embrassaient la porte de la maison « qu'ils avaient souvent construite de leurs mains ». En avril 1986, il vivait à Pripiat avec sa femme et ses deux enfants, âgés de 6 et 7 ans. « Ils sont souvent malades. En 1991, mon garçon a été examiné pour leucémie », dit-il très vite. Aujourd'hui, toute sa famille vit à Kiev, mais Ivan, chauffeur de bus, n'a jamais cessé de travailler pour la centrale. « Après l'accident,

nous étions quatre à nous relayer pour un autobus. Deux sont morts, l'un en 1992, l'autre en 1993. Ils n'ont pas été remplacés. » Trouver un autre emploi ? Il n'y songe même pas. « Il n'y a rien d'autre pour nous par ici. Et nous nous sommes habitués aux conditions de travail. » Pour tous ceux (ils sont plusieurs centaines) qui s'affairent encore à la maintenance du complexe nucléaire, sa fermeture définitive en décembre 2000, obtenue par les pays occidentaux en échange d'une compensation financière, est une mauvaise affaire. Ils savent qu'ils ne retrouveront jamais un tel salaire (entre 600 et 1 500 grivnas : 120 à 300 € par mois). Quand le travail s'arrêtera pour eux à la centrale, ils auront tout perdu une seconde fois.

Pour Svitlana, évacuée de Pripiat avec sa fille de 12 mois, les années qui suivirent furent de loin les plus dures. « Après quelques jours passés à Moscou, nous sommes revenus à Kiev, où vivaient mes parents. C'était le 13 mai, on lavait les rues tous les jours. Quand nous disions que nous venions de Pripiat, tout le monde nous regardait comme des pestiférés. » Depuis, à force de patience, elle a acheté à Kiev son propre appartement. A l'inévitable question sur la santé de sa fille, son visage s'éclaircit pour la première fois : elle va fêter ses 18 ans, et elle va bien.

C. V.

# Les insectes pourraient fournir des armes contre les infections

Face à l'essor de bactéries résistantes aux antibiotiques, certaines molécules extraites d'insectes semblent prometteuses. La jeune entreprise Entomed fait la chasse aux papillons et autres scarabées pour en extraire des peptides antibactériens

**ROLAND LUPOLI** est l'unique entomologiste à avoir été embauché en France l'an dernier. Non pas par le Muséum d'histoire naturelle, mais par une jeune entreprise, Entomed. Cette société strasbourgeoise créée en janvier 1999 développe, à partir de substances naturelles produites par les insectes, de nouveaux peptides, des molécules permettant de lutter contre les infections fongiques graves et les infections bactériennes multirésistantes. En cas de succès, cette nouvelle approche pourrait bouleverser l'industrie pharmaceutique, assez désemparée devant le phénomène grandissant de l'antibiorésistance.

Aucune nouvelle famille d'antibiotiques n'a été découverte depuis plus de vingt ans alors que le phénomène de résistance se développe si rapidement que l'on observe des mutations génétiques de bactéries s'effectuer à l'œil nu. Pis, le dernier rempart contre le staphylocoque doré vient de tomber. Des médecins américains ont identifié une souche résistante à la vancomycine, le dernier antibiotique efficace contre la bactérie (*Le Monde* du 12 juillet 2002). Le salut viendra-t-il des insectes ?

Au début des années 1980, Hans Boman, de l'Université de Stockholm, isole pour la première fois

sur un papillon une famille de peptides présentant une intense activité antibactérienne. Ensuite, Jules Hoffmann, membre de l'Académie des sciences et directeur de l'Institut de biologie moléculaire et cellulaire de Strasbourg, s'intéresse également à ces peptides. « *Nous avons constaté qu'en piquant un insecte avec une aiguille trempée au préalable dans une culture de bactéries, cela ne lui faisait rien et que, dans les douze à vingt-quatre heures qui suivaient la blessure, il produisait des quantités importantes de peptides antimicrobiens* », explique le chercheur qui travaille essentiellement sur des papillons, comme l'héliothis, et des mouches, comme la mouche calliphora ou mouche bleue, la mouche phormia ou mouche à viande et, surtout, la drosophile qui « *représente, à elle seule, sept familles de peptides antimicrobiens* », précise-t-il.

## DÉJOUER CES ATTAQUES

De tels peptides agissent par un mécanisme original au niveau de la membrane de la bactérie, ce qui réduit considérablement les chances d'apparition de résistances. Ils contiennent entre 20 et 50 acides aminés porteurs de charges positives qui interagissent avec la membrane de la bactérie, chargée négativement. Ils parviennent ainsi à la



Le morpho de Guyane, candidat à la lutte contre les infections.

perforer. Les antibiotiques, eux, neutralisent des fonctions indispensables au développement ou à la survie du microbe, par exemple l'action d'un enzyme. Pour déjouer ces attaques, les bactéries se modifient génétiquement. Souvent, un gène suffit, d'où la rapidité des mutations observées. Pour résister aux peptides, la bactérie devrait modifier sa membrane ce qui impose de transformer une centaine de ses gènes, une mission quasiment impossible. D'où l'absence de résistance consécutive aux attaques de peptides antimicrobiens.

Pour l'heure, un petit papillon tropical, dont le nom n'est pas dévoilé, pourrait bien devenir le sauveur des malades atteints par l'aspergillose invasive, la première cause de mortalité par infection fongique à l'hôpital causée par un champignon qui s'attaque aux patients immunodéprimés, greffés de la moelle, soumis à des traitements anticancéreux, grands brûlés ou encore malades du sida. Entomed a su tirer de ce lépidoptère une molécule très puissante « *qui est active in vitro contre les infections résistantes aux traitements*

actuels. Nous l'avons déjà testée sur des souris et elle présente une très faible toxicité », explique Jean-Luc Dimarcq, ancien chercheur de l'équipe de Jules Hoffmann et directeur scientifique d'Entomed. La première étude clinique sur l'homme est prévue pour le printemps 2003.

Les chercheurs d'Entomed se penchent aussi sur le staphylocoque doré, première cause des infections nosocomiales en France, dont la résistance aux antibiotiques inquiète autant les biologistes que les médecins. Une molécule active, issue de plusieurs insectes différents, « *est en cours d'optimisation par génie génétique* », indique Jean-Luc Dimarcq. Le produit a été testé avec succès sur des souches résistantes à la vancomycine. « *L'efficacité est supérieure à ce que nous espérons. Le temps d'action est très rapide et le produit très actif même à très faible dose et sans aucune toxicité* », précise le chercheur.

Chacune des deux millions d'espèces d'insectes connues dans le monde produit en moyenne 200 peptides. « *Jusqu'à présent, nous avons étudié 200 espèces, telles que des coccinelles ou des scarabées,*

sans jamais trouver deux fois la même molécule », note Jean-Luc Dimarcq. Entomed a embauché Roland Lupoli pour construire son réseau de fournisseurs d'insectes, baptisé l'Entoweb. Le jeune entomologiste a déjà prospecté de nombreux pays. « *L'Entoweb est notre priorité et il évolue chaque jour.* » Il couvre déjà une bonne partie de la planète, de la Chine à l'Amérique en passant par le Japon, la Russie, l'Afrique et la Guyane. « *Nous cherchons à obtenir la plus grande diversité possible.* » Il s'agit de collecter des insectes vivants avant de les broyer pour en extraire les peptides. « *Les échantillons sont préparés selon nos instructions avant de nous être envoyés.* » Dès leur capture, les insectes sont congelés ou lyophilisés.

Roland Lupoli reste un homme de terrain. Il lui arrive d'aller récolter lui-même les insectes. En novembre, il était en Guyane. « *Nous installons le piège lumineux et nous faisons le quart toute la nuit pour recueillir les insectes sur un drap. Le matin, nous les trions avant de les congeler.* » Début juin, il a organisé une campagne du côté de Montpellier. « *La meilleure période, dans le midi de la France, c'est entre la mi-mai et la mi-juin.* » Pour ces chasses, Roland Lupoli a recours à tous les types de pièges : filet à papillons, filet fauchoir, battage ou même à vue...

L'arlequin de Guyane, un grand coléoptère bariolé de rouge et de noir, sort avant minuit. L'impressionnant titan, long de vingt centimètres, ne surgit qu'au point du jour. Le morpho de Guyane, ce papillon géant aux ailes translucides, disparaît juste avant l'apparition du premier rayon de soleil. Autant d'insectes qui pourraient livrer leurs secrets et devenir les meilleurs alliés des hommes dans leur lutte contre des bactéries de plus en plus virulentes.

Sylvie Lasserre

## Débit record d'informations sur une fibre optique

**PLUS DE 1 000 MILLIARDS** d'informations élémentaires par seconde (1,02 terabit par seconde) : c'est le débit de données qu'affirme avoir atteint un groupe de chercheurs britanniques. Selon eux, il serait le plus élevé obtenu à ce jour sur une fibre optique classique. Il faut toutefois noter que, dans ce domaine où la compétition est vive, une performance comme celle-ci peut être rapidement balayée par une autre. Quoi qu'il en soit, l'équipe, dirigée par Stuart Walker, chercheur à l'université d'Essex, affirme avoir effectué ses premiers tests sur une fibre longue de 3 kilomètres, ce qui laisse entrevoir à moyen terme de possibles applications industrielles. D'autre part, le procédé développé à l'université d'Essex permet de greffer des signaux distincts sur une seule longueur d'onde de la lumière transmise, ce qui améliore ainsi les performances du système. Les résultats de ces travaux devaient être présentés, jeudi 5 septembre 2002, à Cardiff, à l'occasion du congrès de photonique Photon02, organisé par l'Institute of Physics.

## DÉPÊCHE

■ **ESPACE** : non content de triompher sur les circuits de manière insolente, le constructeur automobile italien Ferrari est décidé à conquérir l'espace. Un échantillon de peinture du fameux « rosso corsa » qui habille les voitures de sport de la firme a en effet subi au Centre européen de recherche et de technologie spatiale de l'ESA (Estec) une série d'essais destinés à évaluer ses capacités à résister aux conditions du vide spatial. Les raisons d'une telle opération ? Embarquer un échantillon de peinture Ferrari sur Mars Express, la sonde que l'Agence spatiale européenne doit envoyer en direction de la planète... rouge.

## Un véritable plan de bataille

Selon Eurosurveillance, le bulletin européen sur les maladies transmissibles, le staphylocoque doré, première cause des infections contractées à l'hôpital, et sa version multirésistante aux antibiotiques (SARM) représente un défi majeur en santé publique dans de nombreux établissements de soins à travers le monde. De plus, le phénomène de résistance ne concerne pas uniquement le staphylocoque. Le nombre de souches de bactéries multirésistantes (BMR) ne cesse d'augmenter. Dans de nombreux hôpitaux, pour éviter qu'elles ne se disséminent, on isole les patients infectés et la mention « BMR » est apposée sur la porte de leur chambre. Les infirmières doivent porter des gants pour y pénétrer et se laver les mains avant de la quitter. C'est dans les hôpitaux français que la proportion de souches multirésistantes est parmi les plus élevées d'Europe. En novembre dernier, Bernard Kouchner donnait l'alerte, « *la situation est alarmante (...) et c'est un véritable plan de bataille que nous devons engager* », déclarait-il en annonçant une préconisation pour un meilleur usage des antibiotiques en France.

## Un bébé néandertalien retrouvé sur une étagère après trois quarts de siècle d'oubli

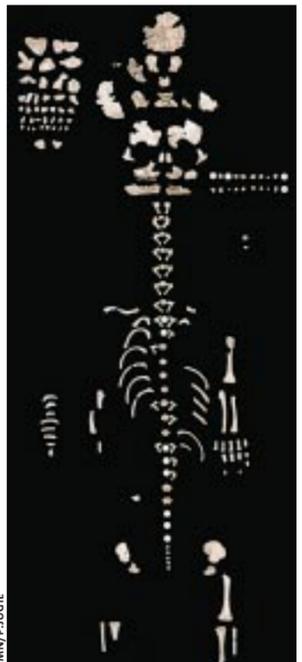
Un anthropologue le redécouvre lors de l'inventaire du Musée des Eyzies

**LE PETIT** fossile reposait inconnu dans les réserves du Musée national de la préhistoire des Eyzies-de-Tayac (Dordogne) depuis des décennies. « *Il n'était pas perdu, mais oublié* », indique son « redécouvreur », Bruno Maureille, du laboratoire d'anthropologie des populations du passé, à Bordeaux. Le chercheur retrace, dans un article publié par la revue *Nature* du 5 septembre, les tribulations qui ont valu à ce bébé néandertalien d'être enseveli une seconde fois avant de ressusciter à la science.

Le « père » du fossile, Denis Peyrony, avait trouvé ses restes en mai 1914, à la veille de la Grande Guerre, sur le site du Moustier, en Dordogne. Il ne fit ensuite que deux brèves allusions, en 1921 et 1930, à ces restes baptisés « Moustier 2 ». On perd alors sa trace et, après la seconde guerre mondiale, les catalogues spécialisés le considèrent comme perdu – hypothèse renforcée dans les années 1970 par une mauvaise interprétation de l'agenda de Peyrony.

En 1996, jeune docteur en anthropologie, sans poste, Bruno Maureille sollicite une vacation au Musée des Eyzies où il se propose d'inventorier des mètres cubes de sédiments. Dans les collections du Moustier, on lui indique un portoir contenant les restes d'un nouveau-né, dont il suppose immédiatement qu'il pourrait être le fossile égaré. Il fallait encore s'en assurer. L'année suivante, le musée lui confie l'étude du fossile. Après un travail de bénédictin, il est arrivé à la conclusion qu'il s'agit bien de Moustier 2 : les sédiments et la faune associée aux ossements correspondent à ceux que l'on trouve dans la vallée de la Vézère, aux niveaux coïncidant avec la culture moustérienne, autour de 40 000 ans.

Il apparaît rapidement que le fossile, auquel il manque quelques os



Moustier 2, squelette presque complet d'un nouveau-né néandertalien.

seulement (scapules et pubis), est l'un des nouveau-nés néandertaliens les plus complets jamais trouvés. D'autant que le fémur et l'humérus droits, manquants, ont pu être récupérés. Ils avaient été faussement attribués à une autre fouille proche, la Ferrassie. Du coup, ce dernier site, célèbre pour avoir livré la seule double inhumation connue chez les néandertaliens, perd son originalité.

## UNE SOURCE INESTIMABLE

Moustier 2, lui, sort enfin de l'oubli, à la manière de son comparse Moustier 1, un squelette d'adolescent découvert au début du XX<sup>e</sup> siècle, vendu à un collectionneur, perdu jusqu'en 1967 où

il est signalé en Allemagne de l'Est et qui ne sera récupéré que dans les années 1990 par la communauté scientifique.

Pour Bruno Maureille, Moustier 2 est une source inestimable de connaissance de la biologie de l'homme de Neandertal. Il devait mesurer environ 52 centimètres et il est probablement mort vers l'âge de 4 mois, selon les indications données par le niveau de calcification des racines de ses dents. La comparaison avec les jeunes *Homo sapiens* – toujours délicate – montre que ce bébé devait avoir une tête plus volumineuse, avec la face déjà projetée vers l'avant, des mains et des pieds assez grands par rapport aux membres. « *Il était très robuste, avec des os extraordinairement massifs, mais légèrement plus petit* » que les bambins modernes, précise le chercheur.

Si les causes de la mort ne sont pas connues, il ne fait pas de doute dans l'esprit de Bruno Maureille qu'il a fait l'objet d'une sépulture volontaire. « *Il a été couché sur le dos, la tête légèrement fléchie vers l'arrière, la main gauche placée sur la symphyse pubienne* », indique le chercheur, qui a pu déduire ces informations d'une étude minutieuse des sédiments dans lesquels le fossile était encore partiellement piégé. Il espère tirer de nombreuses informations supplémentaires du squelette, pièce rare s'il en est.

On ne connaît qu'un seul autre nouveau-né néandertalien bien conservé, trouvé dans le Caucase russe. Mais, pour Bruno Maureille, il fait peu de doute qu'on en découvrira d'autres, y compris dans les réserves des musées. « *Il y a encore quelques années, on classait ces petits ossements avec ceux des lapins ou des oiseaux, relève-t-il. Mais, désormais, les gens qui fouillent ont été formés pour les identifier.* »

Hervé Morin

le nouvel

# Observateur

www.nouvelobs.com

Spécial 60 pages

# 11 septembre

un nouveau monde

## Basket : les Etats-Unis battus par l'Argentine

L'ARGENTINE a créé la sensation en battant les Etats-Unis (87-80), mercredi 4 septembre à Indianapolis, au deuxième tour du championnat du monde masculin. L'équipe américaine subit ainsi sa première défaite en 58 rencontres, depuis l'intégration des joueurs de la NBA, en 1992. Les quarts de finale, jeudi, doivent mettre aux prises Porto Rico et la Nouvelle-Zélande, l'Espagne et l'Allemagne, le Brésil et l'Argentine, et la Yougoslavie et Etats-Unis.

### DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL : Valence, victorieux de Grenoble (1-0), Châteauroux, qui a défait Gueugnon (2-1), et Beauvais, vainqueur d'Isstres (2-0), se sont hissés à la deuxième place du championnat de France de L2, derrière Le Mans, qui doit rencontrer le FC Metz jeudi 5 septembre, en match décalé de la 6<sup>e</sup> journée. Dans le même temps, Saint-Etienne a concédé le nul (1-1) devant Lorient.**

■ **LOTO : résultats des tirages n° 71 effectués mercredi 4 septembre. Premier tirage : 7, 13, 16, 22, 45, 48 ; numéro complémentaire : 2. Rapports pour 6 numéros : 392 145,00 € ; 5 numéros et le complémentaire : 4 345,80 € ; 5 numéros : 547,90 € ; 4 numéros et le complémentaire : 28,00 € ; 4 numéros : 14,00 € ; 3 numéros et le complémentaire : 3,40 € ; 3 numéros : 1,70 €.**

■ **Second tirage : 5, 8, 26, 33, 36, 40 ; numéro complémentaire : 29. Rapports pour 6 numéros : 4 000 000,00 € ; 5 numéros et le complémentaire : 9 402,50 € ; 5 numéros : 1 122,50 € ; 4 numéros et le complémentaire : 48,80 € ; 4 numéros : 24,40 € ; 3 numéros et le complémentaire : 4,80 € ; 3 numéros : 2,40 €.**

## Première Française en demi-finale de l'US Open depuis 1967, Amélie Mauresmo tente de briser l'hégémonie américaine

Tennis • Victorieuse des Américaines Amy Frazier et Jennifer Capriati, la jeune femme s'attaque à leur compatriote Venus Williams, vendredi, en demi-finale. L'autre demi oppose Serena Williams et Lindsay Davenport

NEW YORK  
correspondance

« Qu'est ce que je pense du jeu d'Amélie Mauresmo ? Comment voulez-vous que je vous en parle, je ne l'ai jamais vue jouer... Vous devriez plutôt poser ce genre de question à Jennifer Capriati. » Un brin méprisant, Richard Williams, père de Venus et Serena, aurait pourtant tout intérêt à se pencher sur le cas Mauresmo. Qualifiée pour les demi-finales de l'US Open après avoir triomphé de Monica Seles en deux petites manches (6-2, 6-3), sa fille Venus va devoir composer avec le jeu polyvalent de la Française. Au regard de la nouvelle dimension prise par Amélie Mauresmo ces dernières semaines, la tâche ne semble pas aisée.

Victorieuse en trois sets (4-6, 7-6, 6-3) de l'Américaine Jennifer Capriati, à l'issue d'un quart de finale éprouvant et disputé sous une chaleur humide, mercredi 4 septembre, la Française a démontré des qualités de battante encore insoupçonnées il y a seulement six mois. « C'était une grosse bagarre. Cette victoire procure une joie intense et beaucoup d'émotions à l'intérieur, confiait la tête de série numéro 10. Je ne me sentais pas bien physiquement, mais dans ma tête, je voulais rester dans le match. J'ai passé un cap mentalement, tout se met en place. J'espère que cela va continuer sur cette lancée. »

Rencontrant Jennifer Capriati pour la quatrième fois cette année, Amélie Mauresmo abordait son quart de finale avec l'avantage psychologique d'avoir remporté aisément leurs deux derniers duels. Sans attendre, la Française s'envolait pour mener deux jeux à zéro. Plus incisive dans l'échange, elle semblait avoir pris l'ascendant sur le tennis percutant de Jennifer



Après un match acharné de plus de deux heures, Amélie Mauresmo a arraché un billet pour les demi-finales. Elle est la seule non-Américaine présente à ce stade de la compétition.

Capriati. Mais c'est alors que l'Américaine, soudain plus en jambes, se mettait à dicter le tempo. Bien campée à l'intérieur du court, la tête de série numéro 3 interdisait l'accès du filet à son adversaire.

Celle-ci, éprouvée physiquement, ne dégageait plus la même impression de facilité que lors de son huitième de finale contre la Belge Kim Clijsters. La Française subissait le jeu et multipliait les fautes directes sur son revers. Dans les tribunes du court Arthur-Ashe, un supporteur américain hurlait sa frustration : « Je ne comprends pas ! Où sont passés son superbe revers frappé et son jeu en service-volée ? »

### LE TOURNANT DU DEUXIÈME SET

Cette question semblait hanter Amélie Mauresmo. Dans un état de léthargie offensive inquiétant, elle concédait le premier set puis perdait son engagement dans le onzième jeu de la deuxième man-

che, pour se retrouver menée six jeux à cinq. Jennifer Capriati servait alors pour une place en demi-finale. Brusquement, l'Américaine se mit à déjouer, dévissant ses frappeuses. Déconcentrée, elle perdait son service et concédait la deuxième manche au tie-break. « Je me suis mis trop de pression au moment de

servir pour le match et cela m'a bloqué », devait reconnaître l'Américaine.

Revigorée par le gain du deuxième set, mais consciente de son manque de « jus », Amélie Mauresmo adoptait une nouvelle tactique de jeu, ralentissant la cadence et déréglant le rythme de son adver-

### Une demi-finale entre Hewitt et Agassi

L'Australien Lleyton Hewitt, tenant du titre et numéro 1 mondial, et l'Américain Andre Agassi, vainqueur à Flushing Meadows en 1994 et 1999, se retrouveront vendredi 6 septembre en demi-finale de l'US Open. Ils ont battu respectivement pour y parvenir le Marocain Younes El Aynaoui (6-1, 7-6, 4-6, 6-2) et la Biélorusse Max Mirnyi (6-7 [5-7], 6-3, 7-5, 6-3), en quarts de finale mercredi. Les deux hommes se sont rencontrés à deux reprises cette saison et l'Australien s'est imposé à chaque reprise. « Il est numéro 1 mondial depuis presque une année entière, il me faudra donc faire un super match pour le battre », a déclaré Andre Agassi, tête de série numéro 6 du tournoi. A 32 ans, le joueur de Las Vegas réalise une jolie saison, puisqu'il a déjà enlevé quatre tournois. En 2001, il avait été éliminé en quart de finale de l'US Open par Pete Sampras, qui doit disputer jeudi soir un quart très attendu contre son jeune compatriote Andy Roddick. Le quatrième quart de finale doit opposer le Néerlandais Sjeng Schalken et le Chilien Fernando Gonzalez, tombeur d'Arnaud Clément en huitièmes.

saire. Agacée par sa soudaine impuissance, celle-ci accumulait les gestes de mauvaises humeurs. « Désormais, j'ai la clé pour trouver des solutions, des fois avec ma tronche, d'autres fois avec mon physique », expliquait Amélie Mauresmo. Là, ne pouvant pas aller de l'avant, j'ai tenté de m'ajuster et de varier un maximum. Je sais qu'elle n'aime pas du tout cela. »

Observatrice attentive de la partie, Pam Shriver, finaliste de l'US Open en 1978, livrait son analyse du jeu de la Française : « Elle fait des choses que les autres joueuses ne peuvent pas faire et n'aiment pas affronter. A chaque fois que vous jouez un style de jeu auquel les gens ne sont pas habitués, vous causez des problèmes à vos adversaires. » Dans le troisième set, Amélie Mauresmo poussait Jennifer Capriati à la faute (21 fautes directes dans la manche), tout en saisissant chaque occasion de monter au filet. Elle subtilisait le service de l'Américaine dans le troisième jeu et ne se retournait plus pour finalement s'imposer en deux heures et dix-huit minutes.

Première Française en demi-finale des Internationaux des Etats-Unis depuis Française Durr, en 1967, Amélie Mauresmo est aussi la première depuis trente-cinq ans à disputer deux demi-finales de tournois du Grand Chelem dans la même saison. « C'est une bonne sensation d'être allée au bout et d'avoir donné le maximum, savourait-elle. Maintenant, pour les demi-finales, il faut que je récupère physiquement, parce que cela a été éprouvant. Venus a des failles, elle est en dessous de Serena. Il va falloir l'agresser un max et tenter sa chance au filet. J'ai les armes pour l'inquiéter. »

Pascal Giberné

## Pour surmonter l'échec du Mondial, les Bleus envisagent de faire appel à des psychologues

Football • L'encadrement médical veut renforcer le suivi des joueurs

UN PSYCHOLOGUE au chevet de l'équipe de France de football ? C'est possible, et cela pourrait même avoir lieu à court terme, si l'on en croit le docteur Jean-Marcel Ferret, le médecin des Bleus. « Il faut un suivi psychologique pour les joueurs qui en ont besoin », déclare-t-il. La calamiteuse campagne asiatique a laissé des traces dans le cerveau des joueurs, et le récent match nul concédé à la Tunisie (1-1), à la fin du mois d'août, n'a guère aidé les Bleus à retrouver leur confiance passée. Ils sont bien rares, les internationaux qui ont osé commenter et tenter d'analyser l'échec de juin 2002. En conférence de presse, les joueurs rivalisent de banalités, et quand ils se risquent à l'exercice des interviews individuelles, c'est pour mieux écarter le sujet qui fâche, en quelques réponses hâtives et vagues.

### AMÉLIORER LE SUIVI DES JOUEURS

Volonté délibérée d'occulter un épisode fâcheux, ou vrai blocage psychologique ? Le traumatisme existe bel et bien, et c'est absolument logique, estiment les spécialistes. « Il faut laisser du temps au temps, assure le docteur Gérard Garreau, psychiatre à l'INSEP. S'il n'y avait pas de traumatisme, c'est donc que l'on aurait affaire à des robots. Les joueurs disent qu'ils veulent oublier pour mieux repartir de l'avant. Il ne s'agit pas de le dire, mais bien de le faire. Il y a indéniablement un travail psychologique à effectuer, par un psychiatre ou un psychologue compétent. Je ne crois pas aux mesures disciplinaires, comme l'obligation de se coucher à 22 heures ou de ne plus parler aux journalistes. D'autant que le bouc émissaire, Roger Lemerre, a déjà été désigné. Il faut se pencher sur ce groupe : les joueurs sont-ils sur un pied d'égalité ? Le capitaine, Desailly, est-il bien identifié ? »

Pour ce spécialiste du mental des sportifs, il est « dommage que le football s'enferme dans un schéma de sport d'hommes, où tout se passe dans les vestiaires ». « Le footballeur est fragile sur le plan mental, il doit avoir une démarche de gestion psy-

chologique de sa carrière. Encore faut-il que l'entraîneur le souhaite », complète-t-il.

Au sein de l'encadrement médical de l'équipe de France, on s'est sérieusement penché sur la question. Jean-Marcel Ferret a longuement hésité avant de repartir pour une nouvelle campagne avec les Bleus. Il garde un mauvais souvenir de l'expérience coréenne. La gestion du cas Zidane lui laisse, en particulier, un goût amer : « La Corée, c'était la fin d'une époque, et je ne crois pas qu'il y ait eu des erreurs si manifestes. Mais l'on aurait pu, par exemple, éviter le match amical contre la Corée du Sud, où Zidane s'est blessé, avant le début de la Coupe du monde. Le médecin n'est

nibilité de ma part. C'est ce que je souhaitais... » Du coup, Jean-Marcel Ferret va cesser de s'occuper de l'Olympique lyonnais.

Deuxième axe de travail : renforcer le suivi psychologique des joueurs. Une mesure encore peu usitée dans le milieu du football. Quelques internationaux, tels Robert Pires ou Eric Carrière, font bien appel à titre personnel à des préparateurs mentaux, mais leur démarche reste très isolée. « Je suis favorable à cette approche, avec des gens compétents, qui ont pignon sur rue, explique le médecin des Bleus. Il faut éviter les gourous ou les charlatans. Le médecin responsable du staff médical doit garder le contrôle de tout cela, en concertation avec le

### Chypre-France en plein décalage horaire

A trois jours du match Chypre-France de samedi, comptant pour les éliminatoires de l'Euro 2004, TF1 et la Fédération française de football (FFF) annonçaient encore, mercredi 4 septembre, deux horaires différents : « La prise d'antenne est annoncée à 17 h 45 et le coup d'envoi à 18 heures, comme il y a trois semaines. Cela ne change pas », indiquait un porte-parole de TF1. Cet horaire permettrait à la chaîne de ne pas décaler son émission « Star Academy ». « Pour nous, le match est toujours fixé à 20 h 30, heure locale, soit 19 h 30 en France », affirmait pour sa part un responsable de la FFF. Propriétaire des droits de retransmission de la rencontre, Jean-Claude Darmon affirme avoir été mandaté par TF1 pour que le match se joue à 18 heures et négocier en ce sens avec le président de la Fédération chypriote. Le sélectionneur Jacques Santini s'est déclaré quant à lui plutôt favorable à un coup d'envoi tardif.

pas uniquement là pour faire de la traumatologie. On avait perdu de vue bien des choses, en raison de stages trop courts, d'un manque de disponibilité. On ne s'est pas posé assez de questions. »

En guise de questions, il a plutôt posé ses conditions et longuement discuté avec Jacques Santini, un entraîneur qu'il a côtoyé à Lyon. « Son projet m'a décidé », explique aujourd'hui le docteur Ferret, il fallait impérativement redéfinir le rôle du médecin au sein d'une équipe nationale dont les joueurs sont éparpillés dans toute l'Europe. Le staff s'était endormi sur ses lauriers depuis dix ans. Nous allons commencer par relancer le suivi longitudinal des joueurs, dans le cadre de la loi Buffet. Cela nécessite une plus grande dispo-

coach. Ces spécialistes ne feront d'ailleurs pas partie du staff médical des Bleus : ils doivent répondre à des demandes individuelles. Il faut que l'entraîneur conserve la dynamique de son groupe. Mais il est évident que l'on ne sort pas indemne d'une telle défaite. »

Quelques Bleus ont déjà sollicité le docteur Jean-Marcel Ferret en ce sens. Les mœurs évoluent doucement, dans le microcosme footballistique. « On part de zéro dans ce domaine, mais le moment est venu de s'y mettre, assure encore le médecin de l'équipe de France. Les « psys » doivent faire leur trou, et eux aussi, se remettre en cause. Notre groupe se reconstruit, il faut l'aider. »

Gérard Davet






## Bac + 2/3

### Votre avenir professionnel est dans le Train de l'Emploi

**Du 23 septembre au 4 octobre,** montez dans le Train de l'Emploi organisé par *Le Monde*. A bord, des entreprises vous proposent des milliers d'offres d'emploi. Jeune diplômé ou déjà riche de quelques années d'expérience, ne manquez pas cette correspondance dans dix villes de France. Inscrivez-vous dès maintenant.

Inscription obligatoire [www.emploi.lemonde.fr](http://www.emploi.lemonde.fr)



AIRBUS  
APSYS  
ARMEE DE L'AIR  
ARMEE DE TERRE  
ASTRIUM  
BOMBARDIER TRANSPORT  
BUREAU VERITAS  
CASINO CAFETERIA  
CASTORAMA  
CCF  
CIMPA  
CREDIT AGRICOLE  
CREDIT LYONNAIS  
DISTRIBUTION GROUPE CASINO FRANCE  
EADS  
EASYSIS  
EUROCOPTER  
FRANCE QUICK SA  
GENDARMERIE NATIONALE  
GROUPE BANQUES POPULAIRES  
LAUNCH VEHICLES  
LEROY MERLIN  
LYRECO  
MARINE NATIONALE  
SERVICE DES ESSENCES DES ARMEES  
TNT EXPRESS FRANCE





Train de l'Emploi réalisé avec le concours de la Société des Trains Exposition

# Comment choisir son opérateur de téléphonie fixe ?

Une vingtaine de sociétés privées proposent désormais leurs services aux consommateurs. Cette concurrence directe à France Télécom a certes permis une baisse du prix de la communication. Mais elle ne garantit pas des factures moins chères

## INTERACTIF

**FRANCE TÉLÉCOM** n'a laissé à personne d'autre le soin d'occuper le terrain. Entre l'annonce, fin juin, des forfaits « heures France » et l'augmentation de l'abonnement (passant de 12,5 € à 13 € par mois) à la mi-juillet, l'opérateur n'a pas raccroché durant l'été. Et si France Télécom communique à nouveau autant sur le « téléphone de la maison », c'est parce qu'il est de plus en plus titillé par une vingtaine d'opérateurs concurrents, filiales de grands groupes (9 Telecom, Tele2, UPC) ou PME indépendantes (Dirland Telecom).

Voilà déjà quatre ans que les Français peuvent choisir un de ces nouveaux entrants pour téléphoner de leur poste fixe en national (hors de leur département) ou à l'international. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, la concurrence s'exerce également sur le dernier kilomètre, celui qui sépare l'abonné de son central téléphonique. Pour changer d'opérateur, il suffit de composer, à la place du 0, premier des dix chiffres du numéro habituel, le préfixe qui a été attribué au concurrent.

Pour éviter cette petite contrainte, l'utilisateur peut demander la présé-

lection (le préfixe est enregistré par défaut sur sa ligne), les communications sont alors prises en charge, à chaque appel, par la concurrence. A la fin 2001, selon l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), près de 8 millions de Français ont ainsi présélectionné un opérateur alternatif.

Si les usagers quittent l'opérateur public, c'est d'abord pour trouver moins cher ailleurs. En quatre ans, le prix moyen de la minute de communication nationale en heure pleine, tel que pratiqué en 1998 par France Télécom, a été divisé par deux. C'est Tele2 (préfixe 4) qui a, le premier, déclaré la guerre des prix.

### PIÈGE TARIFAIRE

Au printemps 1999, Tele2 lance le « 44 centimes de franc par minute, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ». Puis il divise à nouveau son offre par deux un an et demi plus tard. Tous les autres lui emboîtent le pas. « A moins de repasser au franc en lançant la minute à 1 centime de franc, je ne vois plus très bien ce qui peut nous être proposé », remarque avec humour José Caballero, directeur marketing de Budget Telecom, un comparateur de prix. Les plus fortes baisses s'obser-



vent logiquement (puisque la concurrence y est plus ancienne) sur les communications nationales et internationales. Par rapport au tarif pratiqué par France Télécom en 1998, et selon Comparatel, autre comparateur de prix, la minute de conversation avec les Etats-Unis coûte, par exemple, 81 % moins cher avec 3U Telecom. L'opérateur historique a suivi le mouvement (moins 40 % sur les appels nationaux par rapport à 1998), mais a aussi préféré jouer la différence avec des services gratuits (facture détaillée, rappel automatique, conversation à trois, etc.) pour fidéliser ses clients.

Attention cependant. Si l'utilisateur n'y prend pas garde, sa facture peut

ne pas dégringoler en proportion du prix à la minute. Derrière d'alléchants prix « faciaux » à la minute, tous les opérateurs ont discrètement mis en place des moyens de conserver leurs marges. Présélectionnés ou pas, tous les consommateurs sont d'abord obligés de payer à France Télécom l'abonnement pour la ligne téléphonique qui a augmenté d'un peu plus de 65 % en cinq ans et qui pèse très lourd dans la facture des petits usagers.

La plupart des opérateurs pratiquent par ailleurs le piège tarifaire du crédit temps, une somme forfaitaire payée dès l'établissement de la communication, qui donne droit à une certaine durée de conversa-

tion, 12 centimes d'euro pour soixante secondes en appel local chez Cegetel, par exemple. Que l'appel dure dix ou cinquante-neuf secondes, les 12 centimes vont à l'opérateur. Autre chausse-trappe tarifaire : quelques opérateurs décomptent encore la consommation à la minute. Une minute passée d'une seconde coûte deux fois plus cher que cinquante-neuf secondes.

Enfin, le seul fait de décrocher le téléphone coûte à l'utilisateur une connexion, 0,11 euro chez One.Tel par exemple. De pas tarifaire en coût de connexion, des unités de temps facturées mais non effectivement consommées tombent ainsi dans l'escarcelle des prestataires. Les

offres forfaitaires, du type de celle que France Télécom vient de lancer, pourraient aussi brouiller les repères des usagers : « En diluant le prix à la seconde dans un prix pour une ou deux heures de communication, ces forfaits vont encore mieux camoufler des coûts que l'utilisateur ne peut pas maîtriser », note José Caballero.

La concurrence n'est-elle donc qu'un miroir aux alouettes pour l'utilisateur ? Non. Malgré leurs coûts cachés et des grilles tarifaires encore complexes (heures creuses ou pleines, appel local, de voisinage, vers mobile, etc.), chacun des opérateurs dispose de « bons plans ». Absence de crédit temps chez 3U Telecom, faible coût de l'appel vers les mobiles pour Akeo Telecom, etc.

### TROIS SOLUTIONS

Pour en profiter vraiment, trois solutions s'offrent aux consommateurs. La première et la plus laborieuse consiste à jongler soi-même avec les préfixes, en choisissant l'offre la plus compétitive appel par appel. Deuxième option : établir son profil de consommation, puis, calculée en main, choisir l'opérateur optimal et s'y présélectionner. Dans cet esprit, le magazine *60 Millions de consommateurs* propose, dans son numéro de juin 2002, trente profils pour diminuer sa facture. Dernière possibilité, confier le travail de décodage des offres à des intermédiaires, comme Comparatel ou Budget Telecom. Mais tant que les opérateurs ne seront pas plus transparents, « seuls les gros consommateurs auront la patience d'étudier finement la concurrence », remarque Didier Pouillot, du cabinet d'études Idate.

Cécile Ducourtieux

## Les mauvaises surprises des listings fictifs

Sophie n'en revient toujours pas. Cette retraitée de l'Ouest parisien a reçu, début juin, un courrier de son agence France Télécom lui annonçant qu'elle n'était plus leur cliente puisqu'elle avait signé un contrat avec un concurrent. « Je n'ai pourtant rien signé, je ne savais même pas de quel opérateur il s'agissait ! » Son cas n'est pas isolé, comme le montrent les plaintes auprès de la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Comment cette « présélection sauvage » est-elle possible ? France Télécom détient les fichiers de tous les usagers français du téléphone fixe. Ses concurrents ont obtenu que l'opérateur leur fournisse ces données pour chaque demande de présélection. Certains opérateurs en ont visiblement abusé, envoyant des listings fictifs de nouveaux clients. Un moyen facile de gonfler artificiellement le nombre de leurs usagers.

## Des cartes et des mobiles pour réduire la note

PEUT-ON aujourd'hui se passer d'un téléphone fixe ? Impensable il y a quelques années, cette interrogation agite de plus en plus les consommateurs soucieux de limiter le montant de leurs factures. Certes, avec un taux d'équipement qui atteint 98 % des foyers français, la téléphonie fixe a encore de beaux jours devant elle. Il est pourtant tout à fait possible aujourd'hui de se passer d'un poste fixe ou d'en limiter l'usage au strict minimum.

La première solution consiste à n'utiliser que son téléphone mobile. Selon l'ART, 62 % des Français en possèdent un à l'heure actuelle. Le prix des communications entrantes ou sortantes vers un mobile reste malgré tout supérieur à celles du fixe, surtout hors forfaits. Par exemple, dans un forfait SFR Perso de quatre heures à 35 euros par mois, le prix de la minute revient à 0,14 euro. La comparaison avec le téléphone fixe est toutefois difficile car l'abonnement à un forfait mobile comprend aussi différentes options et un nombre de messages écrits (SMS) gratuits. Et, dans l'optique d'un usage exclusif du portable, les internautes doivent contracter un abonnement auprès d'un fournisseur d'accès à Internet par le câble (Noos, Numéricable) ou auprès de France Télécom pour l'ADSL.

Moins radicale, la solution des cartes prépayées peut également s'avérer pratique pour limiter sa consommation de téléphone. Vendues dans les grandes surfaces,

les épiceries ou les bureaux de tabac, les cartes prépayées contiennent un certain nombre de minutes de communication. Elles fonctionnent généralement sur un système de code à plusieurs chiffres qu'il faut composer avant le numéro d'appel. Deux types de cartes prépayées sont aujourd'hui disponibles sur le marché. Les premières, baptisées « cartes ethniques », sont particulièrement intéressantes pour ceux qui veulent passer des appels internationaux. Elles s'adressent en priorité aux ressortissants des communautés étrangères appelant leur pays d'origine. « Il en existe beaucoup, mais chacune propose un tarif préférentiel à destination d'un seul pays », précise Marc Bajet, responsable du pôle télécoms chez Budget Telecom. Il faut donc être vigilant et acheter la bonne carte. Surtout, il faut savoir les utiliser car, en règle générale, les cartes ethniques sont surtout avantageuses pour des appels assez longs. »

A côté de ces cartes ethniques, le consommateur trouve des cartes prépayées plus classiques à l'image des Tickets Téléphone Easy ou Universel de France Télécom. Vendus 15 ou 7,5 euros, ces Tickets fonctionnent eux aussi sur le principe d'un code qu'il faut composer avant le numéro de son correspondant. Le tarif de la minute de communication oscille entre 0,025 et 0,060 euro en fonction des heures d'appel.

Guillaume Fraissard

## Quelques repères dans le maquis des contrats

- **Etablir un bilan.** Pour réduire sa facture, il faut faire le point de sa consommation : combien d'appels locaux, internationaux, de quelles durées, en heures pleines ou en heures creuses, combien d'appels vers des mobiles, quel forfait Internet ? Seul un bilan précis permet de repérer l'offre la mieux adaptée à ses besoins, en faisant si nécessaire des simulations. La facture détaillée de votre opérateur actuel peut vous y aider.

- **Lire les contrats.** La comparaison du prix de la minute de télécommunication s'avère souvent insuffisante pour faire une véritable distinction entre les différentes offres. Il convient de bien analyser toutes les clauses des contrats, et notamment l'existence ou non et le coût – du crédit temps somme forfaitaire que paye l'abonné dès l'établissement de la communication – et du « pas de facturation » – décompte à la seconde le plus souvent, mais certains opérateurs pratiquent

encore le décompte à la minute ou à la demi-minute.

- **Comparer les services.** Il conviendra dès lors de comparer les services disponibles chez les différents prestataires, comme, par exemple, la présentation du numéro, le double appel, le rappel automatique des numéros occupés, l'existence d'une boîte vocale.

- **Se méfier des forfaits.** Pour se simplifier la vie, le forfait reste la méthode la mieux adaptée, même si cette solution n'est pas forcément la plus attractive en termes de prix. Un sondage de Taylor Nelson-Sofres en novembre 2000 révélait que 51 % des personnes qui ont changé d'opérateur l'ont fait pour plus de simplicité de tarification. Dans cet esprit, France Télécom propose de nouveaux forfaits (locaux ou nationaux) depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002. Les différentes formules placent la minute de téléphone entre 0,058 euro et 0,046 selon la durée. Une fois le forfait consommé, les appels sont facturés au prix unique de

0,035 euro, et le temps non consommé du forfait est reporté sur le mois suivant.

- **Sélectionner grâce à Internet.** Pour choisir, à chaque appel, la meilleure offre, le site Internet de Budget Telecom ([www.budgettelecom.com](http://www.budgettelecom.com)) propose un comparateur de prix. Il suffit d'entrer le numéro du département d'où l'on appelle, la destination, le moment et la durée de l'appel pour connaître le prestataire le moins cher.

- **Choisir l'orientation automatique.** Plus simple encore que la comparaison des tarifs à chaque appel, existe aussi l'orientation automatique des appels vers les meilleurs tarifs. C'est ce que propose Comparatel ([www.comparatel.fr](http://www.comparatel.fr)) avec sa formule ComparaTEL Easy. Contre un forfait de 10 euros par mois, ce service redirige vos appels vers ses calculateurs qui déterminent le prix le moins cher à appliquer. Cette opération n'implique aucun changement de l'installation ou de numéro, et une facture unique est établie chaque mois.

## Une autre forme de journalisme

DANS LE QUARTIER DETRUIT DU WORLD TRADE CENTER,  
SOUS LES ALPES AVEC LES MINEURS DE FOND,  
DANS LES COULISSES DU WORLD ECONOMIC FORUM,  
AVEC MA TANTE CHEZ LE HEZBOLLAH...  
ET BIEN D'AUTRES REPORTAGES DESSINES.

## Reportages BD



LE TEMPS EDITIONS

LE TEMPS EDITIONS

Dessinateur de presse, Chappatte collabore au quotidien *Le Temps* à Genève, à la *Neue Zürcher Zeitung* et au *International Herald Tribune*. A New York, où il vit et quelques années, il a dessiné pour le *New York Times* et *Newsweek*.



Commandez maintenant cet album en exclusivité sur [www.letemps.ch/boutique](http://www.letemps.ch/boutique) ou au numéro vert 00 800 0 155 91 92

Prix : 29.- francs suisses (ou 20 €)  
TVA incluse, frais d'envoi en sus.

## Passage d'une perturbation dans le Sud

**VENDREDI 6 SEPTEMBRE**  
Lever du soleil à Paris : 7 h 15  
Coucher du soleil à Paris : 20 h 22

Une zone dépressionnaire traverse la moitié sud de la France et se décalera vers l'Italie. Une perturbation atlantique aborde des côtes de la Manche. Les températures seront homogènes et un peu fraîches pour la saison.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Les nuages deviendront de plus en plus nombreux et donneront quelques pluies faibles près des côtes de la Manche. Le vent de sud-ouest soufflera à 50/60 km/h. Les températures seront comprises entre 18 et 22 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Sur le Nord-Picardie et la Haute-Normandie, les nuages seront nombreux et donneront quelques gouttes. Ailleurs les nuages domineront, mais laisseront par moments passer le soleil. Le thermomètre indiquera entre 20 et 22 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Après quelques brumes, les nuages seront assez nombreux et donneront quelques averses. Les températures seront comprises entre 18 et 22 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Après quelques brouillards matinaux, les nuages sont assez nombreux. Une petite amélioration se fait en cours de journée. Sur les Pyrénées, le ciel restera assez chargé. Le thermomètre indiquera entre 20 et 22 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Les nuages restent assez nombreux, avec quelques averses sur les Alpes. Les températures seront comprises entre 18 et 20 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Sur le Languedoc, les Bouches-du-Rhône et le Var, le temps va s'améliorer et les nuages laisseront place à de belles éclaircies. Sur la Corse, le Var, les Alpes-Maritimes et les Alpes du Sud, le temps sera encore agité, avec des averses et quelques orages. Les températures seront comprises entre 23 et 26 degrés.

**06 SEP. 2002 PRÉVISIONS**  
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE MÉTROPOLITAINE		
Madrid	12/27 S	
Ajaccio	16/24 P	
Biarritz	14/20 N	
Bordeaux	13/22 N	
Bourges	13/21 N	
Brest	14/19 P	
Caen	14/19 P	
Cherbourg	13/19 P	
Clermont-F.	12/20 N	
Dijon	12/20 N	
Grenoble	16/20 C	
Lille	12/20 P	
Limoges	11/18 N	
Lyon	13/20 N	
Marseille	14/24 S	
Nancy	12/20 N	
Nantes	12/21 N	
Nice	16/24 N	
Paris	11/22 C	
Pau	10/21 N	
Perpignan	14/25 S	
Rennes	12/21 C	
St-Etienne	12/20 N	
Strasbourg	13/22 N	
Toulouse	14/22 N	
Tours	12/22 N	

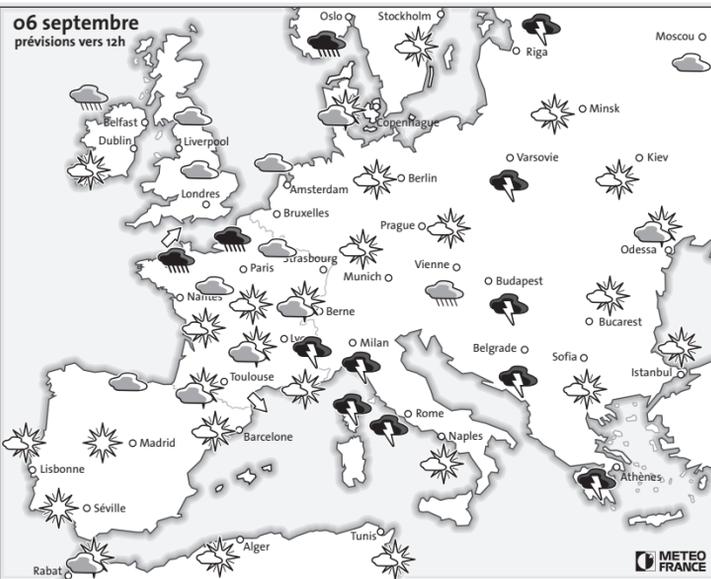
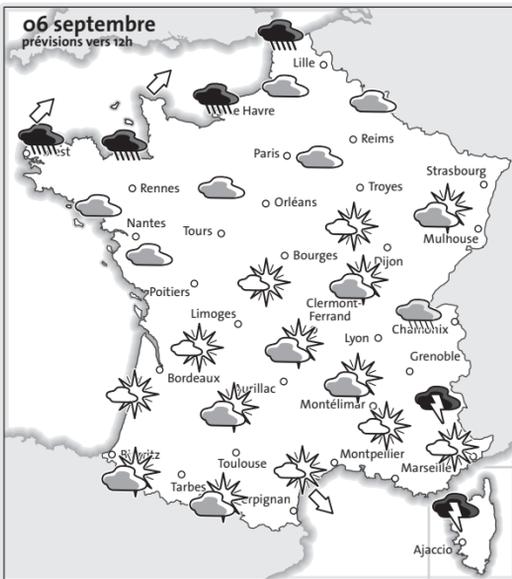
FRANCE OUTRE-MER		
Cayenne	23/32 S	
Fort-de-Fr.	25/31 S	
Nouméa	19/23 P	
Papeete	23/28 S	
Pointe-à-P.	24/32 P	
St Denis Réu.	20/26 P	

EUROPE		
Amsterdam	16/20 C	
Athènes	20/28 P	
Barcelone	18/23 N	
Belfast	10/14 P	
Belgrade	14/28 P	
Berlin	14/24 S	
Berne	11/19 N	
Bruxelles	14/21 N	
Bucarest	16/29 N	
Budapest	16/25 P	
Copenhague	15/23 N	
Dublin	10/14 N	
Francfort	14/22 N	
Genève	15/20 N	
Helsinki	14/21 P	
Istanbul	19/23 N	
Kiev	15/26 S	
Lisbonne	17/24 N	
Liverpool	13/16 P	
Londres	16/18 C	
Luxembourg	13/20 N	

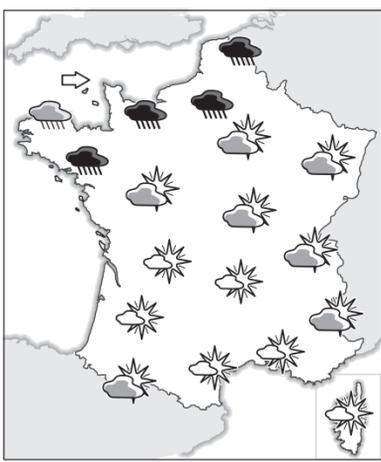
AMÉRIQUES		
Brasilia	16/30 S	
Buenos Aires	6/13 P	
Caracas	27/32 P	
Chicago	15/29 S	
Lima	15/18 S	
Los Angeles	17/22 S	
Mexico	12/24 P	
Montréal	10/23 S	
New York	17/24 S	
San Francisco	13/18 S	
Santiago Ch.	1/12 S	
Toronto	15/28 S	
Washington DC	18/27 S	

AFRIQUE		
Alger	18/28 S	
Dakar	26/30 S	
Kinshasa	20/31 S	
Le Caire	23/32 S	
Nairobi	14/25 S	
Pretoria	12/20 P	
Rabat	14/24 N	
Tunis	23/28 N	

ASIE-OcéANIE		
Bangkok	26/31 P	
Beyrouth	24/29 N	
Bombay	26/30 P	
Djakarta	24/30 P	
Dubaï	29/37 S	
Hanoï	26/33 P	
Hongkong	26/30 P	
Jérusalem	17/27 S	
New Delhi	24/26 P	
Pékin	16/27 S	
Séoul	19/25 S	
Singapour	27/31 P	
Sydney	14/21 P	
Tokyo	24/26 P	

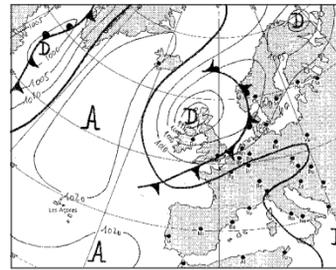
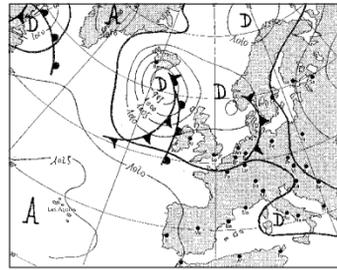


**Soleil** **Peu nuageux** **Couvert**  
**Brèves éclaircies** **Averses** **Pluie**  
**Orage** **Neige** **Brouillard** **Vent fort**



**41 €** ttc aller simple  
**NICE TOULOUSE TOULON MARSEILLE PAU**  
**Familles, Couples, Jeunes et Seniors**  
**AIR FRANCE**  
Au départ d'Orly, tarif soumis à conditions.

**Samedi 7 septembre**  
Le temps sera variable et les températures resteront fraîches sur la moitié nord du pays. Plus au sud, après dissipation des brumes matinales, le temps sera agréable, alliant de belles périodes ensoleillées à des températures de saison.



## Leurres et appâts anciens proposés à Sully-sur-Loire

**VENTES**  
Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

**LA CHASSE** aux objets anciens connaît aussi sa période d'ouverture après la trêve estivale : au château de Sully-sur-Loire, en Sologne, se tient tous les ans un grand rendez-vous consacré à la chasse et à ses accessoires les plus divers. Cette fête, qui a lieu samedi 7 et dimanche 8 septembre, accueille une vente aux enchères où figurent tous les classiques du genre, bronzes, tableaux, armes blanches et à feu, et nombre de pièces hétéroclites, notamment des appâts et des leurres, des animaux empaillés et des massacres.

Les leurres comme les appâts sont utilisés pour attirer le gibier à portée de tir. Les plus décoratifs sont les appelants en forme de volatiles, canards ou oiseaux, que l'on place sur un point d'eau, arrimés par en dessous pour que le chasseur

les récupère ensuite. Fabriqués dans toutes les régions, ils relèvent de l'art populaire et peuvent être très sommaires, ou réalisés et peints avec beaucoup de soin.

Sur les modèles anciens (la plupart du XIX<sup>e</sup> ou du début du XX<sup>e</sup> siècle), le système d'accrochage a disparu mais il en reste des traces. Utilisés pendant de nombreuses saisons, ils sont patinés et souvent repeints. Dans la vente, leurs estimations vont de 40 € à 200 €.

Certains leurres se révèlent très élaborés, comme un modèle représentant un grand duc au naturel, destiné à la destruction des rapaces. Réalisé entre les deux guerres par la fameuse Manufacture française d'armes et cycles de Saint-Etienne, il est articulé (les ailes bougent en tirant sur une ficelle), et équipé de deux paires d'yeux phosphorescents, une verte pour le jour, une rouge pour la nuit. D'une hauteur de 50 cm, il est présenté dans sa

boîte d'origine, avec un manuel d'utilisation d'une précision lyrique, qui conseille au guetteur caché de tuer les rapaces à coups de crosse pour ne pas endommager l'appât (250 € à 330 €). Une autre sorte de leurre sert à attirer les chasseurs dans le piège de la tentation. C'est probablement dans ce but qu'un tailleur eut l'idée de faire naturaliser dans les années 1950 tout un ensemble de petits animaux qu'il avait habillés avec soin

pour les mettre dans sa vitrine pendant la saison de la chasse. Cette ménagerie étonnante rappelle les illustrations de contes pour enfants : renardeau ouvrier en salopette (150 € à 200 €), couple de lapins dansant la bourrée (300 € à 400 €), lièvre en promenade (150 € à 250 €), lapin auvergnat avec sa viole (200 € à 250 €), renard Robin des bois (200 € à 300 €). Le comble de la fantaisie est atteint par les lapines majorettes au défilé, au nombre de

sept, qui marchent au pas en levant haut leurs pattes chaussées de bottes blanches (500 € à 600 €). Aujourd'hui encore, la taxidermie reste un art apprécié des chasseurs, qui peuvent garder le souvenir de leurs plus beaux tirs. Les têtes de cerf (450 € à 500 €), sans doute à cause de leurs bois, cotent plus que celles des sangliers ou des chevreuils (30 € à 50 €). Dans la même gamme, les « massacres », cornes ou bois fixés sur un support, sont proposés à partir de 50 € pour un massacre de cerf.

Catherine Bedel

### Calendrier

- ANTIQUITÉS-BROCANTES**  
● **Dijon (Côte-d'Or)**, du vendredi 6 au dimanche 8 septembre, tél. : 04-93-84-89-00.  
● **Les Arcs-sur-Argens (Var)**, du jeudi 5 au dimanche 8 septembre, tél. : 04-93-84-89-64.  
● **Cassel (Nord)**, vendredi 6 et samedi 7 septembre, tél. : 03-28-42-45-90.  
● **Paris -Parc floral de Vincennes**, du vendredi 6

- au dimanche 15 septembre, tél. : 02-33-47-56-57.  
● **Livron-sur-Drôme (Drôme)**, samedi 7 et dimanche 8 septembre, tél. : 04-75-61-66-93.  
● **Sarlat (Dordogne)**, samedi 7 et dimanche 8 septembre, tél. : 05-55-48-36-50.  
● **Bordeaux (Gironde)**, samedi 7 et dimanche 8 septembre, tél. : 05-57-43-97-93.

- **La Ferté-Saint-Aubin (Loiret)**, samedi 7 et dimanche 8 septembre, tél. : 02-54-81-68-00.  
● **Chantilly (Oise)**, samedi 7 et dimanche 8 septembre, tél. : 02-37-43-58-26.  
**COLLECTIONS**  
● **Montignac (Dordogne)**, livres anciens, samedi 7 septembre, tél. : 05-53-51-94-79.

- **Blois (Loir-et-Cher)**, disques, samedi 7 septembre, tél. : 02-54-58-20-00.  
● **Ecully (Rhône)**, livres, samedi 7 septembre, tél. : 04-72-18-10-21.  
● **Lyon**, collection thème de la bière, samedi 7 septembre, tél. : 04-72-13-97-01.  
● **Cagnac-les-Mines (Tarn)**, minéraux et fossiles, samedi 7 et dimanche 8 septembre, tél. : 05-63-80-25-91.

★ **Château de Sully-sur-Loire (Loiret)**, samedi 7 septembre à 19 heures, dimanche 8 septembre à 14 heures. Exposition vendredi 6, de 14 à 18 heures, le samedi 7, de 10 à 18 heures, le dimanche 8 de 10 à 12 heures. Etude Renard, 35, quai de Nice, 45500 Gien ; tél. : 02-38-67-01-83. Expert : Jean-Claude Dey, 8 bis, rue Schlumberger, 92430 Marnes-la-Coquette ; tél. : 01-47-41-65-31.

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 212

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

#### HORIZONTALEMENT

I. Politicien ou ferrailleur. - II. Chasseurs aux gros yeux. - III. Toujours propre après utilisation. Combattent pour la victoire. - IV. Se fait avoir. Se sont fait avoir. - V. Ses régimes sont très nourrissants. Finit par abandonner. - VI. Découpage du temps. Magicienne inspiratrice d'Euripide et de Corneille. Auxiliaire. - VII. Sa mémoire est grande.

Creusés par le vent. - VIII. Participation financière. A la mémoire des images et des sons. - IX. Coule dans les Alpes. Un bon moyen pour prendre place. - X. Perdent leur capacité.

#### VERTICALEMENT

1. Cela fait déjà un moment qu'il ne va plus au bureau. - 2. Le huitième a préféré l'amour. Négation. - 3. Se lancèrent dans

les opérations. - 4. Point de départ. Conjonction. Affirmation du Sud. - 5. Fait mal au passage. Sacrifié. - 6. Préparée pour la conservation. Peut parfois faire de l'effet. - 7. Difficiles à combler. Démonstratif. - 8. Bulles du Piémont. Suivis discrètement. - 9. Bien entourés. - 10. Cherche la petite bête. Habillait Romains et Gaulois. - 11. Sa *Marseillaise* a du relief. Reste dans l'ombre. - 12. Qui ne vous laissera pas sur votre faim.

Philippe Dupuis

#### SOLUTION DU N° 02 - 211

**Horizontalement**  
I. Glacialement. - II. Réconcilie. - III. Ozoner. Été. - IV. Na. Dressé. Uo. - V. Droit. Tester. - VI. Editeur. Tari. - VII. Mégisser. - VIII. Nô. Esérine. - IX. Néons. Sautée. - X. Tensioactifs.

#### Verticalement

1. Grondement. - 2. Lézardé. Ee. - 3. Aco. Oignon. - 4. Conditions. - 5. Inertes. Si. - 6. Acre. Usé. - 7. Li. Stressa. - 8. Elise. Réac. - 9. Mi. Est. Rut. - 10. EEE. Tahiti. - 11. Tuer. Nef. - 12. Théorisées.

### L'ART EN QUESTION N° 290

EN COLLABORATION AVEC LA



## Fils et admirateur

**LE MUSÉE DES BEAUX-ARTS** de Quimper présente, dans une exposition-dossier consacrée à la Bretagne, huit tableaux d'Odilon Redon déposés pour un an par le Musée d'Orsay. Auteur d'une œuvre à la fois importante en nombre et variée dans les techniques et les thèmes, Redon a laissé de multiples paysages consacrés essentiellement aux environs de Peyrelade, dans le Médoc, où sa famille possédait une propriété, et à la Bretagne, où il revient souvent à la suite d'un premier séjour en 1870.

Il suivait en cela le conseil que lui avait donné en 1864 le peintre Camille Corot : « Allez tous les ans peindre au même endroit ; copiez le même arbre. » Et, considérant ces dessins et peintures sur papier comme des *Etudes pour l'auteur*, il ne s'en est jamais séparé, acceptant le cas échéant que deux ou trois figures dans une exposition. Son fils unique, Arri Redon, n'ayant pas d'enfant, a souhaité que les œuvres restées en sa possession à la mort de son père entrent dans les musées nationaux, ce qui est devenu effec-



Odilon Redon (1840-1916), « Rue à Douarnenez », sans date, papier sur carton, 33,5 x 25,5 cm. Paris, Musée d'Orsay, donation Ari et Suzanne Redon. Jusqu'en janvier au Musée des beaux-arts de Quimper.

tif grâce à la donation qu'en a fait sa veuve, Suzanne Redon, en 1982. Ainsi, le Musée d'Orsay a reçu quatre-vingt-dix peintures, onze pastels, cinq fusains et plus de quatre cent quarante dessins. Arri Redon est également à l'origine de

la publication des écrits de l'artiste, réunis en 1922 sous le titre :

- *A rebours ?*
- *A soi-même ?*
- *Le Ciel et l'Arcadie ?*

**Réponse dans Le Monde du 13 septembre.**

**Réponse du jeu n° 289 paru dans Le Monde du 30 août.** La piscine de Roubaix accueillait

chaque année, avant sa fermeture en 1985, près de cinq cent mille visiteurs.

# CULTURE

## THÉÂTRE

Cette année, le festival consacré au grand dramaturge norvégien s'ouvre à d'autres auteurs et à de nouveaux regards. Pour mieux revenir au sens originel de ses pièces

# Ibsen-Tchekhov, match à Oslo

OSLO

de notre envoyée spéciale

Une photo fameuse montre Henrik Ibsen passant en traîneau devant sa statue, sur la place du National Theatret, au cœur d'Oslo, l'hiver 1899. Un siècle plus tard, il ne neige plus guère sur la capitale norvégienne, mais Ibsen continue d'accueillir les spectateurs, avec ses mains derrière le dos, son regard noir et sa barbe bourrue, patinée par la pluie et les brouillards. Le 29 juillet, sur le coup de 7 heures du soir, Erik Stubo, le jeune (37 ans) directeur artistique du National Theatret, grimpe sur une échelle placée devant la statue. Il ceint le cou du héros national d'une gerbe verte et pousse des hourras repris par les spectateurs. Puis tout le monde entre dans le théâtre : l'édition 2002 du Festival Ibsen peut commencer.

Elle s'ouvre avec *Les Trois Sœurs*. Tchekhov, donc... C'est une grande première, qui annonce une petite révolution. Depuis sa création, en 1990, le Festival s'est consacré essentiellement à Ibsen, en présentant des productions norvégiennes et étrangères. A sa prise de fonction, en décembre 2001, Erik Stubo a décidé de changer de cap. Et de frapper un coup, en annonçant une édition placée sous le signe de la rencontre d'Ibsen et de Tchekhov. « *Il est temps, explique-t-il, que nous nous posions une question : qui est Ibsen, à part cet être mondialement connu dont nous sommes si fiers ? La confrontation avec Tchekhov devrait nous y aider, en nous ouvrant à d'autres horizons. La Norvège, qui a beaucoup vécu sous influence danoise ou suédoise, a fait d'Ibsen le représentant de la nation. Elle l'a toujours traité comme un symbole de tout ce qui est*

*bien, constructif, en Norvège. Il ne faut pas oublier que le National Theatret a été édifié, à la gloire d'Ibsen, six ans après l'indépendance de la Norvège.* »

Erik Stubo ne lâche pas son propos : « *Le Festival a souvent rempli cette fonction d'attiser la fierté nationale. C'est un paradoxe, quand on sait qu'Ibsen a quitté la Norvège dès qu'il a eu assez d'argent - il a vécu vingt-sept ans à l'étranger. Et son œuvre n'est pas celle d'un constructeur, mais d'un destructeur - un destructeur qui libère les esprits. D'un autre côté, le Festival a permis de nouer des liens avec le théâtre européen et mondial, ce qui est très important pour nous. Cela nous incite à considérer autrement la manière de jouer Ibsen, de sortir de la vision idéologique romantique de son œuvre.* » Selon Erik Stubo, une grande partie du public a très mal pris ce virage du Festival. « *Cela a été perçu presque comme une insulte* », dit l'homme, dont on sent qu'il en faudrait beaucoup plus pour ébranler la détermination.

S'il en avait eu les moyens financiers, Erik Stubo aurait donné une importance plus grande encore à la part internationale de l'édition 2002. Il a néanmoins réussi un grand écart qui relie la Suède (avec *Les Revenants*, mis en scène par Ingmar Bergman) au Burkina Faso (avec *Un ennemi du peuple*, une coproduction du National Theatret et du Carrefour international de théâtre de Ouagadougou, mise en scène par Issaka Sawadogo).

Mais c'est surtout au cours du premier week-end du Festival qu'était affichée la nouvelle donne, avec une *Mouette sauvage* tissée d'emprunts à Ibsen et à Tchekhov, *Le Petit Eyolf*, une pièce d'Ibsen assez peu jouée, et *Les Trois Sœurs*,

de Tchekhov. On peut toujours se demander ce qui lie et oppose Ibsen et Tchekhov, ce qui fut fait, au cours d'un colloque. Mais, plus que les réponses, ce sont les questions des metteurs en scène qui comptent. « *Je fais partie d'une génération qui veut prolonger sa jeunesse jusqu'à l'infini* », dit Ole Anders Tandberg, 42 ans, metteur en scène des *Trois Sœurs*, qu'il a placées, avec succès, sous le signe d'un jeu incessant et cruel avec la perte d'identité. « *Comme Peer Gynt, mon héros d'Ibsen préféré, Irina, Macha et Olga ont peur de concrétiser le rêve de devenir adulte. Elles pensent toujours que la vraie vie est ailleurs. Mais où est le rêve ? Où est la réalité ? C'est là que se situe le point de rencontre, crucial, entre Ibsen et Tchekhov.* »

« UN ACTE DE RÉVOLTE »

Runar Hodne, le metteur en scène-concepteur de *La Mouette sauvage*, s'était bien gardé, jusqu'à aujourd'hui, d'aborder Ibsen, « *parce qu'il peut être dangereux pour un jeune Norvégien* », dit-il, avec son sourire d'ange, ses 31 ans et ses boucles blondes. Il a commencé sa carrière avec *Quelqu'un va venir*, de Jon Fosse, la nouvelle gloire norvégienne, en qui il voit l'écrivain de sa génération. Sa mise en scène lui a valu le prix Hedda-Gabler en 2001. Cette année-là, selon les statistiques du National Theatret, il y a eu plus de 400 productions de pièces de Jon Fosse dans le monde. Pour la première fois, Ibsen a été détrôné.

« *On retrouve chez Fosse et Ibsen la même attirance pour la nature, vue comme une métaphore. Et, chez Ibsen et Tchekhov, le même thème du passage de l'ancien au nouveau. Tous les deux ont écrit à une époque*

*de grands changements. Ils l'ont fait comme un acte de révolte, qui reste fort. Qu'est-ce que la modernité ? se demandent-ils. C'est la question fondamentale qui m'a mené au théâtre.* » Sous les combles du National Theatret, Runar Hodne propulse *La Mouette*, Nina, dans un violent corps à corps où Treplev croise Solness. Nulle trace freudienne dans ce très libre échange entre Tchekhov et Ibsen.

« *On en a tellement marre, de Freud !* », dit Erik Stubo. « *Il s'agit maintenant de considérer Ibsen comme s'il était un nouvel auteur. Du*

*point de vue formel, tout a été tenté dans le domaine de la mise en scène. Et plus rien ne choque. En revanche, les lectures de son œuvre, norvégienne puis freudienne, ont oblitéré le regard.* » C'est pour cela qu'Erik Stubo a demandé à Gabor Zsambeki, le directeur du théâtre Katona, de Budapest, de venir mettre en scène *Le Petit Eyolf*, à Oslo. Le choix de la pièce n'est pas anodin : même en Norvège, elle est peu jouée, parce qu'elle est considérée comme « *trop sombre, destructrice* ». Et puis, selon Gabor Zsambeki, « *la plupart du temps, les met-*

*teurs en scène cherchent le succès avec Ibsen. Ils choisissent des pièces qui marchent, Hedda Gabler ou Maison de poupée.* » *Le Petit Eyolf* est l'avant-dernière pièce de Henrik Ibsen, mort, le 23 mai 1906, après avoir dit : « *Au contraire.* » Une épitaphe pour aujourd'hui ?

Brigitte Salino

**FESTIVAL IBSEN** : jusqu'au 11 septembre, avec, en clôture, *Les Revenants*, mise en scène d'Ingmar Bergman (les 10 et 11). National Theatret, Oslo. Tél. : 815-00-81.



Gorild Mauseth dans le rôle de Rita Allmers, la mère du petit Eyolf.

## La belle renaissance du « Petit Eyolf »

OSLO

de notre envoyée spéciale

En mars 2003, Alain Françon mettra en scène au Théâtre national de la Colline *Le Petit Eyolf*, d'Ibsen. Luca Ronconi aussi envisage de présenter la pièce au Piccolo Teatro de Milan au cours de la saison. Ainsi resurgit une œuvre oubliée. En France, elle a été créée par Lugné-Poe en mai 1895, cinq mois seulement après avoir paru en librairie en Norvège. Depuis elle a été oubliée. On ne trouve aucune trace de production de cette pièce, qui, par chance, a été publiée dans une nouvelle traduction de Terge Sinding en 1993 (volume IV des *Douze dernières pièces d'Ibsen*, au Spectateur français).

*Le Petit Eyolf* précède John Gabriel Borkman et *Quand nous nous réveillerons d'entre les morts*, l'ultime pièce d'Henrik Ibsen, au titre prémonitoire. Elle met en scène six personnages dans une riche maison au bord d'un fjord : Alfred Allmers, homme de lettres de 35 ans ; sa femme Rita, 30 ans environ ; Asta Allmers, la demi-sœur d'Alfred ; Eyolf, l'enfant du couple, âgé de 9 ans ; Borghheim, un ingénieur amoureux d'Asta, et la Femme aux rats, qui fait une apparition en figure de la mort. Quand la pièce commence, Alfred rentre d'un séjour à la montagne, où il était parti seul pour se soigner et finir son livre consacré à la respon-

sabilité humaine. Il annonce à sa femme et à sa demi-sœur qu'il a décidé de ne plus écrire. Il veut se consacrer à son fils, le petit Eyolf, handicapé depuis qu'il est tombé d'une table quand il était bébé.

L'OMBRE DES ÂMES

Il n'en aura pas le temps. Eyolf meurt noyé le jour même. Ce drame fait éclater, avec une violence extrême, les conventions qui liaient le trio : la jalousie et la possession, l'inceste et la trahison. *Le Petit Eyolf*, c'est « *le drame nu* » que James Joyce aimait chez Ibsen. D'une réplique à l'autre, d'un mot à l'autre, la vérité se fait plus dure, l'ombre des âmes plus tranchante. Pourquoi cette pièce a-t-elle été écartée si longtemps des scènes françaises ? On se le demande. Le Hongrois Gabor Zsambeki, qui en a présenté une nouvelle production dans le cadre du Festival Ibsen, va à l'encontre de la tradition norvégienne. Il a fait insérer dans le programme une photo d'une représentation de 1941, où l'on voit Rita, Asta et Eyolf fondus d'admiration devant Alfred Allmers. Pour Gabor Zsambeki, Alfred Allmers n'est pas cet homme-là : ni un génie ni un raté (l'image inversée), mais un écrivain au talent moyen, un mari qui essaye d'aimer, un frère qui tente de s'apaiser. Incertain, compliqué, normal.

B. Sa.

## C'est une maison blanche posée sur la colline

SKIEN (Norvège)

de notre envoyée spéciale

Il faut deux jours de route pour aller d'Oslo en terre lapone, au nord de la Norvège. Il faut deux heures pour aller d'Oslo à Skien, la ville natale d'Ibsen. Mais ce trajet - un saut de puce à l'échelle du pays - ouvre la voie du Sud. Les fjords se font plus doux, les forêts moins denses, laissant apparaître de larges champs cultivés. Et voilà Skien, telle qu'Ibsen l'a fui : une ville de province au bord d'un lac, avec l'église triomphant sur la colline. C'est sur cette place que Henrik Ibsen est né le 20 mars 1828. Là qu'il a vécu, heureux si l'on en croit ses souvenirs, jusqu'à l'âge de 8 ans : « *Skien était, dans mon enfance, une ville extrêmement gaie et mondaine, tout à fait à l'opposé de ce qu'elle devait devenir plus tard.* » Le père, Knud Ibsen, était commerçant, issu d'une lignée influente. La mère venait de l'aristocratie.

Henrik Ibsen a 7 ans quand son père fait faillite. La famille se replie sur le seul bien qui lui reste : la maison de Venstop, à quelques kilomètres de Skien. Elle avait été achetée pour y passer la belle saison. Elle devient une marque de la pauvreté : à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, plus on est riche, plus on habite au centre de la ville. Henrik Ibsen vit jusqu'à l'âge de 14 ans dans cette maison, idyllique quand on la visite sous un soleil radieux. C'est une maison blanche, typiquement norvégienne, flanquée d'un grand

corps de ferme et d'un grenier. Posée sur la colline, elle domine des champs et des arbres.

Dans les pièces du bas - le bureau du père, la cuisine et le grand salon donnant vers le sud -, tout respire la douceur du bois et l'appel de la lumière. Un escalier raide mène à l'attique, sombre pièce sous la charpente où, dit-on,

« *Celui qui veut me comprendre, disait Ibsen, doit vraiment connaître la Norvège et sa nature grandiose mais austère* »

niche l'esprit des lieux. Il arrive que des visiteurs en baissent le plancher... A une poutre pend une étrange sculpture de bois destinée à écarter les esprits malveillants. Ici, on sent les longs hivers et les brouillards, les mauvais secrets et les jours incertains. Des deux chambres qui donnent sur l'attique, l'une était occupée par la grand-tante maternelle d'Ibsen, qui a servi de modèle pour La Fem-

me aux rats, dans la pièce *Petit Eyolf*. Elle était appelée dans les environs parce qu'elle avait le don d'écarter les rongeurs. Elle est représentée par un mannequin : une vieille dame à cheveux blancs, qui tourne le dos, posant un regard invisible vers le nord.

A partir du moment où les Ibsen s'installent à Venstop, l'ambiance familiale se dégrade : le père se met à boire, la mère - qui aimait l'art et le théâtre - devient bigote. Elle finira d'ailleurs par intégrer une secte, avec Edvige, la sœur de Henrik. En 1843, la famille retourne à Skien. Henrik quitte ses parents pour devenir apprenti dans une pharmacie. Puis, dès qu'il le peut, il part pour Christiansen, puis Oslo. Il ne reviendra qu'une seule fois dans sa ville natale, à l'âge de 19 ans, pour demander de l'argent. Que se passe-t-il au cours de sa visite ? Jamais, de toute sa vie, Henrik Ibsen n'est retourné à Skien ; même quand sa sœur Edvige lui a écrit pour lui annoncer la mort de la mère, en 1869, et l'entendre, par la même occasion, de s'amender en renouant avec la religion.

De même qu'il a fui Skien, Henrik Ibsen a fui la Norvège dès qu'il l'a pu. Et, de même qu'il n'a jamais pardonné à ses parents, il n'a jamais pardonné à son pays de n'avoir su reconnaître son talent, à ses débuts. En 1864, il obtient une bourse du gouvernement norvégien pour un voyage d'études. Il part le 1<sup>er</sup> avril. Il ne reviendra que

vingt-sept ans plus tard, vivant en Italie, puis en Allemagne et en Autriche. C'est donc loin de son pays que Henrik Ibsen écrit l'essentiel de son œuvre - allant du grand au petit, des pièces épiques (*Brand* ou *Peer Gynt*) aux drames sociaux (*Un ennemi du peuple*) et aux analyses psychologiques qui constituent ses chefs-d'œuvre : *Maison de poupée*, *Le Canard sauvage*, *Rosmersholm*, *Hedda Gabler*, *Solness le Constructeur*, *John Gabriel Borkman*, *Quand nous nous réveillerons d'entre les morts*. Ces pièces firent d'Ibsen l'auteur dramatique le plus connu au monde, de son vivant. Elles sont viscéralement ancrées dans l'esprit et les paysages qui ont façonné l'enfant de Skien.

« *Celui qui veut me comprendre, écrivait-il à un ami étranger, à la fin de sa vie, doit vraiment connaître la Norvège. La nature grandiose mais austère qui entoure les hommes, là-haut, dans le Nord, la vie solitaire, retirée - les fermes sont à des kilomètres les unes des autres - les contraignent à ne pas s'occuper des autres, à se replier sur eux-mêmes. C'est pourquoi ils sont introvertis et graves, c'est pourquoi ils réfléchissent et doutent - et souvent perdent courage. Chez nous, un homme sur deux est un philosophe ! Et puis il y a les longs et sombres hivers et les brouillards qui enferment les maisons en elles-mêmes. Oh ! comme ils aspirent au soleil !* »

B. Sa.

**DISQUES** • Avant le retour d'I Muvrini à l'Olympia et les XIV<sup>es</sup> Rencontres de chants polyphoniques de Calvi, état des lieux de la production consacrée à l'expression insulaire, entre création et tradition

## La musique corse connaît un engouement discographique tous azimuts

**S'IL EST UN CHAMP** où l'image de la Corse ne souffre d'aucune péjoration, c'est celui de l'édition musicale. Des « poids lourds » comme I Muvrini, dont le dernier album, *Leia*, remontait à 1998 avant la sortie toute récente d'*Umani*, au tout jeune groupe Voce Isulane, dont le premier opus, *Tempus Fugit*, est distribué par un restaurant corse du 12<sup>e</sup> arrondissement (La Coulée d'or, rue Michel-Chasles), la production discographique n'a jamais accueilli autant de programmes consacrés à l'expression musicale insulaire, création et tradition mêlées.

Hormis I Surghjenti et Sarrochi, dont le deuxième album, après le remarquable *Origine*, ne sortira que cet hiver, formations anciennes et récentes ont toutes sacrifié à l'exercice. Avec des bonheurs divers.

Signalons d'abord la vertu patrimoniale de cet engouement. Trop oublié, le rang tenu depuis les années 1960 par Antoine Chiosi est ainsi réévalué grâce à la reprise d'enregistrements effectués entre 1981 et 1985 (*40 ans de chansons corses*, 1 CD Milan Music 198 736-2). Malgré l'absence de livret, ce retour est bienvenu, tant ce chanteur sobre à la belle voix de baryton a contribué à dégager la chanson corse d'un pittoresque par trop folklorique, imposant notamment le répertoire des frères Vicenti. Absents de Paris depuis 1980 et des cabarets où ils s'illustrèrent plus d'un quart de siècle, Francesco et Dumenu Agostini (c'est en hommage à leur père Vicentu qu'ils adoptèrent comme nom de scène I Fratelli Vicenti) ont même délaissé le temps d'une soirée au club-restaurant parisien Le Réservoir, le 10 mai, leur établissement balain. Les Trois Guitares, à Algajola, pour un unique concert acoustique. Prétexte, vogue insulaire aidant, à un enregistrement qui rende compte, une fois encore, de leur aptitude à servir la langue corse comme la langue française sur des compositions originales capables d'emprunter à toutes les musiques latines.

Cette mode discographique n'a cependant pas que d'aussi heureux effets. Ainsi des phalanges mythiques livrent-elles des nouveautés trop en deçà de leur légende pour qu'on puisse s'en satisfaire : Canta U Populu corsu, reformé au milieu des années 1990, ne s'impose pas avec *Rivinvisce* [CD Ricordu], et le disque hybride *I Vinti cinque ba-*



La « Moresca » composée par Ghjuli Gistucci et Malcolm Bothwell et montée par Jean-Pierre Lanfranchi fin juillet à Aleria revisite la mythologie de l'île.

roni, de Chjama Aghjalesi [CD Io], constitué de nouveaux enregistrements – moins convaincants – d'airs fameux et de chansons françaises (qu'ont-ils donc tous à exhumer en même temps *La Complainte* de Neruda mise en musique par Ferrat ?), donne envie de ressortir quelques-uns des albums mythiques qu'il signèrent dix à quinze ans plus tôt.

### PASSIONNANTE CONFRONTATION

A défaut d'être aussi risquée, la solution plus sage de l'album carte de visite, anthologie raisonnée des voies empruntées, chants profanes ou sacrés, compositions originales aussi, déçoit moins. On se réjouit ainsi de disposer avec *In Veru* de Tavagna (CD Sergent Major Company SMC 132 072) d'un concert bastiais exemplaire, qui rend sensibles l'engagement comme l'éthique de ce groupe trop discret (on annonce pour octobre une anthologie de musiques de scène, *A Moresca, A Pesta* et *A l'Antigona*, chez le même éditeur).

Même réussite avec la passionnante confrontation stylistique que permet *Intantu*, d'A Filetta (CD Virgin 7143 812812 9), de l'héritage séculaire de l'île aux compositions de Bruno Coulais – Naïve ressort opportunément la premiè-

re et la plus saisissante de leur collaboration, la bande originale du film de Jacques Weber, *Don Juan* (CD K 1610) –, en passant par les exceptionnelles créations de Jean-Claude Acquaviva et des emprunts au répertoire géorgien ou à celui de... Tavagna (*L'Anniversariu de Minetta*).

Parfois l'exercice vient bien tôt (l'enregistrement de Voce Isulane montre les progrès réalisés grâce à la multiplication des concerts, même si la confrontation avec les grands reste rude), ou trop tard : jeune groupe balain, L'Alba a sorti son premier album, *I Soli Ciuttati* (CD Casa 5) près de deux ans après l'enregistrement, alors que

l'ensemble travaille aujourd'hui dans d'autres directions. C'est finalement pour Cinqui so que l'exercice s'avère le plus adapté. La discographie de la jeune formation polyphonique imposait Jean-Pierre Godinat et ses amis comme de remarquables serviteurs de la tradition. Brouillant les pistes – en ouvrant *Essenza* [CD PMSTE 001] par le nostalgique *Pescatori di l'onda*, avant d'accueillir, outre la poésie délicate de Rinatu Coti, des échos de traditions camerounaise, séfarade, grecque ou algérienne, en concert souvent –, Cinqui so convainc par la mise en place et la qualité des voix. Même si on souhaite à ceux qui les découvriront

### Le bel été musical de l'île de Beauté

Été musical faste dans l'île de Beauté. Du coup d'envoi donné à Pigna avec Estivoce au Settembrinu di Tavagna, 9<sup>e</sup> édition conclue le 28 août à Talasani par une soirée blues avec les Verbeke, père et fils. Un Estivoce à l'heure italienne, grâce à Fabio Biondi, à l'ensemble La Venexiana – dont le dernier disque consacré à un choix de *Madrigaux* du livre III de Monteverdi (Glossa) fut enregistré à l'auditorium de Pigna –, et au metteur en scène Orlando Forioso, qui sut transformer la petite commune balainne en délirante doublure de Naples. Aleria qui revisita la mythologie de l'île grâce à la *Moresca* composée par Ghjuli Gistucci et Malcolm Bothwell et montée par Jean-Pierre Lanfranchi fin juillet. Et, dès mardi 10 septembre, les XIV<sup>es</sup> Rencontres de chants polyphoniques de Calvi, avec Eva Quartet (Bulgarie), Erotokritos (Crète), le Napolitain Pino de Vittorio, U Concordo e tenore de Orosei (Sardaigne), A Filetta, puissance invitante, et surtout l'Afrique, invitée majeure, avec les Malgaches de Senge, Nahawa Doumbia (Mali), Colenso Abafana (Afrique du Sud), Faytinga (Érythrée) et Houria Aichi (rens. : U Sveglia Calvese, 04-95-65-23-57).

de se tourner vers leurs enregistrements précédents, trop peu connus et d'une magie intacte.

Est-ce à dire que la création – ou la récréation – soit la grande victime de cette mode éditoriale « corse » ? Ce n'est pas si sûr... Au chapitre des exhumations, signalements dans le programme de bout en bout passionnant de *Tracce della tradizione orale*, que défendent Patrizia Bovi et Gigi Casabianca (CD Opus 111 - Naïve OP 30333), un *lamentu* recueilli dans le Niolu (*Culomba amata*) et une *tribbiera* qui apporte une coloration insulaire à ce tour d'horizon des pratiques populaires recueillies dès les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles en Italie.

Résolument contemporaine, mais brassant tous les codes pour les fondre en un seul, la *Messa Sulenna* de Jean-Paul Poletti (CD Jade-Milan 198698 2) est d'une rare ambition. Mais peut-on sans malaise voir les impératifs stylistiques des genres convoqués se télescoper plus qu'ils ne se lient sans douter de la mesure du projet ? Peut-être est-ce l'option lyrique qui fait peiner à partager le rêve fusionnel de l'inlassable aventurier que demeure Poletti.

L'audace, on la trouve, majeure, dans *Isula Isulamea* (CD L'Oreille interne Crossing Records CR 53001), passionnant mariage des chants traditionnels et des sons actuels. Sans reprendre la voie inaugurée naguère par les Nouvelles Polyphonies corses, mais dans un esprit voisin, Joseph Figarelli, qui participe aux aventures naissantes d'I Muvrini comme de Caramusa, a su, avec Jean-Cyril Masson, concevoir la rencontre de deux mondes qu'on ne marie guère que du côté de Pigna : la tradition et le goût des aventures acoustiques. Avec la complicité de l'excellente phalange d'I Surghjenti, de la confrérie San Ghjuvan Battista d'Ajaccio, François Raffalli et Caramusa, et de la toujours fabuleuse Jacky Micaelli, Figarelli réussit un pari qui pourra ne pas convaincre les adeptes de la conservation patrimoniale, mais séduira ceux qui découvriront là une nouvelle façon d'entendre le chant corse. Tous seront réconciliés par la plus riche des créations insulaires, la *Medea*, que Jean-Claude Acquaviva composa sur la tragédie de Sénèque, et dont deux extraits, *U Casticu* et *L'Arditezza*, figurent sur l'album *Intantu*.

Philippe-Jean Catinchi

**CINÉMA** • Le Festival de Deauville

## Drames existentiels de la prospérité américaine

DEAUVILLE

de notre envoyé spécial

A Deauville, cette année, les vedettes sont ailleures. Inexistantes, à l'image d'Harrison Ford, présent sur les planches, mais transparent en officier russe dans *K 19 : le piège des profondeurs*, de Kathryn Bigelow ; artificielles, comme Simone, la star en images de synthèse du nouveau film éponyme d'Andrew Niccol ; ou tout simplement lointaines. Nicolas Cage, qui présentait en première mondiale *Sonny*, sa première réalisation, n'avait pas effectué le déplacement à Deauville. L'acteur américain n'est pas une création numérique comme Simone, mais il en possède certainement l'étoffe.

*Sonny* est un cas. Il pourrait difficilement en être autrement d'un garçon qui rentre de l'armée et reprend son métier de gigolo sous la houlette de sa mère, tenancière d'une maison close sur le déclin. Le film de Nicolas Cage, lui, est un cas d'école intéressant. Cage a puisé son inspiration dans *A l'est d'Eden* d'Elia Kazan, dont il reprend en filigrane le conflit œdipien entre un fils et une mère. Il pousse aussi à la caricature – involontaire malheureusement – le modèle de l'Actor's Studio en privilégiant l'hystérie pour des scènes aussi délicates que le retour à la vie civile de *Sonny* et sa tentative pathétique et couronnée d'échec pour sortir avec une jeune fille normale et vivre comme n'importe quel adolescent.

*Sonny* est interprété par James Franco, dont la ressemblance avec James Dean est ici troublante. On se trouve à la limite de la réincarnation. Le jeune comédien est apparu auparavant dans *Spider-Man*, où il interprète le fils du bouffon vert, et dans un téléfilm sur James Dean. Le regard bienveillant de Nicolas Cage, qui filme James Franco comme une star en devenir, témoigne d'une excellente direction d'acteur, qualité qui masque mal les autres défauts de son premier film.

### L'OBSESSION DE LA PROPRIÉTÉ

Deux films présentés dans la compétition, *The Safety of Objects*, de Rose Troche, et *Secretary*, de Steven Shainberg, stigmatisent avec finesse la condition, difficile, semble-t-il, du cadre américain en butte à des problèmes existentiels après les huit années de prospérité de la présidence de Bill Clinton. *The Safety of Objects* est un titre à prendre au pied de la lettre. Dans cette banlieue américaine filmée sans emphase, et avec une platitude de circonstance, la seule sécurité provient des objets – jouets, voitures, cartes de crédit –, sur lesquels se repose tout un voisinage obsédé par la propriété, à défaut de nouer des relations. De cette histoire minimale qui mêle les destins individuels d'une dizaine de personnages, on retient surtout le désœuvrement d'une mère de famille, interprétée avec une sècheresse impressionnante par Glenn Close. Traumatisée par le décès accidentel de son fils, elle se lance dans un concours absurde organisé par un supermarché qui, dans une nouvelle version de *On achève bien les chevaux*, se déroulant cette fois en pleine prospérité, propose à ses clients de poser les mains, sans jamais les relâcher, sur une voiture. Le plus résistant d'entre eux repartira avec le bolide, après une vingtaine d'heures passées, avec des gants blancs, à lui caresser le coffre.

*Secretary* s'inscrit dans la veine plus identifiable, proche de Buñuel, d'un rapport sado-masochiste entre une secrétaire timide et son patron, un avocat tourmenté qui ne cesse de l'humilier dans ses tâches quotidiennes jusqu'à lui administrer la fessée. Maggie Gyllenhaal, formidable en femme soumise, et James Spader, parfait en patron à la dérive, font de *Secretary* un drame passionnant de la croissance économique, où deux individus, déconnectés des contingences du monde du travail, jouent, faute de mieux, au maître et à l'esclave.

Ph.-J. C.

Samuel Blumenfeld

## A Petreto, la fête d'I Muvrini avec les élèves du collège bilingue

PETRETO

de notre envoyé spécial

Petretto-Bicchisano évoque avec nostalgie ce jour de juin où l'été déjà ardent n'empêcha pas les élèves de venir en nombre investir, à l'heure de la sortie des classes, la haute bâtisse construite dans les années 1880, qui porte dans son plan l'antique et durable séparation entre les filles et les garçons. Longtemps le plus petit collège de l'Académie de Corse, au point d'être menacé dans sa survie (il n'avait que 49 élèves à la rentrée 1996 !), cet établissement de la moyenne vallée du Taravu est aujourd'hui l'un des plus dynamiques, même si ses quatre classes n'excèdent pas les quatre-vingts collégiens confiés à une douzaine d'enseignants aussi

jeunes qu'investis. Un jour de juin, en effet, le groupe-phare de la chanson corse, I Muvrini, vint présenter en avant-première l'album *Umani*, à paraître le 20 août.

Pour l'occasion, les frères Bernardini, Jean-François et Alain, Marcu et Martin, deux de ceux qui chantent en polyphonie au sein du groupe, Gilles Chabenat et Loïc Taillabrest, qui apportent les couleurs inattendues de la vielle à roue et de la cornemuse au paysage sonore insulaire, avaient fait le voyage vers ce petit village perché du sud de l'île, qui abrite officiellement depuis 1999 le « premier collège bilingue de l'académie ». Un titre de fierté pour le principal, Ange-François Leandri, qui allait quitter deux mois plus tard l'établissement pour Porto-Vec-

chio, après six ans de bons et loyaux services. Qui eût dit en 1996 que le collège de Petreto aurait en un lustre à peine une triple identité si judicieusement adaptée aux conditions de l'endroit : la langue corse, les nouvelles technologies et les sports de pleine nature ?

Ce dynamisme-là (le mois de juillet est consacré, sur la base du volontariat, à une opération école ouverte, prolongeant le développement de la formation continue pour adultes) a plu à Jean-François Bernardini. Avant même Jack Lang, venu en ministre de tutelle, le 10 septembre 2001, militer pour la « dédiabolisation » de l'enseignement du corse, le chanteur avait apporté le concours de sa notoriété en donnant un concert lors de la

tournée d'été 1999 d'I Muvrini sur le stade de la commune, pour aider au financement d'un voyage scolaire dans la lointaine province de Québec.

### TRAVAIL DE LONGUE HALEINE

Le 18 juin ce sont donc des retrouvailles que fêteit le *collegghju di Pitretu à Bichchisgià* (bilinguisme oblige, comme le confirme le site Internet de l'établissement : [www.ifrance.fr/collegedepetretto](http://www.ifrance.fr/collegedepetretto)). La timidité soudaine des élèves se dissipa lorsque Jean-François Bernardini leur proposa d'apprendre et de chanter l'une des nouveautés du groupe, *Un sognu pè campu*, dont Marcu, récemment intégré au corps des enseignants de langue et culture corses, copiait sagement le texte au tableau.

Peu à peu l'assistance s'élargit, d'élèves du primaire et d'autres collégiens de Santa-Maria-Siché, qui bientôt, une fois l'interprétation des élèves confrontée à celle de l'album (un duo bilingue avec Stephan Eicher), s'égaillèrent en ateliers musicaux : vielle, cornemuse et polyphonie. L'après-midi remit la langue au cœur de l'apprentissage. Audition, travail de compréhension, de traduction d'un texte multilingue (« dans la langue de votre choix ») transformèrent, malgré la chaleur caniculaire, le collège en ruche. Ce n'était pourtant que la partie visible et instantanée d'un travail de plus longue

CULTURE  
Publicités  
EN  
RÉGIONS

Une lecture pour l'été :

**O SAISONS  
O CHATEAUX**  
PAR YVES DE MELLIS

Un roman historique, un roman d'amour, un roman d'aventure. Un vrai moment de lecture, de passion, de détente - La Bartavelle éditeur -

Distribué par Casteilla - 530 pages  
24 Euros - Chez votre libraire

L.A.C. HAMEAU DU LAC  
11130 SIGEAN-AUDE

**BART DOMBURG  
JONATHAN MONK**

30/06 - 29/09 - 2002  
fermé le mardi - Tel:0468488362

Rens. publicité : ☎ 01.42.17.39.65

## Exposition La couleur sous toutes les coutures



**MOUANS-SARTOUX** Depuis les jardins, sous la lumière du Midi, la tour d'angle du château paraît violemment éclairée de l'intérieur. Une débauche d'énergie qui ne doit rien à EDF, mais tout à Claudio Parmiggiani. L'artiste parmesan a saupoudré de pigment jaune le sol circulaire de la tourelle : c'est *Luce, luce, luce*, une œuvre imaginée en 1968. Rien n'arrête le rayonnement de la poudre de couleur, un cadmium pur de tout liant ou vernis. Il irradie sur l'enduit blanc des murs, déborde de l'encadrement de la porte et pulse dans l'antichambre. D'une sim-

PLICITÉ biblique, d'une difficulté d'exécution extrême et d'un effet étonnant, fascinant, au sens premier du terme. Tellement que certains visiteurs, particulièrement hallucinés, ne se rendent pas toujours compte de la fragilité de la chose et mettent le pied dans le pigment. Les animateurs de l'endroit sont donc devenus des virtuoses du tamis et de la soufflette.

C'est que produire de l'immatériel réclame souvent une sacrée dose de technique, mais aussi de l'imagination. De celle que l'on prête aux poètes. Et que réveillent chez le spectateur des œuvres comme celle de Laurent Saksik. Soit un grand cube aux parois opaques. La base est jaune. Le sommet, rouge. L'intérieur, vide, voit naître la rencontre de ces deux couleurs : le jaune irradie vers le haut, la lumière zénithale traverse le rouge, l'un et l'autre se cherchent, très doucement, presque tendrement, vers le centre du cube. Là aussi, simplicité de moyens et perfection d'exécution. On pourrait en dire autant de la bannière bleue translucide que l'Allemand Nikolaus Koliusis a suspendue dans la cage de l'escalier du château. Lorsque l'on gravit des marches, le regard se porte habituellement vers le sommet de la volée. Ici, il est attiré par ce film plastifié, au centre. Une traîne mariale high-tech qui transforme l'escalier en cloître et la montée en ascension.

Energie, poésie, spiritualité : c'est tout cela, la couleur, et bien plus encore. En choisissant de titrer son exposition « Chroma », un terme issu de la pensée grecque, Dominique Boudou, la directrice des lieux, entend mettre l'accent davantage sur « le processus coloré que sur la substance ou la surface ». Elle pose quelques questions : « Qu'est-ce que la couleur, une idée,

une réalité ? La couleur est-elle concrète ? Que renvoie-t-elle ? Que dissimule-t-elle ? » Outre les trois artistes déjà cités, elle a donc choisi de donner quelques éléments de réponse : Cédric Teisseire, qui montre le rôle et la relativité de la pesanteur, Frank Badur pour qui les couleurs ne peuvent vivre qu'en couple. Jean-Pierre Bertrand, qui su si subtilement montrer les différents états du jaune, de la douceur à l'acidité, lorsqu'il représentait la France à la Biennale de Venise de 1999, a choisi cette fois la vidéo. Elle introduit, évidemment, la notion de temps, de durée dans la couleur, les sept secondes durant lesquelles un taxi jaune roule sur un pont, en nocturne, phares allumés.

Plus classiques, les peintures nébuleuses de Hans Hartung ou celles, plus empâtées, de Gerhard Richter et celles, intégrant le mur, de Claude Rutault. Dominique Boudou a sélectionné également Adrian Schiess et ses harmonies aériennes et instables, d'une rare sensibilité, ainsi que Bernard Frize, plus acide et sensuel. Un ensemble cohérent, nécessairement incomplet (on peut regretter par exemple l'absence de référence à la théorie de « la couleur importée » que développent depuis quelques temps, entre autres, Antoine Perrot et Claude Briand-Picard) et qui donne en ces temps pluvieux une image assez juste et parfois magique de l'arc-en-ciel.

Harry Bellet

« Chroma », espace de l'Art concret, château de Mouans, Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes). Tél. : 04-93-75-71-50. Ouvert tous les jours de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 novembre. Photo : © espace de l'art concret, Nikolaus Koliusis.

**ARCHITECTURE** • A Paris, les mutations des « trente glorieuses » vues à travers le regard du cinéaste

## La ville de Jacques Tati, entre le paradis et l'enfer de la civilisation urbaine



Les drôles de constructions où vivent les personnages de « Mon oncle ».

**JOURS DE FÊTE** (1949), *Les Vacances de Monsieur Hulot* (1953), *Mon oncle* (1958), *Playtime* (1967), *Trafic* (1971), enfin *Parade* (1973) : ces six films majeurs de Jacques Tatischeff, dit Tati, couvrent la période des « trente glorieuses », incertaine épopée de la modernité architecturale, au lendemain de la seconde guerre mondiale, dont le cinéaste s'était fait le conteur, tour à tour perplexe, amusé, caustique et finalement lucide.

L'association de Jérôme Deschamps et de Sophie Tatischeff, fille du cinéaste, avait déjà permis la restauration de la version intégrale de *Playtime*, ressorti en salles après le dernier Festival de Cannes. Les mêmes ont largement contribué à nourrir « La ville en Tatirama », exposition présentée à l'Institut français d'architecture (IFA), à Paris. Cette exposition reste comme l'expo archi de l'été, double émouvant et burlesque de celle présentée à Sceaux sur « L'appartement témoin de son temps » (*Le Monde* du 4 juillet).

### « DÉMOCRATIE DU BIEN-ÊTRE »

Les enfants ayant suivi M. Hulot en vacances, « La ville en Tatirama » a attendu leur retour à l'IFA, où elle reste jusqu'à la fin du mois pour leur permettre des premiers pas pédagogiques entre le paradis et l'enfer de notre civilisation urbaine. On doit cette ville en Tatirama à l'inventivité de Fiona Meadows et Lionel Engrand qui, pour l'IFA, ont su mettre en scène un ensemble exceptionnel, mais disparate, de films, photos, maquettes, et de documents écrits, peints, ou griffonnés par Jacques Tati, ou par son double (pour plusieurs films au moins), Jacques Lagrange, dont la compagne, Hyacinthe Moreau Lalande, a prêté la plupart des croquis présentés. Autant de pièces à conviction sur le lien étroit qui unit ces six films à la mutation du monde urbain et du mode de vie des Français.

On risquait la thèse, la lecture mot à mot des images et leur association contrainte avec ce que l'on sait du

trop proche réel de cette période. Meadows et Engrand ont revêtu un costume super Tati pour faire de cette sérieuse expédition au pays des dingues un festival de surprises et de clins d'œil. La « démocratie du bien-être », telle que la vendent architectes et fabricants de robots ménagers, prend la forme d'une maquette au 1/10, de la maison de *Mon oncle*, fidèlement restituée dans ses moindres incongruités et que le visiteur peut faire vivre comme dans le film, ou presque.

Ce thème de l'habitation, qui ouvre les salles de l'IFA, était sans doute l'un des plus difficiles à traiter, car la distance n'est pas si grande entre la ménagère d'hier et le couple adepte du cocooning d'aujourd'hui. L'habitat et ses variations, les modèles élus par le public, souvent éloignés des propositions plus libres des architectes, se trouvent pourtant parmi les thèmes de réflexion majeurs des chercheurs proches de l'Institut.

Travailler (pour « produire ! »), circuler (« vers une civilisation roulante »), se divertir (« Du temps libre pour tous »), sont trois thèmes plus présents dans les rayons de sociologie : la pertinence du regard de Tati semble alors se suffire à elle-même sans plus d'impertinence. En revanche, la question du patrimoine moderne (« Grandes heures et malheurs de la table rase »), qui est surtout celle d'un urbanisme défilant et brutal, est plus que jamais d'actualité. C'est un grand mérite que d'avoir su faire la part dans l'œuvre de Tati du constat désabusé et d'une forme d'émerveillement devant une modernité, qu'il moquait pour ses ridicules ou ses échecs, mais qu'il ne se refusait pas.

Frédéric Edelmann

**LA VILLE EN TATIRAMA**, les « trente glorieuses » à travers l'objectif de Tati, Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon, Paris-6<sup>e</sup>. Sauf lundi, de 10 à 19 heures. Entrée libre. Jusqu'au 29 septembre. Tél. : 01-46-33-02-11.

## Danse

### BIARRITZ Le Temps d'aimer

Pour sa douzième édition, Le Temps d'aimer la danse, dirigé par le chorégraphe-directeur du Ballet Biarritz, Thierry Malandain, rassemble des compagnies françaises et internationales autour du répertoire des Ballets russes. Inévitablement le nombre de relectures contemporaines des œuvres créées par la compagnie de Serge Diaghilev. Et totalement passionnante la façon dont les jeunes artistes, aujourd'hui, s'emparent sans complexe, et non sans invention, de pièces mythiques aussi écrasantes que *Le Sacre du printemps* ou *Le Spectre de la rose*. Il ne faudra donc pas rater la confrontation entre les versions de Nathalie Pernet, Angelin Preljocaj, Carlotta Ikeda, Pedro Pawels et celle, de référence, du Ballet de Bordeaux. Egalement au programme, des compagnies peu vues en France, comme la Rambert Dance Company de Grande-Bretagne ou le Balletto di Puglia (Pouilles, Italie). Office du tourisme, Javalquinto, Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). Tél. : 05-59-22-44-66. Du 7 au 21.

Horaires variables dans différents lieux. De 6 € à 28 €. Gratuité pour le Ballet Biarritz.

## Salsa

### DAX Toros y Salsa

On peut sans doute apprécier la corrida sans pour autant être un aficionado de salsa, quant aux amateurs de cette musique aux déhanchements canailles, ils ne craquent pas forcément pour la tauromachie. Le festival Toros y Salsa a pourtant eu l'idée de lier les deux. La formule inaugurée en 1995 fonctionne plutôt bien. Il y a du monde et de l'ambiance aux portes des arènes le soir après la corrida. On y mange, on y boit, on y danse au coude à coude. Le programme musical, digne et alléchant, propose cette année le timbalero portoricain Ralph Irizarry et son septet Timbalaye (1<sup>er</sup> concert en France), la chanteuse Yolanda Rivera, également portoricaine, les Cubains Francisco Fellové, Tata Güines et Changuito, le Vénézuélien Orlando Castillo « Watussi ». Les amateurs ou professionnels de percussions, instrument roi de cette 8<sup>e</sup> édition, pourront dans la journée participer

aux ateliers et masterclass (de 10 € à 180 €).

Régie municipale des fêtes, place de la Fontaine-Chaude, Dax (Landes). Tél. : 05-58-90-99-09. Du 6 au 8. Concerts à 19 h 30 et 21 h 30.

## Jazz

### BOISSY-LE-CUTTÉ Festival Les Arts à Boissy

Fondé en 1997 par l'association Au sud du nord et le contrebassiste Philippe Laccarrière, qui œuvrent à l'année sur les lieux, le festival Les Arts à Boissy entend mettre en contact différentes pratiques artistiques et la manière de les appréhender. Le public n'est pas tenu à l'écart mais sollicité, mis en jeu, comme peuvent l'être les musiciens, plasticiens ou comédiens invités. Le programme est varié, inventif et malin. Avec notamment cette année : Francis Bourrec, Bertrand Renaudin, Mimi Lorenzini, André Minvielle, Didier Malherbe, Alain Jean-Marie, Paco El Lobo, Francis Marmande, Patrick Scheyder, la compagnie Douce amère, plusieurs plasticiens qui vont créer durant les concerts, des performances, débats... Salle des fêtes, pré, église et cafés de

Boissy-le-Cutté (Essonne). Le 5, à partir de 18 heures ; le 6, à partir de 15 heures ; le 7, à partir de 12 heures. Tél. : 01-64-57-76-76. 12 €.

## Exposition

### AVIGNON Petits et grands papiers

En présentant une sélection des œuvres sur papier qu'il possède, le Musée Calvet a réussi une exposition pour le moins aussi étrange que son titre, *Un jour*. On y trouve des crayons de Cézanne et des aquarelles de Gleizes, de vieilles photographies à l'intérêt essentiellement historique et une anthologie de caricatures politiques, une suite de gravures réalistes de Bellows, des Modigliani précieux et des dessins très contemporains, dont un pendu de Jean-Luc Verna délicieusement pornographique. Au visiteur de décider si ce fatras hétéroclite l'enchantait ou s'il préférerait un choix plus restreint. Musée Calvet, 65, rue Joseph-Vernet, Avignon (Vaucluse). Tél. : 04-90-86-33-84. Jusqu'au 6 novembre. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. 6 €.

## Sélection disques jazz par Sylvain Siclier

### MICHEL LEGRAND

#### Michel Legrand by Michel Legrand

Seul au piano, Michel Legrand joue avec ses compositions les plus célèbres, toutes écrites pour le cinéma, (*Les Moulins de mon cœur*, *L'Été 42*, *What Are You Doing The Rest of Your Life*, *La Chanson de Maxence*...), toutes identifiables aux premières notes. Pour cette auto-interprétation, Legrand reste fidèle à lui-même. Comme pianiste, il aborde l'ensemble du clavier, dans une conception orchestrale de l'instrument, avec ornements, pleins et déliés. Comme arrangeur, il s'appuie sur la mélodie originelle, maîtresse chez lui. On entend bien ici un peu d'emphase dans le phrasé, mais c'est plus par générosité musicienne que volonté démonstrative.

1 CD Decca Records/Universal Music.

### DAVE HOLLAND BIG BAND

#### What Goes Around

Le contrebassiste britannique Dave Holland étend son quintette au format du big band. Avec en point de mire le triangle d'inventeurs formé par le duo Duke Ellington/Billy Strayhorn pour l'interaction orchestre et soliste, Charles Mingus pour une manière dramaturgique d'aborder la musique et Gil Evans pour l'exploration des timbres. Holland a assimilé leurs sciences respectives avec ses anciennes compositions, *Blues*

for C.M. ou *The Razor's Edge*, du quintette sans piano du milieu des années 1980 et *Triple Dance*, du trio de 1988 avec Jack DeJohnette et Steve Coleman. Partant de ce matériau, Holland valorise la densité, l'impulsion spectaculaire par les cuivres, même sur tempo lent. Mais cette écriture serrée n'est pas maintenue. A mi-parcours, *What Goes Around* se perd dans des successions de solos interminables. L'intérêt s'émousse. De brillant, l'album est devenu bavard et ennuyeux.

1 CD ECM/Universal Music.

### BRANFORD MARSALIS QUARTET

#### Footsteps of Four Fathers

Les « pères fondateurs » dans les pas desquels le saxophoniste Branford Marsalis entend s'inscrire ont pour nom Ornette Coleman, Sonny Rollins, John Coltrane et John Lewis. Par ordre d'apparition sur ce CD, trois saxophonistes et le pianiste du Modern Jazz Quartet. Avec en pièces centrales la *Freedom Suite*, de Rollins, en trio sans piano et *A Love Supreme*, de Coltrane. Marsalis et ses compagnons, dont l'excellent batteur Jeff Tain Watts, sont ici d'abord interprètes. Il ne s'agit pas pour eux de redire à l'identique, encore moins d'atteindre à l'impossible, soit l'intensité originelle des enregistrements originaux, ni d'en faire une relecture bousculée, mais

juste de jouer aujourd'hui les créations d'hier. Une constante de l'histoire du jazz. Sans apparaître intimidé par le poids des œuvres choisies, le quartette ne s'en empare pourtant pas totalement. Sinon, il y a dans ce disque l'intention, le swing, le son collectif et la culture du jazz. C'est déjà beaucoup.

1 CD Marsalis Music/Harmonia Mundi.

### COMPILATION

#### Le Jazz raconté aux enfants

Après la musique classique, le professeur Xylophon s'intéresse au jazz dans un disque destiné au jeune public, globalement bien conçu, qui pourra être ajouté au trousseau de la rentrée scolaire. Le texte raconté par Etienne Draber – on aurait pu éviter les « oh ! » et « ah ! » des enfants qui accompagnent cette histoire – aborde le jazz par ses chemins parallèles et sa géographie plutôt que de le figer dans une chronologie où les styles se succéderaient par le miracle de la génération spontanée. Le choix des exemples musicaux tient la route, d'autant que les titres sont interprétés en entier. Louis Armstrong, Sidney Bechet, Duke Ellington, Count Basie, Charlie Parker, Art Blakey, Miles Davis et Herbie Hancock sont les bornes principales de ce parcours qui étrangement – révisionnisme, peur a priori de déranger l'auditeur ? – oublie le dernier état d'invention du jazz, le free. Pourtant, la

superbe ballade *Lonely Woman* d'Ornette Coleman ou l'une des premières pièces de Cecil Taylor pouvaient aisément trouver leur place ici sans que les jeunes oreilles ne soient effarouchées.

1 CD Virgin/EMI Music.



WOMEN by WOMEN  
(regards de femmes sur les femmes)

Peinture,  
Photographie,  
Structure

Exposition ouverte du  
9 au 15 septembre 2002

tous les jours de 10h30 à 18h30

Mona Bismarck Foundation  
34, avenue de New York, 75116 Paris  
Téléphone: 01 47 23 38 88

Christine Lee par Joyce Tenneson  
du roman "Wise Women"



Savannah College  
of Art and Design  
www.scad.edu

# Paco El Lobo, flamenco flamenco

Le cantaor guitariste, autodidacte inspiré, qui a appris son art avec les vieux flamencos de Madrid, a intitulé son nouveau disque « Afición »

ENTRE AUTRES expériences dans la vie, on peut faire celle-ci, unique et supérieure : marcher dans une rue de Carcassonne à côté de Paco El Lobo. Descendre une rue du 20<sup>e</sup>, ou la rue d'Uzeste, Broadway ou l'avenue principale de Kyoto, aux côtés de Paco El Lobo. Paco, de noir vêtu, costar croisé, chemise brodée assez échancrée, mince comme un voleur de bicyclettes, son visage de fille, la guitare en bandoulière dans le dos, l'air d'un prince du désert, le cheveu très bouclé maintenant teinté de neige...

La façon dont, sans s'en faire, sans rien qui pèse, comme tranquillement entouré du reste du monde, immédiatement aimé ; la façon dont il attire les regards, les capte et les fixe sans insister, est une expérience incomparable. Marche-t-il parfois nu, sans sa guitare ? « J'évite de la lâcher trop longtemps. Je me lève, un café et je me fais deux ou trois heures : des arpèges, des routines, je fais tourner des gammes. Au moment du disque, seul, pour en avoir plus sous la main, je faisais douze à quinze heures par jour. » Même quand il ne fond pas, ses yeux sourient : « Je me suis foulé le poignet en faisant des barrés. »

Il parle par aphorismes ou par cascades de rire. Très attentif à tous, soudain sérieux. Une nuit, en tribu, on écoute un grand moment du séminaire de Lacan (sur « la » femme). Paco prend alors la parole comme on attaque un fandango de Huelva. Improvisation géniale de perception et d'écoute. Première guitare ? « A treize ans, un cadeau de mon beau-père. Moi, je voulais une basse électrique. Je découvre d'un coup Pepe de la Matrona et tous les anciens... Je n'avais pas de tunc, je vivais chez l'abbé Pierre, enfin, je la fais courte, et je suis placé chez un parrain, ancien ambassadeur du Pérou, à Urrugne, au Pays basque. C'était un type formidable, très grand aficionado aux toros et au flamenco. Je sortais du bidonville et des roulottes. Eux, ils avaient l'anthologie Ducretet-Thomson, Paco Toronjo, Rafael Romero, Pepe de la Matrona. Tous les grands toreros en corrida à Dax ou à Bayonne, Angel Peralta, Antonio Ordóñez, venaient à la maison. Je m'apprends à parler espagnol phonétiquement. »

Mai 1968 est sa bonne date. Paco El Lobo est alors dans un établissement disciplinaire (« Une maison de correction : il n'y avait pas de place ailleurs... J'y aurai passé six ans, six ans de bagné et de fugues »), Mai 68 lui change les idées : « En fait, j'ai trouvé les pavés très moelleux. » C'est aussi l'année de sa première prestation en scène, mort de peur, au centre culturel espagnol d'Aulnay-sous-Bois, fête typique, communauté espagnole et paella : « Dès que j'ai attaqué ma solea del

## BIOGRAPHIE

► **25 février 1953**  
Naissance dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

► **Mai 1968**  
« Belle date ».

► **21 décembre 1978**  
Mort du frère.

► **2001**  
« Afición » (1 CD Buda Music).



CAUDE LEFÈVRE

Pili, j'ai déclenché un fou rire général. Comme je chantais phonétique, j'avais tout appris seul, j'ai dédié mon cante à tous mes enfants et à ma femme philippine, les gens croyaient que c'était de l'humour à la puissance trois, une sorte de Desproges ibérique, j'étais mortifié... » Après quoi, il se fait militant à temps partiel, se sent anar et colle des affiches pour le PC, rencontre les copains de son beau-père, rotativiste rue du Louvre.

## FUGUE, CAMION D'ORANGES

« J'ai essayé de bosser, ça n'a pas marché. Pas à cause du boulot : à cause des cons. » Tireur de plans, apprenti charcutier pendant une heure (« J'ai vomis : ça faisait mauvaise impression »), donc, la manche dans les boîtes d'ambiance et les cabarets volubiles. Fugue, camion d'oranges, passage de la frontière sans passeport, destination Madrid, pour rencontrer les princes de la calle Nuñez de Arce, plaza Santa Ana, le « Gallango » des Gitans et des flamencos. A l'époque, ils sont encore tous là.

Dans les bars, les cuadrillas de toreros se croisent, ceux qui descendent, les yeux collés par la nuit, et les banderilleros sur le départ qui sifflent le dernier coñac. Les vieux l'adoptent : « Pepe de la Matrona m'installe dans une pensión. Pour moi, c'étaient des dieux.

Leurs familles les méprisaient. Dans la ville, ils étaient considérés. Ils devaient se faire inviter à droite et à gauche. Personne ne s'intéressait à eux. On les prenait pour des fainéants qui font ay-ay-ay. J'adorais leur couleur de voix, le cri primordial, ils allaient crever et ils chantaient encore ; moi, ça me convenait, cet art de faire avec ce qu'ils n'avaient plus, sept fois sur huit sur le fil du rasoir. Bientôt, je retrouve ça avec Camarón et la bande du renouveau, Fosforito, Paco de Lucía, sauf que eux, ça marchait. »

Il rencontre Camarón de la Isla dans un bar de Chiclana, entre Séville et Jerez. Pendant trois jours, un couple de ses amis lui présente Camarón comme un Gitan de plus, et lui Paco, comme l'inconnu de Paris. En fait, ce sont les oncle et tante du chanteur. Paco ne sait rien. Il chante devant lui : « Si j'avais su, je n'aurais jamais osé. Il est 4 heures du matin. L'oncle est en jean retroussé, il fait horriblement chaud, avec une chemise brodée et des tongs. Les tongs, c'est marrant, on dirait des strings à orteils. Bref, tu le vois d'ici. » Avec Camarón, ils vont manger des sardines à Santipetri. Ils tombent amis.

Paco joue avec lui en festival, voyage dans la voiture, apprend sa timidité : « Il était très timide, très intuitif, presque animal. C'est un culot monstrueux de vouloir être cantaor. » Flamenco, c'est un état. Il veut avoir ce statut :

« Tous les vieux et Paco de Lucía m'ont vraiment poussé. Sinon, je serais devenu fou ou publiciste. C'est un milieu très dur. » Il se perfectionne par la danse. Il apprend l'exigence de chanter pour les danseuses. Savoir compter, couper les vers où il faut, s'adapter en permanence au compás. Tournées en Egypte, en Syrie, en Lybie, plus quelques mois au Japon : « Il y a 54 tablaos à Tokyo, contre 7 à Madrid, des peñas partout, 1 500 artistes japonais professionnels. C'est un milieu extraordinaire. »

Y a-t-il un couplet, une copla, qui revient souvent dans le jour et les nuits d'un flamenco ? « On en a tous une. Moi, c'est celle-ci : 'J'ai élevé un tout petit corbeau/ Dans l'intention de le faire voler/ Et plus tard il m'a arraché/ Les yeux de la figure'. En fait, cela dépend des jours. Les coplas reviennent comme un rêve que l'on fait. Elles ont ce rapport à la vie que l'on vit. » Ces temps-ci, Paco El Lobo est hanté par : « Un rameau d'amandier/ Un gosse l'arrache un jour/ Au lieu de lui en vouloir/ L'amandier répond en pluie de fleurs. » Serait-il Gitan ? « ¡Hombre ! Gitan gitan ! Mais pour moi, c'est plus une culture qu'une nation. Je n'en suis pas prisonnier. Ce n'est que la composante essentielle, la référence. »

Francis Marmande

## DOMINIQUE DHOMBRES

### Fabuleuse Amélie

VOICI LE FILM dont l'héroïne aime briser la croûte des crèmes brûlées avec la pointe de la petite cuillère et faire des ricochets dans le canal Saint-Martin. C'est aussi le film dans lequel un poisson rouge neurasthénique cherche à se suicider en sautant hors de son bocal et où un nain de jardin devient globe-trotter. C'est surtout un film dont on sort heureux, sans trop savoir pourquoi, comme beaucoup de gens en ont fait l'expérience depuis l'an 2000. Canal+ diffusait mercredi soir *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*, de Jean-Pierre Jeunet, suivi d'un documentaire de Bernard Faroux sur l'histoire de ce film qui a bien failli ne jamais se faire.

Au début, rien n'a marché. Pathé ne veut plus produire le film, le trouvant trop cher. L'actrice principale pressentie, Emily Watson, se désiste. Pour des raisons diverses, il n'y a plus non plus ni directeur de la photo ni auteur de la bande-son. Le film est sauvé par Brigitte Maccioni, directrice générale d'UGC, émerveillée à la lecture du scénario. « C'est le film de ma vie. Il y a là vingt-cinq ans d'anecdotes réunies, depuis que je suis arrivé à Paris, en gros », résume Jean-Pierre Jeunet.

Les films réussissent quelque chose de miraculeux. Tout tombe

à sa place : la voix off d'André Dus-solier, la musique d'Yann Tiersen, et bien sûr les acteurs, Audrey Tautou avec ses intonations inattendues de petite fille, Rufus, Mathieu Kassovitz, Yolande Moreau, Jamel Debbouze. Jean-Pierre Jeunet souhaite que le film sorte au printemps, la saison qui convient le mieux à son atmosphère. C'est une chance, en fait, qu'il ne soit pas sélectionné pour Cannes, ce qui en aurait repoussé la sortie à l'automne.

Amélie Poulain n'a pas fini de vouloir faire le bonheur des uns et des autres. Comme trente millions de personnes dans le monde, dont neuf en France, ont vu le film, l'histoire est connue, de cette petite fille solitaire, élevée par un père quasi autiste, qui a longtemps refusé de se mêler de la vie des autres. A la fin, bien sûr, tout s'arrange. Nino Quincampoix, le jeune homme rêveur, suit pas à pas le jeu de piste en forme de parcours d'obstacles que lui impose Amélie pour parvenir jusqu'à elle. Il résout l'énigme du personnage mystérieux qui hante les cabines de Phatomaton à travers Paris. Le père d'Amélie part enfin en voyage. Le charme fonctionne toujours.

On est de nouveau euphorique à la fin du film.

## TÉLÉVISION

### Coulisses d'une guerre

A l'heure où les Etats-Unis s'efforcent de rallier le monde contre l'Irak, Brian Lapping, grand producteur britannique, invite à un retour sur la coalition qui permit à George Bush d'engager la guerre en Afghanistan, fin 2001, en réponse aux attentats du 11 septembre : *Objectif Kandahar*, ou les coulisses des tractations américaines avant et pendant la riposte armée. Un documentaire où l'on retrouve la patte et la rigueur journalistique de Lapping, expert dans l'art de rendre compréhensibles les conflits géopolitiques les plus complexes. Réalisée par un membre de son équipe, Mark Anderson, cette grande enquête (2 x 50 minutes) débute par les interrogations américaines au soir du 11 septembre à la Maison Blanche, pour se clore sur les intenses négociations dirigées par les Etats-Unis en vue d'installer un nouveau gouvernement à Kaboul. Fidèle à la méthode Lapping, le réalisateur croise systématiquement, dans un montage serré (trop ?), les récits des responsables politiques et diplomatiques les plus proches du dossier (l'équipe Bush, Poutine, Moucharraf, Blair, Karzaï...), pour s'assurer de la véracité des faits relatés. Un document dense. Quant aux manques, ils tiennent aux limites mêmes d'un travail sur l'histoire du temps présent. — Ma. D.

« Contre-courant » : *Objectif Kandahar* (deux volets diffusés à la suite), vendredi 6 septembre, 22 h 55, France 2.

## VENDREDI 6 SEPTEMBRE

► **Clément**  
20 h 45, Arte  
Un *Blé en herbe* version contemporaine, l'initiation d'un très jeune adolescent par une photographe de 30 ans. Emmanuelle Bercot, auteur de *La Puce* et des *Vacances* (deux court et moyen métrages multiprimés), du *Choix d'Elodie* (téléfilm diffusé par M6), imprime sa marque de scénariste et de

réalisatrice à ce long métrage de 140 minutes, récit aigu d'un désir et d'un amour hors la loi, merveilleusement interprété par Olivier Guéritée et... Emmanuelle Bercot. Dernier des téléfilms tournés en numérique dans la collection « Petites caméras ». ► **Gao Rang (Riz grillé)**  
20 h 45, Planète  
Retour sur un des conflits les plus filmés, la guerre du Vietnam. Claude Grunspan

est allé à la rencontre de cinéastes vietnamiens qui devaient sacrifier leur ration quotidienne de riz pour conserver les précieuses pellicules. Les images de propagande préservées sont parfois surréalistes : on y voit des soldats impeccablement habillés alors qu'en réalité, ils pouvaient n'être vêtus que d'un caleçon.

► **Thalassa**  
20 h 55, France 3  
Pour la rentrée, ce passionnant numéro intitulé « Escala dans les îles grecques » clôt les six « Voyages autour de la mer » de l'été (12 juillet - 30 août) qui ont rassemblé plus de trois millions de téléspectateurs chaque semaine. De Kalymnos à Kastellorizzo, de Yaros à Santorin, diverses escalas à la découverte des activités, des métiers en cours d'évolution, pêcheurs d'éponges, armateurs ou commandants de ferry... Hommes et visages.

► **Twin Towers : l'histoire**  
1 h 05, France 2  
Le premier des trois films diffusés ces jours-ci sur trois chaînes, consacrés à l'architecture et au problème de construction des tours jumelles de New York. On pourra voir *L'Impensable Catastrophe*, mardi 10, sur Arte, et *Les Dernières Heures des Twin Towers*, mardi 10, sur Planète.

## LES GENS DU MONDE

► **Yoko Ono**, la veuve de **John Lennon**, a inauguré mercredi au Lido une installation de cent cerueils de bois brut d'où émergent des oliviers qui « symbolisent la vie et la renaissance ». Intitulée « Exit », cette installation fait partie de l'exposition « Open 2002 » sur le thème de « L'imaginaire féminin », qui présente les œuvres de 43 artistes de l'Albanie à la Turquie, en passant par Israël et l'Afrique du Sud. Pour Yoko Ono, ces cerueils représentent « la mémoire du génocide, la douleur, l'horreur et la guérison ». Installés non loin du cimetière du Lido, les cerueils de bois blanc sont regroupés par deux, parfois par trois, avec un cerueil plus petit représentant un enfant. L'artiste est là en tant que représentante de « l'Etat de Nutoptia », un pays virtuel imaginé par John Lennon et Yoko Ono dans les années 1970, lorsqu'ils étaient menacés d'expulsion des Etats-Unis. Le drapeau de Nutoptia est blanc, symbole de la paix.

► Le prix Prince des Asturies de la Concorde 2002, une des principales distinctions espagnoles, a été attribué mercredi au musicien israélo-argentin **Daniel Barenboïm** et à l'écrivain américain d'origine palestinienne **Edward Said**. « Daniel Barenboïm et Edward Said ont établi une étroite relation qui les a amenés à chercher une alternative pour la paix, l'entente et la concorde, à travers la culture », a indiqué le jury. Ce dernier a également rappelé que Barenboïm et Said avaient créé le West Eastern Divan, cet orchestre qui rassemble à Weimar (Allemagne), Chicago (Etats-Unis) et Séville (Espagne) en août, des jeunes musiciens du Proche-Orient, venus de Palestine, d'Israël, de Syrie, du Liban et d'Egypte. La candidature commune de MM. Barenboïm et Said avait été présentée par la Fondation internationale Yehudi Menuhin et par la Fondation Trois Cultures de la Méditerranée.

► L'écrivain bangladaise **Taslima Nasreen**, militante des droits de la femme menacée de mort par des islamistes de son pays, s'est vu attribuer le prix 2002 de la Ligue internationale des laïques et athées. Cette association, fondée en 1976 à Berlin, lutte pour la liberté de religion et d'opinion et pour la séparation de l'Etat et de l'Eglise dans le monde. Elle a distingué Taslima Nasreen, âgée de 40 ans, pour son engagement en faveur de la liberté de religion et d'opinion. Taslima Nasreen est devenue célèbre après la publication, en 1993, de sa première nouvelle, *Lajja* (« la honte »), que les autorités avaient jugée blasphématoire envers l'islam. Devant les menaces de mort de groupes islamistes et plusieurs mandats d'arrêt, elle avait dû s'exiler en Suède. Elle vit aujourd'hui entre ce pays, la France et l'Inde.

## RADIO

### VENDREDI 6 SEPTEMBRE

► **Le mag du Net**  
11 h 10, RFI  
(rediff. samedi, 16 h 10)  
A la veille de l'inauguration de « Villette numérique », Dominique Desauay reçoit son commissaire, Simon Manneret, pour évoquer l'événement et parler du renouvellement des arts avec les nouvelles technologies.

► **Invitations**  
19 h 00, RTL  
Pour le premier numéro de son nouveau magazine, Patrick Poivre d'Arvor reçoit Yann Moix, auteur de *Podium*, et Christophe de Ponfilly, pour son livre *Scoop*, une réflexion romancée sur la presse. Cette émission hebdomadaire se veut « un espace de dialogue entre toutes celles et ceux qui ont marqué la semaine de leur talent et leur personnalité ».

► **Concert en direct de Londres**  
20 h 30, France-Musiques  
Le festival anglais des « Prom's » est l'occasion pour la chaîne musicale française de retransmettre en direct un concert de l'orchestre symphonique de la BBC. Celui-ci interprétera des œuvres de Samuel Barber, de Marc-André Dalbavie et de Tchaïkovski, sous la direction de Christoph Eschenbach.

## RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 5 SEPTEMBRE

## TF1

**14.45** Un rôle pour la vie Téléfilm. Alfonso Arau et Bob Clark. Avec Sela Ward (EU, 2000). **16.25** Providence ♦ **17.15** Melrose Place **18.10** Star Academy **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Météo.



**20.55 JULIE LESCAUT** JAMAIS DEUX SANS TROIS. Série. Alain Wermus. Avec Véronique Genest, Marc Samuel, Carole Thibaut, Julien Cafaro, Mouss Diouf (France, 2002, ♦). 8627766  
*La gendarmerie enquête sur la mort d'un homme retrouvé pieds et poings liés dans un hôtel.*

**22.35 PÉRIL DE FEU** Téléfilm. Jim Wynorski. Avec Michael Dudikoff, Ice-T, John Bradley, Tom Arnold, Amanda Pays (Etats-Unis, 2000) ♦. 8201018  
**0.25** Koh-Lanta Episode n°10. 4480438.

**1.25** Star Academy 7020070 **2.08** Du côté de chez vous **2.15** Ça peut vous arriver Un enfant qui tourne mal. Magazine. 3225186 **3.45** Reportages Le bonheur des dames. Magazine. 5649506 ♦ (25 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**14.05** Le Passe-Montagne ■■ Jean-François Stevélin (France, 1978, 110 min) ♦  
**15.00** Le Monocle rit jaune ■ Georges Lautner (Fr. - It., 1964, N., 100 min) ♦  
**16.10** Les Maris, Les Femmes, Les Amants ■■ Pascal Thomas (France, 1989, 115 min) ♦  
**17.05** Elephant Man ■■ David Lynch (GB - EU, 1980, N., v.o., 120 min) ♦  
**18.00** Le Secret ■■ Robert Enrico (France, 1974, 105 min) ♦  
**19.05** Scènes de crimes ■■ Frédéric Schoendoerffer (France, 2000, 100 min) ♦  
**20.35** Boulevard des assassins ■ Boramy Tioulong (France, 1982, 100 min). 13<sup>ème</sup> Rue  
**20.50** Music Box ■■ Costa-Gavras (Etats-Unis, 1989, 125 min). Paris Première  
**22.30** Les Anges aux figures sales ■■ Michael Curtiz (Etats-Unis, 1938, N., v.o., 100 min) ♦  
**23.40** La Femme défendue ■ Philippe Harel (France, 1997, 100 min) ♦  
**0.05** La Ciociara ■■ Vittorio De Sica (Italie, 1961, N., v.o., 95 min) ♦  
**0.10** La foule hurle ■■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1932, N., v.o., 75 min). TCM  
**0.35** Jin-Roh ■■ H. Okiura (v.o., 100 min) ♦

## FRANCE 2

**17.00** Des chiffres et des lettres **17.30** Age sensible Série **18.00** Brigade des mers Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Dans le désert ♦ **20.00** Journal, Météo **20.30** Question ouverte François Fillon.



**20.55 ENVOYÉ SPÉCIAL** IN MEMORIAM : NEW YORK CITY, 11 SEPTEMBRE 2001 Magazine ♦. 9104785  
*La chaîne américaine HBO a réalisé un montage de centaines d'images réalisées par seize agences de presse et cent quinze vidéastes et photographes amateurs. Une diffusion suivie d'un débat enregistré à New York.*

**23.00 CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT** LA CULTURE EST-ELLE TUÉE OU SERVIE PAR LES MÉDIAS ? Invités : Jack Lang ; Jean-Jacques Aillagon ; Christine Angot ; Philippe Sollers. 1450766

**0.40** Journal, Météo **1.05** Millénaire Série 1278341 ♦ **1.45** Pyramide. **2.15** Oh ! Les Villes d'eau ! 1027099 ♦ **2.55** Vingt ans... à San Francisco. 4523815 **3.50** Femmes de sciences et sciences de femmes 8568983 (25 min).

## FRANCE 3

**15.20** Une sacrée chance Téléfilm. Bernard Stephan (All., 1996). **16.55** Côté vacances **18.55** Questions pour un champion **18.55** Le 19-20 de l'Info, Météo **20.12** Consomag **20.15** Tout le sport **20.25** Le Fabuleux Destin de...



**20.55 UNE AFFAIRE DE GOÛT** ■ Film. Bernard Rapp. Avec Bernard Giraudeau, Jean-Pierre Lorit, Florence Thomassin, Charles Berling, Jean-Pierre Léaud (1999, ♦). 8619747  
*Un riche industriel engage un jeune homme dont il fait son goûteur. Un exercice de manipulation psychologique perverse sagement carré.*

**23.00 LES GALETTES DE PONT AVEN** ■ Film. Joël Séria. Avec Jean-Pierre Marielle, Jeanne Goupil, Bernard Fresson, Claude Piéplu (Fr., 1975, ♦). 1447292  
*Truculente fable morale.*

**0.40** La Case de l'Oncle Doc Les Peuples du temps. Patagonie, le pays du vent. 5510341  
**1.35** Soir 3 **2.00** Des racines et des ailes Tout pour plaire. Magazine. 4643457 **3.45** Côté vacances Villarcagne. 5992525 (60 min).

## CANAL+

**16.40** Mon beau-père et moi ■ Film. Jay Roach. Comédie (EU, 2000) ♦. 5374143 ▶ *En clair jusqu'à 20.59* **18.30** H Série ♦ **19.00** L'Hyper Show John Malkovich ♦ **19.55** Les Guignols, Les journaux.



**21.00 GIRLFIGHT** ■ Film. Karyn Kusama. Avec Michelle Rodriguez, Jaime Tirelli, Paul Calderon, Santiago Douglas, Ray Santiago. Drame (EU, 2000) ♦. 5421211  
*L'ascension d'une jeune femme par la boxe. Un récit un peu éditant sur un univers passionnant : la boxe féminine. Grand Prix du Festival du cinéma américain de Deauville 2000.*

**22.45 CHARLIE ET SES DRÔLES DE DAMES** Film. Joseph McGinty Nichol. Avec Cameron Diaz. Action (EU, 2000) ♦. 7741018  
**0.25** Ceci est mon corps Film. Rodolphe Marconi. Drame (Fr., 2001) ♦. 3165322.

**1.45** Dead Bolt Dead Film. James Rogan. Drame (GB, 1999) ♦. 3464235 **3.15** Stick. *Dead Battery* Joe Leih (EU, 2000, v.o.). 3535877 **3.25** L'Enfer ■■ Film. Claude Chabrol. Drame (France, 1994, 100 min) ♦. 86785506

## FRANCE 5 / ARTE

**16.35** Des bateaux et des hommes « Ros-siya », brise-glace nucléaire **17.35** 100 % Question **18.05** C dans l'air **19.00** Voyages, voyages **19.45** Arte info **20.15** 360°, reportage Géo En attendant la mousson.



**20.45 COMEDIA - L'ÉCOLE DES FEMMES** Pièce de théâtre de Molière. Mise en scène par Didier Bezace. Enregistré dans la Cour d'honneur du Palais des papes. Avec Pierre Arditi, Agnès Sourdillon, Olivier Ythier, Christian Bouillette, Gilles David ♦ 2528259  
*Un vieux célibataire s'est épris de sa pupille, qu'il a recueillie enfant et élevée en l'isolant du reste du monde.*

**23.15 THEMA - LA POLYGAMIE AUJOURD'HUI** LE BOULANGER ET SES EPOUSES Doc. Peter Halle (2001). 10013105  
**23.55** Thema - Une vie de pacha Documentaire. Sylvie Banuls (All., 2001). 212853

**0.50** Thema - Bal poussière ■■ Film. Henri Duparc (Côte d'Ivoire, 1988). 2906761 **2.20** Why Are You Creative ? Nick Cave. 71092032 **2.25** Palettes, portrait du Fayoum. « L'Européenne » (30 min).

## M6

**15.20** Les Anges du bonheur Série ♦ **16.15** M6 Music **17.00** 80 à l'heure **17.55** Stargate SG-1 Série (saison 1). Hathor ♦ **18.55** Charmed ♦ **19.45** ET **20.40** Caméra café Série **19.54** Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille.



**20.50 POPSTARS** Episode 2. 149124  
*Trois cents candidatures ont été retenues parmi les 10 000 demandées. Au programme de la journée, un entretien individuel avec le jury, suivi de l'interprétation d'un titre à cappella. Une émission rediffusée sur Fun TV le vendredi à 18 heures et suivie d'un débat d'une heure.*

**22.05 ALLY McBEAL** Qui veut perdre des millions ? ♦ 1031308. Le macho ♦ 4037414. Série (Saison 5). Avec Calista Flockhart, James Marsden, Greg Germann, Portia de Rossi (EU, 2001).

**23.45** L'Homme en colère Film. Claude Pinoteau. Avec Lino Ventura, Angie Dickinson. *Policier* (France, 1976) ♦. 7416414 **1.24** Météo **1.25** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (335 min) 6054780.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**21.00** Le Gai Savoir. G. Pigeard de Gurbert. **22.00** Journal, Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit. Casser la baraque : Artistes. **0.00** Du jour au lendemain. Roland Jaccard. **0.40** En écho. Sonotech.

## FRANCE-MUSIQUES

**20.00** Concert. Donné le 14 juin, à l'ancien Opéra de Francfort. *Symphonie n°3*, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, Violetta Urmana, mezzo-soprano. **22.00** En attendant la nuit. **23.00** Jazz poursuite. La ballade. **0.00** Le Cabinet des curiosités.

## RADIO CLASSIQUE

**20.00** Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Liszt, Paganini, Berlioz. **20.40** Concert. Par le Quatuor Emerson : œuvres de Haydn, Bartok, Chostakovitch. **22.15** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Schubert, Mahler. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.

## MAGAZINES

**13.35** Mémoire vive. L'histoire du football. Invité : Eugène Saccomano. La Chaîne Histoire  
**17.00** Explorer. Les Indiens Yanomami. Sur les traces de Robinson Crusoe. Surfer dans le tube à Hawaï. National Geographic  
**17.10** Comme à la télé. Invités : Alexandre Devoise ; Michel Field. Match TV  
**17.15** Les Lumières du music-hall. Barbara. Hervé Vilard. Paris Première  
**18.55** ET **23.25** J'y étais. Invité : Richard Coccianta. Match TV  
**19.05** Une histoire de spectacle. Invité : Elie Semoun. Paris Première  
**21.05** Géopolis. Les Touaregs. Paris Première  
**22.55** Recto Verso. Invité : Costa-Gavras. Paris Première  
**23.00** Explorer. Rencontres fatales : les ours attaquent. Nulla Pambu, le serpent bienfaiteur. Fourmis infernales. National Geographic

## DOCUMENTAIRES

**17.40** On achève bien les châteaux ! Odyssee  
**18.00** Les Guerres d'indépendance hispano-américaines. La Chaîne Histoire  
**18.00** Les Enfants du désert. Voyage  
**18.00** Espace sauvage. Les lions d'Afrique. Nat. Geographic

**19.00** Voyage pratique. La Turquie : Les portes de l'Asie. Voyage  
**19.00** Biographie. [2/2]. Tito. La Chaîne Histoire  
**19.15** L'Autre Algérie. [4/5]. Echos des stades. Planète  
**19.15** Raphaël. [1/3]. Les années d'apprentissage. Mezzo  
**19.25** Femmes fatales. Whoopi Goldberg. TPS Star  
**19.50** Seconde guerre mondiale. La Chaîne Histoire  
**19.55** Le Cinéma des effets spéciaux. CineCinemas 1  
**20.00** Hollywood Stories. Paris Première  
**20.10** Le Premier Empereur. [1/2]. Histoire  
**20.45** Stades... des dieux et des hommes. Planète  
**21.00** Le Siècle des hommes. [5/6]. Histoire  
**21.00** A la pointe de la science. Israël à la pointe de la science. National Geographic  
**21.50** La Dernière Occupation. Histoire  
**22.00** Les Jardins italiens. La Mortella. National Geographic  
**22.30** Profession éco-reporter. National Geographic  
**23.50** Bonjour, monsieur Doisneau. Paris Première

## SPORTS EN DIRECT

**17.00** Tennis. US Open. Quarts de finale messieurs. A Flushing Meadows (New York). Eurosport  
**20.15** Football. Championnat de Ligue 2 (6<sup>e</sup> journée) : Le Mans - Metz. Eurosport  
**0.30** ET **3.00** Basket-ball. Championnat du monde masculin. Quart de finale. A Indianapolis. Pathé Sport

## DANSE

**0.00** Bhakti. Chorégraphie de Maurice Béjart. En 1981. Avec Paolo Bortoluzzi (Rama), Hitomi Askawa (Sita), Jorge Donn (Krishna), Germinal Casado (Shiva), T. Bari (Rhada), M. Gieloud (Shakti). Avec le Ballet du XX<sup>e</sup> siècle. Mezzo  
**21.00** Récital Bruno Leonardo Gelber. En 2000. Œuvres de Mozart, Chopin. Mezzo  
**22.25** Récital Hélène Grimaud. En 1999. Œuvres de Beethoven, Brahms, Rachmaninoff. Mezzo

## THÉÂTRE

**23.50** L'Affaire de la rue de Lourcine. Pièce de théâtre d'Eugène Labiche. Mise en scène de J.-P. Bisson. Festival  
**0.40** Les Boulingrin. Pièce de Courteline. Festival

## TÉLÉFILMS

**20.40** Mon fils a 70 ans. G. Capitani. [1 et 2/2]. Festival  
**22.40** Menaces dans la nuit. Michael Tuchner ♦ Téma

## SÉRIES

**20.50** Washington Police. Une ville du sud. Terre d'asile (saison 1) ♦ Série Club  
**22.45** New York Police Blues. Règlement de compte O. Réveil difficile (saison 8, v.o.) ♦ Canal Jimmy

## VENDREDI 6 SEPTEMBRE

## TF1

**12.50** A vrai dire Agenda : l'épouse **13.00** Journal, Météo **13.55** Les Feux de l'Amour Feuilletton ♦ **14.45** Le Crime défendu Téléfilm. Chuck Bowman. Avec Rosanna Arquette, Steven Eckholdt (EU, 1997, ♦). **0.16.25** Providence Remise en question. Feuilletton ♦ **17.15** Melrose Place Divorce express **18.10** Star Academy **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo **20.00** Journal, Météo, Trafic infos.



**20.50 KOH-LANTA** Présenté par Denis Brogniart. Episodes 11 et 12. 886070  
*L'aventure devient individuelle pour chacun des candidats. La tension est à son comble lorsqu'une malversation est révélée par un des éliminés. Denis Brogniart mène l'enquête sur cette infraction au jeu.*

**22.50 SANS AUCUN DOUTE** SPECIAL PIÈGES Magazine présenté par Julien Courbet. Au sommaire : Les locations d'appartements ; Les taxis ; Les dépanneurs à domicile. 3317419

**1.10** Les Coups d'humour Magazine. Invités : Pascal Légitimus, Denis Maréchal. 56986649  
**1.45** Star Academy Jeu 1259216

**2.30** Très chasse Chasses du petit gibier et recettes de cuisine. 8652736 **3.25** Reportages Quelques privés bien tranquilles. 8440533 ♦ **3.50** Musique **4.20** Ça peut vous arriver Un enfant qui tourne mal. 5881465 (90 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**13.05** Stand-By ■■ Roch Stéphanik (France, 2000, 120 min) ♦  
**13.30** La Menace ■■ Gérard Oury (France, 1960, N., 85 min) ♦  
**14.40** Beautiful Thing ■ Hettie MacDonald (GB, 1996, 90 min) ♦  
**15.05** Beau fixe ■■ Christian Vincent (France, 1992, 95 min) ♦  
**16.05** Le Secret ■■ Robert Enrico (France, 1974, 100 min) ♦  
**16.15** Le Fantôme de l'opéra ■■ Dario Argento (Italie, 1998, v.m., 95 min) ♦  
**17.20** Graffiti Bridge ■ Prince (Etats-Unis, 1990, v.o., 90 min). TCM  
**19.05** Mademoiselle France ■ Jules Dassin (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 100 min) ♦  
**21.00** Fascination ■■ Clarence Brown (Etats-Unis, 1931, N., v.o., 75 min) ♦  
**22.35** La dernière fois que j'ai vu Paris ■■ Richard Brooks (Etats-Unis, 1954, v.m., 120 min). TCM  
**22.40** Hochzeit auf Bärenhof ■■ Carl Froelich (Allemagne, 1942, N., v.o., 100 min) ♦  
**0.32** Garçon ■■ Claude Sautet (France, 1983, 90 min) ♦  
**23.40** La Malédiction ■■ William Nigh (Etats-Unis, 1940, N., v.o., 65 min) ♦  
**0.30** Le Parfum d'Yvonne ■■ Patrice Leconte (France, 1994, 90 min) ♦

## FRANCE 2

**13.55** Inspecteur Derrick Carmen ♦ **15.00** Un cas pour deux Jex, set et meurtrier ♦ **16.05** Rex La morte de Schönbrunn ♦ **16.55** Un livre *Rolling Stones*, de François Bon **17.00** Des chiffres et des lettres **17.30** Age sensible Fausse excuse **18.05** Brigade des mers Jeu de piste ♦ **18.55** On a tout essayé **19.45** C'est pas banal **19.50** Un gars, une fille Dans un palais. Série ♦ **20.00** Journal, Météo.



**20.55 UNE SOIRÉE DE POLARS - LA CRIM'** MAGIE NOIRE Série. Jean-Pierre Prévost. Avec Isabel Otero, Jean-François Garreaud, Dominique Guillo, Teco Celio, Didier Cauchy (1999, ♦). 3622728  
**21.55** Une soirée de polars - Les Enquêtes d'Eloïse Rome D'une valeur inestimable. Série. Didier Le Pêcheur. Avec Christine Citti, Jean-Baptiste Martin ♦. 3269728

**22.55 CONTRE-COURANT** OBJECTIF KANDAHAR Documentaire. Mark Anderson. Présenté par Stéphane Paoli. 706490  
*Un montage serré de récits de personnalités-clés de la guerre menée en Afghanistan, qui débute par les interrogations américaines au soir du 11 septembre et se termine sur l'installation d'un nouveau gouvernement à Kaboul.*

**0.40** Journal, Météo **1.05** Contre-courant Twin Towers : l'histoire. 2334723 **1.55** Des mots de minuit Magazine. 3357991 **3.25** Vingt ans... à Moscou 4507465 **4.15** Bhoutan, à la croisée des chemins (10 min).

## FRANCE 3

**13.30** C'est mon choix Magazine **14.30** Drôles de dames Gare à la dame. Série **15.25** Belle et innocent Téléfilm. John Power. Avec Steven Weber, Patricia Arquette (EU, 1993) ♦ **16.55** Côté vacances Villarcagne **18.25** Questions pour un champion **18.55** Le 19-20 de l'Info, Météo **20.10** Tout le sport **20.25** Le Fabuleux Destin de... Invités : Mathilde Seigner et Laurent Ruquier.



**20.55 THALASSA** ESCALES DANS LES ÎLES GRECQUES Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : Kalyrnos ; Kastellorizo ; Les enfants du Pirée ; Yaros ; La ferme des indiens ; Atlantide - Santorin ♦. 8686419

**22.30** Météo, Soir 3.

**23.00 ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE** LA RENTRÉE Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, avec Ariane Massenet, Stéphane Blakowski, Alexis Trégarot et Doc Gynéco. 3157235  
**1.10** La Case de l'Oncle Doc Dehbia, le silence c'est pas moi. 3689610 **2.00** Soir 3 **2.25** Les Dossiers de l'été Délinquance des mineurs : la punition. Avec Sébastien Roche, Dominique Tomaszewski, Jean Gury, C. Beuzelin ♦

**4.05** Côté vacances En Ile-de-France au château de Villarcagne. Magazine. Invitée : Isabelle Nanty (60 min).

## CANAL+

**13.45** Le Journal du cinéma Spécial Festival de Deauville **14.00** Possessed ■■ Film. Anders Ronnow-Klarlund **15.35** La Famille Guérin Série [6/6] **15.58** Surprises **16.00** Un monde meilleur Film. Mimi Leder. Avec Helen Hunt ♦ **18.00** « Blanche », le making of O ▶ *in clair jusqu'à 20.59* **18.30** H Une grossesse. *L'Hyper Show* Philippe Sollers et Doc Gynéco **19.55** Les Guignols **20.05** Les Journaux.



**21.00 DANSE TA VIE** Film. Nicholas Hytner. Avec Amanda Schull, Zoe Saldana, Susan May Pratt, Peter Gallagher, Donna Murphy (EU, 2000) ♦. 5499612  
*Les espoirs et les déceptions très attendus de quelques élèves d'une école de danse.*

**22.50** Minutes en + SPÉCIAL 24 HEURES CHRONO Magazine. 6853047  
**23.00 50 DEGRÉS FAHRENHEIT** Film. Hugh Johnson. Avec Cuba Gooding Jr, Skeet Ulrich, Peter Firth, David Paymer, Hudson Leick (EU, 1999) ♦. 1412506  
*Sympathique mais éphémère film d'action.*

**0.40** Le Quartier interdit de Jean-Pierre Dionnet - Trouble Every Day ■■ Film. Claire Denis. Avec Vincent Gallo, Tricia Vessey (France-Grande-Bretagne, 2000). 5631552 ♦  
**2.35** Liam ■■ Film. Stephen Frears (GB, 2000, v.o.). 3013939 ♦ **4.00** Stick *Foutaises*. Jean-Pierre Jeunet (Fr., 1989). 9948674 ♦ **4.10** Le Fabuleux Destin du « Fabuleux Destin d'Amélie Poulain » (50 min).

## FRANCE 5 / ARTE

**13.45** Le Journal de la santé **14.05** Couples légendaires du XX<sup>e</sup> siècle Pier Angeli et James Dean **14.35** Palaces un jour, palaces toujours [8/8]. Saint-Moritz **15.35** La Hongrie **16.35** L'Argent de la mer [3/3]. La fin d'un monde **17.35** 100 % Question **18.05** C dans l'air Magazine **19.00** Tracks Magazine **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Du venin dans le sang.



**20.45 CLÉMENT** Téléfilm. Emmanuelle Bercot. Avec Olivier Guéritée, Emmanuelle Bercot, Kevin Goffette, Rémy Martin, Lou Castel (France, 2000). 195709  
*Une photographe trentenaire, au corps et à l'esprit « modernes », déjà bien lotie en amants, tombe sous le charme d'un copain de son filleul, un jeune garçon âgé de 13 ans.*

**23.05 LA VIE EN FACE : SPÉCIAL « 11 SEPTEMBRE, UN AN APRÈS... » - GROUND ZERO** La vie continue. Documentaire. Birgit Kienzle (All., 2002). 5673051  
*L'expression « Ground Zero » désigne l'endroit où a explosé une bombe atomique : depuis le 11 septembre 2001, le point zéro par excellence est devenu l'endroit qu'occupaient les deux tours jumelles du World Trade Center.*

**0.05** Profil A la lumière de « J'accuse ». 5833755 **1.10** Why Are You Creative ? Helmut Newton. **1.15** Pepe Carvalho La nostalgie commence dans l'assiette. 2824113 **2.45** Le Dessous des cartes Islam [1/2] : La belle histoire.

## M6

**13.35** La Fugue Téléfilm. Chuck Bowman. Avec Morgan Fairchild (EU, 1997) ♦ **15.15** Les Anges du bonheur Série (saison 3). L'arrivée des Martiens ♦ **16.10** M6 Music **17.00** 80 à l'heure **17.55** Stargate SG-1 Cassandra ♦ **18.55** Charmed Série (saison 1). Possession O **19.45** ET **20.40** Caméra café Série **19.54** 6 Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille La nouvelle maison O **20.40** Dérochages info.



**20.50 CHAUVES-SOURIS : LA VENGEANCE CARNIVORE** Téléfilm. Kelly Sandefur. Avec Whip Hubley, Tracy Nelson, Corbin Bernsen, Michael Gregory, Mark L. Taylor (Etats-Unis, 2001) ♦. 852983  
*Dans une petite ville, un professeur effectuant des recherches sur des chauves-souris, est retrouvé mort dans son laboratoire...*

**22.35 SCARABÉE** Téléfilm. William Mesa. Avec Mark Dacascos, Jürgen Prochnow, Robin McKee (EU, 1997) O. 3939419  
*Sur l'île de Bornéo, un généticien sans scrupules, accompagné par un médecin local, part en expédition dans la jungle, afin de ramener de*

PIERRE GEORGES

## Le moulin sans eau

COMME un devoir d'après vacances, il nous revient cette conversation sur un pont, cet été, avec un meunier, un ancien meunier plus exactement, depuis qu'il a cessé, il y a quelques mois, de moudre du blé avec sa vieille bécanne à eau. Evidemment, on voit le soupçon qui pèse immédiatement : ah ! c'est bien là du dernier chic parisien que de pouvoir faire état d'une discussion avec le dernier des meuniers, sorte de Mohican enfariné. Très bobo-écoco-parigot-tête de veau !

Sauf que cet homme-là avait une histoire toute simple à raconter. S'étant mis sur ses vieux jours dans l'idée de cesser de moudre le blé pour mouliner du kilowatt, c'est-à-dire, en clair, d'installer une microturbine électrique à la place de sa meule, il fit tout ce qu'il fallait, autorisation et travaux, pour transformer l'eau en électricité.

Le meunier-électricien, complètement en règle - car si EDF a le monopole de la distribution du courant, elle n'a pas celui de la production -, respecta les procédures. Et il investit, sans obstacles, convaincu, par intérêt sans doute, mais aussi par coutume d'écologiste avant l'heure, qu'il serait « dommage de laisser se perdre toute cette énergie et cette eau-là ».

Et voilà qu'un dernier instant, par un de ces obscurs méandres du raisonnement administratif, le meunier Watt fut mis en demeure par un fonctionnaire zélé d'avoir à prouver son « droit d'eau ». On sait bien qu'en matière de droit les textes concernant l'utilisation de l'eau, amont comme aval, sont d'une complexité rare et comme amazonienne. Mais là, tout de même, cette sommation ressemblait fort à un délire de quelque machine à

complication administrative.

Vu que ce moulin à eau était en fonctionnement depuis le XII<sup>e</sup> siècle, que lui-même l'avait hérité de son père (qui lui-même et ainsi de suite, ou plutôt d'avant...), que pendant plus de cinquante ans connu comme tel, déclaré comme tel, réputé comme tel, propriétaire comme tel, il avait exercé la profession de meunier, cet homme-là faillit en tomber sur le derrière.

Avoir, pour lui, à fournir la preuve qu'il disposait bien du fameux droit d'eau, ce qui, patrimoniallement, notoirement, et laborieusement, était et reste établi, c'était évidemment un abus de pouvoir autant qu'une tracasserie gratuite. Bien plus, c'était, symboliquement et de manière obtuse, signifier à un homme ayant passé sa vie à vivre de son fameux droit d'eau qu'il n'avait pas vécu sa vie de meunier, qu'il n'existait pas, ou alors qu'il le prouve.

Sur le pont, le meunier, presque aussi défiant envers l'espèce journalistique que face à ses tourmenteurs anonymes, finit, entre deux maux, par un choix : « Ah ! si vous enquêtiez un peu, vous en auriez des choses à raconter, plutôt que vos balivernes quotidiennes. Et vous verriez que ce n'est tout simplement plus possible. Tout est interdit, même en son bon droit. On ne peut plus bouger dans ce pays ! »

Cette fable du bon droit de l'eau confronté à l'absurdité omnipotente n'est qu'un exemple parmi mille autres histoires du même type ou d'un autre. Un peu comme si le grand moulin supérieur, anonyme et régulier, agissant parfois à sa guise ou à son humeur, n'en finissait plus de moudre dans le vide sa propre crue de textes et règlements.

## Teruel, patrimoine de l'humanité, attend désespérément le TGV

TERUEL (Aragon)

de notre envoyée spéciale

Teruel se mérite. Tout au bout de la chaotique route poussiéreuse qui mène vers le bas Aragon, après des heures de doutes exacerbés par un soleil féroce, lorsque la ville apparaît enfin, retranchée derrière ses tours mudéjares éclatantes de céramique, c'est soudain comme une vision céleste, en plein désespoir esthétique.

L'histoire, il est vrai, n'a pas lésiné avec Teruel : sur quelques kilomètres s'alignent pêle-mêle fossiles de dinosaures, châteaux templiers, remparts arabes, collégiales gothiques ou sierras d'une rare sauvagerie. Quant à la petite ville, elle a été le théâtre de passions qui la dépassent. A commencer par celle, romantique, des amants Juan Diego et Isabel, morts d'un amour contrarié au XIII<sup>e</sup> siècle et qui reposent enfin côte à côte dans leur mausolée de marbre. Et que dire de la bataille de Teruel, une des plus terribles de la guerre civile, à laquelle participèrent Allemands, Italiens et Brigades internationales ? Entre 1937 et 1938, la ville fut prise et reprise dans des combats acharnés avant de rester aux mains des franquistes. Et le froid polaire de l'hiver aragonais acheva nombre de ceux que la mitraille avait épargnés.

Et ensuite ? Ensuite rien. Comme si un excès d'histoire avait rendu invisible la petite cité. Aujourd'hui, place del Torico, cœur névralgique d'une Teruel qui a mis très longtemps à panser ses plaies, règne une ambiance au charme suranné : au mieux, l'Espagne des années 1970. A l'évidence, Teruel rendue à ses 37 000 habitants et à ses monuments consacrés « patrimoine de l'humanité » est devenue son propre musée. On l'a totalement oubliée.

Du moins jusqu'à il y a trois ans. Le 1<sup>er</sup> décembre 1999, l'Espagne découvrait avec stupeur 20 000 manifestants, rassemblés en silence dans leur ville, pour montrer que « Teruel existe ! ». Et ce cri silencieux, donnera son nom à une plate-forme citoyenne à laquelle participent 200 groupes d'appui qui se réunissent chaque

semaine, pour améliorer la situation. Il y a de quoi faire.

Devant une assiette de jambon du cru - preuve la plus goûteuse de l'existence de Teruel -, Miguel Angel Fortea, le jeune professeur porte-parole de « Teruel existe ! » et ses amis, Pepe le gastronome et Paco l'immigré catalan, nous ont dressé, en quelques chiffres, le lourd bilan. Avec une superficie égale à la moitié de la Belgique, la province de Teruel qui n'a que 9,3 habitants au kilomètre carré, a perdu 40 % de sa population en un siècle. De ceux qui restent, 30 % ont dépassé 60 ans. Des natalités, des populations, pas de grosses industries : la « touche » finale a été l'oubli et l'enclavement permanent. Teruel, qui ne dispose actuellement que de 37 kilomètres d'autoroute, à peine inaugurée, est la seule province sans liaison ferroviaire directe avec Madrid. Il faut, comme le dit Pepe, « prendre un train de Far-West qui se traîne à 60 kilomètres à



La place du Torico, cœur de Teruel, une ville qui se bat pour exister.



l'heure, pour revenir en arrière jusqu'à Saragosse et, de là, rejoindre la grande ligne de Madrid : on perd trois heures ». Le reste des infrastructures est au diapason : offre universitaire réduite et gros problèmes pour la santé. Il n'y a que deux grands hôpitaux distants de 150 kilomètres, et, jusqu'à très récemment, l'accouchement sans douleur n'était pas pratiqué et la province n'avait pas d'unité mobile du SAMU. « Si nous continuons ainsi, conclut Miguel Angel, Teruel va mourir. » Et de parier sur un hypothétique arrêt du futur TGV Madrid-Valence et d'autres tronçons d'autoroute qui permettraient aux touristes d'arriver, aux habitants de ne plus être isolés.

Aussi, en trois ans, « Teruel existe ! » s'est démené : grève générale ; soirée où chacun tenait une bougie à sa fenêtre « pour qu'on nous voie du reste de l'Europe », et, enfin, voyage à Bruxelles. Car même là Teruel est victime de sa situation : « Plus elle se dépeuple, explique Paco, plus son revenu per capita augmente, et les aides européennes vont ailleurs. Nous naviguons dans l'absurde. » Les résultats de pareilles mobilisations ? Trente-sept kilomètres d'autoroute acquis et trois unités de SAMU toutes neuves. Sans compter le principal : « faire savoir, même au-delà des frontières, que Teruel veut encore exister ». Message reçu : Madrid s'est vaguement ému, le roi et la reine sont venus. Promesses, fonds spéciaux, et puis rien à nouveau.

A la mairie, tenue par le Parti populaire, qui gouverne à Madrid, on est forcément plus discret. Loyauté politique oblige. « Dommage que l'activisme de "Teruel existe !" se déclenche si tard lorsque des projets sont déjà en chantier », lance même un adjoint au maire, qui affecte de croire aux promesses madrilènes sur papier, discute polygone industriel et palais des congrès, mais rêve comme tout le monde du mirifique TGV, la nouvelle bataille de Teruel. Pour l'aéroport et l'épidurale, on verra après.

Marie-Claude Decamps

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## Le centenaire de Paul Bourget

ON NE DOIT AUX MORTS que la vérité, mais au fond y a-t-il une vérité ? Quand on lit tout ce qui s'écrit ces jours-ci sur Paul Bourget on est saisi non pas absolument de l'injustice, mais du manque de raison des condamnations dont on l'accable. On a envie de dire le contraire, rien que pour protester. Il n'y a pas de vérité. La plupart de ceux qui accablent Bourget, comme ils en accablèrent d'autres, cèdent à leur mauvaise

humeur parce qu'ils n'ont pas les goûts qu'il avait ou parce qu'ils sont persuadés qu'ils écrivent mieux que lui. C'est la grande raison : il écrivait mal. C'est possible, mais on ne s'en apercevait pas en lisant ses romans. Ceux qui le condamnent aujourd'hui sont-ils sûrs qu'on lit leurs romans jusqu'à la fin ? Bourget était d'abord un romancier, comme presque tous les écrivains qui de son temps plaisaient au public. Il a voulu être un

penseur politique ; c'est une autre discussion. Il n'était pas artiste comme Barrès. Il est amusant, ou triste si l'on veut, qu'on lui oppose aujourd'hui Barrès pour dire que celui-ci durera plus que lui, alors qu'il y a quatre ans on disait que Barrès était un imbécile. Non, il n'y a pas de vérité, et la grande presse a tué le jugement.

Robert Coiplet  
(6 septembre 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ **Portfolio.** A découvrir, une vingtaine de photographies du Belge Carl De Keyzer sur les établissements pénitentiaires de la Russie postsoviétique. A l'occasion du festival Visa pour l'image de Perpignan. Rubrique Culture.

■ **Le climat et les vacances des Français** font l'objet de deux dossiers thématiques tirés des archives du Monde. A consulter sur notre site « Edition abonnés » (5 € par mois).

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54  
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>  
Par courrier : bulletin p. 10  
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immobilier.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-09-43-21

Le Monde sur microfilms :

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

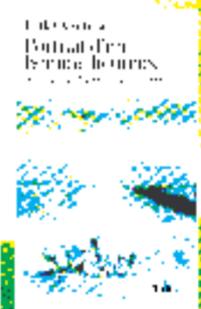
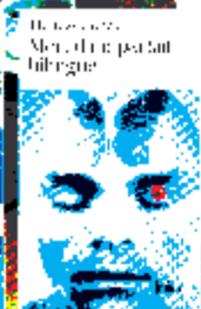
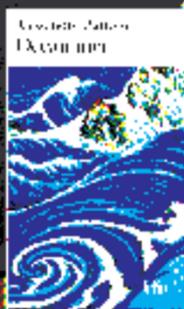
Abonnements : 01-44-97-54-54

En vente : « Messier, l'histoire vraie ».

■ Tirage du Monde daté jeudi 5 septembre 2002 : 513 467 exemplaires.

1-3

Rien ne vous embarque comme un Folio

folio  
vous lirez loin

VENDREDI 6 SEPTEMBRE 2002



**ANNE F. GARRÉTA**

page II

**JEAN VAUTRIN**



page IV



**THOMAS SAVAGE**

page V

**MICHEL DE CERTEAU**



page VI

**RADIOGRAPHIE DE LA RENTRÉE**

L'avalanche de livres cache mal certaines inquiétudes en dépit de bons résultats économiques

page VII

**C**ela fait des années qu'il le dit, il insiste, c'est une affaire d'urgence, pour éviter que les agents de la « surveillance normalisatrice » vous mettent le grappin dessus, que les indiscrets et les malveillants vous contrôlent, vous salissent et vous étouffent : il faut partir. Se trouver un refuge. Cacher l'essentiel. « Société, famille, c'est pareil. Il faut les habituer très tôt à vos décalages, désertions, absences », répétait-il dans *Studio*. Lui d'ailleurs, que d'aucuns jugent exhibitionniste et cynique, s'est ingénié à brouiller les pistes, forgé un masque, amusé à faire des grimaces, inventé des parades, afin de préserver un anonymat. Son programme : interrompre le bruit et la fureur de l'Histoire, le bavardage et l'agitation de l'actualité, la rumeur parasite des clergés, en se mettant à l'écart. Il a une stratégie, primordiale : organiser ses moments de disparition. Trouver son Paradis. Philippe Sollers nous fait écouter cette voix de la raison d'insoumission depuis plus de quarante ans, un ensemble de voix, plutôt, penseurs, femmes, musiciens, peintres, poètes, pour nous renvoyer un « écho des lumières », des jouissances et des alléluias dont il s'illumine, par l'écriture.

Placé sous le signe de Rimbaud et d'Homère, *L'Étoile des amants* est une invitation au voyage, impérative. Pour échapper à l'enfer du social, « on interrompt les contacts, on ferme, on boucle, on roule, on disparaît ». Suicide ? « Mais non », écrivait-il déjà dans *Femmes*. Il s'agit « d'être là tout en n'étant pas là ». Sommeil ? Dormir est en effet « la meilleure façon de leur échapper », à condition de ne pas rêver, « car ils s'infiltrent aussi dans vos rêves, ils vous parasitent, vous torquent, vous imposent leurs voix ». Dormir, disait-il dans *Les Folies françaises*, « est ma grande affaire ». Un pied de nez pour continuer l'aventure, et éviter d'être assigné à résidence. Mais ici, Sollers imagine l'idéal de clandestinité sous d'autres cieux que ceux de Morphée : dans une île. Asile d'utopie, lieu mythique où réinventer le monde, pied-à-terre des réfractaires, de tous ceux qu'on ne peut pas éduquer, domestiquer, les associatifs, les non-conformes, irrécupérables, « mal vus à droite, mal vus à gauche, étrangers aux marges ». Ceux qui veulent échapper au « constat du néant », réapprendre à sentir et à percevoir par eux-mêmes la nature, l'amour, la liberté, le bonheur de vivre et d'être sans être conditionnés par les fonctionnaires du négatif et du « spasme désespéré ».

Un homme et une femme sur une île, sourds aux malveillances, aux mensonges et aux discours qui visent la malédiction entre les sexes, imperméables à tout ce qui bride l'épanouissement intime, guidés par l'étoile de Vénus : voilà donc la proposition. Une façon de retrouver l'âge d'or sur fond d'abîme, de critiquer radicalement le spectacle de la société et les mutilations du collectif, d'embrancher sur le credo de Lautréamont : « L'homme ne doit pas créer le malheur dans ses livres. » Gorgé de citations, *L'Étoile des amants* fait la part belle aux vieux textes, ceux qui exaltent un art de vivre où le corps exulte dans un cadre agréable, où l'homme s'amu-



## Sollers en silence

Comment vivre heureux et serein, loin des malveillances, des fureurs de l'Histoire et de la rumeur parasite des clergés ? Comment préserver sa « jouissance d'exister » ? Comment retrouver l'âge d'or sur fond d'abîme ? Dans ce texte de complicité avec les réfractaires, l'auteur de « Paradis » imagine un homme et une femme réinventant l'amour et la liberté dans une île. Il y prône une vie romanesque, ose un roman poétique, une ode à la poésie vécue, une apologie des cinq sens. Qui exalte les vieux textes chinois et indiens

se, élève le chant, combat la servitude par la méditation, où « l'important est de rester toujours satisfait du style de vie que l'on a choisi ».

Autrement dit : Sollers prône une vie romanesque (une « spirale de fiction ») et, ce faisant, ose un roman poétique, une ode à la poésie vécue, une apologie des cinq sens. Les mots y sont tissés pour goûter tous les symptômes de « la jouissance d'exister », nager sous les mouettes et les papillons blancs, courir nu dans l'herbe, prendre « le chemin du fenouil », flatter en soi l'animal, le végétal, le floral et le minéral, se comporter comme « un tourbillon d'électrons », écouter les chœurs purs de Monteverdi ou le piano fou de Thelonious Monk, renifler le paradis perdu des parfums et des couleurs, se déguiser en jardinier,

■ Jean-Luc Douin

manger une dorade au sel, aduler les cent espèces de la violette et les nuances du violet, égrener des noms d'oiseaux... Quelques complices s'invitent au festin : Nietzsche pour honorer les fleurs, Proust pour dire le temps des grenouilles, Auguste Renoir pour clamer que, même avec les mains paralysées, il continuera à peindre ses belles filles épanouies avec sa queue. Sollers, tout au long de ce livre, jubile. Et invente au passage (« il le faut ») le verbe *silencier* : « Les oiseaux m'aident beaucoup dans ce sport, les étoiles aussi, la peau de Maud plus encore... »

C'est que toujours demeure le bonheur de l'écrivain, cette passion fixe qu'est l'écriture, ce désir de mesurer le temps sur la page. « Le papier est ma montre, mon horloge, ma sphère aimantée. » Voilà le grand secret, écrivait-il ailleurs : «... dériver, dévier, revenir, s'enfoncer, attendre, déraper, foncer... Ecrire pour écrire et parler pour parler, comme vivre pour vivre, respirer pour respirer, jouir pour jouir, dormir pour dormir, veiller pour veiller... » (1) Demeure aussi la verve iconoclaste, l'obsession d'écrire dans le cours de

l'Histoire, le cœur du temps. Dans ce credo d'une résurrection, d'une survie par la poésie et l'amour, dans ce blason de ces « révélations », ou « épiphanies » (comme disait Joyce), qui le saisissent et qu'il retranscrit pour « être en état de présence réelle », Sollers ausculte aussi l'époque : les bien-pensants qui fabriquent de la mort sans cesse, les faux prophètes qui n'arrêtent pas de se montrer, le cul qui règne, la jalousie qui rôde, l'alphabet des détraqués, les couples enlisés dans l'ennui, le puritanisme pornographique de la pub, l'étalage des névroses, psychoses et perversions, le rabâchage de la dérision et du désespoir dans les romans, l'obsession chez certains éditeurs de publier des « histoires douloureuses sur les impasses de la vie quotidienne », avec rencontres équivoques (il épingle, c'est un clin d'œil plus qu'une déclaration de guerre, les éditions Nocturnes ou PAL, qui plaisent beaucoup aux *Inconvertibles*).

Et puis surgissent, au fil des pages, Balzac, Stendhal et Baudelaire en contemplatifs, une certaine chanteuse italienne qui a le feu en bouche, Nicolas Flamel en alchimiste réveillé à Venise, Shakespeare exaltant des plaisirs « comme des dauphins trouant de leur dos l'océan » et Cléopâtre, qui « change le plomb sexuel en or ». Et puis revient l'éloge de l'anarchisme amoureux : « Amants, heureux amants, voulez-vous voyager, que ce soit aux rives prochaines, soyez l'un à l'autre un monde toujours beau... » (2). Et comme un ressac, une marée, déferlent tout au long de cette invention d'un royaume les sages indiens et chinois, la respiration des taoïstes qui unissent mystique et érotisme, la poésie des traceurs de

(1) *Le Secret*.

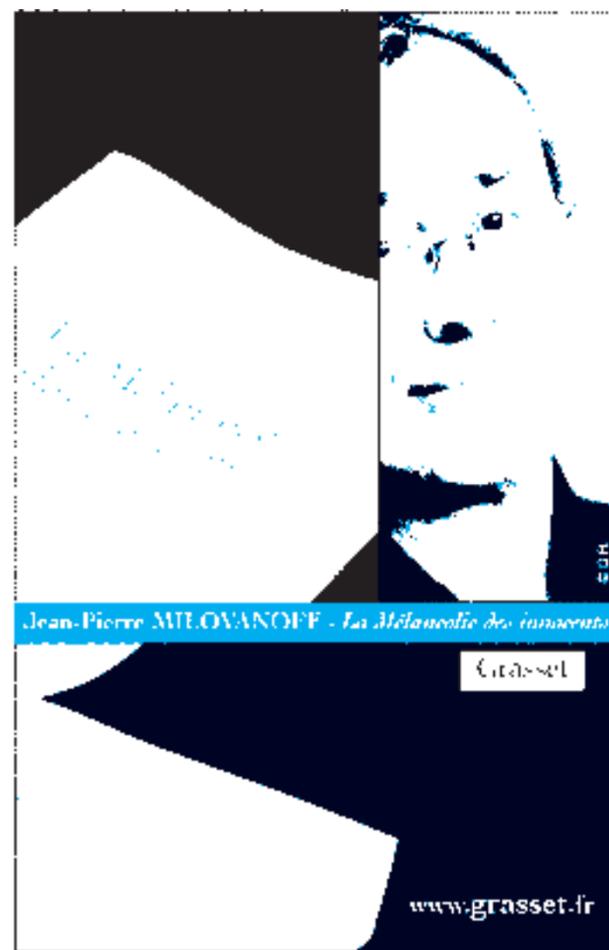
(2) Dans un entretien à paraître dans le numéro d'octobre d'*Art Press*, Sollers cite le Louis Aragon de *Libertinage* : « Il n'y a pour moi pas une idée que l'amour n'éclipse, tout ce qui s'oppose à l'amour sera anéanti s'il ne tient qu'à moi. »

paysages. Pour dire l'art de léviter, non pas en ignorant le pathétique de l'existence, en fermant les yeux sur les malheurs du monde, mais en fixant le ravissement, la détente, la sérénité. Une façon d'ébranler la métaphysique occidentale, subversion toujours.

★ Signalons également en « poche » les parutions en octobre

d'un choix de textes sur, entre autres, Casanova, Sade, Voltaire, tirés de *La Guerre du goût*, et intitulé *Liberté du XVIII<sup>e</sup>* (Folio, 2 €) ainsi que *La Divine Comédie*, entretiens avec Benoît Chantre (Folio n° 3747).

**L'ÉTOILE DES AMANTS** de Philippe Sollers. Gallimard, 176 p., 14,50 €.



# Anne Garréta à l'épreuve de la mémoire

Douze nuits pour douze femmes confrontées à une singulière narratrice. Comme autant de variations somptueuses et musicales sur le vice et l'enfer, la volonté et le désir, où se dessine en creux le portrait de l'écrivain

**PAS UN JOUR**  
d'Anne F. Garréta.  
Grasset, 160 p., 14 €.

En 1986, elle a fait, à 23 ans, une entrée remarquée en littérature avec *Sphinx*, une prouesse formelle – rien ne permettait d'identifier le masculin et le féminin –, mais aussi un fascinant roman sur l'androgynie, ou plutôt l'indétermination sexuelle, la jubilation de l'incertitude. Depuis, Anne F. Garréta, brillante intellectuelle au parcours atypique – elle a vécu, étudié, enseigné plusieurs années aux États-Unis avant de revenir dans une université française –, n'a publié que deux autres romans. Sans doute par excès de lucidité sur les mécanismes de la création littéraire. Le dernier, *La Décomposition* (Grasset, 1999), était un jeu mystérieux, à la construction très complexe, avec l'« aide » de Marcel Proust... En outre, depuis plusieurs années, Anne Garréta est membre de l'Oulipo.

Elle est cependant trop subtile pour se laisser enfermer dans le formalisme, même si, cette fois encore, elle se donne pour principe d'en jouer. Peut-être comme ultime protection, qui finalement sera déjouée. Dans un *ante scriptum*, elle explique la structure de son roman, écrit en douze nuits, sur douze femmes – en fait treize si on inclut celle qui interroge ses souvenirs (les récits sont reclassés, non par ordre chronologique des nuits d'écriture, mais par l'ordre alphabétique des initiales données aux femmes qui sont le prétexte du récit). Ce sont douze chapitres, douze histoires singulières, avec douze protagonistes différentes, confrontées à une même personne, double de la narratrice –

que celle-ci met en scène en la tutoyant. Pas douze anecdotes sur les exploits d'une femme conquérante, pas du théâtre de boulevard relooké *hard* comme on en lit désormais bien souvent, « car la vie est trop courte pour se résigner à lire des livres mal écrits et coucher avec des femmes qu'on n'aime pas ». Une sagesse peu partagée.

Pas vraiment fidèle aux précautions de l'*ante scriptum*, aux interrogations sur « raconter sa vie, on ne fait plus que cela semble-t-il aujourd'hui », *Pas un jour* est sans doute le plus beau livre d'Anne Garréta, délicat, émouvant, délicieusement ironique aussi, et net, dur, quand il le faut. Un texte où elle fait l'épreuve de la mémoire : « Il ne t'arrive jamais rien qu'en mémoire. Tu ne sais l'instant que dans le souvenir lointain, qu'après que l'oubli a donné aux choses, aux êtres, aux événements la densité qu'au jour, évanescents, ils n'ont jamais. »

Mais pourquoi soudain se dire « le récit autobiographique est une imposture (– comme si tu ne le savais pas déjà...) », quand on en a donné une si juste définition : « Nul autre principe que d'écrire de mémoire. Ne visant pas à dire les choses telles qu'elles eurent lieu, non plus qu'à les reconstruire telles qu'elles auraient pu être, ou telles qu'il te paraîtrait beau qu'elles eussent été, mais telles qu'au moment où tu les rappelles elles t'apparaissent. »

Ces douze nuits sont aussi une fugue somptueuse, au sens musical comme au sens d'escapade interdite, des variations sur le vice et l'enfer, la volonté et le désir – « ainsi, cette paradoxale et concomitante surestimation et dépréciation du désir, intimée dans le langage avec quoi l'on parle de sa vie éroti-



LIONEL CHARRIER POUR « LE MONDE »

« La vie est trop courte pour se résigner à lire des livres mal écrits et coucher avec des femmes qu'on n'aime pas »

que ». Qu'est-ce que la mémoire des corps, le souvenir de rencontres, ou d'absence de rencontres, que reste-t-il des désirs demeurés comme en suspens ? Au cours de cette recherche se dessine l'autoportrait romanesque de la treizième femme, celle qui raconte, mais

se met à distance grâce au détour du « tu » : du bon usage du double. « Tu as tendance à t'absenter du monde, du monde réel, du monde dans lequel on vit. Ta manie déambulatoire, la fatalité du mouvement, tes départs, tes séjours ailleurs, tes éloignements n'en sont

**EXTRAIT**

« Vous êtes seules à voir le désir sous l'interdiction, dans l'interdiction secrète. Tu ajouteras ici deux choses. Que D\* n'a pas été la seule femme à t'offrir le vertige de cette communication ésotérique du désir. Et que, dans ce que la langue commune s'acharne à désigner sous le nom d'homosexualité, la part qui a toujours eu sur ton imagination l'emprise la plus forte n'est autre que la sémiotique et l'herméneutique si singulières qui découlent des situations de secret qu'elle peut impliquer. Enfin, c'est ce plaisir des signes, de leur labyrinthe où cacher et capter ce qui ne se

peut dire, car hors la loi des codes, des langages institués et publics, que par-dessus tout tu prises, qui a fait que tu n'as jamais eu pour le ghetto la moindre affinité. Le langage t'y paraît pauvre, aussi pauvre que celui de la norme. L'inconnue radicale du désir, l'art de son surgissement, la stratégie de son dévoilement y ont été ramenés à quelques équations simples et protocoles codifiés. Rationalisation du désir, en apparence économique, tu l'admetts, et libérale dans son effet. Mais pour l'animal inquiet que tu es (...) sans charme et sans vertige. »

pages 42-43

« C'est finalement le roman d'une liberté conquise par une femme qui a toujours voulu « s'excepter de l'aveuglement général ». Une femme qui parle de femmes, pour des femmes, essentiellement. Mais sans aucune revendication d'appartenance à un groupe, à une communauté (voir l'extrait ci-dessus). Plutôt une aristocrate d'une certaine solitude. A jamais « incorrecte » et pas vraiment « récupérable ».

L'une des nuits, la nuit 11, est désignée par l'initiale I, à moins que ce ne soit, en anglais, le « I » marquant la première personne du singulier. C'est une nuit de souvenir de soi : « Ta vie américaine : un road movie sans caméra. Moyenne : deux mille miles par mois. (...) Tes voitures : tu as pour règle d'en changer tous les mois. Certains modèles cependant ont ta prédilec-

Josyane Savigneau

# Les mondes et les arrière-mondes de Leslie Kaplan

A travers Marie, héroïne du « Psychanalyste », la romancière décrit avec jubilation une petite confrérie d'hommes et de femmes d'aujourd'hui

**LES AMANTS DE MARIE**  
de Leslie Kaplan.  
POL, 282 p., 18 €.

La littérature, parfois, manque de générosité, d'ouverture. Autrui est le grand absent. La méfiance à l'égard de l'humanisme et des illusions qu'il perpétue semble aujourd'hui totale, sans rémission. Personne ne s'aventure à braver l'interdit qui stipule que l'on ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments. Et cela est heureux. A l'inverse, on ne sait quel poids personnel, quel ressassement intime autour du noyau de soi dominant. Et même lorsqu'un héros ou un personnage de roman est foule ou légion, il conforme le monde à cette mesure tout de même restreinte, étriquée : le moi.

Leslie Kaplan n'a pas l'ambition de devenir l'apôtre d'un nouveau

positivisme littéraire et l'angélisme à l'égard de l'humaine nature n'est pas son fort. Elle ne considère pas avec nostalgie le temps où quelques écrivains cherchaient, du haut de leur piédestal, à donner le bon exemple, luttant de la plume pour dissiper les ténèbres qui, en l'homme, sont censées dissimuler le bien. C'est dans le temps le plus présent, avec tout ce qu'il comporte d'ombre, qu'elle écrit, et aussi dans une certaine distance à l'égard d'elle-même. A propos de ce présent, soulignons que *Les Amants de Marie* constitue, après *Le Psychanalyste* sorti il y a trois ans (1), le quatrième volet d'une suite intitulée « Depuis maintenant ». « Maintenant » est donc le propos, la matière, le souci de Leslie Kaplan, qui écrit à partir de cet espace – « depuis » –, sans recul ni protection. Sans retour morose ou exalté sur soi. En 1982, dans la lignée de Margue-

rite Duras qui la saluait, elle publiait son premier livre, *L'Excès-l'usine*. C'était à une époque où la condition ouvrière était déjà un peu passée de mode chez les intellectuels...

**« TOUTES LES VIES D'UNE VIE »**

« Les gens sont comme des fresques, on ne peut pas passer derrière », écrivait Kaplan dans ce livre initial. C'était une déclaration d'intention. Comme dans *Le Psychanalyste*, Marie est là, et avec elles ses « amants ». Mais il n'y a plus, au centre de gravité du roman ou de la fresque, une figure fédératrice, comme l'était celle de l'analyste. Des quatre coins de l'horizon narratif, les protagonistes affluent, non pour converger vers ce centre absent, mais pour suivre leur propre trajectoire, se croiser, se rater, se déchirer ou s'aimer. Toujours au présent. Cette méthode romanesque n'est pas destinée à trou-

bler ou égarer le lecteur, mais à tisser une trame imprévisible, à montrer un monde fragmenté, riche d'histoires, de détails. Loin de l'esprit de système ou de synthèse. Loin de toute volonté de maîtrise... « L'épaisseur du ciel, de la vie et des vies. Toutes les vies d'une vie, comment elles sont là, éclatées, condensées, condensées, éclatées. »

De ces vies « éclatées, condensées », Leslie Kaplan ne cherche donc pas à tout savoir, à tout dire. Chacun des personnages est à lui-même et aux autres un univers très peuplé, « avec des mondes et des arrière-mondes ». Sammy par exemple, qui promène son regard insatiable, qui sourit – « un sourire d'enfant dans un visage d'homme », pense Marie –, observe, s'enchante : « Sammy ne se lassait jamais, c'étaient des vies qui vivaient leurs vies, hors de lui, aussi pleines et entières que la sienne, chacune de ces figures fabriquaient

un monde, et les morceaux d'un monde pouvaient appartenir à d'autres mondes, ça se recouvait. » Ou bien Jimmy, l'amant américain. Ou bien encore Dahlia qui parcourt la ville sur son scooter et note la complication des rues, le secret de leur architecture, dans un constant « va-et-vient entre l'étrange et le familier, le connu et l'inconnu... » Et Dahlia a un frère, Rachid, qui se perd, devient invisible à force de désespoir.

**DÉSIR JOYEUX**

Il y a aussi Max dont Marie est éprise ; il livre ses réflexions sur le film de Fritz Lang, *M le Maudit*. En contrepoint, dans la réalité, un exhibitionniste lui apporte la contradiction. « M le Malade » ou « Petit Bonnet », comme il se nomme lui-même, envahit la ville, apostrophe la société, caricature jusqu'à l'outrance la « sexualité industrielle de masse ».

Leslie Kaplan décrit avec ardeur et jubilation une petite confrérie aléatoire d'hommes et de femmes qui vit ici et maintenant. Elle ne juge pas ses personnages. Elle les aime tels qu'ils sont, fantasques, émerveillés, fragmentés – comme l'est son roman –, pleins de chagrin, de questions maladroites ou informulées, de désir. « Le désir, se disait Marie, le désir peut être tellement joyeux. Parfois, se dit encore Marie. » On parlait de générosité : il faut dire aussi optimisme. Sans se payer de mots, l'auteur rend justice à la réalité. Elle ne cherche pas à l'enfermer dans les pages de son livre, à résoudre ses contradictions. Tout juste à en capter et retranscrire dans un style sans apprêt quelques échos, de vivantes étincelles.

Patrick Kéchichian

(1) « Le Monde des livres » du 27 août 1999.



**■ AU BORD**  
de Xavier Bazot

Tout est dans la manière. Et la langue. Qui retouche sans cesse mais sans pose, soucieuse seulement d'être la meilleure arme pour atteindre une vérité que les mots seuls peuvent dévoiler. Ainsi le narrateur d'« Hommes au bord de la mer », qui encadre les séjours balnéaires des gars des Ateliers, s'extasie-t-il sobrement de l'entente de deux d'entre eux, René et Joseph : « Insensiblement ils se sont rapprochés, se découvrant, plus que des points communs, des délicatesses réciproques, jusqu'à devenir inséparables. » De ces vacances paresseuses qui se répètent avec la tranquille usure de l'habitude, moins suspension du temps qu'insensible ralentissement de sa course, comme un pouls que l'on perd et qu'on ne cherche plus guère, reste le respect pour une rugosité franche et digne que, par pudeur, personne ne relève. Le refus de l'artifice et la conscience de la juste place de chacun font tout le prix des états d'âme du narrateur de « Notre errance », responsable indigne de sa tâche, que ses gars requalifient, indulgence qu'il décline avec un tact bouleversant. « Pavillon noir », déjà porté au théâtre, clôt ce court recueil de textes sur le microcosme d'un bâtiment oublié d'un hôpital condamné, où toutes les détresses se retrouvent, sans fard, ni éclat. L'abnégation sereine des uns, la déchéance à peine masquée des autres dévoilent la vraie nature du lieu : un espace de transit où chacun traîne, rivé à ses pas, « le boutlet d'un] passé jonché de rêves avortés, d'une] vie saturée d'échecs » qu'on ne peut déposer nulle part. Xavier Bazot dit en poète le monde des humbles avec une empathie que sa réserve sauve du compassionnel. Précieux (*Le Serpent* à plumes, 128 p., 13 €). Ph.-J. C.



**■ L'ABANDON**  
de Florence Seyvos

Florence Seyvos n'a pas eu besoin des grandes orgues du roman sentimental pour démontrer, presque mathématiquement, une évidence aussi cruelle qu'incompréhensible : la folle ambivalence du sentiment amoureux. Avec une grande économie de moyens visibles, avec une rigueur impitoyable propre à effrayer les âmes les plus endurcies, elle met en scène cette tentation mauvaise, cet instinct ténébreux qui nous pousse, parfois, à aller contre notre propre intérêt, notre désir, presque notre vie. A la question de savoir pourquoi, en certaines circonstances qui mettent en jeu ce désir, nous précipitons l'événement que nous craignons le plus, elle ne cherche pas une réponse plausible. Elle se contente, et c'est beaucoup plus efficace, de mettre à nu le paradoxe. Côté féminin.

Une jeune fille de 18 ans tombe amoureuse de son professeur de violoncelle, homme mûr et marié. Situation romanesque minimale, aux limites de la banalité. On pourrait, à partir de là, imaginer mille développements classiques, prendre le chemin des conventions sociales et psychologiques, ou bien s'aventurer sur celui de quelque perversité attendue. Dans ce bref récit, Florence Seyvos, auteur de livres pour enfants et de deux romans justement remarqués en dix ans (*Gratia* en 1992 et surtout *Les Apparitions* en 1995, tous deux à l'Olivier), emprunte, avec autorité, une voie moins prévisible. Celle où le cœur fait l'éternel aveu : « Je suis la plaie et le couteau... » (éd. de l'Olivier, 92 p., 11 €). P. K.



**■ ENTRE LES OREILLES**  
de David Foenkinos

David Foenkinos prend goût aux rentrées. Débutant de janvier, avec le désopilant *Inversion de l'idiotie*, le voilà déjà sur la ligne de départ de septembre, dans un registre sensiblement identique. On se souvient de Victor en butte à d'inraisemblables déboires conjugaux que seule la figure placide de Conrad parvenait à apaiser. Sur un schéma voisin, l'affection d'Alain pour Jacob, un petit homme dont la rencontre inopinée est l'unique remède à l'annonce de la mort de sa mère, est aussi extravagante. De paternités inavouées en amours bafouées, la comédie sociale s'emballe, s'affole et se dérègle avec une loufoquerie effrénée. Qui ménage toutefois de beaux répit (« Bouzouki était une de ces beautés qui poussent au silence, un silence exigeant, (...) qui ne tolère pas même le bruit des espoirs »). D'aucuns s'irriteront d'une formule déjà éprouvée, malgré l'art de Foenkinos à distiller distraitement de réjouissantes sentences (« L'envie est une avance sur connaissance », ou « On ne vit que si l'on est indéfinissable », plutôt que « C'est ça l'amour, l'envie que l'autre ne s'inquiète pas ». Mais l'auteur est malin qui commente : « Je sors encore une phrase comme ça, et je fais un recueil. C'est dingue comme l'air suisse vivifie le cerveau. »)

De pied de nez en pirouette, l'artiste déjoue avec astuce la critique, tricotant comme ses héros, maille à maille, un « roman maison », avec une obstination érigée en fidélité idéale. Un vêtement plus ou moins seyant mais si investi qu'on aurait mauvaise grâce à le rejeter. Mais admettra-t-on une troisième fois cette sympathique rouerie de potache ? (Gallimard, 208 p., 14,5 €). Ph.-J. C.

## L'amour lui va si bien

Nina Bouraoui a surmonté ses doutes et ses peurs pour livrer le bonheur secret de sa vie amoureuse. Elle tourne une page



LA VIE HEUREUSE de Nina Bouraoui. Stock, 340 p., 19,80 €.

C'est avec *Garçon manqué* (1), récit autobiographique sur une enfance écartelée entre deux cultures (algérienne et française) et deux identités (fille ou garçon), que l'on avait quitté Nina Bouraoui. Deux ans après ce sixième livre qui marquait son adieu à l'enfance et à l'Algérie, elle revient en romancière inspirée et portée par un sujet que jusqu'ici elle n'avait jamais osé aborder : la passion amoureuse entre deux jeunes filles.

Emue lorsqu'elle évoque cette *Vie heureuse* qu'elle a composée en deux mois et demi dans « un sentiment d'urgence » après plus d'un an de « silence épouvantable », Nina Bouraoui dit être fière d'être parvenue à surmonter ses peurs et ses inhibitions. « Après des livres intimes, poétiques et un peu abstraits, je craignais de ne pas savoir construire une véritable histoire d'amour avec des dialogues et des personnages inscrits dans une époque et des lieux. Surtout, j'avais peur de ne pas savoir parler d'un amour auquel tout le monde peut s'identifier, même s'il s'agit ici de deux adolescentes. » Et d'insister : « Ce n'est pas un livre militant sur l'homosexualité. Pour moi d'ailleurs ce terme ne veut rien dire, c'est un mot clinique qui sépare. Enfin, je voulais montrer qu'il y a quelque chose de très heureux dans

cet amour-là, contrairement à la vision mièvre ou violente qui en a été donnée par certaines femmes en littérature. »

Cette histoire d'amour s'inscrit au cœur d'un été lors duquel la mort, invitée incongrue, s'est annoncée par la voix du chanteur Klaus Nomi. A Saint-Malo, c'est les vacances. Marie, la narratrice, vient de fêter ses 16 ans dans la maison de ses grands-parents où tous se réunissent comme chaque année. A l'exception de son père, médecin humanitaire sans cesse absent, et de sa mère, restée en Suisse pour préparer leur énième déménagement. Carole, la jeune tante, atteinte d'un cancer, est venue le temps d'une brève rémission. Avant d'entrer dans une longue nuit. Une nuit, en plein mois d'août, faite de silence, de chuchotements et de douleurs étouffées qui font surgir la peur. « La mort est un secret. Elle dévore, de l'intérieur. L'enfance aussi se meurt, comme un petit cadavre sur l'eau, trop loin de la rive, qu'on n'arrive plus à rattraper. Je pense à mon corps. Je pense à la vie. »

## FULGURANCE

Malgré l'ombre de la mort qui, en ces années 1980, s'insinue dans les esprits ; malgré la peur du « sang des autres » qui plane sur la maison blanche, lieu initiatique où avec des partenaires d'occasion « on se débarrasse de son corps d'enfant » ; malgré toutes les pertes réelles (celle de Carole) ou symboliques (celle de Marge, l'amie et confidente) qui la traversent, Marie est forte d'un bonheur secret. D'une révélation surgie lors de cet hiver lumineux et inoubliable passé à Zurich.

Une ville de froid et de neige qui fige un temps cette fille du soleil et de la mer, en retrait des autres et de la vie, empêtrée dans sa féminité et un corps mal aimé, tourmenté par des désirs inassouvis. Confusément, pourtant, Marie pressent que

quelque chose est en train d'arriver. Depuis que son regard s'est porté sur Diane, jeune femme « magnétique », dangereusement séduisante et séductrice, un rien comédienne. Soit son exact contraire, au contact de laquelle ce sentiment resté indistinct avec Marge s'éveille en elle : « Je change. Se rassembler à l'intérieur de moi toutes les forces qui avant se séparaient. Diane me veille. (...) Elle guérit la solitude. Diane respire sous ma peau. Je n'ai plus peur. J'ai un secret, une foudre. (...) Diane est dans l'ombre que j'étreins. Je commence à m'aimer. » A oser aimer sans retenue et sans honte car « il n'y a aucun choix à aimer une fille. C'est violent. C'est l'instinct. C'est la peau qui parle. C'est le sang qui s'exprime. (...) c'est une loi physique. C'est une attraction » qui va animer toute la « mécanique » de la passion : le désir, l'attente, l'envahissement de l'autre en soi, la présence dans l'absence, la cruauté, la jalousie... D'une joie, d'une folie amoureuse, décrite avec une haute précision, dans laquelle Marie est emportée. Comme à sa suite le lecteur, conquis par un verbe rapide, nerveux et sensuel, qui gagne dans le dépouillement et la simplicité une fluidité et une force d'évocation inédites.

Aussi n'est-on pas surpris d'entendre Nina Bouraoui évoquer le plaisir extrême qu'elle a eu à « retourner » dans ces lieux et cette époque qu'elle dépeint en usant de nombreuses références musicales et cinématographiques. « C'est un livre magique, aérien, qui me donne le tournis. Il me porte littéralement. Avec lui, une page est tournée sur l'enfance. Il m'a permis en quelque sorte de me retrouver, d'être dans mon temps. A présent, je vais parler d'amour, sans me censurer. J'entre dans ma vraie vie d'écrivain. »

Christine Rousseau

(1) Stock, 2000.

## Giono, hôte de félicité

Sophie Chérier dit sa dette envers l'auteur d'« Un roi sans divertissement » et en fait le prétexte et le décor d'un roman enchanteur

L'ENJOLIVEUR de Sophie Chérier. Stock, 252 p., 18,25 €.

L'Enjolveur est plus qu'un roman. C'est un hommage, une célébration, un tribut versé à la gloire de Jean Giono, dont Sophie Chérier confie simplement qu'il est davantage qu'un écrivain préféré, celui qui, pour elle, a « ré-enchanté le monde ». Aussi, pour dire sa dette, la romancière a-t-elle choisi une voie singulière, campant une fiction dont l'auteur d'« Un roi sans divertissement » serait mieux qu'un personnage, le prétexte et le décor, le moteur et l'axe, le « tronc commun entre les héros », le fondement et l'élan, des racines à la cime, hôte de félicité.

La toile de fond, concession à la biographie et à la révérence universitaire, sera l'Aubrac. Pays perdu où, en 1962, l'écrivain vint préparer l'adaptation pour le cinéma d'un roman situé dans l'espace alpin sur une terre hercynienne au pouvoir mystérieux, toujours perceptible. « C'était vieux, c'était rude, c'était sauvage et grand, et c'était autre chose. Il y avait sur ce plateau, dans ces forêts, sur ces chemins qui conduisaient d'un roc à un nuage, d'une cascade à une bête, un secret qui défiait la marche, qui résistait à l'exploration, comme la vie de Langlois continuait, plus de cinquante ou de cent cinquante ans, d'échapper à la lecture, de dépasser l'entendement, de me toucher ailleurs qu'à la place des mots (...). L'Aubrac se défendait. Semblait plat, immobile. Avait l'air de dormir. Il fallait s'en méfier. Il était comme un gel, comme un serpent qui mue. Il craquait, ondulait, se contorsionnait hors de sa vieille peau. Il inclinait son dos, frémissait sous les pas, comme sous les caresses. Se retournait la nuit dans ses propres replis, pour chercher la fraîcheur. Il nous désorientait, il nous brouillait les pistes. »

A cette école, Sophie Chérier ne manque pas d'en faire autant. Campant une sympathique réunion d'aficionados venus fêter sur le plateau les 30<sup>e</sup> Journées de l'Association des amis de Giono, là où fut réalisée l'adaptation cinématographique du roman de 1947, la romancière fait insensiblement évoluer le récit, ouvert par la chaleureuse évocation des 107 ans de l'auteur, chronométrie frivole qui affranchit des pesanteurs redoutées des colloques et autres rencontres de spécialistes. Espiègle, elle ose de savoureuses mises au point : les gens du cru n'ont pas gardé un souvenir bien favorable d'une promotion culturelle qui ne les touchait pas, eux qui écrivent différemment (« avec de l'encre aussi - avant qu'elle soit liquide »). Puis aborde l'intrigue sentimentale.

## IDYLLE CRUELLE

Manuel, un commissaire de police tout juste en rupture de ban de l'éducation nationale, vient participer aux rencontres avec sa nièce Juliette, qu'il fait passer pour sa fille, comme si la célébration de la fiction autorisait à bousculer la donne du réel, au point de chercher dans le petit cimetière des Hermaux, « qui séchait contre l'église comme une serpillière », la tombe du capitaine Martial Langlois, commandant de l'ouveterie inventé par Giono et tué par lui en 1845. Il s'éprend d'une jeune femme, Clara, sur le point d'entreprendre une autre adaptation d'« Un roi sans divertissement », promesse d'un de ces palimpsestes dont rêvent les servants du culte le moins dogmatique qui soi. L'idylle tourne court, tragiquement, et la romance se

fait roman noir, comme le prof redevient policier, rejoignant dans la vie réelle un drame de papier puisque la mort semble être une fidèle lectrice du texte qui réunit les Amis de Giono. Jusqu'à respecter sa topographie. Dramaturgie aux vertus collectives à la façon des tragédies antiques.

Mais, chez le Giono de Sophie Chérier, les limbes ne peuvent conduire au gouffre, puisque Manuel salue d'emblée le « pays de derrière l'air » où il conduit Juliette d'une explicite conjuration : « Vous qui entrez ici, laissez toute désespérance. »

Même la rusticité la plus crue prend, grâce à l'« enjolveur », des manières de grâce. Ainsi, à l'heure de l'aligot, un vieux berger sort son couteau, l'ouvre et n'a pas « ce geste de se trancher le cœur qu'avaient les hommes de son temps (...), la lame à un fil de la peau, à toucher la chemise, à faire peur. Il ne fit pas cela. Il sépara les tranches comme les pages d'un livre, prestement, sans déchirer. » Comme le joueur de bandonéon tire de son instrument des mélodies, « comme s'il vidait, au fur et à mesure de la récolte, la sève et le sirop des histoires de son cœur ».

C'est ce miracle Giono que Sophie Chérier parvient à faire partager dans ce livre si tendre et harmonieux qu'on en sort rassasié. Et plus que jamais convaincu du pouvoir de la littérature.

« Qu'est-ce qu'un roman ? Des restes d'homme tracés sur des restes d'arbres avec des restes de feu et d'orage. Et qu'est-ce qu'un crime ? La même chose. Tout est vrai. Tout est faux. Rien n'est vanité. »

Philippe-Jean Catinchi

## EXTRAIT

« Les livres ? Nous ne nous les arrachons pas, nous ne les dévorons jamais. Nous ne courons pas les acheter. Nous sommes sans fureur et sans rage. Nous ne sommes pas pressés. Nous avons tout notre temps. La vie est devant nous, ou derrière, ou autour. Nous ruminons tout ça. Nous avons pour digérer les phrases une panse de joie, un bonnet d'espérance, un feuillet d'ironie, une caillette de profonde connaissance du cœur humain. Les pages, nous ne les tournons pas, nous les faisons remonter en nous, doucement, plusieurs fois, comme des souvenirs, des enfances, des limbes, et nous avons, en levant les yeux, et en nous détournant pour ne gêner personne, des renvois parfumés, mélodieux, rassasiés. Comment nous appeler ? Gionistes ? Gionophiles ? Engionés ? Gionomanes ? Gionolâtres ? Gionophages ? Comme vous voudrez. Mais c'est plus beau. Nous sommes des amis de génie. » page 42

## Le deuil des relations amoureuses

Ilan Duran Cohen raconte les drôles de déconvenues d'un Harry Langdon du trouble sexuel, mi-gay mi-étalon d'une féministe, qui fonde une agence-conseil pour gérer les ruptures

MON CAS PERSONNEL d'Ilan Duran Cohen. Actes Sud, 210 p., 15,90 €.

Boy meets girl : le fameux schéma de la rencontre amoureuse a fait long feu. Le scénario type est déréglé. Ilan Duran Cohen le constate avec humour, malice, désappointement, depuis *Chronique alicienne* (égarements d'un apprenti cinéaste à New York) et *Le Fils de la sardine* (désirs pas casher d'un trio d'enfants de la rue des Rosiers). Il en a fait un film épatant, *La Confusion des genres* (pulsions et remords d'un avocat fiancé avec une juriste et séduit par un truand). *Mon cas personnel* ironise encore sur ces errances et ces désenchantements d'époque, avec une sensibilité et une drôlerie rares.

Comme tous les personnages d'Ilan Duran Cohen, le héros de ce nouveau roman, Alain Conlang, 36 ans, petit-fils d'une lignée Cohnlimberg ou Konningstein (la famille ne s'en souvient plus depuis que le grand-père s'est fait faire un lifting de patronyme), a des problèmes d'identité. Pas seulement. Ce pendant magnifique (on l'imagine assez en Dustin Hoffman, mi-Macadam Cow boy, mi-Little Big man, teinté Rain man...) est aussi chômeur, il est en proie au doute, à la honte, à la culpabilité. Il a l'obsession d'être en règle, craint les douanes, les uniformes et les experts, les forts en thème et les donneurs de leçons. C'est un faible, déséquilibré (une jambe plus courte que l'autre le condamne au port de la semelle), parano. Il déteste le conflit. Il sème des Post-it partout sur son passage, peur d'oublier. Ses parents, anciens parfumeurs, sont tous les deux touchés par la maladie d'Alzheimer. Ils « sombrent doucement dans la démence », ensemble. « A cause d'eux, je suis groupie de l'amour, du



Ilan Duran Cohen, sensible et ironique

romantisme absolu », confesse notre angoissé.

Tout, dans sa vie, contredit cette aspiration au couple idéal. Et c'est un bonheur de lecture que le récit candide et déconfit de ce brave homme pris dans un tourbillon, une cascade de rencontres plutôt déprimantes, mais retracées sur le ton de la comédie. Alain Conlang a une relation intime avec Hervé, l'ancien DRH de la société de leasing où il était contrôleur de gestion. Ils se tiennent par la main, il l'appelle mon petit chéri, mon prince charmant, envisage un pacs de raison : « Nous n'avons rien en commun, physiquement pas grand-chose, mais je crois que la vie à deux est faite d'une suite illogique de compromis acceptés », et même si « my love, tu ne

combleras pas le vide qui me hante, unissons nos solitudes ».

Parallèlement, cet Harry Langdon du trouble sexuel contemporain rencontre une femme dans une conférence organisée par une association féministe, Nathalie Weinberg, qui lui plaît et vice versa ; tandis qu'il s'initie fiévreusement aux ouvrages de Betty Friedan et de Gisèle Halimi, qu'il admet qu'après le règne illogique, aberrant et brutal, d'une société machiste il faille mettre « toutes les femmes à la tête, sauf ma mère qui perd la sienne », elle lui peaufine une lettre à parapher, signer et retourner : un contrat de procréation. Moyennant dédommagement (20 000 euros incluant frais de repas et déplacements), il s'engage

à lui faire un môme qui ne portera pas son nom, et à s'interdire « tout attachement affectif ou émotionnel à la Mère et, dans la mesure du possible, à l'enfant ».

Habitué à avaler des couleuvres, le désigné géniteur signe, et glisse sur le toboggan des frustrations. La première séance d'accouplement est loufoque, la relation mâle-femelle bat de l'aile parce qu'elle ne veut pas d'affects, et qu'il déborde d'élan : « Quand je baise, je m'attache, c'est stupide, immature, je me ridiculise, estame des déclarations irresponsables assurant la dévotion éternelle... » Nathalie reste de glace : « Relisez bien votre contrat ».

## IRRESISTIBLE

Tout en peinant avec Nathalie, en s'éloignant d'Hervé pour se rapprocher de Pierre, Alain se prend pour Méné Grégoire. Il fonde une « agence matrimoniale à l'envers » : une méthode pour aider ses clients à faire le deuil de leur relation amoureuse. Dix commandements (à « l'orthodoxie absolue ») qui déclenchent des pages irrésistibles où défilent des femmes encombrantes, agressives, un quidam qui ne se remet pas de la perte de son chien, un ex-obèse qui avait perdu 60 kilos et regrettait sa graisse fondue, une ménopausée encore ardente qui veut qu'on lui ressuscite Claude François... Ilan Duran Cohen s'emballe, hausse le rythme, donne de l'ampleur à sa vie de ruptures-mode d'emploi. Tout se complique. Nathalie se rend compte qu'Alain embrasse bien, puis le traite, comme tous les hommes, de gros con. Le portable du gourou, dépassé par son succès, n'arrête plus de sonner. Il enterre ses propres amours, et ses parents disparaissent dans l'eau du canal Saint-Martin. La vie est triste, dans ce livre gai.

J.-L. D.

MARC DUGAIN



Heureux comme Dieu en France

roman

« Le roman passe comme glissent les nuages, émaillé de rais de lumière, de bonheurs d'écriture, de respirations poétiques. »

Ève de Castro, *Le Figaro Littéraire*

ur

GALLIMARD

Romans policiers

par Gérard Meudal

Dépôts de bilan

**EX**  
de Patrick Raynal.  
Denoël, 272 p., 19 €.

**LE DERNIER ESPION**  
(Den sidste spion)  
de Leif Davidsen.  
Traduit du danois par Martine Selvadjian,  
éd. Gaïa, « Suspense », 304 p., 15 €.

Trente ans après, c'est l'heure des bilans, le moment de se demander ce qui reste des idéaux révolutionnaires de l'extrême gauche des années 1970 et surtout ce que sont devenus les militants qui rêvaient à l'époque de changer le vieux monde. L'exercice est assez répandu ces temps-ci et les différents cas de figure bien répertoriés entre ceux qui se veulent fidèles et ceux qui ont renié leurs erreurs de jeunesse. Le mérite de Patrick Raynal est de pratiquer l'exercice avec une bonhomie teintée d'humour. Un certain Joseph Padelec, gardien de phare en Bretagne et qui mène une existence parfaitement réglée et monotone, reçoit la visite d'un étrange émissaire venu de Paris, flanqué de deux gorilles. Simon Rubinstein alias Jean Pons avait fondé en 1968 dans un amphithéâtre un groupuscule révolutionnaire constitué de six camarades. Le groupe s'était montré assez crédible pour obtenir des services secrets chinois un véritable trésor de guerre destiné à soutenir son action révolutionnaire. Mais au moment même où les militants hésitaient entre la lutte armée et l'élevage des moutons dans le Larzac, le petit noyau est démantelé par la police à la suite d'une trahison. Après quelques démêlés avec la justice chacun suit sa propre voie. Au moment de mourir, Jean Pons, l'ancien chef charismatique, devenu éminence grise de la politique, conseiller du président ou plutôt des présidents successifs, décide de répartir le magot entre ses anciens camarades et charge Padelec de cette mission et éventuellement, en prime, de démasquer le traître. Même s'il ne s'agit pas d'un roman à clef, Patrick Raynal ne peut retenir par moments quelques piques contre des personnages assez faciles à identifier et bien que la ficelle qui fait s'achever le roman le 11 septembre 2001, au moment précis où s'écroulent les tours du World Trade Center, est un peu grosse, le voyage vaut le détour. La confrontation avec le passé peut être douloureuse, mais l'auteur se sert de cette enquête, moins pour organiser un règlement de comptes que pour effectuer un pèlerinage sur les lieux de sa propre histoire, de l'arrière-pays niçois à la campagne irlandaise en passant par Bamako, la Bretagne et la rue Sébastien-Bottin. La nostalgie l'emporte sur l'amertume.

C'est aussi le bilan d'une époque révolue que fait Leif Davidsen dans *Le Dernier Espion*, celui de la guerre froide puis du démantèlement de l'URSS. Tom, un agent danois chargé de la lutte contre la drogue en mission en Thaïlande, est rappelé au pays pour tenter d'identifier la taupe soviétique qui a infiltré les services secrets danois. Le mérite de Davidsen est de mêler efficacement le roman d'espionnage à une véritable intrigue policière classique. Tom découvre progressivement que, indépendamment des difficiles relations internationales, il est lui-même impliqué bien plus qu'il ne le croyait dans cette affaire de trahison. Cela nous vaut quelques descriptions étonnantes de la guerre menée par les Soviétiques en Afghanistan ou des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, tout en démontrant que les espions n'ont pas de raison de désespérer. A défaut de travailler pour les services secrets, ils ont encore de beaux jours devant eux pour le compte de la mafia.

■ **DES MORTS À LA CRIÉE**, d'Ed Dee

Le cadavre d'un flic est repêché dans l'East River. Les deux inspecteurs chargés de l'enquête vont avoir bien du fil à retordre car la victime, disparue dix ans plus tôt, était un ripoux qui émergeait à la mafia du marché aux poissons de Fulton Street. Du coup, bien des policiers sont décidés à saboter des investigations qui risquent de les mettre en cause. Ce premier roman d'un ancien inspecteur de police new-yorkais est un modèle du genre. L'auteur connaît parfaitement, et pour cause, les moindres détails de la procédure mais surtout il donne de New York une image peu conventionnelle où l'eau est omniprésente et où la corruption a des relents de poisson pas très frais (traduit de l'anglais - Etats-Unis - par Etienne Menanteau, Seuil, « Policiers », 300 p., 17 €).

■ **INTIME PULSION**, de Minette Walters

La rumeur que des pédophiles ont été discrètement relégués par les services sociaux dans la cité pourrie d'Acid Row provoque une manifestation populaire qui tourne au carnage alors qu'une gamine vient de disparaître. Un thriller à faire froid dans le dos moins pour son suspense pourtant irréprochable que pour la manière implacable dont il démontre comment un cocktail de bêtise, de lâcheté et de misère conduit inévitablement à la barbarie (traduit de l'anglais par Philippe Bonnet, Stock, 380 p., 20,55 €).

Vautrin ou la musique des abandonnés

Romancier, scénariste, cinéaste... Depuis trente ans, ce diable qui use de toutes les formes d'écriture stigmatise, avec rage et jubilation, les errements de notre société

Dernier état de l'avancement du genre humain ? Rien de bien réjouissant si l'on en croit le nouveau roman de Jean Vautrin : « On étranglait à l'autre bout du monde. En Afrique, en Tchétchénie, on tuait, on égorgeait, on saignait, on éclatait... Au Moyen-Orient, les bombes fragmentaient, les chars écroulaient, les commandos nettoyaient. Deux mille oiseaux nageaient dans le brut, la banquise se fracturait et la terre se couvrait de buissons d'épines. » Voilà pour le cadre général, quant aux réactions qu'un tel bulletin d'informations

■ **PORTRAIT**

« C'est aux écrivains de s'engager et de devenir les polémistes de l'époque, de pratiquer l'invective »

peut susciter : « Chez nous, ça vermoulait assez bien ! Curetage de cerveaux. "Loft Story" fabriquait tranquillement son contingent de moules. La basoche grimpaît au mât des affaires, les potaches tuaient leurs copains à coups de batte de base-ball, les hommes politiques avaient le revolver sur la tempe. »

Il serait ridicule et malhonnête, comme on l'a fait parfois, d'accuser Jean Vautrin de céder à on ne sait quelle mode soi-disant nouvelle du sanglant et du spectaculaire. Ce serait oublier que depuis une trentaine d'années il ne cesse de prendre le pouls d'une société malade. Si ses romans sont violents, de *Billy-Ze-Kick* à *Bloody Mary* en passant par *Symphonie Grabuge*, c'est que le monde qu'ils reflètent n'est pas toujours tendre pour les abandonnés. Et que dire des nombreux films qu'il a réalisés sous son nom véritable de Jean Herman ! Son premier long métrage par exemple, *Le Dimanche de la vie* avec Danielle Darrieux tournée en 1967 d'après Raymond Queneau, ce n'est pas précisément une bluette mais un tableau féroce de la France d'avant-guerre.

Il n'y a pas de complaisance chez Vautrin mais une saine colère contre les errements du monde comme il va. *Le Journal de Louise B.* est d'ailleurs inspiré d'un faits divers bien réel, l'histoire d'une prof violée par ses élèves. Vautrin imagine que cette Louise B. dont on essaie d'acheter le silence pour étouffer le scandale et ne pas compromettre l'avenir de quelques fils de famille bien-pensants, refuse tout marchandage non par cynisme mais par incapacité viscérale. Elle dérape dans la folie et se transforme en tueuse schizophrène. « Cette Louise B. est une des rescapées du naufrage sociétal qu'on vit en ce moment, cette débâcle des cœurs et des esprits dans une société d'indifférence bouffée



CHRISTOPHE GOUSSARD POUR « LE MONDE »

par l'argent. » C'est aussi un coup de gueule contre l'hypocrisie car il se trouvera toujours de bonnes âmes pour suggérer que cette Louise B. l'a bien cherché, qu'autrefois les profs n'alliaient pas en boum avec leurs élèves, un mélange de blues désespéré et de violent pamphlet. La véhémence de la langue mais aussi la force des images et le tempo du découpage semblent directement issus de l'expérience cinématographique par laquelle

le concours de l'Idhec et la conquête de Paris. Puis un séjour en Inde, le service militaire en Algérie, où il filme pour le cinéma des armées l'explosion de la première bombe atomique française. Vautrin travaille ensuite comme assistant de Rossellini avant de réaliser ses propres films « *Etre metteur en scène c'était déjà travailler sur des scénarios avec Queneau, Japrisot, Blondin, Fallet, des gens pour qui la langue était là.* »

EXTRAIT

« Boucan ! Ramdam ! Clairon !  
A l'hôtel de police, la petite fête tourne carrément au plaisir. Aux cris d'oiseau, à la débauche. Même la zizique a gagné en décibels.  
Le regard un peu trouble, le commissaire fraternise avec la population à roulaquettes ou à charmeuses. Il fraie avec toute la copaille des lascars enfouraillés de gros calibres, se mêle aux jeunes inspecteurs qui trouvent leur louque à la télé.

Il distribue les bons mots. C'est un peu comme s'il visitait un zoo. Il passe devant les cages. Il distribue des cacahuètes et des satisfecit. Il la joue à l'ancienne. Façon Maigret. Il en rajoute. Il se met du côté du rire. De la blanquette de veau. Sa secrétaire est sur ses talons. Au fond de la salle, il longe le buffet. Il passe en revue les pilleurs de petits fours et note quelques nez qui irriguent dans les palettes rougeoyantes. » page 204

Vautrin est passé avant de venir à l'écriture.

Né à Pagny-sur-Moselle en 1933, Vautrin a grandi à Auxerre, où son père était médecin et où se situe l'action du journal de Louise B. Avec ses condisciples du lycée Amyot, Jean-Paul Rappeneau, Jean-Louis Scherrer, Jean-Pierre Soisson... il rêve de Paris, de littérature et de cinéma. « *Au ciné-club d'Auxerre on a vu ensemble Citizen Kane, les films de Joris Ivens. J'ai perdu mon pucelage à la sortie du Cuirassé Potemkine, avenue Foch, là où je place la maison de Louise B.* » Ensuite c'est

Puis c'est la naissance de son fils Julien. « *On a galéré trois ou quatre ans avec un enfant auquel on ne comprenait pas grand-chose. A l'époque l'autisme n'était pas très bien connu.* »

Vautrin doit interrompre sa carrière de cinéaste, sa femme, Anne, celle de comédienne. La famille se replie dans une grande maison à Dourdan où l'enfant peut sans trop de dommages casser le mobilier. Jusqu'au jour où Vautrin s'avise qu'il a pour voisin Michel Audiard. Ils travaillent ensemble sur une vingtaine de films et Vautrin obtient

même un oscar du scénario en 1981 pour *Garde à vue*. Michel Audiard meurt, entre-temps Vautrin a rencontré Marcel Duhamel, le directeur de la Série Noire, qui le pousse à écrire son premier livre en 1973, *A bulletins rouges*, l'histoire d'une bande de loubards de Sarcelles qui kidnappe un député. « *L'écriture est devenue le geste juste.* »

Mais de ce premier livre date un malentendu persistant. Car enfin où classer ce diable d'homme ? Il a publié plusieurs recueils de nouvelles (et se souvient avec émotion d'avoir eu la chance de bénéficier des conseils de Raymond Carver), des romans feuilletons (dont la série des aventures de Boro en collaboration avec Dan Franck), des bandes dessinées (avec Tardi, *L'Espoir assassiné*, deuxième tome du *Cri du peuple*, paraît ces jours-ci chez Castorman), des romans d'aventure (dont *Un grand pas vers le Bon Dieu*, qui lui a valu le Prix Goncourt en 1989), des romans noirs scrutateurs de la société qu'il qualifie de vecteurs d'idées. « *Puisqu'il y a de moins en moins de journaux d'opinion et de plus en plus de suivisme, c'est aux écrivains de s'engager et de devenir les polémistes de l'époque, de pratiquer l'invective ; on tutoie, on fait le grand écart, on est libertaire, on est canaille, on ose, on n'est pas ligoté. La véhémence ça se cultive et ça peut devenir le style.* »

■ **UNE VRAIE GÉNÉROSITÉ**

Aux antipodes d'une certaine littérature minimaliste. « *D'une part on attaque la vie au cure-dents, et en plus on a peu de vocabulaire, ça fait beaucoup de tristesse pour celui qui aime la langue.* » Vautrin pratique l'écriture avec rage et jubilation, mais aussi avec une vraie générosité. *Le Journal de Louise B.* donne naissance à un nouveau personnage, celui du commissaire Roman Kowalski, un flic désabusé qui boit un peu plus que de raison et se gave de chocolat malgré un embonpoint déjà considérable, un drôle de bonhomme qui aimerait mieux comprendre l'humanité plutôt que la châtier. Autant dire qu'il n'a pas beaucoup d'avenir dans la police. Mais chez Vautrin peut-être car aux dernières nouvelles le gros flic flasque vient d'être muté d'Auxerre à Bordeaux (où vit son créateur) et pourrait bien repartir pour de nouvelles aventures, devenir une sorte de commissaire Maigret revu par Montesquieu. « *Ça lui permettra d'attendre des jours meilleurs auxquels je ne crois pas.* »

Mais foin de résignation, ce n'est pas le genre de la maison et Vautrin aussitôt d'évoquer un feuilleton sur les mutins de 1917 et tant d'autres projets pour mieux résister à la vacherie du monde. Il y a de l'ogre chez cet homme-là mais pas le genre à croquer le Petit Poucet ni aucun autre marmot, plutôt le genre à vous inviter généreusement à sa table, quitte à y taper du poing quand il le faut pour rappeler quelque vérité marquée au coin du bon sens.

G. Me.

■ **LE JOURNAL DE LOUISE B.**

Jean Vautrin.  
Ed. Robert Laffont 302 p., 21 €.

**PIERRE SANSOT**

J'ai renoncé à vous séduire

Desclée de Brouwe

www.descleedebrouwe.com

À NOS ABONNÉS

Pour vos changements d'adresse durant vos vacances

par Internet

www.lemonde.fr

(rubrique « le quotidien/abonnements »)

ou par téléphone

0825 022 021

(0,15 € TTC/min)

Chaque vendredi

LE MONDE TELEVISION

avec Le Monde

DATÉ SAMEDI

■ **SUITE ET FIN AU GRAND CONDÉ**  
de Mercedes Deambrosio

Le troisième roman de Mercedes Deambrosio est un réjouissant régal, un bain de jouvence. Le lecteur - candide immoral - se délecte des saveurs épicées de la revanche, de l'imposture et du mensonge. *Suite et fin au grand Condé* est un pied de nez à l'establishment, un renversant déni des hiérarchies sociales. Mercedes Deambrosio a un ton, une écriture, une somptueuse désinvolture, mais aussi la cruauté nécessaire à qui veut témoigner de la laideur ambiante, sans en souffrir.

Ce conte de fées morbide, mais allègre, règle leur compte à ceux, haïs, qui nous soumettent. La romancière jubile à mesure qu'elle distille son intrigue policière. Mademoiselle Sureau - ni belle ni riche - se crée divine Madame et s'adore ainsi. Elle est l'orchidée noire d'une histoire rocambolesque, dans le cadre d'un palace célèbre, Le Grand Condé, où elle apparaît, chaque année à date fixe, fausse riche déployant son faste éphémère dans la « suite » Sévigné (d'où le double sens du titre du roman).

L'imbroglio ne sera pas dévoilé. Il est riche en rebondissements. Mais sa densité tient surtout aux personnages qui pullulent autour de Madame, vils et affreux, décrits avec fougue et méticulosité (jusqu'aux sécrétions intimes des peaux fanées), insectes impénitents, haletants d'ambitions refoulées et de désirs inassouvis. *Suite et fin au Grand Condé* est la métaphore d'une société où s'opposent vieux rétrogrades et jeunes requins affamés, domaine de la lutte qui développe notre instinct meurtrier (Buchen-Chastel, 316 p., 14,90 €).

Hugo Marsan

## Savage, l'homme de l'Ouest

Un duel fratricide à haute tension dans le Montana des années 1920 pour découvrir un cow-boy écrivain de 87 ans trop méconnu de ce côté-ci de l'Atlantique

**LE POUVOIR DU CHIEN**  
(The Power of the Dog)  
de Thomas Savage.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Pierre Furlan,  
Belfond, 372 p., 19 €.

Il a été, dit-on, « le secret littéraire le mieux gardé de toute l'Amérique ». Dans cette rentrée étrangère, si riche en romanciers américains, Thomas Savage occupe une place à part, celle du talent méconnu, oublié, mal jugé, bref de l'écrivain à découvrir. L'auteur n'est pourtant pas un jeune homme. A 87 ans, ce descendant d'une grande famille de l'Ouest américain a même signé treize romans. Mais il faut croire que ses livres tombaient tous à contretemps ou à contre-goût. Seul un petit cénacle d'initiés, parmi lesquels ses pairs, avait reconnu en Savage un écrivain important. Jusqu'à ce que, l'an dernier, l'éditeur Little Brown ressorte *Le Pouvoir du chien*, initialement publié en 1967 et introuvable. L'Amérique, alors, s'est enthousiasmée, un peu comme lorsqu'on retrouve un vieil aïeul trop longtemps perdu de vue. Et l'éditeur a décidé de poursuivre son entreprise de réédition.

Il serait trop facile de présenter Thomas Savage comme un auteur de westerns littéraires. Pourtant, l'Ouest profond est son décor de prédilection. Né en 1915 à Salt Lake City, en plein pays mormon, élevé dans un ranch du Montana, Savage commence sa carrière comme déboureur de chevaux et éleveur de moutons, au pied des montagnes rocheuses. Son premier essai littéraire, à 21 ans, porte sur l'art de rompre un cheval à la selle : il lui vaudra 75 dollars immédiatement investis



Thomas Savage : « J'ai toujours cru que le paysage formait les gens »

et perdus dans quelques mines d'or. Plus tard, le jeune cow-boy s'essaiera à d'autres emplois, journalier dans un élevage, aide plombier, soudeur, chef de train, enseignant..., déménageant sur la Côte est, mais ne cessant jamais d'écrire, et revenant sans cesse, en imagination, à ces immensités battues par le vent et la neige, ces espaces âpres et rudes où l'on ne croise que du bétail, des clôtures à perte de vue et des individus « arc-boutés dans leur opposition à la terre brute ».

C'est dans le Montana des années 1920 que se situe *Le Pouvoir du chien*, dans une exploitation dirigée par deux frères, Phil et George Burbank, que tout oppose. Le premier, brillant et beau, est en réalité un pervers phobique qui sue la haine et le mépris. Le second est aussi doux et attentionné que son frère est cruel. En apparence, ce sont Abel et Caïn, mais le lecteur découvre bientôt le secret de Phil, son homosexualité refoulée, si difficile à vivre dans l'Amérique rurale et

conservatrice de l'époque. Pourtant, Thomas Savage ne cherche en rien à excuser son personnage et Phil-le-maudit restera une figure abjecte. Sa cruauté s'exacerbe tout particulièrement le jour où George installe au ranch une jeune et ravissante veuve, Rose, qu'il a réussi à épouser en secret, et qui sera rejointe, cet été-là, par son fils, Peter, un jeune garçon d'une intelligence singulière. Phil alors mettra toute son énergie à détruire la vie de Rose pour mieux tenter de dévoyer le jeune Peter.

Bien que l'on ne range pas en général Thomas Savage dans ce qu'il est convenu d'appeler le « groupe du Montana », ce livre montre à quel point la nature hostile de cet Etat façonne son imagination. « J'ai toujours cru que le paysage formait les gens », explique-t-il. Dans *Le Pouvoir du chien*, le décor n'est pas seulement un arrière-plan pittoresque, il est l'élément décisif qui sculpte les caractères et oriente l'action. De sorte qu'aucune notation n'est jamais gratuite, comme en témoigne le dénouement...

« C'est une chose que d'avoir dans sa musette d'écrivain un matériau brut extraordinaire, mais c'en est une autre que d'assembler les morceaux en une histoire forte et classique qui fixe à jamais un lieu et un événement dans l'imagination du lecteur », remarque Annie Proulx dans une postface enthousiaste. La finesse de l'étude psychologique, l'art du suspense et la tension poussée jusqu'au malaise font en effet de *Pouvoir du chien* un livre remarquable, difficile à oublier. Un peu comme si John Wayne tenait le rôle principal dans un film d'Ingmar Bergman...

Florence Noiville

## Nelson, à la folie

Jusqu'où peut aller un biographe pour sauver l'honneur de son sujet ? La réponse avec Barry Unsworth

**LA FOLIE NELSON**  
(Loosing Nelson)  
de Barry Unsworth.  
Traduit de l'anglais  
par Anne Damour,  
Belfond, 400 p., 20 €.

Existe-t-il une pathologie du biographe ? C'est la question qu'aborde ici Unsworth, auteur naguère d'un roman magistral sur la traite des noirs. Il fait partie de ces romanciers qui ont besoin d'un contexte historique pour observer l'homme et ses folies : ses lecteurs, pour savourer ses intuitions psychologiques, doivent apprécier les évocations du passé et les héros d'antan, tel l'amiral Nelson. La vie de ce héros borgne (et manchot) est l'un des sujets de ce livre, qui est assez habilement conçu pour raconter aussi le développement d'une névrose, celui d'un amour raté, et présenter au passage un précis très animé de bibliographie nelsonienne.

Charles, célibataire désœuvré, craintif et passionné, prépare sur Nelson un ouvrage définitif, et son personnage devient objet de monomanie, d'obsession, d'assimilation abusive : le cas n'est pas si rare. Unsworth étudie cette maladie. Il en trouve les origines dans l'enfance du narrateur, le départ de sa mère, la domination d'un père exigeant et cruel. Au collège, un professeur admiré lui parle des héros, plus tard un psychiatre lui suggère une thérapie par adoration d'un modèle. Les symptômes apparaissent bientôt : enfermement, mépris de soi, lenteur en toutes choses, craintes permanentes. Charles épouse le calendrier de la vie de Nelson, ressent les émotions de l'amiral aux

dates de triomphe ou de déception. Tourmenté par ses fantômes, ce biographe parvient tout de même à maintenir un certain équilibre grâce à son projet : montrer la gloire absolue de son personnage. Deux facteurs vont perturber ce bien-être relatif. Le premier est une secrétaire engagée pour saisir le manuscrit. Sensible, attirante, elle s'intéresse au projet et s'insinue dans les préoccupations de son employeur. Mais elle apporte sur l'amiral un point de vue féminin, donc dangereux : elle prend parti pour l'épouse bafouée, les matelots sacrifiés...

Charles méprise et réfute, mais l'ombre d'un doute s'est levée : Nelson peut-il avoir eu des défauts ? Ou pis !

Car Charles essaie depuis longtemps d'échapper à certaine semaine napolitaine de 1799, d'occulter les événements qui s'y sont produits. Il y a peut-être une tache sur l'honneur de Nelson, assez pour le salir à jamais, assez, donc, pour détruire le fragile équilibre de son admirateur, qui s'épuise à consulter sur cet épisode les documents équivoques, les versions contradictoires.

La clé du mystère est à Naples : il s'y rend, entrevoit la vérité, chancelle sous les évidences, et se reprend. Nelson est bien l'ange radieux qu'il a révérité, les autres sont coupables, une conjuration s'est formée contre Charles, où comptent les universitaires et les lazzaroni, les chômeurs qui manifestent et le canard Donald lui-même : tous attachés à sa perte, tous acharnés à salir Nelson. Charles, lui, connaît la vérité et comment la protéger. Pour sauver l'amiral, il n'y a plus qu'une solution. Il l'adopte, dans un finale hallucinant.

Jean Soublin

## Le dispositif sexuel de Juan Goytisolo

Dans un texte parodique, ambitieux et brillant, le romancier met à nu son homosexualité et part en guerre contre l'hypocrisie catholique

**FOURTRICOMÉDIE**  
de Frère Bugeo Montesino  
et autres oiseaux à plumes  
chatoyantes  
(Carajicomedia)  
de Juan Goytisolo,  
traduit de l'espagnol  
par Claude Bleton,  
Fayard, 290 p., 20 €.

Voilà plusieurs livres, plusieurs années que Juan Goytisolo se promène dans l'histoire littéraire espagnole, avec laquelle il dialogue, tantôt en théoricien, tantôt en romancier ironique. Son goût de la provocation, son caractère peu conformiste se sont toujours mal accommodés des genres. Bien qu'il ait écrit son autobiographie, il n'estime pas avoir donné de lui-même une image fidèle aux étrangetés de sa vie. Bien qu'il ait publié plusieurs essais sur la littérature classique et plusieurs pamphlets politiques, il n'en a pas fini avec le picaresque espagnol et la poésie arabe, puisant dans ces modèles vitalité, drôlerie et émotion. Cette *Fourtricomédie*, empruntée à un classique de la Renaissance, est pour lui l'occasion

de réunir plusieurs fils de la trame de son œuvre et de sa vie. Le principe est celui du blasphème et du sacrilège : utilisation de thèmes et de termes de l'Eglise pour décrire des actes sexuels.

Masuccio Salernitano, Boccace, Sade, Jean Genet, Pier Paolo Pasolini ont tracé une sorte de ligne qui a permis l'épanouissement de ce genre. Le livre est écrit dans un style qu'on pourrait qualifier, paradoxalement, d'élevé. Comme Sade, comme Genet : on est dans la crudité, mais elle est métaphorique. Les parties anatomiques sont très rarement nommées, les gestes sexuels ne le sont pas du tout, mais bien entendu transparents : comme dans les poèmes de la tradition arabe et comme dans certains contes médiévaux. Il n'est question que de « méditations conjointes », d'« oraisons », d'« antiennes ».

#### PROUESSE STYLISTIQUE

Le projet est résumé dans un prologue, où l'auteur se dédouble et même se détrippe. Il y a un narrateur, il y a un prêtre qui se présente comme l'abbé de Trennes (personnage d'un roman de Roger Peyre-

fitte qui connut son heure de célébrité), et il y a Juan Goytisolo lui-même, qui, de temps à autre, apparaît comme le « scribe » ou le « disciple » de Barcelone, ou encore « le saint Jean de Barbès-Rochecouart ». « Il préparait – ou plutôt commettait – une sorte de roman – que l'auteur lui-même qualifiait d'armature, de pavé ou de dispositif –, dont la réalisation exigeait de nombreuses lectures et des années de travail. Une histoire de la sexualité à la lumière de la doctrine catholique par le truchement d'un voyage à travers la langue castillane depuis le Moyen Age jusqu'à nos jours. Il voulait transcrire ses expériences de dragueur dans le langage ecclésiastique, y compris celui de l'auteur du Kempis moderne, afin de le parodier de l'intérieur et de mettre à nu son hypocrisie : sans doute contaminé par ses lectures de Tel Quel, la "libido textuelle". »

La proesse stylistique (et donc celle de la traduction française de Claude Bleton) est incontestable : on est en présence d'un ouvrage d'une grande ambition littéraire, d'une grande culture. Le contenu plus immédiatement sexuel est tou-

tefois déconcertant. Le défilé des amants, pour la plupart des gigolos nord-africains des bas-quartiers de Paris et des prostitués occasionnels, est le prétexte de portraits à la Jouhandeau, à la Maurice Sachs. Mais c'est au cinéma Le Louxor, au hammam Voltaire, aux toilettes de la gare du Nord et dans les différentes « tasses » que les récentes législations, nationales ou municipales, ont fait disparaître, qu'ont lieu les rencontres. Jean Genet a donné leurs lettres de noblesse à ces endroits ou à leurs équivalents.

Tout est une question de regard et de style. Les lieux les plus nobles, on le sait, peuvent devenir vulgaires sous une plume vulgaire et les lieux les plus sordides peuvent acquérir une patine de sacré quand un grand écrivain s'en occupe. On croise dans ces pages, outre quelques prélat ibériques, Roland Barthes, Severo Sarduy, Manuel Puig, Nestor Almendros, le poète catalan Jaime Gil de Biedma (récemment traduit par William Cliff chez Anatolia). Jean Genet, quant à lui, proteste : « Vous me faites chier avec vos histoires de tantes ! »

Il y a dans ce livre étrange quel-

que chose de très inquiétant qui tient au regard que Juan Goytisolo porte sur lui-même et son passé. Bien entendu, c'est un livre de poète, de poète agressif, militant, sarcastique, mais de poète. Il évoque merveilleusement Tanger, New York, Paris, il donne merveilleusement la parole à un transsexuel violé qui cherche en vain refuge dans l'église Saint-Bernard – qui fut, il y a quelques années, on s'en souvient, le quartier général des sans-papiers et

de leurs éphémères protecteurs venus du show-business –, il sait rendre leur grandeur aux êtres dans l'intimité de rencontres parfois fugitives, souvent vénales, souvent sordides. Il rappelle l'hypocrisie d'une histoire religieuse des sexualités. Mais, parfois, l'ambition du projet, la démultiplication des voix, la parodie, la dispersion des anecdotes font un peu perdre de sa force incisive à ce texte qui aurait pu être un brûlot.

René de Ceccatty



**■ UN AMI PARFAIT**  
de Martin Suter

Lorsqu'il était journaliste, le romancier suisse allemand Martin Suter multipliait les reportages lointains pour des magazines friands de destinations exotiques. Mais aucune aussi mystérieuse, dérangeante et remplie d'incertitudes que le territoire dont il a fait son champ d'activité littéraire : le cerveau humain. C'est en se promenant dans les méandres d'un homme atteint de la maladie d'Alzheimer que cet auteur s'était fait connaître, grâce à *Small World* (éd. Christian Bourgois, 1998), un véritable thriller cérébral remarquablement bien mené. Pour son troisième roman, Martin Suter ne montre cependant pas le même brio, comme si le filon s'épuisait à force d'avoir été travaillé.

L'histoire de Fabio Rossi, journaliste suisse d'ascendance italienne, s'appuie sur les mécanismes déjà très exploités de l'amnésie consécutive à un accident – en l'occurrence, une agression. Voilà donc notre homme occupé à retrouver les secrets de son ancien moi, qui semblait avoir changé dans les semaines précédant l'attaque, et donc les raisons pour lesquelles il s'est fait estourbir. L'idée n'est pas neuve, et la réalisation, pourtant relativement efficace, manque d'originalité. Bien sûr, Martin Suter a du talent pour l'observation juste, les dialogues enlevés, mais l'ensemble laissera sur leur faim les lecteurs qui s'étaient régalez en lisant *Small World* (traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, éd. Christian Bourgois, 374 p., 23 €).

Raphaëlle Rérolle



**■ PARMIS LES DISPARUS**  
de Dan Chaon

Parmi les disparus est, sans aucun doute, une des très bonnes surprises de la rentrée. De quoi s'agit-il ? De douze nouvelles, de douze histoires de famille aussi banales que déchirantes qui se passent dans l'Amérique profonde (Wyoming, Montana, Nebraska – où l'auteur est né en 1964). Pour Dan Chaon, la famille n'est qu'une « notion tirée d'un livre de contes ». Alors, à la première personne, il raconte ces vies fissurées et ces prétendus liens du sang usés par le temps. « Nous étions devenus des énigmes l'un pour

l'autre » : cette remarque d'un fils à sa mère renvoie au désespoir qui règne entre tous les personnages, qui, à force de petits mensonges et piteux arrangements, finissent par devenir étrangers les uns les autres. Pire, à force de faux-semblants et d'illusions – chacun feint ici de mener une existence heureuse –, ils finissent par ne plus se (re)connaître. « Où me suis-je trompé ? », s'interrogent tour à tour les narrateurs. Erreur de casting, le film tourne à l'horreur..., et Dan Chaon en profite pour enfoncer le clou, et dire, en autant de phrases courtes qui prennent à la gorge, l'insignifiance de la vie, qui se résume souvent à une « succession de faits isolés ». Désabusé ? Lucide ? Autant que Raymond Carver, à qui Dan Chaon fut comparé avec raison outre-Atlantique. Ne reste alors qu'à attendre avec impatience ce premier roman auquel il travaille actuellement (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Hélène Fournier et Michel Lederer, Albin Michel, « Terres d'Amérique », 272 p., 19,80 €).

Emilie Grangeray

**magazine littéraire**  
N° 412 - septembre 2002

**Alexandre DUMAS**  
200 ans après  
avec Juliette Benzoni, Pietro Citati,  
G.O. Châteaureynaud, Didier Decoin, Hervé Jaouen,  
Patrick Rambaud, Claude Schopp...

ENTRETIEN : Pascal Quignard

Chez votre marchand de journaux : 5,35 €

Le Magazine littéraire sur Internet : www.magazine-litteraire.com

**OFFRE SPÉCIALE**

6 numéros : 22,87 €  
Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

<input type="checkbox"/> Italo Calvino	<input type="checkbox"/> Rabelais	<input type="checkbox"/> Ludwig Wittgenstein
<input type="checkbox"/> Jean Starobinski	<input type="checkbox"/> Paul Verlaine	<input type="checkbox"/> Les écrivains cinéastes
<input type="checkbox"/> Sade	<input type="checkbox"/> Aragon	<input type="checkbox"/> Cervantès
<input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz	<input type="checkbox"/> Michel Foucault	<input type="checkbox"/> J.M.G. Le Clézio
<input type="checkbox"/> George Sand	<input type="checkbox"/> Cioran	<input type="checkbox"/> Michaux
<input type="checkbox"/> Joseph Conrad	<input type="checkbox"/> Schopenhauer	<input type="checkbox"/> Chateaubriand
<input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke	<input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch	<input type="checkbox"/> Mallarmé
<input type="checkbox"/> Guy de Maupassant	<input type="checkbox"/> F. Scott Fitzgerald	<input type="checkbox"/> Pierre Bourdieu
<input type="checkbox"/> Lévi-Strauss	<input type="checkbox"/> Oscar Wilde	<input type="checkbox"/> Spinoza
<input type="checkbox"/> Jean Genet	<input type="checkbox"/> Thomas Mann	<input type="checkbox"/> Les libertins
<input type="checkbox"/> Roland Barthes	<input type="checkbox"/> André Malraux	<input type="checkbox"/> Beckett
<input type="checkbox"/> Georges Perec	<input type="checkbox"/> Apollinaire	<input type="checkbox"/> Balzac
<input type="checkbox"/> Céline, le Voyage	<input type="checkbox"/> Les vies de Proust	<input type="checkbox"/> Darwin
<input type="checkbox"/> Hermann Hesse	<input type="checkbox"/> Stefan Zweig	<input type="checkbox"/> Goethe

Nom : .....  
Adresse : .....

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

**magazine littéraire**  
40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris – Tél. : 01.45.44.14.51 – Fax : 01.45.48.86.36  
www.magazine-litteraire.com

MON

# Michel de Certeau, iconoclaste éclairé

Jésuite lucide et généreux, historien ouvert à toutes les transversalités, membre fondateur de l'Ecole freudienne, cet homme habité par une blessure secrète fut tout cela et plus encore. Autour de la biographie de François Dosse, plusieurs ouvrages mettent en lumière cette figure discrète de la vie intellectuelle des années 1970

**LE MARCHEUR BLESSÉ**  
de François Dosse.  
La Découverte, 655 p., 39 €.

**MICHEL DE CERTEAU.**  
**Les chemins de l'histoire**  
ouvrage collectif sous la direction de Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Michel Trebitsch.  
Complexe, 240 p., 18,90 €.  
En librairie le 12 septembre.

**HISTOIRE ET PSYCHANALYSE :**  
**autour de Michel de Certeau**  
EspaceTemps, 80-81,  
septembre 2002, BP 149,  
75562 Paris Cedex 12.

Historien ouvert à toutes les transversalités, jésuite lucide et généreux, Michel de Certeau fut un rénovateur des études sur la mystique. Mais il fut aussi, par l'intérêt qu'il portait à la nécessaire relève du message freudien, l'un des fondateurs, avec Jacques Lacan, de l'Ecole freudienne de Paris (1964). Par son enseignement incisif et son écoute rigoureuse de la parole d'autrui, il laissa une forte empreinte sur bon nombre de jeunes intellectuels des années 1970, qui lui doivent une part de leur orientation actuelle et qui ne manqueront pas d'être émus à la lecture de l'ouvrage de François Dosse et des préfaces inédites de Luce Giard, Jacques Revel et Dominique Julia (1).

A travers de multiples témoignages, Dosse reconstruit l'itinéraire complexe de cet homme habité par une blessure secrète, et qui sut transformer sa mélancolie en un art angélique de faire naître chez l'autre une rupture existentielle, susceptible de le rendre étranger à ce qu'il croyait être. Sans compassion ni mièvrerie, Certeau fut un initiateur d'autant plus fascinant qu'il avait su renoncer aux oripeaux d'une maîtrise de mascarade. Il dédaignait les honneurs, les fastes

et les médailles, préférant se heurter sans cesse, et sur tous les continents, à l'incandescence fragile des rébellions extrêmes ou quotidiennes.

Né à Chambéry en 1925, Certeau était issu d'une famille catholique de la petite noblesse savoyarde, qui sera marquée par un destin tragique : un suicide et deux morts violentes par accident de la route. Attiré d'abord par l'enseignement du Père Henri de Lubac, il entre en 1950 à la Compagnie de Jésus avec la ferme intention de partir pour la Chine. Six ans plus tard, il est ordonné prêtre puis intègre la revue *Christus* tout en suivant le séminaire de Jean Orcibal à la V<sup>e</sup> section de l'Ecole pratique des hautes études (EPHE).

## LA COMPAGNIE DES MYSTIQUES

En 1960, il soutient sa thèse de 3<sup>e</sup> cycle sur Jean Favre, un Savoyard comme lui, et l'un des premiers compagnons d'Ignace de Loyola, qui s'était donné pour tâche, au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, de réconcilier la Réforme avec la papauté. Dans la même perspective, il poursuit un travail sur l'itinéraire de Jean-Joseph Surin, jésuite bordelais du XVII<sup>e</sup> siècle, qui avait été missionné à Loudun, en 1634, pour exorciser les religieuses du couvent des Ursulines, possédées par le diable, malgré la mise au bûcher d'Urbain Grandier, leur supérieur. Surin les libère, mais non sans avoir été lui-même frappé de mutisme pendant vingt ans et convaincu de sa propre damnation.

En 1970, dans *La Possession de Loudun*, qui deviendra un classique, Certeau montre que, dans cette affaire, les médecins héritent d'un pouvoir de guérison jusqu'alors dévolu aux théologiens. Comparant Surin à un « d'Artagnan de la mystique », il souligne qu'il occupe, au cœur de ce dispositif, la place d'une sorte d'étranger radical, dont le pouvoir échappe à l'emprise des trois



Michel de Certeau, historien et psychanalyste

ordres institués (le Droit, la Théologie, la Monarchie). Surin inverse en effet, selon Certeau, la relation traditionnelle entre exorciste et possédé, pour se déprendre de son savoir et de sa raison au bénéfice de Jeanne des Anges, la prieure du couvent, à laquelle il signifie que les désordres attribués au diable ne sont pas sans complicité de sa part.

Par sa fréquentation des grands mystiques, Certeau effectue un triple geste iconoclaste. D'abord, il reproche à l'Eglise du XX<sup>e</sup> siècle d'avoir abandonné le « socle ontologique » du christianisme. Ensuite, il réintègre dans les études historiques, d'obédience laïque, un refoulé dont, seule, la théologie s'était pré-occupée. Enfin, il oblige les historiens à prendre en compte la psychanalyse, discipline violemment rejetée par l'école des Annales et par

ses héritiers. Regardant la mystique comme une science expérimentale susceptible de réinstaurer une communion spirituelle abolie lors du passage de Moyen Age à l'époque moderne, Certeau compare son destin à celui de la psychanalyse. Toutes deux, dira-t-il dans *La Fable mystique* (Gallimard, 1982), ont contesté le principe de l'unité individuelle, le privilège de la conscience et le mythe du progrès. Toutes deux, enfin, ont pris appui sur les résistances rencontrées.

En ouvrant ainsi un vaste débat sur les relations entre deux disciplines qui se méconnaissent mutuellement et en retournant, à travers un travail historique, aux origines d'une institution dont il est devenu le missionnaire, Certeau se place en marge des communautés auxquelles il appartient. Il les critique de l'in-

térieur sans jamais se vouloir ni infidèle ni hérétique. Et du coup, les historiens lui reprochent d'être trop freudien, les commentateurs des textes religieux d'être trop engagé dans la société contemporaine, les psychanalystes de n'être qu'historien, les marxistes d'être trop mystique, et la hiérarchie catholique de préférer Marx à la papauté. Le soutien que Certeau apportera ensuite à la « prise de parole » estudiantine de mai 1968 et aux mouvements contestataires latino-américains qui se réclament d'une « théologie de la libération » ne fera qu'aviver les polémiques contre sa personne et son travail.

C'est pourquoi, quand il se présente à la V<sup>e</sup> section de l'EPHE pour y créer une chaire d'histoire de la mystique, il est accusé d'être plus attiré par les colonnes du *Nouvel*

*Observateur* que par l'érudition classique. De même, en 1977, quand il tente d'obtenir un poste au CNRS, il est calomnié. Dosse résume les interrogations injurieuses : «... si c'est vraiment un prêtre, s'il est défrôqué, s'il aime les petits garçons, s'il préfère les femmes, etc. » (p. 385). Enfin, quand il veut entrer à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), il se heurte au mépris des notables et des conservateurs : « Ces curés défrôqués nous emmerdent » ; ou encore : « En France, il y a de la place pour un Foucault, pas pour deux » (p. 386). Grâce au soutien constant de son ami Jacques Revel, il finira par intégrer les rangs de l'EHESS, juste avant sa mort, survenue en janvier 1986. Mais entre-temps, c'est sur la côte californienne, et dans de prestigieuses universités américaines, où il est accueilli avec ferveur, qu'il peut se consacrer à de nouvelles études sur la pluralité des cultures, sans pour autant désertier les multiples lieux de recherches qu'il continue à mettre en place en France, à travers des revues, des séminaires ou des groupes de réflexion.

Sans doute aura-t-il fallu que Certeau traverse de son vivant cette expérience de l'humiliation et de l'exaltation – qui n'est pas étrangère d'ailleurs à la fameuse dialectique mystique de la déploration et de l'extase qu'il a si bien décrite – pour que son œuvre, originale et éclatée, trouve enfin sa place dans la France intellectuelle de ce début de siècle.

Elisabeth Roudinesco

(1) Trois titres de Michel de Certeau sont repris en « Folio Histoire » (Gallimard) : *L'écriture de l'histoire* (n° 115) ; *Histoire et psychanalyse entre science et fiction*, nouvelle édition précédée de « Un chemin non tracé » de Luce Giard (n° 116), et *Une politique de la langue*, avec Dominique Julia et Jacques Revel, qui signent une postface inédite (n° 117).

## LIVRAISONS

### ■ L'ESPAGNE MÉDIÉVALE, d'Adeline Rucquoi

Un manuel est un pari risqué. Vulgarisation mesurée, il déçoit parfois le spécialiste, irrité par la nécessaire simplification didactique, et peut laisser le néophyte aux portes d'un savoir de fait déjà pointu. Avec une aisance et un allant qui ne surprendront pas les lecteurs de sa synthèse sur *L'histoire médiévale de la péninsule Ibérique* (« Points », Seuil, 1993), Adeline Rucquoi évite les deux écueils. Elle fait mieux : partageant son essai entre l'étude de l'histoire et des structures et celle de l'« homme espagnol », elle disqualifie les visions partisans qui choisissent leurs héros entre juifs, musulmans et chrétiens qui cohabitent dans l'espace ibérique entre le VIII<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle, pour établir que tous partageaient la même vision du monde, la religion y déterminant la loi plutôt que la culture, bien moins sectaire. Utile et intelligemment militant (Les Belles Lettres, « Guide des civilisations », 304 p., 14,5 €).

### ■ POLITIQUE ET RELIGION EN FRANCE, de Jean-Louis Ormières

Alors qu'il prépare pour Champion l'édition de la correspondance entre Alfred de Falloux et Augustin Cochin, Jean-Louis Ormières propose une passionnante vision synthétique sur les rapports entre le catholicisme, religion dominante en France, de droit jusqu'en 1791, puis de fait, et l'Etat au fil des deux derniers siècles. Le tour en est conflictuel dès la Constituante, deux rêves d'universalité ne pouvant naturellement cohabiter. Le pacte tacite de l'Eglise de France avec les régimes les plus conservateurs, promesse d'une reconquête encore envisagée, n'est en fait pas périmé au lendemain de la seconde guerre mondiale, même si naturellement la séparation symbolique de 1905, terme de la laïcisation programmée, est au cœur de la réflexion d'Ormières. Reste, au terme de cet intelligent regard sur le « désenchantement » cher à Marcel Gauchet, un lien toujours sensible entre pratique religieuse et sensibilité politique dont l'historien s'interdit avec raison de pronostiquer le devenir (éd. Complexe, « Les dieux dans la cité », 300 p., 18,9 €).

### ■ LA CORSE, ÎLE IMPÉRIALE

Fruit de journées universitaires d'histoire maritime, organisées à Bonifacio en 2001, ce recueil, édité, comme les actes des deux rendez-vous précédents, par Michel Vergé-Franceschi et Antoine-Marie Graziani chez Alain Piazzola, a l'originalité d'interroger le rapport de la Corse aux empires dont le projet méditerranéen influença les destinées. De Rome à Napoléon III, en passant par Charlemagne, Charles Quint et Soliman. On retiendra l'intéressante mise au point de Georges Jehel, qui remet ainsi en perspective la légende d'Ugo Colonna, dont les exploits, vantés à six siècles de distance par le chroniqueur Giovanni della Grossa, sont à l'origine de la *moresca*, ballet martial dont Ghjuliu Gistucci, Malcolm Bothwell et Jean-Pierre Lanfranchi ont donné en juillet près d'Aleria une passionnante relecture. De quoi « oublier » une cartographie indigne (éd. Alain Piazzola [1, rue Sainte-Lucie 20000 Ajaccio], 132 p., 12 €).

### ■ GANDHI ET MARTIN LUTHER KING, de Guy Deleury et Marie-Agnès Combesque

A l'heure où l'anniversaire des attentats du 11 septembre pose à nouveau la question de l'« efficacité » du terrorisme, voilà de brèves « leçons de la non-violence » dont la singularité – croiser le parcours et l'enseignement de deux martyrs de l'émancipation désarmée – n'échappera pas. Les origines de l'engagement et les premiers engagements décisifs sont ici privilégiés. Une lecture agréable et instructive, que conclut un tonique manifeste « pour une rébellion non violente » de Marie-Agnès Combesque (éd. Autrement, « Mémoires », 144 p., 13,95 €). Ph.-J. C.

### LE PUR AMOUR DE PLATON À LACAN de Jacques Le Brun. Seuil, 436 p., 23 €.

Au début du mois d'octobre 1688, François de Salignac de La Mothe-Fénelon rencontre pour la première fois M<sup>me</sup> Guyon à Beynes, près de Versailles, chez la duchesse de Béthune-Charost. Très lié à Bossuet, reconnu comme directeur spirituel par un groupe influent à la cour, estimé de M<sup>me</sup> de Maintenon, Fénelon a connu des débuts prometteurs dans la carrière ecclésiastique. De son côté, M<sup>me</sup> Guyon s'est livrée, après son veuvage en 1676, à un apostolat spirituel remarqué. La publication, en 1685, de son *Moyen court et très facile pour l'oraison que tous peuvent pratiquer et arriver par là à une haute perfection* a encore contribué à la faire connaître, non sans susciter la méfiance des autorités ecclésiastiques, inquiètes du lyrisme avec lequel elle prêche l'« abandon » à Dieu. Leur rencontre allait changer le cours de leurs vies.

Dès l'automne 1688, une correspondance entre Fénelon et M<sup>me</sup> Guyon s'établit. Celle-ci entretient l'abbé Fénelon du « commerce des cœurs et des esprits sans l'entremise des corps » et de l'« union de filiation intime » qui existe entre elle et lui. N'est-il pas son fils bien-aimé, fils spirituel que Dieu lui a donné ? Elle lui communique une science révélée. Cette « science » est la science de mourir à la nature, de quitter la sagesse d'une foi raisonnable et de souffrir d'ultimes douleurs. Il serait facile, relève Jacques Le Brun, d'interpréter ces pages comme le témoignage de la passion exaltée de la jeune veuve pour l'abbé de Fénelon. Cepen-

dant, « cette démarche ne nous conduit guère qu'à mettre en lumière des évidences, mais par là même elle nous aide assez peu à comprendre ces textes et leur véritable portée. » Les textes que Jacques Le Brun entend examiner sont d'abord ceux de Fénelon.

Un an avant sa rencontre avec M<sup>me</sup> Guyon, Fénelon avait rédigé une *Réfutation du système du P. Malebranche sur la nature et la Grâce*, où il faisait montre d'une maturité philosophique qui surprit Bossuet. A sa discipline qui lui présente ses écrits avec soumission, ce maître ne répugne donc pas à donner quelques leçons de théologie. Mais bientôt un changement intervient dans les places respectives occupées par le directeur et la disciple. Sans s'inverser, les rôles se déplacent. Fénelon découvre dans les lettres de M<sup>me</sup> Guyon une expérience mystique, celle d'un amour pur et direct. De cet amour désintéressé, des sacrifices qu'il exige, Fénelon entend élaborer la théorie. C'est par M<sup>me</sup> Guyon que Fénelon entre dans la spiritualité du pur amour.

De cet intérêt passionné pour l'expérience des mystiques va naître, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle un débat théologique majeur, la querelle de l'amour pur, dont l'auteur fait remonter le commencement à 1694, et qui trouve sa conclusion avec la condamnation, le 12 mars 1699, par le bref *Cum alias* du pape Innocent XII, de vingt-trois propositions tirées de *L'Explication des maximes des saints*, livre que Fénelon avait publié en 1697. Le bref papal condamnait en particulier le désintéressement à l'égard de notre salut et envers la crainte d'un châtiement et l'espoir d'une récompense. Il mettait un terme institutionnel à cette forte tension qui opposa pendant quelques années

les esprits convaincus, comme Bossuet, que tous les hommes veulent être heureux et qu'ils trouvent le bonheur dans la foi, et les mystiques qui révèlent leur expérience des états de dérélition et ne voient d'issue que dans le total désintéressement de l'amour.

Les textes que publie Fénelon pendant la querelle sont autant de tentatives pour élaborer une théorie du pur amour. Empruntant la notion de pur amour à la tradition, il entend en proposer un système « simple et complet », pour mieux réfuter ceux qui écartent l'expérience mystique, soupçonnée d'obscurantisme et de fanatisme. Le *Traité sur l'état passif*, resté, comme *Le Gnostique de saint Clément d'Alexandrie*, inédit jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, *L'Explication des maximes des saints*, *L'Explication des maximes des saints*, autant d'étapes – minutieusement décrites par Jacques Le Brun – dans le long cheminement de Fénelon vers la synthèse doctrinale qu'il s'efforce de réaliser. Rédigée après la condamnation de 1699, la *Dissertatio de amore puro* constitue le point d'aboutissement de la quête fénelonienne. Après avoir réfuté ses adversaires, la quatrième partie de la *Dissertatio* devait présenter sa position personnelle. Or cette partie manque et semble n'avoir jamais été écrite. C'est donc « sur le fantôme d'une théorie du pur amour » que s'achève ce texte. Mais la synthèse était-elle possible ? Le pur amour, selon Jacques Le Brun, exige et décourage l'élaboration théorique. Aussi se propose-t-il d'en réunir les figures successives, images parlantes de ce qui ne peut être soutenu dans la rigueur du raisonnement. Certaines de ces figures sont antérieures à Fénelon, et valent à titre de premières formulations ou de premières incarnations.

Ce sont les plus attendues. Plus surprenantes sont celles qui illustrent le destin d'un pur amour rejeté du champ de la théologie, et investissant celui de la littérature et de la psychanalyse. De là ces pages consacrées aux romans de Sacher-Masoch, où s'exprime une conception de l'amour inconciliable avec la possession. La psychanalyse, dans cette circulation au sein des figures de l'amour, occupe une place particulière. Les textes de Freud ou de Lacan ne sont pas seulement convoqués pour dégager cette haine de soi où il serait aisé de lire la vérité des états d'intense mélancolie des mystiques. Ils autorisent une reprise du problème des rapports de l'amour et de la mort sous une forme originale, qui mine de l'intérieur les systèmes théologiques ou philosophiques. Ils rejoignent ainsi la question de Jacques Le Brun, celle de la possibilité de penser un amour pur et totalement désintéressé, de penser l'« impensable. » Au-delà de sa richesse et de sa subtilité, c'est cet investissement de l'auteur dans sa question et sa manière de frôler le mysticisme qui rendent ce livre si attachant.

Jean-Paul Thomas

**l'Islam pour cible**  
Maimati Mâamar  
Corrections  
Interrogations  
http://www.editionsles12.com  
38 rue Edith Cavell - 42411 Courbevoie cedex

## L'ÉDITION FRANÇAISE

## ■ DOMINIQUE MAINARD, LAURÉATE DU PRIX ROMAN FNAC.

Le premier prix du roman Fnac a couronné *Leur Histoire*, de Dominique Mainard (éd. Joëlle Losfeld). Le livre a été choisi parmi les auteurs de la sélection commune des adhérents et libraires qui comprend également : *L'Arrière-Saison*, de Ph. Besson (Julliard) ; *Faire l'amour*, de J.-Ph. Toussaint (Minuit) ; *Les Corrections*, de J. Franzen (L'Olivier) ; *La Tache*, de Ph. Roth (Gallimard). La sélection des adhérents comprend aussi : *Toutes les Colombes*, de B. Bennassar (Faliois) ; *Les Soldats de Salamine*, de J. Cercas (Actes Sud) ; *Johnny le méchant*, d'E. Dongala (Serpent à plumes) ; *Un amant de fortune*, de N. Gordimer (Grasset) ; *La Forteresse*, de R. Hasz (Viviane Hamy) ; *La Vie de Mardochée de Lowenfels...*, de D. Meur (Sabine Wespieser) ; *Survivance les Fargier (1880-2080)*, d'A. Monnier (Arc-en-ciel) ; *Le Territoire des barbares*, de R. Montero (Anne-Marie Métailié) ; *Mémoires de la chair*, d'A. Mosteghanemi (Albin Michel) ; *Compartment pour dames*, d'A. Nair (Ph. Picquier) ; *L'Amour en face*, de S. Rezvani (Actes Sud) ; *Le Déclin de l'empire Whiting*, de R. Russor (Quai Voltaire) ; *Tropique des silences*, de K. Suarès (Métailié). Les libraires ont retenu : *Lily*, de D. Arsand (Phébus) ; *Les Vies de Luka*, de A. Cathrine (Verticales) ; *L'Etoile d'Alger*, de A. Chouaki (Balland) ; *La Maison des feuilles*, de M. Danielewski (Denoeil) ; *L'Heure de la sortie*, de C. Dufossé (Denoeil) ; *One man show*, de N. Fargues (POL) ; *Chanson des mal aimants*, de S. Germain (Gallimard) ; *Ce que Dieu et les anges*, de R. Morgiève (Pauvert) ; *La Moitié d'une vie*, de V.S. Naïpaul (Plon) ; *Numéro six*, de V. Olmi (Actes Sud) ; *Chambre avec gisant*, de E. Pessan (La Différence) ; *Tigre en papier*, de O. Rolin (Seuil) ; *Le Pouvoir du chien*, de T. Savage (Belfond).

## ■ SOUTIEN MINISTÉRIEL CHEZ LAROUSSE.

Le ministre délégué à l'enseignement, Xavier Darcos, et le ministre de la culture et de la communication, Jean-Jacques Aillagon, ont apporté leur soutien à Larousse, lors de la soirée organisée pour les 150 ans de la marque, lundi 2 septembre (*Le Monde* du 3 septembre). Xavier Darcos a indiqué qu'il était venu pour « apporter son soutien, à l'heure où votre groupe connaît des difficultés qui j'espère ne menacent pas votre avenir ». Jean-Jacques Aillagon a souhaité « que Larousse demeure au cœur du dispositif de production culturelle de notre pays ».

## ■ NOUVELLES RECRUES CHEZ STOCK ET CALMANN-LÉVY.

François Azouvi va rejoindre Stock en novembre, pour y développer le secteur des essais. Il était chez Bayard depuis près de deux ans. Il se retrouvera à quelques étages de son ancienne maison, Calmann-Lévy, qui a failli fusionner avec Stock. Calmann-Lévy, où le départ de Nina Salter a été confirmé, annonce l'arrivée comme éditeur de Ronald Blunden, ancien directeur de la communication de TF1. Agé de 52 ans, Ronald Blunden a commencé sa carrière dans l'édition où il participait à la création de Mazarine, avec Jean-Étienne Cohen-Séat, actuel PDG de Calmann-Lévy. Ronald Blunden a ensuite travaillé comme directeur de la communication chez Schlumberger, Thomson, IBM, puis TF1, de 1995 à 2001.

## ■ JEAN-FRANÇOIS COLOSIMO CHEZ ODILE JACOB.

Ancien directeur littéraire de Lattès, Jean-François Colosimo âgé de 41 ans vient de rejoindre les éditions Odile Jacob comme directeur éditorial.

## ■ PREMIÈRE SÉLECTION DU GONCOURT.

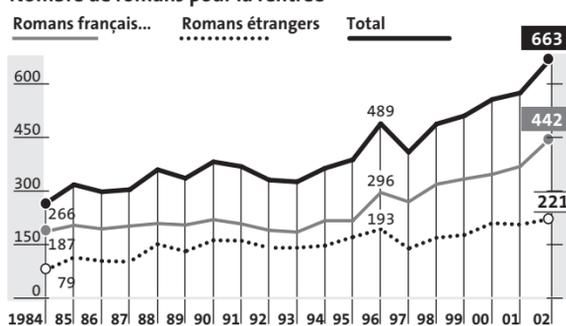
L'académie, qui décrètera son prix le 28 octobre, a retenu : *Mon père*, d'Éliette Abécassis (Albin Michel) ; *Nous arrêterons le soleil*, de Françoise Bouillot (Seuil) ; *Assam*, de Gérard de Cortanze (Albin Michel) ; *L'Impatience de Freud*, de Quentin Debray (Albin Michel) ; *Capitaine Troy*, de Stéphane Denis (Fayard) ; *La Mort du roi Tsongor*, de Laurent Gaudé (Actes Sud) ; *La Mission des frontières*, de Gilles Lapouge (Albin Michel) ; *Maestro!* d'Eduardo Manet (Robert Laffont) ; *La Mélancolie des innocents*, de Jean-Pierre Milovanoff (Grasset) ; *Podium*, de Yann Moix (Grasset) ; *Alain Zannini*, de Marc-Edouard Nabe (Le Rocher) ; *Dernier royaume*, de Pascal Quignard (Grasset) ; *Tigre en papier*, d'Olivier Rolin (Seuil) ; *L'Insensé*, de Morgan Sportès (Grasset).

## Radiographie de la rentrée

Sous l'avalanche de titres qui peinent à trouver leur place sur les tables des libraires, se cachent des inquiétudes, un sentiment de fuite en avant, mais aussi les bons résultats économiques du roman

## LE ROMAN CONTEMPORAIN EN CHIFFRES

## Nombre de romans pour la rentrée



ses : les principaux éditeurs (à l'exception d'Albin Michel) ont leur structure de diffusion-distribution. Ils courtisent les petites maisons pour rentabiliser leurs investissements industriels, ce qui leur permet aussi de faciliter l'approvisionnement de leur catalogue poche.

## MALAISE DES LIBRAIRES

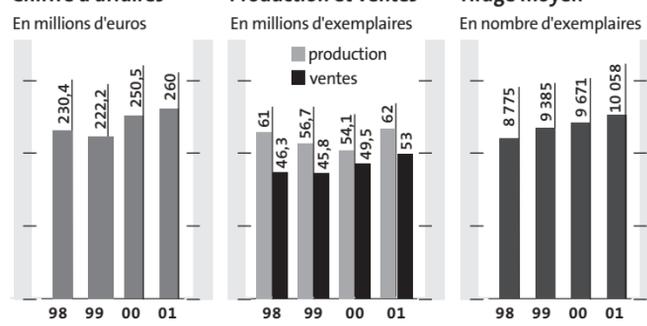
Des éditeurs, qui ne participaient pas à la course de l'automne, y font des entrées timides (PUF) ou massives (Fayard). Enfin, sans accroître la production de la maison-mère, des éditeurs développent leurs filiales. C'est le cas par exemple du Seuil avec L'Olivier et Verticales. Il s'agit à chaque fois de quelques titres en plus, mais, mis bout à bout, ils approchent la centaine. Certains romans sont à peine défendus par les attachés de presse ou les représentants auprès des journalistes ou des libraires. On est près de la fuite en avant. La surproduction permet aussi d'améliorer la trésorerie des éditeurs, avant la fin de l'année. En règle générale, les livres sont payés par les libraires à soixante jours et ils ont la possibilité de retourner les

invendus après 90 jours.

Les réflexes sont moins automatiques. Des succès annoncés ne prennent pas, tandis que des livres inattendus se sont imposés par le bouche-à-oreille. L'abondance de l'offre entraîne une dispersion des choix. Pour le meilleur ou pour le pire. Un éditeur constate : « *La boussole s'affole. Sur certains livres. J'ai autant de retours sur des réassorts que sur des mises en place. Certains livres reviennent, sont envoyés au pilon et sont demandés en réassort. La jonglerie devient terrible.* »

Cette hausse de la production s'inscrit à un moment où la littérature a le vent en poupe ; depuis deux ans, l'édition connaît une embellie économique. La littérature générale est le premier secteur éditorial français, devant les livres pratiques ; la part du roman contemporain y est déterminante. Selon les chiffres du Syndicat national de l'édition (SNE), le chiffre d'affaires est en progrès régulier, et le tirage moyen des romans est reparti à la hausse. La surproduction est moins gênante quand le marché est positif. La situation risque de s'inverser lors du bilan

## Chiffre d'affaires



## Quand Le Robert est à la fois assassin et policier

*Le Robert des noms propres* est en tête des meilleures ventes. Le dictionnaire d'Alain et Josette Rey n'a pas supplanté *Le Petit Larousse*, mais il s'agit du titre du nouveau roman d'Amélie Nothomb. En mai, Albin Michel a demandé au Robert l'autorisation d'utiliser ce titre. Le Robert n'y a vu que des avantages. La romancière est d'ailleurs dans *Le Petit Robert des noms propres*, quelque part entre Nosferatu, Nostradamus et Notre-Dame de Paris. Elle a apporté de nombreuses citations aux dernières éditions du Robert. Amélie Nothomb présente le livre comme la biographie de son assassin. Le pseudonyme de son personnage est Robert, « un nom de dictionnaire et qui convenait ainsi à la dimension encyclopédique des souffrances qu'elle avait connues ».

De son côté, le nouveau millésime du dictionnaire propose de nombreux mots et sens nouveaux, fidèle à sa tradition de plus grande permissivité que son cousin du groupe Vivendi Universal Publishing. Dans un texte du dossier de presse, Alain Rey enfonce le clou sur l'usage familier et spontané qui « trouble si fort les délicats, les constipés, pour qui une blague de Coluche, les pauvres, semble menacer des siècles de beauté langagière ».

Voici donc les bobo, bouh, débriefer, gaver, gogol, grave, neu-neu, mouais, tournante. Le mail entre en même temps que courriel. Piercing ou webcam accompagnent volens nolens.

Mais l'innovation majeure du dictionnaire de langue est l'arrivée de 400 encadrés étymologiques, « la première modification de maquette depuis trente ans », souligne le directeur Pierre Varod. Cela s'inscrit après le succès du *Dictionnaire étymologique de la langue française*. Il s'agit de montrer la descendance et les rapports entre des mots qui semblent éloignés. On apprend ainsi que *grammaire*, *glamour*, *grimoire* et *graffiti* sont des greffons de greffe. Marie-Hélène Rivaud compare son travail de recherche étymologique à « une enquête policière ». Certains mots résistent, comme *arobase*, toujours une énigme. « *Certaines familles de mots sont décevantes* », explique-t-elle, en citant *guerre*, par exemple. D'un point de vue étymologique, la guerre est moins intéressante que le *cul* et le *cœur*, qui au passage n'a aucun rapport avec la *rançœur*.

A. S.

★ *Le Petit Robert*, 58 € ; *Le Petit Robert des noms propres* (et son Atlas géopolitique et culturel), 59 €.

## AGENDA

■ **LES 6 ET 7 SEPTEMBRE. CAUBÈRE. A ARLES (13)**, l'association du Méjan accueille Philippe Caubère, qui rendra hommage à Christian Nimeño II avec des lectures de *Recourve-le de lumière* d'Alain Montcouquiol (à 21 heures, chapelle Saint-Martin du Méjan ; rens. : 04-90-49-56-78).

■ **LE 7 SEPTEMBRE. LECTURE. A PARIS**, le Cinéma des cinéastes et les Mots parlent poursuivent le cycle « La lecture fait son cinéma » avec Sophie Daull, qui lira des extraits de *Nous serons sereins cette nuit-là encore*, de Jean-Luc Lagarce, *Je ne suis pas Heiner Müller*, de Sophie Lannefranque, et *L'Art d'habiter*, de Manuel Daull (à 18 heures, 7, avenue de Clichy, 75017 ; entrée 7 €, rens. : 01-53-42-40-20).

■ **LE 10 SEPTEMBRE. DESROCHES-NOBLECOURT. A PARIS**, à l'Espace Georges-Bernanos, dans le cadre

des conférences Art et Histoire, Christiane Desroches-Noblecourt animera un débat consacré à la reine Hatshepsout (à 18 heures, à l'auditorium, 4, rue du Havre, 75009 ; rens. : 01-45-26-65-26).

■ **LES 10 ET 11 SEPTEMBRE. SOLIDARITÉ. A PARIS**, sous l'égide de l'Unesco, se tiendront les Journées de la solidarité humaine, au Sénat, un colloque sur « Une solidarité universelle ? Figures de l'éthique après le 11 septembre », et au siège de l'Unesco, un concert au cours duquel se produiront, entre autres, Miguel Angel Estrella et l'Orchestre pour la paix (à 10 heures le 10, salle Médicis, palais du Luxembourg ; 20 h 30, le 11, 7, place Fontenoy, 75007 ; rens. : 01-47-27-14-89 ou info@fondationostadelahi.fr).

■ **DU 10 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE. POÉSIE. A PARIS**, au Théâtre Molière - Maison de la poésie et dans le cadre de « Boemia Magica », Dagmar Havlova inaugurera

la première soirée du cycle de poésie tchèque consacrée à Jan Vladislav (à 21 heures, passage Molière, 157, rue Saint-Martin, 75003 ; prix 5 €, rens. et location : 01-44-54-53-00) et le 12, à 19 heures, à Jiri H. Krchovsky et Petr Kabes.

■ **DU 10 AU 21 SEPTEMBRE. KARAHASAN. A BERLIN** se tient le Festival international de littérature qui réunira une centaine d'auteurs, dont le Bosnien Dzevad Karahasan, qui en prononcera le discours d'ouverture le 10 septembre à 18 heures (rens. : 00-49-30-27-87-86-45 ou press@literaturfestival.com).

■ **LE 11 SEPTEMBRE. WOOLF. A CHAMBÉRY (73)**, l'Observatoire de l'écriture et de l'interprétation de la lecture reçoit Patrick Longuet pour une soirée sur Virginia Woolf (à 19 h 30, université de Savoie, rue Marcoz, 73000 ; rens. : 04-79-70-57-02).

## Nouvelles réactions sur « Rose bonbon »

La polémique se poursuit à propos de la publication du roman de Nicolas Jones-Gorlin *Rose bonbon* (« *Le Monde des livres* » du 30 août), qui met en scène un pédophile. Le ministre de la famille, Christian Jacob, a été « choqué que l'éditeur ait accepté l'édition de ce livre ». « Je n'ai pas le pouvoir d'interdire la sortie d'un livre, mais il me semble que le travail d'un comité de lecture, c'est justement d'éviter la publication de ce type de livre où l'auteur parle à la première personne et fait l'apologie de la pédophilie », a conclu, mardi 3 septembre, le ministre en qualifiant ce choix de « provocation malsaine ».

L'association L'Enfant bleu avait demandé à Gallimard le retrait du livre en estimant que le livre comporte « des scènes pornographiques mettant en scène des enfants ». Elle va saisir le parquet pour qu'il engage des poursuites. L'Enfant bleu a été rejoint dans sa démarche par Enfance et partage. La Fondation pour l'enfance, présidée par Anne-Aymone Giscard d'Estaing, a « décidé de porter plainte, par l'intermédiaire de M Paul Lombard, contre les éditions Gallimard et l'écrivain Nicolas Jones-Gorlin ». Sans retirer l'ouvrage, Gallimard a suspendu sa commercialisation. L'éditeur s'apprête à le remettre en vente précédé d'un avertissement.

Le livre reçoit le soutien de plusieurs auteurs et associations. La Ligue des droits de l'homme (LDH) a dénoncé une « atteinte à la liberté d'expression ». « Il est vital de protéger la liberté de l'artiste, malgré les scandales que certaines œuvres peuvent provoquer », indique la LDH qui « engage l'éditeur à assumer ses responsabilités vis-à-vis de l'auteur ». Jean-Marie Laclavetine, membre du comité de

pourtant une grande place à la littérature dans sa librairie. Beau-coup de libraires, y compris les Fnac, commandent un seul exemplaire d'un livre. Hier, ils en prenaient 10, aujourd'hui ils en prenaient trois, ils n'en choisissent qu'un.

A la librairie des Abbesses, Marie-Rose Garnieri se lamente de cette « immense orchestration d'échecs et de dégâts, on est dans une logique de perdition organisée. Certaines maisons jouent la rentrée en termes quantitatifs. Elles occupent l'espace, en publiant sans grande conviction des livres moyens, en se disant que ça peut toucher un public ». La sanction peut être terrible. Certains se retrouvent dans les bacs de soldeurs à un ou deux euros, alors qu'ils valaient dix fois plus quelques semaines avant. Ils n'arrivent pas à être comme l'écrivain un nouveau romancier de la rentrée, Frédéric Teillard, dans *Je ne sais pas* (Stock), « un peu plus qu'un arbuste supplémentaire dans la forêt de papier imprimé qui s'étend à perte de vue ».

Alain Salles

lecture de Gallimard, prend la défense du livre (*Le Monde* du 5 septembre).

Michel Braudeau qui a défendu et assuré la publication du livre, s'explique dans une lettre : « Nicolas Jones-Gorlin a choisi de faire le portrait d'un pédophile, d'explorer la personnalité de ce diable moderne, vieux comme le monde sans doute, mais qui fait vendre du papier journal. Est-ce que Rose bonbon fait l'apologie de la pédophilie ? Non. Son héros est déplaçant, ses pensées sont abjectes, il est constamment ridiculisé par l'auteur. Mais, en s'introduisant dans sa tête, comme une « caméra subjective », l'auteur nous donne à réfléchir. Tout le monde n'a pas le culot et la créativité de se projeter dans l'esprit d'un criminel, il faut l'audace d'un romancier pour cela, et c'est fort utile si l'on veut comprendre ».

## « TARTUFERIE »

« Vouloir empêcher un écrivain d'explorer les malaises de ses contemporains est une tartuferie, écrit l'écrivain, membre du comité de lecture de Gallimard, en poursuivant : « La censure ne résout rien. Elle attise, au contraire. Elle déclenche la curiosité. C'est la censure qui rend le crime attrayant, la prohibition qui encourage le trafic, sans le tarir. Un citoyen honnête doit être reconnaissant à un auteur de prendre sa part dans l'exorcisme des démons de tous. Mesurer le risque qu'il encourt ainsi. Apprécier le danger bien pire qui consiste à ne pas dire, ne pas voir, ne pas regarder. Un viol commence toujours par un bâillon et un bâton. Le secret est le poison des familles et des nations, comme le silence. Les lecteurs français n'ont pas à être traités en mineurs par qui que ce soit, bleu ou brun. »

A. S.

Le Monde.fr présente son édition abonnés : le Desk.  
Pour 5 euros par mois, accédez à des textes,  
informations et services exclusifs.

- › Dès 8h45 par e-mail, la Check-list : le quotidien du matin qui vous donne le menu du quotidien du soir
- › Le prompteur de dépêches et un journal en bref permanent
- › Des dossiers et sélections d'archives par thème
- › Un crédit de 25 archives par mois, pour vos recherches parmi plus de 700 000 articles parus depuis 1987
- › Chaque jour sur votre Desk, l'édition qualitative du journal Le Monde au format électronique, prête à être imprimée
- › Un classeur pour ranger et conserver le tout...

Votre rampe de départ pour le Desk : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

NE SURFEZ PLUS.  
PLONGEZ.

le Desk

Le Monde.fr  
édition abonnés